Le Monde

55e ANNÉE – Nº 16859 – 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE — VENDREDI 9 AVRIL 1999 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

MONDE DES LIVRES
MONDE DES POCHES

Au sommaire : Herling, Chevillard, Wittgenstein, la question gay, etc.

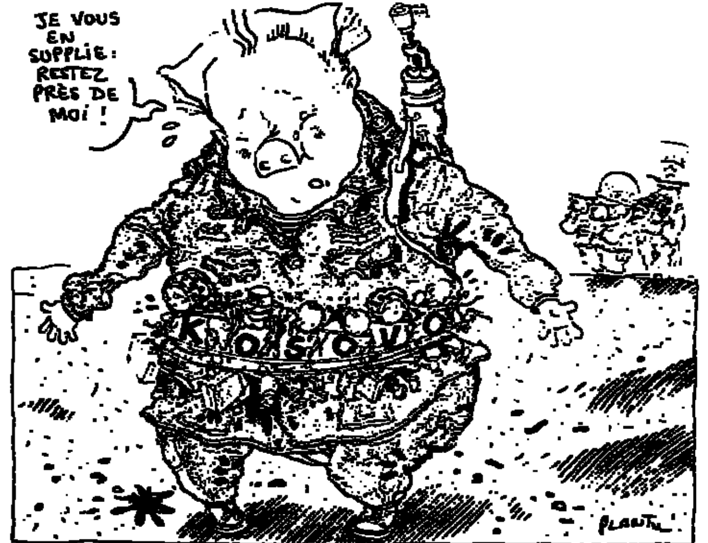


Au Kosovo, avec les combattants de l'UCK

● Notre envoyé spécial a rencontré la guérilla de l'Armée de libération, dans l'ouest du Kosovo ● « Le monde n'aurait jamais dû laisser l'armée serbe se renforcer autant », dit un officier indépendantiste ● Belgrade ferme brutalement ses frontières avec l'Albanie et la Macédoine

NOTRE envoyé spécial au Monténégro, Rémy Ourdan, a franchi la frontière pour se rendre à l'ouest du Kosovo, dans la région de Rugova, contrôlée par les combattants de l'UCK qui continuent de lutter contre l'armée serbe. Un commandant de l'organisation lui a déclaré : « *Nous avions prévenu la communauté internationale qui ne nous a pas entendus. Le monde n'aurait jamais dû laisser l'armée serbe se renforcer autant au Kosovo.* » Repliés dans les montagnes, ces combattants admettent que l'Armée de libération du Kosovo est en situation difficile depuis le lancement de la nouvelle offenvive serbe. Ils attendent que les forces serbes soient suffisamment affaiblies par les opérations de l'OTAN auxquelles ils contribuent en désignant aux alliés des cibles serbes.

Les autorités de la République fédérale de Yougoslavie ont fermé, mercredi 7 avril, les frontières avec l'Albanie et la Macédoine. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe estime que 80 000 Kosovars ont ainsi été refoulés aux frontières de ces deux pays. L'OTAN soupçonne Belgrade de vouloir se servir d'eux comme otages en des lieux qui pourraient être visés par les alliés. L'armée macédonienne a vidé brutalement, dans la nuit de mardi à mercredi, le camp de Blace où s'étaient réfugiés 60 000 Kosovars. Notre envoyé spécial, Henri de Bresson, raconte comment les soldats ont forcé la moitié d'entre eux à se rendre dans un centre de transit de l'OTAN. Les autres ont été chassés vers des destinations que l'on suppose être l'Albanie, la Grèce et la Turquie. L'OTAN a bombardé une nouvelle fois, mercredi soir, le centre de Belgrade. Les Etats-Unis ont nommément menacé neuf officiers serbes de les juger pour crimes de guerre.



L'Elysée et Matignon dans la guerre

DEPUIS le debut des frappes aériennes de l'OTAN, le 24 mars, Jacques Chirac et Lionel Jospin ont montré une parfaite identité de vues, tant sur les choix militaires que sur la question des réfugiés ou encore sur la manière de traiter M. Milosevic. « *Tous deux ont une vision identique et très réaliste de l'Europe, où domine surtout le souci de créer un contrepoids à la puissance américaine* », explique le ministre de la défense, Alain Richard. La situation de guerre entraine un contact permanent et une collaboration renforcée entre les deux têtes de l'exécutif. Enquête croisée à l'Elysée et à Matignon.

Lire page 16

En Ile-de-France, aujourd'hui exceptionnellement, *aden*. Notre guide cinéma et spectacle n'a pas pu être distribué normalement avec *Le Monde* daté jeudi 8 avril.

Règlements de comptes à Moscou

Le baron des affaires, Boris Berezovski, riposte au mandat d'arrêt lancé contre lui. Il a organisé une conférence de presse à Paris. « *Tout ce que fait Primakov échoue* », a-t-il déclaré au *Monde*.

p. 8 et notre éditorial p. 22

Le rapprochement Renault-Nissan

Il a fallu neuf mois de négociations discrètes entre les deux constructeurs pour parvenir à un accord. Il reste à accomplir le plus difficile : restaurer la rentabilité de Nissan. p. 25



Jardin rétro

La passion des végétaux anciens s'étend aux simples jardiniers. Les catalogues spécialisés se multiplient alors que se tiendra ce week-end la Fête des plantes vivaces. p. 32

La trompeuse banalité de l'eau

Cet élément familier surprend les scientifiques par son comportement lorsqu'il est soumis à des températures et des pressions variables. En collaboration avec *El País* et *Nature*, l'eau comme on ne la connaissait pas. p. 31

La mort d'Emile Copfermann

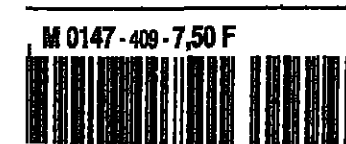
Romancier, critique, il fut, selon le mot de François Maspero, « *la conscience editoriale de la maison* » créée par ce dernier. Emile Copfermann est mort dans la nuit du dimanche 4 au lundi 5 avril. p. 24

Les enfants et les œuvres d'art

L'artiste suisse Gottfried Honegger a ouvert à Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes) un atelier réservé aux enfants et aux adolescents. Les méthodes pédagogiques y sont inédites. p. 35

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 409 - 7,50 F



Baton Haxhiu, ce journaliste qui a appris sa mort par la radio

LONDRES
de notre correspondant

« *Je tenais de bonne source que mon nom figurait sur la liste de ceux que les Serbes voulaient liquider* » : sous les plafonds chamarrés du Foreign Office dont les murs racontent l'histoire de l'Angleterre, Baton Haxhiu, rédacteur en chef de *Koha Ditore*, le principal quotidien albanophone du Kosovo, ne hausse jamais le ton quand on l'interroge sur le calvaire qu'il vient de vivre. Les yeux fatigués clignent derrière les grosses lunettes du militant nationaliste kosovar interpellé par la police serbe à Pristina au lendemain des premiers raids de l'OTAN. Cet Albanais de trente-deux ans est un ami proche de Bajram Kelmendi, le célèbre avocat des droits de l'homme tué par des paramilitaires serbes le 24 mars avec ses deux fils.

Dans un fourgon cellulaire, trois membres des forces de sécurité serbes tabassent Baton Haxhiu avec leur arme. Mais alors qu'il s'attend à être abattu, ses geôliers le libèrent vingt minutes après, sans explication. Ils l'ont, au passage, délesté de son portefeuille. Pendant douze jours, le journaliste se cache, changeant quotidiennement de planque pour tenter d'échapper à cette campagne visant à annihiler les cercles intellectuels modérés du chef-lieu. « *J'ai entendu parler de ma mort le 29 mars à la radio. Je pensais que, d'une certaine manière, l'information donnée par un porte-parole de l'OTAN était exacte. Je sentais vraiment que j'avais été exécuté par les Serbes. Je ne pouvais prévenir personne pour démentir. Je m'inquiétais vivement de la manière dont ma femme et mes enfants devaient vivre pareille nouvelle* », explique ce journaliste chaleureux, très apprécié par ses confrères étrangers lors de leurs passages à Pristina.

L'étau se resserre autour de celui qui, donné pour mort, quitte Pristina le 1er avril pour tenter de gagner la Macédoine. Le fugitif, qui s'est rasé la barbe, se cache pendant quatre jours dans la montagne avant de se mêler au flot des expulsés poussés hors de la province. A l'approche de la frontière, il saute dans une voiture conduite par une inconnue accompagnée de son enfant. Lors d'un arrêt, Baton Haxhiu est reconnu par une amie, elle aussi bloquée dans son véhicule par les milliers de réfugiés qui affluent à la frontière. D'un regard, il implore celle-ci de l'ignorer, ce qu'elle fait : la zone grouille en effet d'agents de sécurité serbes. Le patron de *Koha Ditore* parvient à passer en Macédoine et, de là, prend le chemin de Londres pour témoigner, le 7 avril, en compagnie de deux autres journalistes et de l'interprète albanaise utilisée par le Foreign Office lors des pourparlers de Rambouillet.

Comme l'a indiqué le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, Baton Haxhiu doit prendre la direction du nouveau service d'information à destination du Kosovo organisé par des journalistes qui, comme lui, ont fui la province. Financé par la Grande-Bretagne, ce réseau, qui pourrait être installé à Skopje, devrait publier *Koha Ditore* deux à trois fois par semaine afin d'informer les déportés sur le déroulement de la guerre et d'œuvrer à la réunion des familles.

Marc Roche

Droit d'asile pour les Kosovars

APRÈS quelques jours d'hésitations, le gouvernement de Lionel Jospin a finalement décidé d'accueillir plusieurs milliers de réfugiés kosovars sur le sol français. Nul ne sait encore s'ils bénéficieront du statut extrêmement protecteur de la convention de Genève de 1951 ou de l'« asile territorial », un statut plus restreint officialisé par la loi Chevènement. Ce débat s'inscrit dans un contexte difficile en matière de droit d'asile, accordé de façon de plus en plus restrictive : en 1998, moins de 4 000 statuts de réfugiés ont été accordés, soit une légère baisse par rapport à 1997. Au total, plus de 80 % des demandes sont rejetées.

Lire page 12

POINT DE VUE

Leur logique et la nôtre *par Daniel Bensaïd*

COMMENT ne pas être révolté par le martyre du peuple kosovar ? Devant cette tragédie, nul n'a le monopole du cœur, des sentiments et des émotions. Mais la guerre est une redoutable machine à simplifier. Il faut « *choisir son camp* » : qui n'est pas avec moi est contre moi ! « *Eux* » ou « *nous* » ! Qui ça, « *nous* » ? « *Nous* » les « *Occidentaux* », les bien-pensants, les démocrates sans reproches ? Ce « nous »-là n'est pas le nôtre.

La logique de guerre obscurcit la pensée. Il y a déjà ceux qui escaladent et jusqu'au-boutisent ; ceux qui ministre-ça-ferme-sa-gueule ; ceux qui républicains-des-deux-rives ; ceux qui mêlent le rouge et le brun ; et même ceux qui rêvent et cauchemardent à dormir debout (Romain Goupil dans votre page « Débats » du 31 mars).

La logique de guerre est celle du tiers exclu : « *Ou Milosevic ou l'OTAN* » ? Qui refuse de s'y plier doit s'attendre à essuyer les insultes les plus grossières et les plus infamantes (« *munichois !* »). Au droit des puissants et à leur morale sélective, nous opposons une logique politique guidée par des principes qui ne sont pas à géométrie variable : ni Milosevic ni OTAN ! Arrêt des bombardements et autodétermination du Kosovo !

Naïveté ? Angélisme ? Irréalisme ?

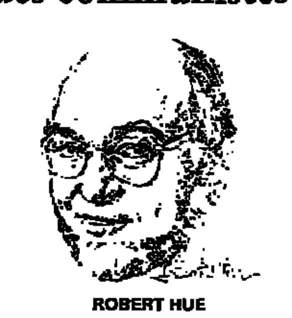
La guerre non déclarée menée par l'OTAN poursuit – au moins – deux objectifs. L'un, proclamé, (« *le seul légitime* » selon Alain Joxe – *Le Monde* du 3 avril) : la protection du peuple kosovar. L'autre, inavouable : légitimer l'OTAN comme police du nouveau désordre mondial en Europe et en Méditerranée.

Empêcher les tueries et la « purification » entreprises par Milosevic au Kosovo ? Loin d'y parvenir, les frappes aériennes ont contribué à amplifier et à accélérer l'exode forcé par les paramilitaires et la police serbes, dans la confusion des bombardements et en l'absence des 1 300 vérificateurs de l'OSCE préalablement retirés.

Lire la suite page 18

Daniel Bensaïd *est maître de conférences de philosophie à l'université Paris-VIII.*

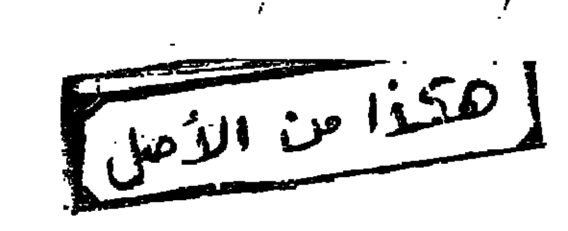
Les contradictions des communistes



ROBERT HUE

CONVAINCU que la guerre serait courte et que les Français étaient majoritairement hostiles à l'intervention de l'OTAN, le PCF et son secrétaire national, Robert Hue, se retrouvent aujourd'hui tiraillés entre réflexes identitaires et velléités d'ouverture. Le Kosovo suscite aussi des tensions et des divisions au sein de la gauche radicale, certains pensant que le schéma « *anti-impérialiste* » de la guerre du Golfe est transposable en ex-Yougoslavie, d'autres non.

Lire page 10



BALKANS Les Alliés sont très perplexes après la décision de Belgrade de fermer ses frontières et de faire refluer les réfugiés affluant vers l'Albanie et la Macédoine. Nouvelle « ruse » du président Milosevic, ou premier « signe » de recul ? ● L'ARMÉE DE LIBÉRATION du Kosovo n'est pas démantelée dans certaines régions de la province, où une partie de la population a fui les villes et villages, écrit notre envoyé spécial, qui a pu entrer avec un groupe de l'UCK dans l'ouest du Kosovo. ● L'ÉPURATION ETHNIQUE avait été programmée dans un plan dit « fer à cheval », ont confirmé mercredi les autorités allemandes. Américains et Britanniques avaient eu connaissance d'informations en ce sens. ● LA MACÉDOINE, qui a expulsé 70 000 personnes de la zone frontière de Blace, est vivement critiquée pour son traitement des réfugiés. ● L'OTAN a de nouveau bombardé Belgrade mercredi.

Voyage à l'ouest du Kosovo avec l'Armée de libération

Notre envoyé spécial a rencontré les combattants de l'UCK dans les montagnes. « Le monde n'aurait jamais dû laisser l'armée serbe se renforcer autant au Kosovo », déclare un officier indépendantiste

RUGOVA (Kosovo)
de notre envoyé spécial

Les combattants kosovars reviennent d'une bataille de trois heures contre l'armée serbe. Il est minuit. Un soldat ramène une bûche dans le poêle. Un autre va chercher une cruche d'eau au bord de la rivière Rugovska. Tous portent des uniformes impeccables et le sigle de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), un aigle noir à deux têtes sur fond rouge. Les hommes portent leur fusil kalachnikov.

REPORTAGE

L'UCK désigne des cibles serbes pour les raids aériens de l'OTAN

« *L'OTAN a détruit les routes empruntées par les Serbes. Alors, ils essaient de se frayer un chemin vers ici depuis trois, quatre jours. Ils sont arrivés à moins de cinq kilomètres du village où est notre QG.* » Le capitaine Florin Kulaj commande les 820 hommes de la brigade 136 de l'UCK dans la région de Rugova. Il est jeune – trente-cinq ans –, et apparemment respecté. Chauffeur de camion à Constance, en Allemagne, avant la guerre au Kosovo, il a fait ses armes dans la vallée de la Drenica en 1998. Il confirme que l'UCK vient d'y subir sa « *principale défaite* » depuis le lancement de la nouvelle offensive serbe et des raids aériens de l'OTAN.

Il est minuit et les guerriers albanais écoutent les avions occidentaux survoler le pays. Ils mènent actuellement un combat qui ne tourne pas à leur avantage. Pourtant, raconte un soldat, « *nous n'avons pas peur. Nous croyons en la victoire. Cette guerre ne fait pas autant de morts que le conflit bosniaque. Nous pouvons toujours, soldats et civils, nous replier dans des montagnes où les Serbes n'osent pas venir* ». Les treize villages du canton de Rugova sont perchés dans ces montagnes. Ici, les habitants n'ont pas fui. Des familles de Pec, la ville de l'ouest du Kosovo vidée par l'armée de Belgrade la semaine dernière, sont même venues se réfugier à Rugova. « *Mille personnes sont arrivées, dont 250 combattants qui ont rejoint nos rangs*, dit le capitaine Kulaj. *A Pec, il ne reste que 1 % à 2 % des Albanais qui y vivaient avant l'entrée des Serbes.* »

Pour l'UCK, l'épuration ethnique était inévitable. « *Avec ou sans les raids aériens, l'objectif principal des Serbes était de vider le Kosovo*, pense Florin Kulaj. *Nous avions prévenu la communauté internationale, qui ne nous a pas entendus. Le monde n'aurait jamais dû laisser l'armée serbe se renforcer autant au Kosovo.* » L'officier estime que seules des livraisons d'armes à l'Armée de libération du Kosovo auraient pu éviter l'épuration ethnique. « *On ne combat pas un tank avec une kalachnikov* », murmure-t-il en souriant. Les combattants de l'UCK à Rugova sont très favorables aux opérations de l'OTAN en Yougoslavie. « *Ces bombardements ne nous*



aident pas momentanément, à cause des offensives serbes, analyse le capitaine. *Mais, pour l'avenir, ils nous seront bénéfiques. L'armée serbe sera affaiblie. Elle aura des difficultés à bouger car des ponts seront détruits. Elle aura moins de tanks...* »

Le capitaine Kulaj est tellement enchanté des raids aériens qu'il reconnaît sans hésiter la collusion entre l'OTAN et son organisation. « *L'UCK donne des informations sur les cibles à l'OTAN ! J'ai transmis mardi des informations sur un pont et une route empruntés par les Serbes. Le pont a été bombardé et détruit mercredi matin.* » L'officier et ses hommes espèrent dorénavant surtout recevoir des armes lourdes, afin de mener eux-mêmes la guerre contre l'armée de Slobodan Milosevic. Le capitaine ajoute que, contrairement à ce que réclament les déportés kosovars, « *l'OTAN n'a pas besoin d'envoyer des troupes au sol au Kosovo. Il suffit de détruire leurs tanks et leur artillerie. Ensuite, nous pouvons combattre* », dit-il. L'armée yougoslave avait, selon Florin Kulaj, « *180 à 190 tanks au Kosovo* » avant le déclenchement de l'opération « Force déterminée ». « *L'OTAN en a détruit 10 à 15 et l'UCK en a neutralisé 5* », affirme-t-il.

CANAUX DE RAVITAILLEMENT

Il est minuit, les combattants sont exténués. Florin Kulaj, dans son bureau, vient de recevoir un message crépitant dans son talkie-walkie sur des combats qui se déroulent à cinq kilomètres. Puis le quartier général régional de l'UCK à Rugova s'endort peu à peu. L'UCK ne semble pas être ici, contrairement à certaines informations militaires occidentales, coupée du monde. Les soldats affirment être reliés à d'autres bases, partout au Kosovo. S'il a reconnu la déroute dans la vallée de la Drenica, le capitaine Kulaj a, en revanche, prétendu que « *l'UCK contrôle 45 % à 50 % du Kosovo, au lieu de 60 % il y a une semaine* ». Cette perte de terrain n'est pas considérée comme une tragédie, vu l'ampleur de l'offensive serbe et le déséquilibre militaire. « *C'est vrai que l'UCK est encerclée. Mais nous ne sommes pas inquiets. Nous sommes reliés entre nous, et nous avons des portes de sortie vers des pays étrangers.* » Outre ses bases et ses camps d'entraînement dans le nord de l'Albanie, l'UCK a des liens avec les réfugiés en Macédoine et au Monténégro.

Venus de l'un de ces pays étrangers, mercredi 7 avril, les journalistes français qui sont entrés au Kosovo ont pu constater l'efficacité de ces canaux de ravitaillement de l'UCK. Nourriture, médicaments, et peut-être des armes, transitent par les sentiers de ces montagnes hostiles d'où l'armée serbe est absente. Des paysans recrutés par l'UCK organisent des convois de chevaux et de mules qui franchissent les cols en dépit des intempéries. Il y a encore jusqu'à trois mètres de neige par endroits. Les hommes marchent, les mules avancent prudemment. Il faut voyager une à deux journées sur ces sentiers ardus. Les passeurs clandestins s'arrêtent chaque heure pour boire de l'eau-de-vie au goulot. La *rakija* est forte, leur détermination aussi. Il arrive qu'un cheval plonge dans le ravin lorsque le chemin devient trop étroit, mais le voyage se déroule le plus souvent sans incident. La crainte des passeurs est que, avec l'arrivée du printemps et la fonte des neiges, les soldats serbes ne s'aventurent vers ces frontières afin de couper les route de l'UCK.

SENTIER ESCARPÉ

L'entrée au Kosovo illustre cette sérénité de l'UCK dans certaines régions. Au poste-frontière, il n'y a ni soldats ni policiers serbes. « *Vous entrez en territoire contrôlé par l'Armée de libération du Kosovo* », annonce, fièrement, un garde-barrière. La misère rôde. Les hommes sont mal armés. Les camions n'ont parfois plus une goutte d'essence. Mais les combattants kosovars d'origine albanaise sont, sans aucun doute, en terre conquise. Tandis que des réfugiés arpentent ces sentiers, surgit une image inattendue : un gamin de dix ans dévale le champ devant sa maison sur des skis. Il s'arrête et regarde passer les guerriers qui, l'un derrière l'autre, gagnent Rugova.

Les chevaux sont abandonnés dans un relais avant la tombée de la nuit. Puis les hommes poursuivent leur route. Les plus endurants effectuent parfois deux voyages par jour pour l'UCK lorsque la frontière n'est pas trop éloignée d'un poste d'état-major. Un problème majeur désormais posé à l'UCK est, selon le capitaine Kulaj, que l'épuration ethnique fait perdre l'un des avantages primordiaux d'une guérilla : le soutien de la population. Des villes et des villages sont aujourd'hui déserts – des secteurs où les combattants ne peuvent plus compter que sur eux-mêmes, sans la chaleur d'un poêle, sans une main qui offre le pain, sans la promesse d'un abri pour la nuit.

Au détour d'un sentier escarpé, un messager kosovar court dans la neige. Il court sans douter de sa mission, de sa cause, sans regarder derrière lui. L'UCK n'est visiblement pas morte. « *Si nous sommes victorieux, les Kosovars expulsés reviendront* », songe le capitaine Kulaj. « *Nous devons avoir la victoire !* », conclut-il. La rivière gonflée par le printemps naissant coule bruyamment devant le quartier général. Un avion de l'OTAN survole Rugova. La guerre continue. Un passeur pousse un cri d'Indien, un soldat sourit.

Rémy Ourdan

La brutale fermeture des frontières par la Serbie inquiète les Alliés

LA CAMPAGNE militaire de l'OTAN contre les forces serbes demeurait toujours aussi soutenue, jeudi 8 avril, alors que l'opération « Force alliée » entrait dans sa troisième semaine. L'Alliance juge suspecte la décision de Belgrade de mettre brutalement fin à l'exode des Kosovars en fermant les deux principaux points de passage avec l'Albanie et la Macédoine.

● **Les autorités yougoslaves ont fermé**, mercredi 7 avril, les points de passage de Morina et de Blace, respectivement aux frontières avec l'Albanie et la Macédoine. Selon des informations recueillies par des observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en Albanie, des militaires yougoslaves auraient dit aux réfugiés kosovars qui attendaient au poste-frontière de Morina qu'ils pouvaient rentrer chez eux. Des témoins ont affirmé que les militaires ont posé des mines. L'OSCE estime que près de 80 000 personnes ont ainsi pu être empêchées de quitter le Kosovo. Le vice-premier ministre yougoslave, Vuk Draskovic, avait suggéré mardi la fermeture des frontières avec l'Albanie, la Macédoine et le Monténégro. « *Il faut expliquer* [aux Kosovars] *qu'ils doivent rester au Kosovo, parce qu'ils y ont vécu pendant des siècles avec les Serbes et qu'ils doivent continuer d'y vivre* », avait-il déclaré.

● **Cette fermeture laisse les Alliés perplexes.** Sergio Balanzino, vice-secrétaire général de l'OTAN, a estimé qu'elle pouvait être « *une ruse de la part de* [Slobodan] *Milosevic, qui essaie de tromper encore une fois l'opinion internationale* », mais qu'elle pourrait aussi être « *un signe de récipissence* », le président yougoslave « *se rendant compte que la déportation des Kosovars est un très mauvais signal envoyé à la communauté internationale* ». Pour la Maison Blanche, la décision de Belgrade n'est « pas nécessairement de bon augure ».

● **De Belgrade, Bogdan Trifunovic**, conseiller à la présidence yougoslave et ancien ambassadeur de Yougoslavie en France, a déclaré à France 3 que « *soixante-dix mille Albanais* » du Kosovo ont pu « *rentrer dans leurs villages et leurs villes* », sans préciser toutefois s'il s'agissait précisément de ceux qui ont été obligés de rebrousser chemin à la frontière. Milisav Paic, porte-parole du ministère yougoslave des affaires étrangères, a affirmé sur la chaîne de télévision britannique Channel Four que son pays « *veut qu'ils* [les Albanais du Kosovo] *rentrent en sécurité chez eux* ». « *Nous avons dit à de nombreuses reprises que nous n'avions pas de contentieux avec la minorité albanaise du Kosovo* », a dit M. Paic.

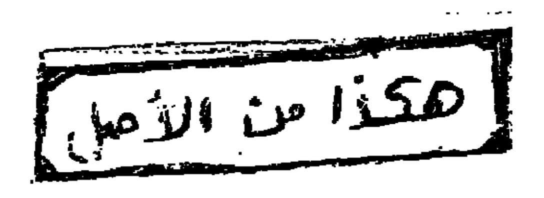
● **La Macédoine a procédé en l'espace de quelques heures**, dans la nuit de mardi à mercredi, à l'évacuation forcée de quelque 60 000 réfugiés du camp de Blace, dans le no man's land qui la sépare de la frontière yougoslave. Ils auraient été conduits en Albanie, en Grèce et en Turquie. Kris Janowski, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Rome, a indiqué que 25 000 d'entre eux ont été amenés dans des centres de transit de l'OTAN en Macédoine même, mais que le HCR ne savait pas où d'autres réfugiés avaient été conduits. Le HCR a critiqué la brutalité de ces transferts, qui n'ont pas tenu compte de la volonté des réfugiés, et qui ont entraîné la séparation de membres de mêmes familles. Les Etats-Unis ont averti la Macédoine qu'elle devait respecter les lois internationales dans le traitement des réfugiés.

● **L'OTAN a bombardé une nouvelle fois** mercredi soir le centre de Belgrade, tout en réaffirmant à Slobodan Milosevic ses exigences pour un arrêt des raids en Yougoslavie. Un bâtiment appartenant à l'armée yougoslave a été touché. Selon CNN, des appareils du porte-avions *Théodore-Roosevelt* ont participé aux bombardements. Toujours d'après CNN, à Pristina, chef-lieu du Kosovo, des dépôts d'essence et la poste ont été touchés. Les télévisions américaines ont rapporté qu'un avion de reconnaissance américain sans pilote s'est écrasé en Yougoslavie. Le département d'Etat a nominalement averti neuf officiers de l'armée et de la police soupçonnés de s'être rendus coupables de crimes de guerre et contre l'humanité au Kosovo.

● **Le premier ministre russe**, Evgueni Primakov, a déclaré que la Russie serait prête, en principe, à participer à une force internationale pour surveiller un éventuel cessez-le-feu au Kosovo et le retour des réfugiés. M. Primakov a fait cette déclaration à une délégation allemande conduite par le ministre-président de Bavière, Edmund Stoiber, et le porte-parole pour la politique étrangère du groupe parlementaire CDU-CSU au Bundestag, Karl Lamers. Au cours des derniers jours, l'OTAN a réclamé la présence d'une force internationale au Kosovo, sans préciser qu'elle devait nécessairement la diriger. On remarque aussi à Moscou que, dans les conditions posées à M. Milosevic, l'OTAN n'exige pas le retrait « *des* » troupes mais « *de* » troupes serbes du Kosovo, par exemple au niveau prévu par les accords Milosevic-Holbrooke d'octobre 1998.

L'envoi de troupes au sol envisagé par le Canada

Le ministre canadien de la défense, Art Eggleton, a envisagé, mercredi 7 avril, la possibilité que des troupes terrestres de l'OTAN soient dépêchées au Kosovo, même en l'absence d'un accord de paix. « *Le plan* [de l'OTAN] *visait à amener le gouvernement yougoslave à la table* [de négociations] (...) *et, sur cette base, à envoyer des troupes au sol pour assurer la sécurité des populations du Kosovo* », a déclaré M. Eggleton. « *Si cela s'avérait impossible,* (...) *alors les militaires de l'OTAN devront envisager d'autres options* ». « *Les stratèges militaires et les militaires canadiens sont en train d'examiner d'autres options,* [qui incluraient] *la possibilité d'implication de troupes au sol* », a-t-il ajouté. C'est la première fois qu'un responsable officiel d'un gouvernement membre de l'OTAN admet publiquement que des forces terrestres de l'Alliance pourraient devoir intervenir pour ramener les réfugiés kosovars et les réinstaller dans leurs foyers.



: de libération

fermeture des frontières
rbie inquiète les Alliés

La Macédoine expulse 70 000 réfugiés

BOSNIE-HERZÉGOVINE — SARAJEVO — RFY — 44° — SERBIE — MONTÉNÉGRO — KOSOVO — 36 000 — Mer Adriatique — Kukës — Blace — Stenkovec Brazda — SKOPJE — ALBANIE — MACÉDOINE — TIRANA — 293 000 — 120 000 — Pogradec — GRÈCE

FUITE DES KOSOVARS
NOMBRE DE RÉFUGIÉS (du 24 mars au 7 avril)
RÉPUBLIQUE SERBE DE BOSNIE
TRANSFERT
ACCUEIL DES RÉFUGIÉS

Les Macédoniens ont fait évacuer en une nuit le camp de Blace

La confusion règne à Skopje, où le HCR a été mis devant le fait accompli

SKOPJE
de notre envoyé spécial

Deux tentes blanches frappées de la croix rouge, sales et à demi effondrées, témoignent encore qu'ici on a essayé d'apporter un peu de réconfort. Tout autour, à perte de vue en contrebas du poste frontière, jusqu'au bord du gros torrent de montagne, le Leperec, un effroyable enchevêtrement de ce qui a été des abris de fortune en plastique, d'objets et de vêtements épars mélangés à la boue. C'est tout ce qui reste du camp de Blace, où, pendant près de dix jours, plusieurs dizaines de milliers de gens chassés de chez eux par les Serbes après le début des premières frappes de l'OTAN ont vécu entassés, en proie aux brimades de la police macédonienne, en attendant que soit statué sur leur sort.

Il règne un drôle de silence. Devant les guérites de la frontière, quelques policiers en armes barrent la route à la poignée de journalistes qui veillent encore, au cas où il viendrait à se passer quelque chose. En surplomb du camp et de la voie ferrée, on devine la route de Pristina, qui emprunte un défilé partant vers le nord. Impossible de rien voir, on ne peut que supputer sur ce qu'il est advenu de cette longue file de véhicules dont les arrivants racontaient qu'elle s'étendait loin au-delà du poste, pleine de gens attendant de pouvoir avancer.

TRANSBORDEMENTS

Beaucoup avaient préféré abandonner leur voiture, continuer à pied, pour échapper aux Serbes. Mais mardi la rumeur avait commencé à se répandre dans les milieux de réfugiés installés à Skopje que les autorités yougoslaves avaient ordonné aux restants de repartir vers Pristina. Selon des témoignages, certains ont pu y être joints par téléphone. D'évidence, plus personne ne passait mercredi la frontière. Depuis la veille, le flot de réfugiés venant du nord s'est arrêté, sans qu'on s'en aperçoive tout de suite dans la cohue des transbordements organisés par les Macédoniens. Combien y avait-il encore de gens à Blace ? On a cité des chiffres de 50 000 à 60 000. Un des experts du HCR, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, parle d'un peu moins. Il n'aura fallu aux Macédoniens que 24 heures pour vider le camp, en envoyant des dizaines d'autobus charger les réfugiés.

« Il était cinq heures de l'après-midi, lundi, raconte Ismail Ismaili, *un professeur de français de Pristina. On nous a dit de nous préparer. Je me suis mis dans la queue avec ma femme et mes deux enfants et nous avons attendu jusqu'à une heure du matin. On nous a ensuite fait monter à bord d'un bus. Nous ne savions pas où nous allions. Cela a duré plusieurs heures. Les enfants étaient couchés dans le couloir. Et à 4 h 15 du matin, on nous a fait descendre dans notre nouveau camp. »* Pour l'heure, Ismail Ismaili n'a pas eu à aller très loin. Ce nouveau camp, c'est celui de Stenkovac, l'un des trois centres d'accueils montés à la hâte par les forces de l'OTAN depuis la fin de la semaine dernière au lieu-dit de Brazde, à mi-chemin entre Blace et Skopje. Plus de 30 000 personnes y ont trouvé refuge. D'autres ont été emmenés par les Macédoniens vers d'autres destinations, sans que l'on sache toujours où. Plusieurs dizaines d'autobus bourrés à craquer avaient été aperçus mardi soir sur la route menant vers le sud, et l'on supposait mercredi qu'une bonne partie avaient été dirigés vers le sud de l'Albanie. Quelques-uns de ces bus seraient aussi arrivés en Grèce, qui a accepté un petit contingent de réfugiés. Mais la confusion restait mercredi la plus totale à Skopje, où les organisateurs sur place du HCR se plaignaient amèrement d'être placés devant un fait accompli par les Macédoniens, mais aussi par l'OTAN.

A Brazda, la vie s'organise. La force de l'OTAN stationnée en Macédoine a monté des installations d'accueil. Le contingent français a ainsi hérité de la charge du camp de Stenkovac. Prévu au départ pour 3 000 à 4 000 personnes, les Français y avaient monté près de 450 tentes et procédé à des travaux rudimentaires, notamment pour des installations hygiéniques. Il y est arrivé de 7 000 à 8 000 personnes, pratiquement en une nuit. Dans les deux autres camps, montés par les Britanniques avec l'aide des Italiens, sont arrivés près de 25 000 personnes.

C'est du camp principal de Brazda que le HCR, avec l'aide de l'OSCE, organise les départs pour les pays d'accueil. Alors que les Macédoniens avaient commencé par expédier vers la Turquie les premiers réfugiés qui leur tombaient sous la main, les représentants de l'OSCE s'efforcent de demander leur avis à quelques déplacés : dans quel pays ont-ils éventuellement des connaissances ? Ces départs se déroulent cependant encore au compte-gouttes.

Seuls quelques avions ont pu décoller mercredi, emmenant 550 réfugiés vers l'Allemagne, 110 pour la Norvège, 23 pour l'Islande, selon l'OSCE. Quelque 800 étaient prévus jeudi pour l'Allemagne, 110 pour la Norvège, 318 pour la Turquie. Beaucoup de personnes hésitent sur ce qu'elles doivent faire. *« Personne ne sait rien. Tout le monde se demande ce qui va se passer. La plupart préfèrent attendre en espérant pouvoir rentrer au Kosovo »,* résume Ismail Ismaili.

Henri de Bresson

Restés au Kosovo, des milliers de déplacés ont disparu

OÙ SONT PASSÉS les quelque 44 000 réfugiés Albanais du Kosovo qui attendaient depuis des jours dans le *no man's land* boueux de Blace, à la frontière macédonienne, que les autorités de ce pays procèdent à leur enregistrement ? Les humanitaires et les journalistes qui se sont rendus sur place, mercredi 7 avril au matin, ont été stupéfiés de constater que ce camp, improvisé le long d'une rivière en aval du post-frontière macédonien, et qui a contenu jusqu'à 65 000 personnes, a été entièrement vidé de ses occupants dans la nuit de mardi 6 à mercredi 7 avril.

Le porte-parole du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) sur place, Paula Ghedini, a fait état, mercredi, de son inquiétude sur le sort de *« 30 000 personnes manquantes »,* dans la mesure où près de 10 000 personnes ont été tranférées vers les camps de réfugiés rapidement érigés ces derniers jours par l'OTAN en Macédoine. *« Il y a des manquants et les estimations diffèrent »,* expliquait à Skopje John Wittaker, représentant de l'ONG OXFAM, interrogé par la BBC. Selon Pierre Ramel, chargé du secteur urgences à Médecins du Monde, 30 000 personnes auraient été transférées au camp de tentes de Stenkovac-Brazda, prévu pour ce nombre de personnes. *« Le reste a été transféré à Pogradec et Kordece en Albanie, ou bien a pris le chemin de Tetovo en Macédoine, d'autres encore sont partis en bus vers la Bulgarie et la Grèce, mais nous n'avons pas de chiffres précis ».*

« C'EST UNE REDÉPORTATION »

« Malgré nos demandes, nous n'avons eu aucune liste des gens emmenés », regrette Paula Ghedini du HCR. De nombreuses familles ont été séparées, dit-elle. De fait, les images du cloaque de Blace – où traînent valises pleines de vêtements, poussettes d'enfants, brouettes remplies d'effets personnels –, retransmises par les télévisions du monde entier, ne laissent aucun doute sur la façon dont l'opération a été menée : dans la précipitation, avec brutalité.

Selon un militaire français, cité par l'AFP, qui a receptionné les arrivants au camp de Stenkovac, les bus contenaient le double de leur capacité ; un autre militaire français évoque comment les gens ont été *« bennés »* (mis dans des bennes). *« On peut en effet imaginer le pire, Blace était une honte, un scandale mais le départ massif, en une nuit, de ces gens entassés dans des bus bondés est terrible. Des animaux auraient été mieux traités »* déplore Bénédicte Chesnelong, une avocate qui a effectué des missions au Kosovo pour la FIDH. *« C'est une redéportation »,* a estimé un membre du comité Kosovo.

Très critiquées pour leur attitude envers les réfugiés – brutalité de la police, personnel de la Macedonian Airlines muni de gants de caoutchouc et de masques de gaze pour procéder à l'embarquement des réfugiés évacués, obstruction administrative –, les autorités macédoniennes se justifient par la nécessité de préserver le fragile équilibre ethnique du pays. *« Nous avons bien fait, et puis c'est normal que les réfugiés regagnent l'Albanie. Après tout c'est leur pays »,* a expliqué mercredi le président macédonien Kiro Gligorov.

Mais une autre inquiétude se fait jour : depuis la fermeture par les autorités yougoslaves des frontières du Kosovo, mardi soir à 3 heures du matin, selon Owen O'Sullivan, un observateur de l'OSCE cité par la BBC, les 20 000 à 30 000 déplacés en attente, selon les humanitaires, depuis 5 à 6 jours côté Kosovo, ont également disparus. *« Puisque nous devons mourir vous allez mourir avec nous »,* aurait dit un membre des forces spéciales serbes à Ioussouf, le neveu de Mme Bestivci, une Kosovare réfugiée en France depuis dix ans, mais qui tous les jours arrive à converser avec sa famille originaire de Jakova (Jakovica en serbe), le gros bourg frontalier, situé à 10 kilomètres de la frontière albanaise, fermée elle aussi depuis mercredi dans la nuit.

Marie Jego

Washington accuse neuf officiers serbes d'avoir couvert des crimes de guerre

LES DIRIGEANTS américains, qui comme d'autres, depuis quelques jours, menacent les responsables serbes des foudres de la justice internationale, ont fait un pas de plus, mercredi 7 avril, en publiant les noms de neuf officiers de l'armée et de la police, dont les troupes auraient commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

« Nous donnons les noms des commandants pour les avertir que le monde les regarde, que le Tribunal pénal international est là, et que nous allons l'assister », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, James Rubin. *« Les Etats-Unis,* a-t-il poursuivi, *veulent envoyer un message clair : tout commandant de l'armée ou de la police qui planifie, fomente, ordonne ou même aide ou encourage un crime de guerre, un crime contre l'humanité ou un génocide est individuellement responsable. »*

Les officiers visés par le département d'Etat sont : le colonel Milos Mandic, le major général Vladimir Lazarevic, le colonel Mladen Cirkovic, le colonel Dragan Zivanovic, le colonel Krsman Jelic, le colonel Bozidar Delic, le colonel Radojko Stefanovic, le colonel Milos Djosan et le major Zeljko Pekovic.

Le département d'Etat a également publié mercredi un rapport rédigé par l'ambassadeur David Scheffer, fondé sur les témoignages de plus de 200 Kosovars réfugiés en Macédoine. Parmi les nombreuses atrocités recensées figurent plusieurs exemples de vols, de meurtres, de viols, d'enlèvements et de disparitions. Quant au président yougoslave Slobodan Milosevic, il porte une *« responsabilité politique »,* a estimé M. Rubin. Le procureur du TPI, Mme Louise Arbour, est seule habilitée à lancer des poursuites. C'est ce qu'a d'ailleurs rappelé mercredi le secrétaire général de l'ONU, Javier Solana, indiquant que lui-même, à titre personnel, souhaiterait voir le président yougoslave traduit devant la justice internationale.

RECOUPER LES TÉMOIGNAGES

Pour instruire les dossiers, le Tribunal, qui ne peut enquêter directement sur place au Kosovo (Mme Arbour avait par exemple réclamé en vain aux autorités serbes de laisser les enquêteurs accéder au site du massacre de Racak, en janvier), a besoin de recueillir et de recouper les témoignages, mais aussi de la coopération des Etats qui peuvent disposer d'éléments de preuves sur les crimes commis (écoutes, photos et autres matériels rassemblés par les services de renseignements ou témoignages).

Mercredi, le procureur adjoint du TPI, Graham Blewitt, a lancé un appel à l'aide des Occidentaux et des organisations humanitaires pour rassembler les témoignages auprès des réfugiés : *« Nous avons des gens dans la région et ils vont être renforcés par d'autres enquêteurs vers la fin de cette semaine. Mais le travail de recoupement est évidemment monumental avec ces milliers de réfugiés »,* a-t-il déclaré à la presse.

Selon M. Blewitt, le TPI a appelé notamment les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'OTAN à transmettre à La Haye l'ensemble des preuves qu'ils affirment détenir sur des crimes de guerre commis par les forces serbes au Kosovo depuis le déclenchement des frappes de l'OTAN le 24 mars. *« Je ne dirais pas que nous n'avons rien reçu, mais nous n'avons certainement pas reçu ce que nous attendions »,* a ajouté M. Blewitt.

Interrogé sur les appels occidentaux en faveur d'une inculpation de Slobodan Milosevic par le TPI, M. Blewitt a répété qu'une telle démarche devrait être *« motivée par des preuves »,* auquel cas le Tribunal *« n'hésiterait pas ». Les « invitations à inculper n'aident pas un procureur »,* avait déclaré la semaine dernière Louise Arbour. – *(AFP, Reuters.)*



Bonn confirme l'existence du plan « Fer à cheval » de nettoyage ethnique

LES MINISTRES allemands de la défense et des affaires étrangères, Rudolf Scharping et Joschka Fischer, ont confirmé, mercredi 7 avril, l'existence du plan « Fer à cheval », le nom de code donné par les Serbes à l'opération d'épuration ethnique au Kosovo (*Le Monde* du 8 avril). *« L'opération "Fer à cheval" a commencé en novembre 1998 au Kosovo. Ce plan est en ce moment examiné chez nous. Il montre que, dans une certaine partie du Kosovo, l'armée et la police yougoslaves ont planifié puis commencé, de novembre 1998 jusqu'au début des négociations de Rambouillet, à déplacer des gens »,* a déclaré Rudolf Scharping. Pour sa part, Joschka Fischer a eu connaissance de cette *« opération "Fer à cheval", dont le but est la déportation de toute la population albanaise du Kosovo »,* selon son porte-parole, qui a ajouté : *« M. Fischer a dit que l'opération était concrètement en cours depuis le 26 février. »*

ÉRADICATION DE L'UCK

Le texte qui est arrivé à Bonn, la semaine dernière, confirme des informations qui étaient parvenues auparavant aux services de renseignement britanniques et américains, bien qu'à Washington on n'ait pas encore officiellement connaissance du plan « Fer à cheval ». Selon ces informations, l'armée yougoslave et les forces paramilitaires se préparaient à mener des opérations de nettoyage ethnique, bien avant le début des bombardements de l'OTAN. En fait, il semble évident que Slobodan Milosevic, qui avait réussi à obtenir un répit grâce aux accords passés avec Richard Holbrooke en octobre 1998, n'ait jamais eu l'intention de les respecter. Quelques semaines plus tard, après avoir écarté une menace de frappes aériennes de l'OTAN, il avait recommencé à renforcer son dispositif répressif autour du Kosovo et dans la province elle-même, sous prétexte de *« manœuvres militaires »* ou de lutte contre les *« terroristes ».*

Selon l'armée serbe, les déportations en masse de Kosovars faisaient partie du plan d'éradication de l'UCK, l'Armée de libération du Kosovo. Ce plan a été mis en œuvre à partir de la fin 1998 et au début de cette année jusqu'au massacre de Racak, le 15 janvier, dans lequel quarante personnes ont péri. Pendant cette période, des milliers de Kosovars ont été chassés de leurs villages et se sont réfugiés dans les bois ou ont tenté de gagner l'Albanie.

La répression a diminué d'intensité, sans cesser totalement, pendant les négociations de Rambouillet. Mais, peu de temps après la suspension des discussions, la direction serbe paraît avoir pris la décision de relancer la campagne de nettoyage ethnique, soit parce qu'elle avait déjà conclu à un refus catégorique des accords de Rambouillet, soit parce qu'elle souhaitait en finir avec l'UCK avant la reprise des négociations à Paris, le 15 mars. Ainsi s'expliquerait la date du 26 février portée sur le document en possession du ministère allemand des affaires étrangères.

RÉGIONS « UTILES »

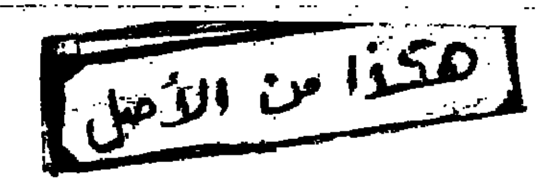
Si ces informations ont été portées à la connaissance des dirigeants occidentaux, notamment américains, comment expliquer que ces derniers aient paru pris de court par l'exode des Albanais du Kosovo ? Selon le *Washington Post* de lundi, les chefs militaires américains avaient averti la Maison Blanche que des frappes aériennes sur la Serbie et le Kosovo ne suffiraient pas à dissuader Slobodan Milosevic de mener à bien son plan de nettoyage ethnique, mais les responsables civils seraient passés outre leurs avertissements.

Personne ne voyait vraiment clair dans les intentions du gouvernement yougoslave. Le 22 mars, alors que Richard Holbrooke faisait une dernière démarche auprès de Slobodan Milosevic pour éviter une intervention armée, un fonctionnaire américain à l'OTAN disait *« n'être pas sûr qu'il y ait une offensive serbe au Kosovo, en tout cas une offensive générale ».* Il analysait la tactique de l'armée comme une tentative d'éliminer l'UCK, au moins des régions « utiles » du Kosovo, et d'éviter que la capitale de la province, Pristina, ne soit coupée de Belgrade.

Mais, surtout, les dirigeants occidentaux avaient peine à croire que Slobodan Milosevic mettrait à exécution ses plans les plus fous, qu'il pousserait la « déraison » jusqu'à chasser les habitants albanais des villes et des villages et à détruire systématiquement leurs maisons. Le précédent de la Bosnie aurait cependant dû sonner comme un sinistre avertissement.

Enfin, dit-on à Bruxelles, en se préparant trop ostensiblement à accueillir des réfugiés dans les pays limitrophes du Kosovo, l'OTAN aurait envoyé un *« mauvais signal »* à Slobodan Milosevic et l'aurait incité, implicitement, à chasser les Kosovars. Il n'avait nul besoin de cet encouragement.

Daniel Vernet



A Pristina, plus de militaires et de policiers que de civils

Les autorités serbes recensent leurs morts

PRISTINA
de l'envoyé spécial de l'AFP

Le reportage de l'AFP que nous publions a été réalisé sous contrôle de l'armée yougoslave. Nous ignorons les marges de liberté dont disposait l'auteur. Deux journalistes espagnols, interpellés vendredi à la frontière, retenus à Pristina et expulsés mercredi, ont déclaré avoir subi une forte pression psychologique et précisé avoir notamment été « *obligés* » de déclarer à la télé serbe que « *Pristina vivait normalement ou que les bombardements touchaient des zones civiles* ». « *Tout cela n'est pas vrai* », ont-ils dit.

Bombardée massivement par l'aviation de l'OTAN, la ville de Pristina, chef-lieu du Kosovo, recensait, mercredi 7 avril, ses morts et les destructions subies dans le centre-ville, où l'immeuble de la poste et une vingtaine de maisons ont été détruits. Les corps de douze civils, dont trois enfants, avaient été dénombrés mercredi soir, selon un responsable serbe. « *Le bilan risque d'être plus lourd encore, tous les décombres n'ayant pas encore été déblayés* », a déclaré Ivica Mihajlovic, secrétaire à l'information du Kosovo, à des journalistes, dont un de l'AFP, emmenés en groupe à Pristina par l'armée yougoslave.

La capitale du Kosovo offre un spectacle particulièrement désolant

Huit blessés étaient soignés dans l'hôpital municipal, selon un responsable de l'établissement. La poste, un immeuble d'une dizaine d'étages, en plein centre-ville, a été atteinte par plusieurs bombes. Vingt heures après les frappes, les restes du bâtiment continuaient de se consumer.

Quelques dizaines de mètres plus loin, le siège du gouvernement provisoire serbe du Kosovo est très touché. Des pans de murs ont été arrachés et toutes les vitres ont volé en éclats. Derrière la poste, dans deux ruelles, une vingtaine de maisons de la vieille ville se sont effondrées. Des colonnes de fumée s'échappent des décombres. Dans l'artère centrale, baptisée « Vidovdanska » par les Serbes, et « Mère Teresa » par les Albanais, plusieurs immeubles ont leurs vitres soufflées et leurs façades criblées d'éclats d'obus. Pristina a été touchée par « *dix-sept obus et missiles de croisière Tomahawk* » lors de deux raids, vers 0 h 45 locales et 3 h 15, selon M. Mihajlovic.

Dans la ville, policiers et militaires sont plus nombreux que les civils. Un Albanais, Zejdin Avdic, cinquante ans, portant deux valises, murmurait : « *Je veux partir. Je veux aller à Skopje* [Macédoine]. *Je n'ai plus personne ici.* »

A une quinzaine de kilomètres au nord de Pristina, à Devet Jugovica, des réservoirs de carburant flambaient toujours mercredi en fin de journée. En venant de Belgrade, l'entrée nord de Pristina offre un spectacle aussi désolant. Mais là, les vitres brisées et les impacts de balles sur les façades témoignent plutôt de combats ou d'actes de vandalisme.

Sur les 40 kms de parcours entre Podujevo (nord du Kosovo) et Pristina défilent des villages dont beaucoup de maisons ont leur façade ou le toit éventrés par des obus de chars. Beaucoup de maisons portent des traces d'incendie. Cette région a été, avant les frappes de l'OTAN, le théâtre de violents combats entre forces serbes et séparatistes albanais de l'Armée de libération du Kosovo (UCK).

Sur deux maisons intactes, flotte un drapeau serbe. Des personnes âgées s'affairent dans la cour. A une trentaine de kilomètres de la frontière administrative du Kosovo, la ville de Kursumlija (Serbie) a été sévèrement touchée. Un embranchement de la voie ferrée Pristina-Belgrade a subi des dégâts par l'explosion d'un obus. Un pont est également endommagé, mais reste praticable.

Calin Neacsu

Les Quinze peinent à définir une politique commune d'aide aux réfugiés

Les Français et les Italiens sont les plus présents sur le terrain

Les ministres de l'intérieur des Quinze, réunis mercredi 7 avril à Luxembourg, ont convenu qu'il fallait en priorité aider les réfugiés kosovars sur place, mais ils n'ont pas réussi à s'accorder sur l'opportunité d'annoncer le nombre de réfugiés que chacun d'entre-eux serait disposé à accueillir. La Commission propose d'allouer 100 millions d'euros aux voisins du Kosovo pour les aider à faire face à la situation.

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Quelle politique l'Union européenne (UE) doit-elle mener à l'égard des réfugiés ? Les ministres de l'intérieur des Quinze qui se sont réunis, mercredi 7 avril, à Luxembourg, sont d'accord pour donner la priorité à l'aide sur le terrain, mais ils sont divisés sur l'opportunité d'évoquer la disponibilité des Etats membres à accueillir chez eux ces réfugiés.

Le Haut commissariat aux réfugiés (HCR), qui privilégie l'aide sur place, avait cependant indiqué en début de semaine qu'il serait précieux d'avoir des indications en provenance des pays concernés. Otto Schilly, le ministre allemand de l'intérieur, a annoncé que l'Allemagne serait prête à recevoir 10 000 réfugiés. D'autres l'ont suivi, l'Autriche et la Suède se proposant d'en accueillir chacune 5 000. La France, l'Espagne, la Finlande, la Grèce, l'Italie et le Royaume-Uni, ont refusé de s'engager dans la logique des quotas, expliquant que ce serait donner un mauvais signal politique tant à Belgrade qu'aux Kosovars. « *Ce ne serait pas responsable compte tenu de ce que sont nos objectifs politiques* », a estimé Jack Straw, le ministre britannique. Jean-Jacques Queyranne, qui représentait la France, a estimé qu'une dispersion lointaine compromettrait les chances d'un retour des réfugiés.

MARCHER, MOURIR,
MARCHER, MOURIR,
ÇA VA ÊTRE TRÈS
LONG.
DÉPORTÉS
OTAGES
PESSIN

Les « conclusions » de la présidence s'efforcent d'atténuer l'effet que peut provoquer cette cacophonie dans une opinion publique perplexe sur l'intervention de l'OTAN, et mettent l'accent sur l'effort à accomplir pour maintenir les réfugiés à proximité de leur pays. Les ministres se sont mutuellement informés sur leurs actions. Les Français, les Italiens, sont les plus présents, installant des camps et dépêchant des équipes médicales. Sur le plan financier, les contributions annoncées par l'Italie, la Suède et l'Espagne sont les plus importantes, supérieures à celle de la France qui se monte à 35 millions d'euros. La Commission européenne partage le point de vue franco-italo-anglais sur les réfugiés. « *Après avoir été déportés par les Serbes, il ne faudrait pas qu'ils soient forcés de s'exiler* », s'est exclamée Emma Bonino, la Commissaire chargée de l'aide humanitaire. Elle a déjà engagée 22 millions d'euros au titre du budget communautaire de l'année 1999 (succédant à 21 millions dépensés pour le Kossovo en 1998), et demande maintenant que la réserve budgétaire soit mobilisée à hauteur de 150 millions d'euros.

Les ministres des affaires étrangères des Quinze devaient délibérer jeudi à Luxembourg de cette proposition. Cette action humanitaire à proximité du Kosovo pose des problèmes économiques et politiques considérables aux trois pays se trouvant en première ligne, l'Albanie, la Macédoine et le Monténégro. Pour les aider Bruxelles propose de leur accorder une aide de 100 millions d'euros. Hans van den Broek, Commissaire chargé des relations avec les pays d'Europe centrale et orientale, a estimé qu'un appui politique devrait aussi être apporté à la Macédoine, où l'afflux de réfugiés aggrave les risques de tensions ethniques.

Philippe Lemaître

Sa mère, il a retrouvé sa mère...

TIRANA (Albanie)
de notre envoyé spécial

Gent Gent Sejdiu sourit. Son pays est « *occupé* », sa famille a été « *déportée* », certains de ses amis « *ne reparaîtront sans doute jamais* ». Mais aujourd'hui, rien ne peut l'empêcher d'être heureux. Il y a deux heures, cet homme de vingt-sept ans est descendu de l'avion qui l'amenait de Londres, a suivi un ami qui l'attendait à l'aéroport de Tirana, et a retrouvé, dans un petit appartement du centre de la capitale albanaise celle qu'il pensait ne jamais retouver : sa mère.

Depuis dix jours, Gent avait perdu tout contact avec sa famille. Lui qui, depuis 1991 et sa désertion de l'armée serbe, avait pris soin de toujours rester en étroite relation avec Pristina, se retrouvait vraiment seul. Et complètement désespéré. Avec un frère porte-parole de l'UCK en Grande-Bretagne, un cousin membre connu de la LDK d'Ibrahim Rugova, et un père ancien professeur de français à l'université de Pristina, il « *ne voyait pas comment ils allaient s'en sortir* ».

Pendant six jours, il a appelé les amis, les parents, les connaissances, au Kosovo, en Macédoine ou en Albanie. Il a guetté toutes les images télévisées, écouté les informations avec angoisse. Et puis est venu le coup de fil libérateur. Sa mère et ses six cousins se trouvaient dans un centre à Leq, une petite ville au nord de Pristina. Gent a téléphoné à Tirana, pour que des proches accueillent la vieille femme dans leur appartement. Il a réservé une place sur le premier avion. « *Et je suis ici, près d'elle* », dit-il.

« AUJOURD'HUI, JE SUIS HEUREUX »

La vieille femme ne partage pas le même enthousiasme. Un instant, elle le regarde, lui touche le visage en murmurant un mot. Déjà, elle se tourne vers la télévision albanaise et les images du Kosovo qui passent en boucle, et ses yeux se vident. « *Elle a vécu trop de choses. La famille séparée. Les femmes, les enfants et un bébé de trois mois qui hurle dans la voiture, pendant deux jours, parce qu'il n'a rien à manger. Je voudrais l'amener avec moi en Grande-Bretagne, au moins pour un temps, mais elle ne veut pas s'éloigner du Kosovo. Quand les soldats sont entrés à la maison et ont donné deux minutes pour partir, elle a dit qu'elle préférait mourir chez elle. Un soldat l'a menacée de son arme. Mon père s'est interposé et l'a forcée à monter dans la voiture.* »

Le père ? Gent sourit encore. Il y a deux jours, il a pu lui parler. La gare routière de Pristina, la longue marche jusqu'à la station ferroviaire, et le train pour la frontière macédonienne. « *Il a eu le parcours de ceux que l'on voit à la télé* », résume le jeune homme en touchant sa petite barbe. Aujourd'hui, il serait « *en sécurité* » en Macédoine, avec la sœur de Gent et ses enfants. Il n'en sait pas beaucoup plus. Ira-t-il le chercher ? Restera-t-il prendre soin de sa mère en attendant d'avoir plus de nouvelles ? Gent retire ses fines lunettes et lève ses yeux vers le plafond : « *Aujourd'hui, je n'en ai aucune idée. Je suis heureux. Triste pour tous les autres, mais quand même heureux. Demain, je commencerai à réfléchir.* »

Nathaniel Herzberg

Kofi Annan reconnaît les défaillances de l'ONU face à la crise dans les Balkans

GENÈVE et NEW YORK
de nos correspondants

Mi-aveu d'impuissance de son organisation, mi-constat de l'urgence de mettre un terme aux « *purifications ethniques* » à l'« *aube d'un nouveau siècle* », le secrétaire général des Nations unies a louvoyé entre les écueils devant la commission des droits de l'homme, mercredi 7 avril à Genève. Kofi Annan cherche à sauver la face de l'ONU, empêtrée dans une action si évidente qu'elle est difficile à ignorer. « *Nous regrettons tous profondément*, a-t-il déclaré, *que la communauté internationale (...) n'ait pas réussi à empêcher la catastrophe. Ce qui me donne de l'espoir – et devrait donner à réfléchir à tous les futurs "purificateurs ethniques" et ordonnateurs de massacres appuyés par un Etat –, c'est la profonde indignation ressentie partout dans le monde.* »

L'idée-force exprimée par M. Annan est qu'à défaut de prévenir l'incendie l'organisation internationale peut jouer les pompiers, avec les limites que lui imposent ses membres les plus puissants. Il défend sa gestion : « *Tant que je serai secrétaire général, l'Organisation des Nations unies, en tant qu'institution, placera toujours l'être humain au cœur de son action. Dans aucun pays, le gouvernement n'a le droit de se dissimuler derrière la souveraineté nationale pour violer les droits de l'homme ou les libertés fondamentales des habitants de ce pays.* »

A propos des Balkans, M. Annan a tenu à expliquer : « *Bien que nous n'ayons pas d'observateurs indépendants sur le terrain, certains signes donnent à penser que l'on est peut-être en train d'assister à la même chose* [que ce qui s'est produit en Bosnie, au Rwanda] *au Kosovo.* » « *L'odieuse campagne de "purification ethnique" menée méthodiquement par les autorités serbes au Kosovo semble avoir un seul objectif : chasser ou tuer le plus grand nombre possible d'Albanais de souche du Kosovo.* »

UN RÔLE... DANS LE FUTUR

Le secrétaire général a implicitement reconnu que l'ONU avait été écartée dès le début de la crise par Washington, mais il a dit espérer qu'elle ait encore un rôle à jouer. Il a admis n'avoir « *aucune proposition spécifique* » à soumettre aux parties, mais s'est dit certain que, tôt ou tard, il faudra en venir à des négociations, et s'est déclaré prêt à offrir ses bons offices. Pour le moment, cependant, la priorité demeure l'aide aux réfugiés. Pour avoir dit que la session de la Commission « *se tient dans un climat fortement assombri par le crime de génocide* », M. Annan aurait, selon des diplomates, reçu un coup de fil d'Hubert Vedrine, qui aurait observé que « *l'évocation du génocide n'est pas très utile en ce moment* ». Son secrétariat a d'ailleurs précisé qu'il n'avait pas parlé de génocide « *perpétré au Kosovo* », contrairement à ce qu'indiquait la version française de son allocution.

Pour sa part, le ministre yougoslave des affaires étrangères, Zivadin Jovanovic, l'accuse, dans un courrier, de ne pas intervenir pour mettre fin à l'« *agression illégale* » de l'OTAN contre son pays.

A New York, devant le Conseil de sécurité, Sergey Lavrov, ambassadeur russe à l'ONU, a également accusé l'ONU. « *Je veux savoir*, a-t-il dit, *ce que fait l'ONU dans cette guerre. Qui, de l'ONU ou de l'OTAN, est chargé des opérations de secours aux réfugiés kosovars ?* » C'est le Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU, a répondu le porte-parole, Fred Eckhard. M. Lavrov a exigé que l'ONU publie une déclaration confirmant le rôle « *principal* » des Nations unies. Mal à l'aise en raison de la coopération du HCR avec l'OTAN, l'ONU a donc publié, mercredi, la lettre du secrétaire général de l'OTAN, proposant son aide au HCR, et la réponse de ce dernier acceptant cette aide mais soulignant qu'il « *demeure l'agence principale concernant l'aide humanitaire* » qui est, « *par nature, une opération humanitaire et non militaire* ». Le porte-parole de l'ONU à New York a été obligé, de son côté, de nier des rumeurs selon lesquelles M. Annan aurait un rôle à jouer dans la crise des Balkans. Ni voyage à Belgrade ni, « *pour l'instant* », de médiation.

Jean-Claude Buhrer et Afsané Bassir Pour

La secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, sous le feu des critiques

WASHINGTON
de notre correspondant

La Maison Blanche s'est félicitée de la promesse faite par Belgrade, mercredi 7 avril, de remettre les trois soldats américains capturés à la frontière macédonienne au président chypriote Spyros Kyprianou. Ce dernier s'est rendu mercredi à Belgrade d'où il espérait pouvoir ramener les trois militaires américains dans les vingt-quatre heures. Cette promesse n'a cependant pas entamé la détermination de l'administration américaine à poursuivre l'intervention aérienne en Yougoslavie jusqu'à ce que Slobodan Milosevic « *ait accepté les conditions de l'OTAN* », a rappelé le porte-parole du département d'Etat, James Rubin.

Lors d'une conférence de presse au Pentagone, le général Wald a laissé entendre que, contrairement aux déclarations officielles précédentes, les militaires travaillaient sur des plans d'envoi de troupes au Kosovo : « *Sur le plan politique, il n'y a aucunement l'intention d'envoyer des troupes, point final (...) J'ai seulement dit qu'un militaire prudent préparerait des plans pour toutes les éventualités.* »

D'autre part, le *Washington Post* a ouvert le feu mercredi 7 avril contre Madeleine Albright. La secrétaire d'Etat américaine est accusée d'avoir mal calculé l'efficacité des menaces proférées contre M. Milosevic et d'avoir sous-estimé sa réaction. En clair, elle se serait persuadée, et en aurait persuadé le chef du Conseil national de sécurité, Sandy Berger, et le président Clinton, que Slobodan Milosevic n'attendait que les premières bombes pour pouvoir céder sans perdre la face. L'éventualité d'une riposte brutale et d'un refus de céder devant les bombardements n'aurait été considérée que comme une éventualité improbable. Le quotidien estime que la déportation massive des Kosovars a été la conséquence de cette erreur.

Mme Albright a répondu à ces critiques mercredi, à l'émission *Larry King Live* sur CNN : « *J'assume pleinement mes responsabilités en pensant qu'il était essentiel pour nous de ne pas rester à ne rien faire (...). Je préfère être ici ce soir à répondre à ces critiques plutôt que de devoir répondre plus tard à des questions nous demandant pourquoi nous avions attendu et rien fait.* » Alors qu'on lui demandait si elle avait jamais estimé que Slobodan Milosevic plierait après les premières frappes, Mme Albright a répondu : « *Absolument pas.* »

N'empêche, cela faisait plusieurs semaines que le style de la diplomatie Albright était contesté dans les cénacles de Washington. Cette contestation est désormais passée dans le domaine public. « *Elle n'avait que les bombardements à la bouche en tant que stratégie. Elle en a convaincu l'administration, mais cette dernière est aussi responsable pour l'avoir écoutée. Nous nous trouvons en effet dans la crise extérieure la plus grave de cette présidence* », estime par exemple Ivo Daalder, de la Brookings Institution. Simon Serfaty, du CSIS, pense que ces critiques risquent d'aller bien au-delà du Kosovo et qu'il n'est pas à exclure que la secrétaire d'Etat américaine, Mme Albright, ultime fusible avant Bill Clinton, doive quitter son poste avant les prochaines élections.

Patrice de Beer

هكذا من الأصل

finir une politique
aux réfugiés

La panoplie offensive de l'OTAN vise à se substituer à un déploiement terrestre

Dans la doctrine militaire des Etats-Unis, avions d'appui, hélicoptères et artillerie doivent contrôler l'espace hostile sans recourir à des troupes au sol. Une thèse qui soulève le scepticisme de certains experts qui craignent un manque d'efficacité face à la mobilité des forces spéciales yougoslaves

Face à une armée yougoslave formée et équipée sur ce qui fut le mode soviétique, organisée autour de 1 200 chars de combat, les Alliés tentent de faire prévaloir la doctrine américaine qui vise à contrôler un espace terrestre hostile sans y déployer de troupes au sol. Après avoir attaqué la défense aérienne et antiaérienne, l'OTAN cherche aujourd'hui à affaiblir l'outil répressif de Belgrade, constitué de l'infanterie, de l'artillerie et des forces de sécurité. Ce dispositif fait déjà preuve d'une lenteur de réaction indiquant que son potentiel a été amenuisé. Les forces alliées vont désormais puiser dans l'arsenal américain pour déployer, à partir du nord de l'Albanie, des moyens nouveaux incluant hélicoptères d'attaque et blindés lourds à tir de longue portée de type LRMS, permettant de détruire des cibles depuis la frontière sans pénétrer en ex-Yougoslavie. Certains experts doutent cependant de l'efficacité de ce dispositif pour contrecarrer l'action des forces les plus mobiles. Selon certains alliés, il survient toujours un moment où il faut occuper et tenir le terrain.

EN CONFIANT à des Harrier britanniques, qui sont des appareils à décollage et à atterrissage verticaux, à des avions A-10 antichars américains et à des Super-Etendard, embarqués sur le porte-avions *Foch*, l'attaque d'une dizaine de blindés serbes concentrés dans le sud du Kosovo, l'OTAN entend apparemment démontrer que des raids aériens permettent de contrôler un espace terrestre hostile sans recourir à des troupes au sol. C'est une doctrine des armées de terre et de l'air américaines : les avions d'appui au sol, les hélicoptères et l'artillerie servent de substitut à un déploiement terrestre. Cette thèse laisse sceptiques certains des alliés en Europe, qui considèrent qu'il survient toujours un moment où il faut bien occuper et tenir le terrain.

Formée et équipée sur le mode ex-soviétique, l'armée yougoslave a donné la priorité à son corps blindé et mécanisé, organisé autour de pas moins de 1 200 chars de combat qui ne sont pas tous de la dernière génération et qui sont le fer de lance d'un dispositif diversifié à base d'engins de transport d'infanterie et de pièces d'artillerie. Au Kosovo, ce potentiel représente, selon les modèles de véhicules, entre 300 et 400 blindés, non comprises les pièces d'artillerie, que servent entre 12 000 à 15 000 hommes de l'armée régulière yougoslave avec, à leurs côtés, 15 000 hommes de la MUP (forces spéciales de sécurité) et des miliciens recrutés localement. C'est ce dispositif, chargé de la répression, que les états-majors de l'OTAN cherchent aujourd'hui à « casser » ou, tout au moins, à affaiblir après avoir pris pour cibles la défense aérienne et antiaérienne serbe, leur capacité de commandement et leurs transmissions, en Serbie même et au Kosovo.

Certains indices témoignent du fait que ce système militaire n'a plus la même vivacité de réaction qu'au début. La mise en alerte de la population se fait de plus en plus tardivement, après le passage des appareils. Des difficultés de ravitaillement en carburant ont paralysé momentanément des brigades au sol. Les avions Mig ne s'aventurent plus guère. Les missiles sol-air, dont les radars entrent parfois en fonction au dernier moment pour éviter d'être détectés trop tôt, bénéficient d'*« une illumination »* minimale qui leur procure des trajectoires quasiment balistiques et peu efficaces – c'est le cas du missile mobile SA. 6 –, sauf en certains endroits du territoire où ils peuvent encore faire mouche.

Aujourd'hui, les alliés rassemblent une panoplie de moyens qui leur permettrait de se concentrer sur l'arsenal yougoslave de répression au Kosovo. A la condition que la météorologie s'y prête sur une période de temps suffisante. La mission est loin, en effet, d'être *« une promenade militaire »*, dès lors qu'elle se situe au-dessus d'un espace hostile et qu'elle oblige les équipages à prendre des risques en volant à basse altitude, souvent même au-dessous de la couche nuageuse.

LE COUPLE A-10/APACHE

C'est ce qui explique que l'OTAN, outre l'appel à des avions d'attaque classiques, va devoir recourir à des moyens nouveaux et accrus pour « traiter » des objectifs que sont des forces adverses, concentrées ou en mouvement, dans une région accidentée où elles peuvent se camoufler et se diluer. Mais, même dans ce cas, il arrive que ces forces-là commettent l'erreur de se regrouper pour se ravitailler ou pour produire un effet militaire sur le terrain, au risque de devenir plus vulnérables.

Empruntant à l'équipement des forces américaines, l'OTAN va déployer, dans le nord de l'Albanie, 24 hélicoptères d'attaque Apache AH-64 Longbow et un bataillon de lance-roquettes multiples (LRMS), soit 13 blindés lourds de la version la plus récente dite Atacms (army tactical missile system). Le dispositif sera prêt dans quinze jours.

L'intérêt de l'Apache est de pouvoir œuvrer de conserve avec l'avion A-10, déjà déployé en Italie, contre des concentrations blindées et des objectifs « durcis » (*Le Monde* du 8 avril), à condition que leurs cibles aient été soigneusement identifiées au préalable. Le couple A-10/Apache est principalement armé de missiles antichars et de roquettes. Pour sa part, le LRMS a cette singularité de pouvoir tirer, de la frontière entre l'Albanie et le Kosovo, douze roquettes chargées, chacune, selon les cas, de 650 à 950 munitions explosives (de la taille d'une balle de tennis), antipersonnel ou antimatériels, qui s'éparpillent, à 150 kilomètres de là, sur un quadrilatère comparable à un terrain de football. Le LRMS laboure et retourne le terrain, détruisant ou endommageant blindés, sites de commandement et de contrôle, batteries sol-air, centres logistiques.

A quelques différences près, ces munitions rappellent celles du Harrier britannique : des bombes RBL-755, qui se disloquent à l'impact, éclatant en 150 sous-munitions explosives du volume d'une canette de bière.

De l'aveu de nombreux experts, de tels armements pourraient néanmoins être de peu d'effet pour contrecarrer la MUP yougoslave au Kosovo. Ces forces paramilitaires sont très mobiles, plus légères en tout cas que l'armée régulière et, donc, probablement plus difficiles à traquer et à matraquer avec uniquement des moyens aériens. Or la MUP s'est illustrée par la brutalité de sa répression, elle reste en situation de se livrer à des exactions. C'est elle qui posera le problème majeur si devait être organisé, de vive force ou non, le retour des réfugiés au Kosovo. Ce qui inclinera l'OTAN à préparer un déploiement de troupes au sol sous la protection d'un appui aérien qui se sera assuré la maîtrise du ciel.

Jacques Isnard

Les Américains perdent un avion-espion

Selon CNN, qui fait état d'une source proche du Pentagone, l'armée américaine a perdu un drone (un engin automatique de reconnaissance), qui s'est écrasé, mercredi soir 7 avril, au Kosovo. Le Pentagone n'a ni confirmé ni démenti. Selon CNN, il s'agirait d'un Hunter. Conçu par Israel Aircraft Industries (IAI), le Hunter est un petit avion sans pilote qui a une autonomie de vol de douze heures, à la vitesse de 200 kilomètres à l'heure, et dont la mission est de recueillir l'information au-dessus d'un théâtre d'opérations et d'aider à l'emploi des armes. Ce drone, qui travaille de nuit comme de jour, dispose de liaisons pour envoyer ses renseignements en temps réel. Des Hunter sont déployés en Albanie par les Américains, qui, depuis la semaine dernière, y ont aussi basé d'autres drones, du type Predator, plus performants.

Premiers bilans des frappes après deux semaines de guerre

BRUXELLES
de notre correspondant

D'une opération en trois phases – destruction des défenses aériennes yougoslaves, neutralisation des unités combattantes serbes au Kosovo, destruction de l'ensemble du potentiel de l'armée de Slobodan Milosevic –, l'OTAN est passée à une offensive sur trois fronts parallèles pour amener les dirigeants serbes à la capitulation. Les forces de l'OTAN combattent les unités militaires et paramilitaires attaquant les poches de résistance de l'UCK et contribuant à déporter les populations albanaises de la province, poursuivent de manière systématique leurs attaques d'infrastructures militaires mais aussi civiles sur l'ensemble du territoire de la Fédération, et enfin se sont engagées dans l'intervention humanitaire. Officiellement, on se trouve toujours dans la phase 2 pour des raisons de formalisme diplomatique, un passage explicite à la phase 3 nécessitant une autorisation du Conseil atlantique. Dans les couloirs du siège de l'OTAN, à Bruxelles, on préfère parler d'une phase *« deux et demi »*.

Deux semaines après le déclenchement de l'opération, un premier bilan peut être ainsi établi :

● **La destruction du potentiel agressif des unités de l'armée yougoslave engagées au Kosovo**

Les frappes aériennes dans la province ont atteint des infrastructures telles que des casernes, des routes, des voies ferrées, des dépôts de carburants, mais les unités combattantes ne sont pas encore paralysées, y compris les éléments aéroportés qui peuvent toujours, de l'aveu du général Wilby, effectuer quelques rapides sorties pour appuyer des offensives terrestres contre les forces de l'UCK. La météorologie défavorable à l'OTAN jusqu'au week-end pascal était rendue responsable du peu de résultats obtenus. Depuis l'amélioration du temps et la multiplication des attaques aériennes, y compris pendant la journée, des *« succès encourageants »* ont pu être enregistrés au cours des derniers jours. Le général Wilby a pu ainsi, mercredi 7 avril, montrer, photos aériennes à l'appui, la destruction de quatre blindés et d'une colonne d'une dizaine de véhicules militaires dans la région de Pec, dans l'ouest de la province. En revanche, à plusieurs reprises, le général Wesley Clark a insisté sur l'incapacité des frappes aériennes à mettre fin aux agissements *« au porte à porte »* des unités paramilitaires serbes. L'arrivée, au nord de l'Albanie, de vingt-quatre hélicoptères antichars Apache pourrait donner une efficacité accrue à la lutte contre les forces serbes, mais ils ne seront pas opérationnels avant une quinzaine de jours.

● **La campagne de bombardement contre la Yougoslavie**

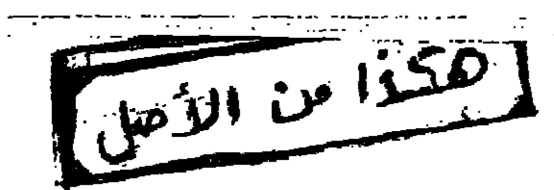
Destinée à affaiblir les capacités de l'armée yougoslave à piloter les opérations au Kosovo, elle s'est transformée en une campagne de bombardements ciblés, effectués sur l'ensemble du territoire de la Yougoslavie, visant à maintenir la pression sur le régime de Slobodan Milosevic et à porter atteinte au moral d'une population que l'on veut dissocier de ses dirigeants. Son ampleur – le général Wilby faisait état de 469 sorties pour la seule journée du 6 avril – permet à l'état-major de parler d'une mise à mal quasi totale du système de défense intégrée antiaérienne de la Yougoslavie. On en veut pour preuve la faiblesse des attaques antiaériennes dirigées contre les avions de l'OTAN. Au passif : la perte d'un avion furtif F117 au début de la campagne, et les *« dégâts collatéraux »* (civils tués) provoqués à Nis, au sud du pays, par une erreur de guidage de missiles, et à Pristina par le bombardement d'un centre de communication au centre de la ville.

● **Le front humanitaire**

Cette partie de l'opération n'était pas prévue. L'afflux des réfugiés, aux frontières macédonienne et albanaise, présentait des risques de déstabilisation de ces deux pays. En Macédoine, les 12 000 hommes de l'OTAN stationnés au nord du pays, destinés au départ à protéger à distance les observateurs de l'OSCE au Kosovo, se sont transformés en *« bons samaritains pour les réfugiés »*. Les moyens de transports aériens militaires de pays membres de l'Alliance ont participé au transport de vivres, de médicaments et de tentes pour les réfugiés massés dans la région de Kükes.

Luc Rosenzweig

e d'Etat américaine,
it, sous le feu des critiques



Le débat politique français met en avant l'ONU et le dialogue avec la Russie

Lionel Jospin devait s'exprimer jeudi soir au journal de France 2

Pour la première fois depuis le début de la crise au Kosovo, Lionel Jospin devait intervenir à la télévision, jeudi 8 avril, lors du journal de 20 h de France 2. Devant les représentants des groupes parlementaires et les présidents des commissions de la défense et des affaires étrangères des deux Assemblées, le premier ministre a insisté sur le rôle de l'ONU et sur la recherche d'une solution diplomatique.

POUR la première fois depuis le début de la crise au Kosovo, Lionel Jospin devait intervenir à la télévision, jeudi 8 avril, lors du journal de 20 h de France 2. Alors que Jacques Chirac s'est exprimé déjà deux fois au cours d'allocutions radiotélévisées, le 29 mars et le 6 avril, le premier ministre s'était cantonné, jusqu'à présent, à un travail d'explication et d'information auprès des parlementaires.

Le chef du gouvernement entend toutefois poursuivre son dialogue avec la représentation nationale. Il aura l'occasion d'intervenir de nouveau au Palais-Bourbon le 13 avril, la conférence des présidents de l'Assemblée nationale ayant décidé, mardi, une séance de questions au gouvernement, alors que les vacances parlementaires de printemps sont prévues du 12 au 25 avril. Le 15 avril, les sénateurs auront à leur tour l'occasion d'interroger le chef du gouvernement.

Alors que le conseil des ministres n'a donné lieu à aucun débat sur le Kosovo, M. Jospin a reçu à Matignon, mercredi soir, les représentants des groupes parlementaires, ainsi que les présidents des commissions de la défense et des affaires étrangères de l'Assemblée et du Sénat.

En présence de quatre de ses ministres – Hubert Védrine (affaires étrangères), Alain Richard (défense), Charles Josselin (coopération) et Daniel Vaillánt (relations avec le Parlement) – ainsi que du général Jean-Pierre Kelche, chef d'état-major des armées, le premier ministre a informé ses interlocuteurs sur la situation militaire, tout en mettant l'accent sur la recherche d'une solution diplomatique.

M. Jospin, qui a souligné que *« beaucoup de liens sont à retisser »*, a indiqué qu'il avait téléphoné en fin de matinée au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, pour lui faire part de son souhait d'un retour de l'ONU dans le processus. Dans un communiqué publié mercredi après-midi, le président de la commission de la défense de l'Assemblée, Paul Quilès (PS) demandé à M. Annan de *« prendre ses responsabilités »*. *« Il n'est pas tolérable que l'ONU ne se préoccupe que des effets d'une crise – le drame des réfugiés – en refusant de s'intéresser aux causes profondes du conflit »*, estime le député du Tarn.

Le souci d'associer la Russie a été affirmé par M. Jospin. *« On va assister à une intensification de l'action politique et diplomatique »*, expliquait, au terme de cette réunion, le président du groupe socialiste de l'Assemblée, Jean-Marc Ayrault, tout en rappelant qu'une issue politique *« n'est possible que si M. Milosevic répond aux cinq questions posées par les alliés »*.

Jacques Bruhnes, qui représentait le groupe communiste de l'Assemblée, s'est félicité d'un *« cheminement »* vers l'idée *« que l'issue est proprement politique »*. Président délégué du Mouvement des citoyens, Georges Sarre a déclaré qu'il n'y a *« aucune solution diplomatique en vue »*. *« Seuls les bombardements sont organisés méthodiquement, systématiquement jour et nuit »*, a-t-il déploré.

Dans un entretien publié jeudi par *Libération*, Jean-Luc Mélenchon, porte-parole de la Gauche socialiste, estime qu'on ne peut *« que constater l'échec de l'opération »* de l'OTAN. Le sénateur de l'Essonne regrette que la France soit *« contrainte de s'aligner sur des décisions prises par d'autres »*. *« Cette guerre n'est pas nôtre »*, estiment Marie-France Garaud et Pierre Juillet dans un « point de vue » publié jeudi par *Le Figaro*. Les deux anciens conseillers de Georges Pompidou estiment *« douloureux que la France ait perdu son libre arbitre, la plénitude de sa diplomatie et le commandement de ses soldats »*.

Jean-Baptiste de Montvalon

Deux nouveaux appels d'intellectuels pour le Kosovo

RÉUNIS dans le « Comité Kosovo », plusieurs intellectuels français viennent de lancer un appel en faveur d'une intensification des opérations militaires contre la Serbie. Dans un texte publié à Paris le 31 mars, le Comité demande *« d'intervenir au sol de toute urgence de façon à faire cesser ce crime aux proportions inconnues en Europe occidentale depuis la seconde guerre mondiale (...) »*, mais également *« d'intensifier l'aide humanitaire pour les réfugiés (...)et d'envisager d'ores et déjà la perspective de leur retour »*, ainsi que de *« réaffirmer le principe de l'intégrité territoriale et donc le refus de toute partition qui consacrerait la purification ethnique »*.

L'appel du « Comité Kosovo » souligne que *« ce ne sont pas les frappes qui ont provoqué la répression contre la population civile albanaise mais, au contraire, la purification ethnique – commencée depuis longtemps au Kosovo et qui s'était intensifiée depuis quelques mois – qui les ont rendues inévitables »*. Ce document, notamment cosigné par le juriste Antoine Garapon (président du Comité Kosovo), l'écrivain Pascal Bruckner, Olivier Mongin (directeur de la revue *Esprit*) et le philosophe Alain Finkielkraut, a recueilli plus de cent signatures. Le « Comité Kosovo » est domicilié auprès de la revue *Esprit* (212, Rue Saint-Martin, 75003 Paris).

Par ailleurs, le « Parlement international des écrivains », présidé par l'écrivain nigérian Wole Soyinka (et dont les présidents d'honneurs sont Salman Rushdie et Vaclav Havel), a publié, mercredi 7 avril, un appel aux maires des grandes villes et aux présidents de conseils généraux de France et d'Europe visant à *« sauver les écrivains les artistes et les universitaires du Kosovo, mais aussi tous les réfugiés dont on sait très bien qu'ils ne retrouveront pas leur pays de sitôt. (...) Comment la France, qui se présente si souvent comme une terre d'asile, pourrait-elle se tenir à l'écart de la solidarité internationale qui s'organise ? »*.

L. D.

DÉPÊCHES

RÉFUGIÉS

■ Près de 460 000 personnes avaient quitté le Kosovo, jeudi 8 avril au matin, depuis le début de la répression serbe déclenchée en même temps que le début des frappes de l'OTAN, le 24 mars, mais le flot s'est tari après la fermeture des frontières, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

« RÉCOLTE DE PRINTEMPS »

■ Le président yougoslave, Slobodan Milosevic, a lui-même demandé au président russe Boris Eltsine d'aider la Yougoslavie à se procurer du carburant pour les *« récoltes de printemps »*, a déclaré le député russe Nikolaï Ryjkov, cité, mercredi 7 avril, par l'agence Tass. Ce député, proche des communistes, était membre d'une délégation du Parlement russe qui s'est rendue en visite à Belgrade. – *(Reuters)*

MONTÉNÉGRO

■ Le président monténégrin, Milo Djukanovic, a affirmé, mercredi 7 avril, qu'il n'avait *« pas peur »* d'une tentative de déstabilisation de son pays par Belgrade, dans une interview à la télévision italienne RAI. Il a condamné *« la politique autocratique »* du président yougoslave Slobodan Milosevic. *« Mon pays ne craint pas de défendre sa démocratie et sa dignité »*, a-t-il déclaré, se disant favorable à *« une intégration avec l'Europe »*. – *(AFP)*

OPINION AMÉRICAINE

■ A en croire les sondages, les Américains largement favorables aux frappes de l'OTAN contre la Yougoslavie, se disent en nombre croissant prêts à envoyer leurs *boys* sur le terrain pour arrêter l'exode des Kosovars. Leur détermination n'a fait que croître après deux semaines de raids alliés et la capture par les Serbes de trois soldats américains. Selon des sondages, au début du mois, seulement 33 % étaient pour l'envoi de troupes américaines sur le terrain. Une semaine plus tard ils étaient 41 %. Ils sont aujourd'hui entre 53 et 55 %, selon les sondages. – *(AFP)*

OPINION FRANÇAISE

■ Les Français approuvent davantage aujourd'hui qu'il y a dix jours les bombardements aériens de l'OTAN sur la Serbie ainsi que la participation de la France à ces bombardements, selon un sondage publié par *Le Parisien* réalisé les 6 et 7 avril. 50 % des personnes interrogées (contre 40 % le 27 mars) *« approuvent »* les bombardements, alors qu'ils ne sont plus que 35 % à les *« désapprouver »* (contre 46 % dans le sondage précédent). 68 % des personnes se déclarent favorables à une intervention militaire et terrestre de l'OTAN pour protéger les réfugiés albanais du Kosovo, contre 22 % qui y sont opposés. L'accueil par la France de réfugiés albanais du Kosovo est vu favorablement par 58 % des personnes interrogées. 36 % y sont opposées. – *(AFP)*

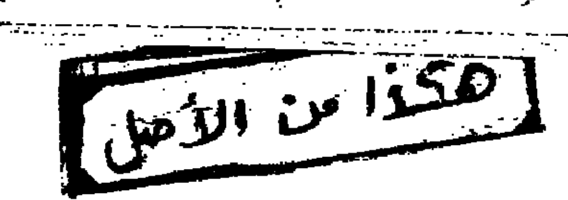
AVIONS FRANÇAIS

■ Durant les trente-six heures qui ont couvert la journée du mardi 6 avril et la nuit suivante, jusqu'au mercredi matin 7 avril, la France a engagé quasiment la moitié de son dispositif aérien de combat sur place : six Jaguar, six Super-Etendard, six Mirage 2000-C, quatre avions ravitailleurs C-135, deux avions de reconnaissance stratégique Mirage IV-P, deux avions de reconnaissance tactique Mirage F1CR et six Mirage 2000-D.

CUBA

■ Le gouvernement cubain *« n'opposera aucun obstacle et est même prêt à coopérer dans la mesure de ses possibilités, où c'est nécessaire »*, pour apporter une aide humanitaire aux réfugiés du Kosovo qui doivent être transférés sur la base militaire américaine de Guantanamo (sud-est de Cuba) enclavée sur son sol, selon une déclaration officielle publiée jeudi 8 avril.

هكذا من الأصل


هكذا من الأهل

Boris Berezovski riposte au mandat d'arrêt lancé contre lui à Moscou

A Paris, il déclare au « Monde » : « Tout ce que fait Primakov échoue »

Dans une atmosphère de fin de règne, les règlements de comptes se multiplient à Moscou, avec le limogeage du procureur général et les mandats d'arrêt lancés, pour la première fois, contre des *« oligarques »*. L'un d'eux, Boris Berezovski, convoquait, mercredi 7 avril, la presse à Paris, alors qu'à Moscou les députés rejetaient le « pacte de stabilité politique » d'Evgueni Primakov *(lire aussi notre éditorial page 22)*.

L'OPINION dominante en Russie, mercredi 7 avril, était que le mandat d'arrêt lancé, la veille à Moscou, contre le sulfureux baron des affaires Boris Berezovski marquait la fin de sa carrière politique, pourtant riche en rebondissements. Mais l'intéressé tenait le même jour à Paris une conférence de presse pour afficher un avis contraire, et dénoncer la montée en puissance du nouveau premier ministre, Evgueni Primakov. Celui-ci, a-t-il dit, *« utilise maintenant tout son potentiel contre les réformes »* et *« s'appuie sur les membres les plus dangereux, les plus hypocrites, des services secrets, ceux qui ont retrouvé en lui un des leurs, afin de restaurer l'empire russe par la force »*. Faute ultime, M. Primakov estime, selon M. Berezovski, qu'*« on peut s'allier aux antisémites »*. Celui qui fut une des éminences grises du Kremlin s'est aussi déclaré certain qu'il ne sera pas arrêté, ni en France ni à Moscou, où il a l'intention de se rendre *« la semaine prochaine »*. Alors qu'il laissait entendre le contraire peu auparavant à une télévision russe, comme l'avait fait aussi son *« ami »* français, Fabien Beaussart, qui, ayant convoqué la presse à l'hôtel Crillon, avait assuré que *« Boris Abramovitch* [resterait] *en France un certain temps »*. Mais parmi les Russes venus le saluer (dont des proches de « Iapontchik », un chef de la mafia russe condamné aux Etats-Unis) la rumeur circulait que M. Berezovski serait arrêté en France *« dans deux jours »*. Les autorités judiciaires russes ont en effet indiqué qu'elles *« n'excluaient pas »* de faire appel à Interpol.

OFFRES DE SERVICES

Est-ce pour cela que M. Berezovski a surtout parlé du Kosovo, lors d'un entretien accordé le même jour au *Monde* ? Des proches de l'homme d'affaires ont reconnu qu'il rêve de retrouver un statut diplomatique – et l'immunité afférente – dans un pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI) pour jouer les médiateurs dans la crise. Tel l'Ukraine, premier pays à envoyer une délégation à Belgrade après les frappes et où M. Berezovski vient de se rendre. *« Je suis sûr que le président Leonid Koutchma a toutes les qualités pour ça*, déclare-t-il. *Je le connais, je connais son bon sens réel. Ce n'est pas comme Primakov, dont la mission à Belgrade fut de pure propagande, car il n'a rencontré qu'une seule des deux parties au conflit. »*

En parlant du premier ministre, qu'il accuse d'avoir causé sa disgrâce, M. Berezovski devient presque véhément. Pour lui, les talents diplomatiques d'Evgueni Primakov sont un mythe : *« Tout ce qu'il a fait, sur l'OTAN, sur l'Irak, a échoué. Sur le Kosovo, c'est pareil : pourquoi n'a-t-il pas rencontré les leaders albanais ? »* Il se trouve que le *« roi du business »* russe est lui-même excellent diplomate : il négocia, non sans succès, avec les indépendantistes tchétchènes quand il était secrétaire adjoint du Conseil de sécurité russe.

Puis, nommé secrétaire exécutif de la CEI, il réussit le tour de force, pour un représentant de Moscou, de se faire apprécier des autres présidents.

Renvoyé de ce poste le mois dernier par Boris Eltsine, il a sillonné les capitales occidentales et réfléchi au Kosovo : c'est le conflit serbo-albanais, dit-il, qui doit être résolu en priorité, par un intermédiaire prêt à prendre des risques, intellectuels et physiques (ce que M. Berezovski a déjà fait) ; Américains et Russes ne doivent intervenir qu'ensuite, comme garants. Alors que les premiers (*« qui ne sont pas encore l'empire qu'ils pensent être »*) se battent avec les seconds (*« qui ne sont plus l'empire qu'ils pensent être encore »*).

M. Berezovski critique le pouvoir russe qui, *« dès le début, au lieu de traiter le Kosovo comme un conflit local semblable à des centaines d'autres, l'a internationalisé, avec ses appels à la fraternité slave »*. *« Appels irresponsables, car non recevables par les Tatars, Tchétchènes et autres Ossètes de la Fédération de Russie, ni par moi-même. »* Conclusion implicite : l'Occident aurait vraiment mauvaise grâce à ne pas défendre un tel ami de la démocratie...

Sophie Shihab

La condamnation de Bruxelles dans le conflit de la banane annonce d'autres batailles à l'OMC

GENÈVE
de notre envoyé spécial

L'Union européenne n'a pas échappé à une nouvelle condamnation, dans le *« conflit de la banane »* qui l'oppose, depuis plusieurs années, aux Etats-Unis, défendant les intérêts de leurs multinationales, qui contrôlent déjà 70 % du marché mondial du produit. Pour la deuxième fois, une commission d'arbitrage, mise en place par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour trancher ce différend, a donné tort à la Communauté européenne, jugeant que son système d'importation de bananes était contraire aux règles du commerce international.

A peine connu mercredi 7 avril, ce verdict a été diversement interprété par les parties intéressées. A Washington, la satisfaction est évidente, même si les juges n'ont accordé aux Etats-Unis qu'un peu plus du tiers du montant des sanctions qu'ils exigeaient des Européens (*Le Monde* du 8 avril). *« Cette décision est une victoire importante pour le processus de règlement des litiges mis en place par l'OMC »*, a déclaré Charlene Barshefsky, représentante américaine pour le commerce. *« Elle signale clairement*, a-t-elle ajouté, *que l'OMC ne peut être utilisée pour mener des procédures légales interminables. »*

A Bruxelles, le vice-président de la commission européenne chargé de ce dossier, Sir Leon Brittan, a fait savoir que ce jugement serait *« soigneusement étudié »* et que l'Union européenne se réservait le droit de faire appel. *« Nous allons évidemment respecter les règles applicables dans le cas d'une telle décision »*, a-t-il indiqué, tout en remarquant que les sanctions, unilatéralement décrétées par Washington contre des produits européens, demeurent trop élevées. *« Pour être en règle avec la loi, les Etats-Unis doivent maintenant, quoi qu'il arrive, lever immédiatement les sanctions et renoncer aux menaces de sanctions sur plus de la moitié du commerce qui y est soumis »*, a-t-il précisé.

Les réactions sont particulièrement vives dans les pays africains, comme la Côte-d'Ivoire et le Cameroun, ainsi que dans les îles et petits Etats des Caraïbes, qui bénéficient de facilités d'accès au marché européen pour leurs bananes, pour certains la principale source de revenus.

En France, on estime dans les milieux syndicaux que l'Union européenne devrait faire appel de cet arbitrage qui sacrifie des produits européens et des pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) sur l'autel des intérêts des multinationales américaines. La FNSEA a invité Bruxelles à ne pas baisser les bras, tandis que la CGT espère que l'Europe *« ne cèdera pas au chantage »* de Washington.

Au-delà de la banane, l'affrontement entre Bruxelles et Washington n'a pas fini de mettre à l'épreuve le fonctionnement même du système de règlement des différends de l'OMC. Si ce nouveau jugement permet d'éclaircir quelque peu la situation, le litige de la banane n'est pas clos pour autant. Les conclusions de la commission d'arbitrage devront encore être soumises à l'approbation de l'Organe de règlement des différends et ce n'est qu'ensuite que les Etats-Unis seront autorisés à appliquer des sanctions.

D'autres échéances tout aussi brûlantes se profilent déjà l'horizon, comme les sanctions que les Etats-Unis s'apprêtent à prendre dans le conflit du bœuf aux hormones, si l'Union européenne ne lève pas d'ici au 13 mai, l'embargo qu'elle a décrété en 1989 pour des raisons de santé publique. Parmi les dossiers qui enveniment les relations transatlantiques à l'OMC, figurent encore le conflit de l'acier et celui portant sur la conformité avec les règles de l'organisation de la disposition 301 de la législation américaine. En vertu de ce texte, Washington s'autorise à prendre des mesures de rétorsion unilatérales contre d'autres pays quant il considère que ses intérêts sont directement en jeu, comme dans le cas de la banane.

Jean-Claude Buhrer

Bill Clinton pour l'entrée de la Chine à l'OMC

Le président Clinton a vigoureusement plaidé, mercredi 7 avril, peu avant l'arrivée à Washington du premier ministre chinois, Zhu Rongji, pour l'entrée de la Chine à l'OMC. *« Si la Chine accepte les responsabilités qui découlent d'une accession à l'OMC, cela donnera aux Etats-Unis un large accès aux marchés chinois tout en accélérant les réformes internes dans ce pays. Si la Chine est disposée à respecter les règles du commerce international, ce serait une grave erreur pour les Etats-Unis de dire non »* à son admission à l'OMC, a déclaré M. Clinton. Depuis le début de la semaine, les négociateurs américains et chinois tentent de sortir d'un blocage vieux de treize ans sur l'entrée de la Chine à l'OMC. M. Zhu a annoncé, mardi, la levée de l'interdiction des importations de blé et d'agrumes américains en Chine.

Les droits de l'homme restent une pierre d'achoppement dans les relations bilatérales. M. Clinton a appelé la Chine à faire des progrès sur cette question. *« Une dissidence qui s'exprime est bien moins dangereuse qu'une dissidence réprimée »*, a-t-il dit.

Maxime DELHOMME, Avocat de la SCP JEANNIN-DELHOMME-BREGOU

Par arrêt confirmatif du 23 Mai 1997, la Cour d'Appel de PARIS 4ème Chambre a condamné pour contrefaçon la Société EDINTER à 30.000 F en principal, à trois publications de 36.000 F H.T chacune et à 20.000 F au titre de l'article 700 du NCPC, pour avoir, dans le numéro du 14 Février 1992 de l'hebdomadaire IMPACT MEDECIN, publié sans son autorisation et sans mention de son nom, un dessin de Monsieur Jean-Claude MICHEL.

L'originalité du dessin de Monsieur MICHEL a été reconnue et la Cour a considéré comme fondé, le reproche fait à l'éditeur d'IMPACT MEDECIN, d'avoir présenté l'oeuvre de Jean-Claude MICHEL dans un sens qui n'était pas celui choisi pour l'oeuvre originale et avec une mention *"DR"* dissuadant de rechercher le nom de l'auteur.

Le Cambodge accepte des magistrats étrangers pour juger Ta Mok

PHNOM PENH. Le gouvernement cambodgien a accepté la participation de magistrats étrangers au procès du chef khmer rouge Ta Mok devant la justice locale. Ce compromis ouvre la voie à un *« tribunal à caractère international »* souhaité par l'ONU. *« Le premier ministre cambodgien a admis qu'il serait utile que des juges et des procureurs internationaux participent à la procédure »*, a déclaré, mercredi 7 avril à Phnom Penh, le sénateur américain John Kerry à l'issue d'un entretien avec Hun Sen, tout en estimant qu'il s'agissait *« d'un pas en avant très positif, qui permettra un effort de coopération crédible dans lequel la communauté internationale peut avoir confiance »*. Le prince Norodom Ranariddh, président de l'Assemblée nationale et allié de Hun Sen, a confirmé, mercredi, que ce dernier *« ne s'opposera pas à la présence d'un juge international »* durant le procès de Ta Mok. – *(AFP.)*

Nouveau massacre à Timor-Oriental

DILI. Mgr Carlos Ximenes Belo, Prix Nobel de la paix 1996, a affirmé, mercredi 7 avril, que plus de 25 Est-Timorais avaient été *« massacrés »* la veille par les milices pro-indonésiennes dans l'église de Liquisa, à moins de 50 kilomètres de Dili, la capitale de Timor-Oriental. Le prélat avait annoncé, mardi soir, aux médias portugais que 45 personnes avaient été tuées. De son côté, le chef de la commune de Liquisa avait indiqué que 5 personnes avaient été tuées et une vingtaine blessées, par balles ou à l'arme blanche. D'autre part, l'armée indonésienne a ouvert le feu, mercredi, à Bornéo pour repousser des milliers de personnes tentant de libérer de force une centaine de leurs camarades arrêtés pour leur participation à de précédentes violences ethniques. – *(AFP.)*

Election présidentielle à Djibouti

DJIBOUTI. Après vingt-deux ans d'indépendance et de règne sans partage de Hassan Gouled Aptidon, quelque 170 000 électeurs djiboutiens choisiront un nouveau chef de l'Etat, vendredi 9 avril. Agé de quatre-vingt-trois ans, le président avait annoncé, en février, son retrait de la vie politique. Ismaël Omar Guelleh, qui brigue la succession, est, depuis l'indépendance, en 1977, le chef de cabinet du président Gouled. Considéré comme le neveu du chef de l'Etat, il est apparu au cours des dernières années comme l'homme fort de Djibouti. L'opposition djiboutienne s'est, quant à elle, ralliée à l'ancien chef indépendantiste, Moussa Ahmed Idriss, pour contrer les ambitions du dauphin de M. Gouled. En cas de victoire, l'opposition entend libérer les prisonniers politiques, instaurer un véritable multipartisme (seuls quatre partis sont actuellement autorisés) et lancer un ambitieux train de mesures sociales. – *(AFP.)*

L'Etat marocain s'engage à indemniser les familles des disparus

RABAT. Par l'intermédiaire du Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH), le roi Hassan II a fait annoncer, mercredi 7 avril, qu'il acceptait l'indemnisation – avant trois mois – d'une grande partie des familles des 112 personnes officiellement portées disparues dans les années 1960 et 1979, et la libération de la vingtaine de personnes impliquées dans des crimes de sang commis pour des raisons politiques. Les familles des victimes, de leur côté, ont maintes fois déclaré que la page des droits de l'homme ne serait définitivement tournée au Maroc que lorsque les corps des disparus reconnus morts auront été remis aux familles et que toute la lumière sur les circonstances de leur décès aura été faite. Deux grands dossiers n'ont pas été évoqués par le CCDH : celui d'Abraham Serfaty, expulsé vers la France en 1991 après avoir passé dix-sept ans dans les prisons marocaines, et celui du dirigeant islamiste Abdessalam Yassine, en résidence surveillée depuis 1989. – *(AFP.)*

Le gouvernement chilien se dit en mesure de faire juger M. Pinochet

SANTIAGO. Le gouvernement chilien a affirmé auprès du ministre de l'intérieur britannique, Jack Straw, pouvoir être en mesure de déférer devant un tribunal le général Augusto Pinochet et de mener, le cas échéant, une procédure plus complète qu'à l'étranger, a indiqué le ministre des affaires étrangères chilien, José Miguel Insulza. Dans un mémorandum adressé au ministère de l'intérieur britannique, le gouvernement chilien souligne que la justice chilienne s'est prononcée notamment dans le cas de l'assassinat en 1976 à Washington de l'ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement d'Unité populaire, Orlando Letelier, et qu'elle a été saisie récemment du meurtre en 1982 d'un dirigeant syndical, Tucapel Jimenez. Douze anciens militaires viennent d'être incarcérés dans le cadre de cette affaire. – *(AFP.)*

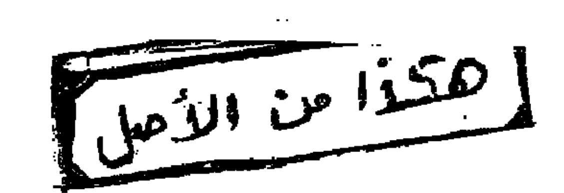
Des primes pour retenir les pilotes de guerre italiens

ROME. Un projet de loi, qui prévoit de distribuer des primes aux pilotes de guerre italiens pour enrayer leur exode de l'armée de l'air, a été présenté, mercredi 7 avril, à la Chambre des députés. Depuis 1995, selon Valdo Spini, qui préside la commission de la défense de la Chambre, *« 500 pilotes attirés par un traitement économique plus favorable et une valorisation professionnelle gratifiante »* sont passés dans l'aviation commerciale. Au rythme actuel, l'état-major de l'armée de l'air italienne estime qu'il lui manquera un tiers des pilotes nécessaires à l'horizon 2003. – *(AFP.)*

Pas de reprise dans les pays émergents avant 2001, selon la Banque mondiale

*« **BIEN QUE LE RISQUE** de récession planétaire se soit atténué ces derniers mois, la crise dans les marchés émergents devrait se révéler plus profonde et plus persistante que les premières estimations le laissaient entrevoir. »* A l'occasion de la publication de son rapport intitulé « Global Finance Development 99 », la Banque mondiale vient de réviser à la baisse ses prévisions de croissance pour les pays en développement : 1,5 % pour 1999, soit 1 point de moins que ses dernières estimations publiées en décembre. Il s'agit du taux le plus bas depuis 1982. Pour Joseph Stiglitz, premier vice président et économiste en chef de l'institution, *« ce chiffre, qui est préoccupant, s'explique par le ralentissement des échanges, la chute des prix des produits de base et le tarissement des flux à long terme, qui ont frappé la plupart des pays en développement »*. La Banque n'envisage pas le retour d'une croissance de l'ordre de 4,5 à 5 % avant 2001.

(Publicité)



GAUCHE La guerre du Kosovo est venue bousculer la stratégie du Parti communiste pour les élections européennes, fondée sur l'ouverture de sa liste à des personnalités extérieures et sur un ralliement critique à la construction européenne. Robert Hue est contraint de faire droit aux sentiments anti-américains, anti-OTAN et pro-russes de sa base militante, en espérant que la guerre ne l'obligera pas à reconsidérer la participation de son parti au gouvernement. ● LE PREMIER MEETING de la campagne européenne du PCF, mercredi 7 avril, en Seine-Saint-Denis, a donné une nouvelle illustration des divergences entre communistes et non-communistes. ● AU-DELÀ DU PCF, c'est toute la gauche « radicale » qui est lézardée par le débat sur le Kosovo, entre adversaires de l'OTAN, parfois ouvertement pro-Serbes, et défenseurs du droit des Kosovars à l'« autodétermination ».

La guerre contre la Serbie bloque la « mutation » du Parti communiste

Convaincu que l'offensive contre Slobodan Milosevic serait de courte durée et que les Français étaient majoritairement hostiles à l'intervention de l'OTAN, le PCF se trouve coincé entre réflexes identitaires et velléités d'« ouverture » pour les élections européennes

VENDREDI 26 MARS, à l'Assemblée nationale, l'heure est solennelle. Le premier ministre a mis à l'ordre du jour le premier débat – sans vote – sur le Kosovo, deux jours après les premières frappes de l'OTAN. Robert Hue a été le premier communiste à réagir le 24 mars, annulant pour cela son audition à la conférence Berrier du barreau de Paris. *« Ce n'est pas en ajoutant la guerre à la guerre qu'on créera les conditions de la paix »*, dit le secrétaire national du PCF, reprenant ainsi une formule de François Mitterrand et soulignant aussi, dans son communiqué, qu'il convient d'*« éviter toute rupture du dialogue avec la Russie »*.

Lionel Jospin s'en souvient. Lorsque dans son discours à la tribune, il évoque ce pays, le premier ministre pose lourdement son regard sur les rangs communistes, ce qui... agace M. Hue. Lorsque, quelques minutes plus tard, le président du groupe socialiste, Jean-Marc Ayrault, écorche l'une des plus célèbres phrases de Jaurès – *« Le libéralisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage »*, dit-il, pour *« le capitalisme »* – les députés communistes, soudés comme jamais contre la guerre, ne se privent pas de soupirer et d'arborer une mine consternée.

Quatre jours plus tard, le 30 mars, au 16 *bis* de l'avenue Parmentier, dans les tout nouveaux locaux de « la liste », comme on dit désormais pour l'opposer à « Fabien ». Petits fours, caméras : M. Hue inaugure le siège de sa liste d'« ouverture » pour les européennes et la baptise : *« Bouge l'Europe »*, comme dirait MC Solaar. Pour éviter toute expression malheureuse, Pierre Blotin a réuni les candidats peu avant la conférence de presse. M. Hue résume la philosophie : sa liste n'est pas *« mondaine »*, elle ne résulte pas d'une *« une OPA sur le mouvement social »*. A la manière de M. Jospin pour la gauche « plurielle », il théorise les divergences apparues au sein de sa liste, la majorité des candidats non communistes étant favorables à l'intervention de l'OTAN.

« Il faudra s'y faire, prévient-il. *On a dit que chacun aurait sa liberté d'exprimer sa sensibilité. Les positions différentes sur le déclenchement de la guerre prouvent que ce n'était pas des mots. »* Mais, devant les affiches multicolores qui parlent d'une *« Europe de la concorde pour déclarer partout la paix »* et d'*« une Europe du futur pour partager une planète plus belle »*, en pleines frappes sur Belgrade, l'image d'une *« campagne gaie et joyeuse, à l'image de cette liste »*, que veut donner le secrétaire national, tombe à plat.



Ainsi va le PCF depuis le début des frappes de l'OTAN. Tiraillé entre une trouvaille plutôt bien accueillie – sa liste d'« ouverture » aux européennes, qui veut préfigurer la *« force communiste »* de l'an 2000 – et le réflexe anti-américain et pacifiste des militants, que la direction, qui le partage, ne songe pas à taquiner. Soucieux de préserver l'unité de ses troupes mises à mal par sa « mutation », M. Hue puise désormais ses références dans la mémoire collective des communistes – Prévert, Jaurès. Voilà *L'Humanité*, qui devait devenir, avec sa nouvelle formule, le quotidien de l'ensemble de la gauche radicale, contrainte d'être seulement, à cause du Kosovo, le *« journal de la paix »*, selon la formule d'un membre du bureau national, alors même que la gauche « rouge » se divise *(lire ci-dessous)*. Dans l'« ours », les noms de Paul Vaillant-Couturier et Marcel Cachin, historiques directeurs communistes, ont été effacés pour n'y laisser que ceux du fondateur socialiste, Jaurès... et du directeur actuel, Pierre Zarka.

Le soutien appuyé du PCF au premier ministre russe témoigne, enfin, de cet attachement identitaire. En demandant, mercredi 7 avril, une *« deuxième mission Evgueni Primakov »*, M. Hue confirme l'importance que le PCF accorde toujours à la diplomatie russe, qui fut surtout soviétique. Déplorant qu'on ait *« traité avec autant de désinvolture »* le premier ministre russe, Francis Wurtz, député européen et ancien responsable du secteur international du parti, réclame, dans *L'Humanité* du 8 avril, le déploiement au Kosovo d'une force *d'« interposition européenne »* – qu'il oppose à une *« force d'intervention »* – qui permettrait le retour des réfugiés sous l'autorité de l'ONU et *« pourrait inclure un contingent russe »*.

Convaincus que les militants et les cadres communistes font bloc, le PCF, qui s'attendait à un conflit court et pensait que l'opinion publique serait derrière lui pour réclamer l'arrêt des bombardements, a soutenu M. Jospin sur le refus de l'évacuation des réfugiés, mais estime encore, jeudi 8 avril, *« qu'il ne faut pas refuser a priori d'examiner le cessez-le-feu proposé par Belgrade »*. La paix avant tout : pour le bien des populations, du parti, de sa campagne des européennes. Si l'OTAN engageait ses troupes sur le sol de l'ex-Yougoslavie, la solidarité gouvernementale et la fameuse « utilité » des ministres communistes seraient en effet, cette fois, sérieusement mises en péril.

Ar. Ch.

Premier meeting « pluriel » pour la liste de M. Hue

LES DEUX MILLE militants réunis, mercredi 7 avril, sur l'île des Vannes (Seine-Saint-Denis) pour le premier grand rassemblement de la liste *« conduite par Robert Hue »*, ont humé un parfum de changement. Aucun drapeau rouge, plus de faucille ni de marteau, pas même une référence au Parti communiste français. « Faire sobre », mais surtout « faire neuf » ! Derrière l'estrade éclairée sur laquelle avaient pris place, à gauche une vingtaine de colistiers de M. Hue, au centre quelques membres honorables de son comité de soutien, dont Jean-Claude Gayssot, ministre des transports, à droite des habitants de Seine-Saint-Denis, se dégageaient seulement les inscriptions : *« Liste Bouge l'Europe »* et *« Pour déclarer la paix et la fraternité »*.

L'innovation n'est pas seulement dans la mise en scène. *« On ne veut ni d'un meeting traditionnel, où l'on vient écouter la bonne parole, ni d'un show à l'américaine, où les paillettes remplacent le contenu »*, affirme Yasmine Boudjenah, colistière de M. Hue. Instaurer un *« dialogue »*, un *« contact »*, un *« échange avec les gens »* sont les mots porte-emblème que le secrétaire national du PCF entend nicher au cœur de sa campagne. La parole n'est donc pas monopolisée et déversée par un numéro un, mais savamment distillée entre *« les gens du panel »*, les questions de la salle – toutefois regroupées par un « standard » filtrant – et les interventions thématiques des colistiers.

La guerre du Kosovo oblige M. Hue à s'exprimer sans attendre son intervention prévue à la fin du meeting. *« Dans la liste, il y a des positions différentes*, admet-il, *mais personne ne fait l'éloge de la guerre et personne ne peut être soupçonné d'une sorte d'américanisme brutal ou d'anti-américanisme primaire. »* Réitérant *« sa condamnation des frappes de l'OTAN »*, souhaitant *« dégager la France et l'Europe de la tutelle américaine »*, sous les applaudissements de la salle, M. Hue voit des signes positifs dans les propos d'Hubert Védrine et prône la mise en place d'*« une grande conférence dans les Balkans »*.

M. Hue critique *« les attitudes follement politiques de la droite, de Séguin et d'autres, qui ne défendent pas l'intérêt de la France quand ils demandent le départ des ministres communistes du gouvernement ». « Ce qu'ils veulent, c'est faire exploser la gauche plurielle »*, conclut-il. Favorable aux frappes de l'OTAN, Philippe Herzog, député européen sortant, est copieusement sifflé quand il déclare que *« pour affaiblir Milosevic, on ne pouvait pas faire autrement que de frapper »* la Serbie. L'ancien économiste du PCF est hué quand il rappelle que *« les Américains sont quelquefois du côté de la démocratie, ils l'ont prouvé pendant la deuxième guerre mondiale »* et que *« la Russie d'Eltsine n'est pas forcément porteuse d'idées démocratiques »*.

Le chapitre Kosovo enfin tourné, place aux thèmes de campagne. Présenté comme *« acteur du mouvement social »*, Michel Deschamps, 11e colistier, est sollicité à deux reprises. L'ex-chef de file de la FSU est applaudi lorsqu'il juge *« très faible l'action de ce gouvernement de gauche ou de centre-gauche (...) contre les agressions dont font l'objet les services publics et les secteurs publics »*. De même, Marie-George Buffet se taille un franc succès quand elle explique, en prenant l'exemple de la lutte contre le dopage, qu'*« on peut faire bouger l'Europe à partir du moment où on s'en mêle »*. Avocate de l'égalité des sexes et du féminisme, Geneviève Fraisse est applaudie, elle aussi, sur ses sujets de prédilection.

C'est sur la régularisation des sans-papiers que Fodé Sylla et Stanislas Nordey sont, eux, plébiscités. *« La régularisation de la moitié des sans-papiers, ce n'est pas insuffisant, c'est un scandale »*, juge le second, le directeur du Théâtre de Saint-Denis, pour qui la question de tous les *« sans-droits »* devient brûlante. L'ancien patron de SOS-Racisme, colistier le plus demandé dans les fédérations communistes, affirme que l'Europe compte 18 millions de chômeurs et 50 millions de salariés précaires. Elle ne peut être, dit M. Sylla, *« l'addition des misères de plusieurs pays »*. Puis il plaide pour l'octroi du droit de vote aux étrangers.

Alain Beuve-Méry

TROIS QUESTIONS À...

JEAN-PIERRE BRARD

1 Ancien membre du PCF, aujourd'hui député apparenté au groupe communiste, vous approuvez l'intervention de l'OTAN au Kosovo. Comment jugez-vous la position adoptée par vos collègues communistes sur ce sujet ?

Je la trouve désolante. Elle me donnerait presque la nausée. Il y a un parallélisme effrayant entre Milosevic et Hitler, mais, en 1938, les communistes étaient du bon côté : contre les munichois, contre ceux qui laissaient faire le démembrement de la Tchécoslovaquie et l'expulsion des Tchèques des Sudètes. Aujourd'hui, le PCF a oublié ses sources identitaires. Il confond les effets et les causes. Ce n'est pas l'intervention internationale qui a provoqué l'exode des Albanais, mais bien l'exode forcé qui a provoqué et justifié l'intervention. L'affaire du Kosovo montre une crise d'identité majeure du parti et prouve que la rénovation dont parle tant Robert Hue n'est pas enclenchée.

2 Vous parlez de crise d'identité mais le PCF réagit aussi au nom de sa tradition pacifiste et anti-américaine...

Il se dit pacifiste et condamne toute intervention étrangère, mais nous avions bien soutenu l'invasion de l'Afghanistan et les chars dans Budapest ! C'est vrai qu'il est choquant que les Etats-Unis mènent la danse, mais, enfin, personne ne songe à critiquer les Américains pour avoir bombardé l'Allemagne nazie ! C'est vrai, aussi, qu'il vaudrait beaucoup mieux une défense européenne, mais le PCF n'est pas du tout prêt à cela. Pire : s'il l'envisageait vraiment, sa liste « patchwork » aux européennes exploserait immédiatement, tant les divergences sont grandes entre les candidats. Il a fallu tout de même une accumulation des horreurs en Bosnie pour que le PCF prenne ses distances et que Robert Hue parle enfin du *« dictateur »* Milosevic.

3 Les communistes veulent cependant rester dans la majorité et au gouvernement. Pensez-vous que cela soit possible malgré ces divergences ?

La pratique du grand écart est difficilement durable, mais ils feront tout pour rester. Evidemment, c'est de la politique à la petite semaine, mais vous verrez qu'ils pousseront le cynisme plus loin. Quand Milosevic sera contraint d'accepter une solution politique, le PCF dira qu'il a eu raison avant tout le monde, occultant complètement les conditions militaires qui auront contraint les Serbes à négocier. Le PCF est resté dans sa culture ancienne, celle qui consiste à pratiquer une dialectique formelle et à avoir raison quoi qu'il arrive.

Propos recueillis par Raphaëlle Bacqué

Kosovo : la gauche « bolchevique » face à la gauche « mouvementiste »

LA GUERRE du Golfe est, décidément, bien loin. Alors qu'en 1991 toute une partie de la gauche (des Verts à l'extrême gauche, en passant par le Parti communiste et la CGT) s'était soudée, en compagnie de pacifistes, mais aussi de chrétiens, pour dénoncer l'intervention américaine, le conflit du Kosovo divise la gauche radicale. Mille et une nuances apparaissent, mais c'est un clivage qui est en train de naître. Certains pensent que le schéma « anti-impérialiste » de 1991 est transposable en ex-Yougoslavie. D'autres, non.

La « famille » communiste s'est retrouvée seule pour manifester, dans la rue, en se contentant de dénoncer les bombardements de l'OTAN. Les autres, écologistes, libertaires ou issus du mouvement social – la gauche des « sans » – ne veut pas se limiter à condamner les frappes de l'OTAN sans poser la question de la purification ethnique, ni exiger le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Entre les deux, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) réclame l'autodétermination du Kosovo, mais reste prisonnière de son alliance électorale avec Lutte ouvrière (LO).

● **« Ne pas humilier les Serbes. »** A un bout du spectre, il y a ceux qui dénoncent l'agression contre les Serbes, anciens alliés contre le fascisme. Dans leur bulletin mensuel *Echanges*, des militants communistes du Val-de-Marne, en rupture de parti et regroupés derrière l'ancien secrétaire fédéral Guy Poussy, s'indignent ainsi qu'on puisse *« humilier les Serbes et bafouer leur patriotisme authentique »*. Dans une lettre aux responsables du Mouvement des citoyens, Patrick Viltart, reponsable du MDC en Lorraine, s'interroge : *« Pourquoi la communauté internationale (traduisez les Etats-Unis et leurs affidés) veut-elle accorder aux Albanais du Kosovo (berceau historique de la Serbie) ce qu'elle a refusé hier aux Serbes de Bosnie ? »* Dans les manifestations anti-guerre, des militants de la CGT n'hésitent pas à porter l'autocollant « cible » des partisans de Slobodan Milosevic.

● **« OTAN go home ! » et boycottage du Coca-Cola.** Le réflexe antiaméricain reste vivace. *« La barbarie n'est pas seulement du côté de Milosevic, mais tout autant et encore plus du côté des grandes puissances impérialistes qui engendrent des Milosevic »*, écrit *Lutte ouvrière* (daté 2 avril). *L'Hebdo CGT* (ex-*Vie ouvrière*) analyse l'intervention de l'OTAN comme visant, avant tout, à *« réduire l'influence russe »* dans la région des Balkans. « Otan go home ! », titrait *L'Humanité* au premier jour des frappes. En *« solidarité avec la Yougoslavie »*, des militants communistes demandent, dans un appel, le *« boycottage des produits américains, de leurs administrations, entreprises, associations »*. Le tract dresse une liste exhaustive des endroits où *« les Américains ont semé la guerre »* et *« imposé des gouvernements fantoches »*. Entre la Corée (1950-53) et la Yougoslavie, on trouve... l'Afghanistan !

● **Arrêt des bombardements, non au « vert kaki ».** Pour d'autres, comme la direction du Parti communiste, la guerre est tout simplement *« une connerie »*. C'était, jusqu'à présent, la position des Verts, et Bernard Langlois, dans son éditorial de *Politis* (daté 8 avril), maintient cette position, tout en reconnaissant qu'*« il n'y a pas de solution-miracle »*. Du coup, les dirigeants des Verts, qui réclament une intervention terrestre, font figure de vilains petits canards. Dans son numéro du 1er avril, *L'Humanité*, qui avait pourtant conclu un pacte de non-agression avec la tête de liste des écologistes, Daniel Cohn-Bendit, estimait que *« la garde-robe de Dany va-t-en guerre s'étoffe avec du vert kaki »*. Dans *Les Inrockuptibles* (daté 7-13 avril), l'universitaire Serge Halimi ironise : les récents appels de M. Cohn-Bendit en faveur d'une intervention terreste le *« rassurent »* quant à un *« hypothétique dérapage gauchiste »* de l'eurodéputé.

● **« Armer les Kosovars ».** D'autres préfèrent argumenter sur la nécessaire autodétermination du Kosovo, revendication sur laquelle se retrouvent volontiers la gauche des « sans ». Pour y parvenir, ils ne croient pas à une simple solution diplomatique. *« Il faut donner aux premiers intéressés les moyens de se défendre et de résister à l'épuration ethnique engagée par le pouvoir serbe. Si des moyens leur étaient donnés, les forces kosovares auraient les moyens de gagner leur combat »*, écrit Christophe Aguiton (LCR et AC !), dans *Politis*, le mot « armes » n'apparaissant que dans le titre : « Armer les Kosovars ? » Dans *Rouge* (daté 1er avril), hebdomadaire de la LCR, Christian Picquet répondait aux critiques de Romain Goupil (*Le Monde* du 23 mars) contre les *« négationnistes du présent »*. « Autodétermination », tel est le mot-miracle qui doit permettre à l'alliée de LO de se dégager du front « vieux communiste » auquel participe Arlette Laguiller. Comme l'écrit M. Picquet, *« la guerre s'invite aux européennes »* et la LCR n'est pas à l'aise.

● **« Coup de gueule » de *Charlie Hebdo*.** Il y a des cris qui ont valeur de symbole. Dans *Charlie Hebdo* (daté 7 avril), l'une des lectures de référence de la gauche écologiste et libertaire, farouchement hostile à la guerre du Golfe, Philippe Val râle : *« Mais, bon Dieu, qu'est-ce qu'ils ont, les Kosovars ? Ils ont une gueule qui ne revient pas à la gauche radicale ? »* Et il s'indigne : *« Alors, Krivine, Hue, Laguiller, vous trouvez qu'ils ont trop de papiers, trop de logis, qu'ils sont trop bien traités par la police ? »* Une sérieuse lézarde court dans la gauche radicale.

Ariane Chemin et Caroline Monnot

هكذا من الأصل

Les députés de la majorité se divisent sur le projet de couverture maladie universelle

Le niveau de ressources des bénéficiaires fait débat

La commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale a repris, mercredi 7 avril, l'examen du projet de loi sur la couverture maladie universelle. La gauche s'est divisée à l'occasion d'un amendement, déposé par les Verts, qui relève le plafond de ressources des bénéficiaires. L'extension du tiers-payant et le versement de cotisations préalables à l'ouverture des droits ont aussi été au centre des débats.

GAUCHE « plurielle » contre socialistes : les députés de la majorité se sont divisés sur la future couverture maladie universelle (CMU). Contre toute attente, un amendement des Verts, qui relève de 3 500 à 3 800 francs (579 euros) le plafond de revenus mensuels nécessaires pour bénéficier de la CMU, a été adopté, mercredi 7 avril, par la commission des affaires sociales. Les communistes, le groupe RCV et l'opposition ont voté pour. Même au PS, pourtant opposé à la mesure, il y a eu des défections. Odette Grzegrzulka (PS, Aisne), par exemple, a préféré s'abstenir.

Furieux, le groupe socialiste devait organiser une nouvelle délibération, jeudi, pour tenter d'annuler cet amendement qui augmenterait de deux millions le nombre de bénéficiaires potentiels et coûterait entre 2 et 3,5 milliards de francs, en plus des 9 milliards déjà prévus. Pour financer ce surcoût, le groupe communiste propose de taxer les revenus financiers.

Pour les Verts, la barre de 3 500 francs, *« inférieure de 40 francs au minimum vieillesse »*, crée *« un effet de seuil regrettable »*. *« Il apparaît nécessaire »* de relever le barème *« jusqu'au seuil de pauvreté, calculé par l'Insee en 1988 (3 800 francs mensuels) et qu'une dégressivité soit prévue jusqu'au Smic »*, ont-ils justifié. Jean-Claude Boulard, rapporteur de la commission, lui, a proposé *« une autre réponse au problème du seuil »* : l'extension du tiers-payant. Mais *« comme il est souhaitable de ne pas dissocier cette extension de la nécessaire maîtrise des dépenses de santé »*, elle sera réservée aux personnes qui auront adhéré au système du médecin-référent. En s'engageant à consulter le même praticien, ces dernières seront donc dispensées de faire l'avance des frais. M. Boulard devrait inclure dans cette mesure les frais de prothèses dentaires, à la faveur d'un nouvel amendement.

L'examen du projet de loi a nécessité une explication de texte pour définir les ayants droit de la CMU. La cible, ce n'est finalement pas les *« personnes les plus défavorisées »* inscrites dans l'article premier du projet – une notion jugée par les députés insuffisamment précise –, mais celles *« dont les revenus sont les plus faibles »*...

Les députés ont aussi souhaité favoriser l'ouverture rapide des droits pour la couverture complémentaire. Le principe d'*« un délai maximal de réponse des caisses d'assurance-maladie aux demandes qui leur seront transmises »* a été acté, mais il sera fixé par décret.

« EXTENSION DE LA SOLIDARITÉ »

Les cotisations ont été largement au centre des débats. Comme le projet de loi le prévoyait, une contribution devrait être demandée pour l'accès au régime général dès lors que les ressources dépassent un certain plafond. Mais M. Boulard a souhaité durcir cette disposition en l'accompagnant d'une sanction. La *« suspension du versement des prestations en nature de l'assurance-maladie »* est désormais prévue en cas de *« mauvaise foi »* avérée de l'assuré. Or, le texte de la ministre de la solidarité, Martine Aubry, avait clairement indiqué que subordonner le versement des prestations au paiement préalable des cotisations serait *« contraire à l'esprit même de la CMU »*... Pour ce qui concerne le régime complémentaire, M. Boulard plaide aussi pour le versement d'une cotisation *« symbolique »*, peut-être un droit d'entrée de 150 francs ou bien une contribution périodique de 30 francs par famille. Dans l'esprit du rapporteur, cela permettrait aux personnes qui se situent juste au-dessus du plafond de ressources requis pour la CMU de *« mieux comprendre l'extension de la solidarité »*.

Jeudi, la commission devait poursuivre l'examen des 175 amendements déposés et s'attaquer aux articles délicats consacrés aux acteurs de la CMU, caisses d'assurance-maladie, mutuelles et société d'assurances, ainsi qu'au financement du dispositif. L'opposition a déjà annoncé le dépôt de trois motions de procédure, en vue de la discussion du texte, mardi 27 avril, en première lecture : le RPR présentera l'exception d'irrecevabilité, DL la question préalable et l'UDF le renvoi en commission.

Clarisse Fabre et Isabelle Mandraud

Deux écoles s'affrontent au sein de la CFDT sur le thème des 35 heures

LA RATIFICATION – difficile – de l'accord sur les 35 heures chez Renault, le 2 avril, en est la preuve : il existe bien deux « écoles », deux sensibilités différentes sur la réduction du temps de travail à la CFDT. Et l'affaire n'a pas grand-chose à voir avec les clivages politiques traditionnels à l'intérieur de la confédération.

D'un côté, les « pragmatiques » estiment que le rapport de forces étant ce qu'il est, il vaut mieux engranger ce qui est possible d'obtenir par la signature d'accords. Une position incarnée par la fédération des services. De l'autre, certains prônent désormais ouvertement la non-signature d'accords qui ne respecteraient pas ce qu'ils considèrent comme les objectifs fondamentaux de la réduction du temps de travail. Ces divergences d'appréciation traversent aujourd'hui des fédérations entières comme celles de la métallurgie, voire des syndicats d'un même groupe.

Ainsi, à la veille de la conclusion de l'accord 35 heures chez Renault, sept sections syndicales CFDT sur les dix que compte le constructeur automobile ont fait un communiqué commun, jeudi 1er avril, pour dire qu'elles *« ne se reconnaissaient pas »* dans la décision de signer. Revendiquant plus de 60 % des voix CFDT chez Renault aux élections professionnelles, les sections du Mans, de Flins, Cergy, Choisy, Lardy-Rueil, Guyancourt et Sandouville exprimaient ainsi leur *« désaccord »* avec la position prise par celles de Cléon, Douai et Billancourt.

« Si on ne fait rien, on court à la catastrophe », souligne ainsi Marc Breteill, secrétaire général de la métallurgie parisienne, qui a décidé de *« tirer la sonnette d'alarme »*. Ce responsable qui, comme Daniel Richter, le délégué syndical central de Renault, estime que la CFDT n'aurait pas dû signer *« en l'état »* l'accord sur les 35 heures chez le constructeur automobile, dresse un bilan sévère : *« Dans mon champ professionnel – la métallurgie –, la plupart des accords signés ne vont pas véritablement créer d'emplois et risquent de dégrader, un peu plus, les condtions de vie et de travail des gens »*.

> « Avec les cadres, on est en train d'inventer une nouvelle race de salariés à qui l'on dit : "Vous, on ne va plus vous compter votre temps" »

Selon lui, *« les équipes syndicales n'ayant pas de cadre politique clair fixé par la confédération, elles finissent, chacune dans leur coin, par se déterminer sur les accords en fonction de logiques extérieures à la réduction du temps de travail. Ce qui manque, c'est un référent collectif global. Moi, je souhaite qu'on entende aujourd'hui une voix CFDT qui dise autre chose sur les 35 heures »*.

Pour le secrétaire général de la métallurgie parisienne, les accords Peugeot et Renault sont *« un peu mieux que l'accord de branche UIMM »*. Mais, indique-t-il, *« ce qui est un peu mieux que le pire n'est pas forcément bien »*. Selon M. Breteill, la CFDT n'est pas *« obligée de discuter uniquement sur la base des propositions des employeurs »*. *« Dans la métallurgie*, estime-t-il, *ils nous ont amené un carcan et nous, hop !, on rentre tout de suite dedans et on discute avec eux. »*

Le responsable syndical suggère ainsi que son organisation soit très ferme sur la durée effective du travail. *« On ne doit pas toucher à la règle qui sert à compter le temps de travail – en en excluant les pauses ou une partie de la formation – quand on le réduit. Sinon, on triche »*, indique-t-il. Pour lui, toute modulation horaire supplémentaire introduite dans les négociations d'accord doit être compensée par une réduction du temps de travail plus forte. *« Quand il y a modulation, qu'on décrète alors : pas d'accord à plus de 32 heures. C'est la seule condition pour créer des emplois. »* Enfin, il demande que *« l'on donne un coup d'arrêt à l'éclatement du salariat qui se profile avec les cadres »*. *« On est en train d'inventer une nouvelle race de salariés à qui l'on dit : "Vous, on ne va plus vous compter votre temps" »*, explique M. Breteill. Le patron de la métallurgie parisienne souhaite ainsi lancer le débat dans les instances de la CFDT. Reste à savoir comment ses propositions seront accueillies par la direction de la confédération.

Caroline Monnot

L'OFCE prévoit 340 000 chômeurs en moins d'ici à la fin 2000

« L'OFCE surprend toujours. Il me surprend moi-même. L'OFCE est optimiste pour l'avenir. Comme il l'était pour 1998, à juste titre » : Jean-Paul Fitoussi, le patron de l'Observatoire français des conjonctures économiques, aime se démarquer. Mardi 7 avril, les dernières prévisions de l'OFCE pour l'économie française lui en ont donné l'occasion. Non seulement, l'institut pense que la croissance record de 1998 (+ 3,2 %) est sous-estimée d'un point, mais, en plus, il affiche les prévisions de progression du PIB les plus optimistes de la place : + 2,6 % en 1999 et + 3,2 % en 2000. Même Dominique Strauss-Kahn n'ose pas rêver de tels chiffres : Bercy table sur une croissance comprise entre 2,2 % et 2,5 %, cette année.

Au début des années 90, la France a pris un retard important en matière de renouvellement du parc de logements, des infrastructures, mais aussi d'investissements industriels. *« Le contexte monétaire, à l'époque très punitif, est aujourd'hui beaucoup plus accommodant »*, considère Philippe Sigogne, directeur du département analyse et prévision de l'OFCE. La France peut enfin rattraper son retard. La crise asiatique, si elle lui a coûté un demi-point de croissance en 1998, affectant son commerce extérieur et ralentissant sa croissance industrielle, jusqu'à la stagnation de fin 1998 et début 1999, ne devrait pas faire sentir ses effets trop longtemps. Pour l'OFCE, il ne s'agit que d'*« un hoquet industriel »*. Le commerce mondial devrait reprendre dès le deuxième trimestre 1999. *« La reprise qui en découlera sera d'autant plus forte que les industriels ont été prudents quant à leurs investissements ou leurs stocks »*, estime l'observatoire, qui juge que l'arrêt de la chute des prix des matières premières devrait mettre fin au déstockage des derniers mois.

MARGES FAIBLES

Par ailleurs, ce « hoquet industriel » ne s'est pas propagé : il existe une dynamique autonome de l'économie française, tirée par la forte consommation des ménages, dont le revenu moyen sort indemne des turbulences internationales. En 1998, le faible niveau d'inflation (+ 0,3 %) et la forte progression de l'emploi (+ 400 000) leur ont donné du pouvoir d'achat et une confiance qui, de mois en mois, reste à des niveaux record. Cette année, selon l'OFCE, l'inflation devrait être légèrement plus soutenue (+ 0,7 %) : *« La modération salariale, accentuée par la mise en place des 35 heures, ne sera plus compensée par un ralentissement de l'inflation. »*

Les ménages consommeront donc moins que l'an dernier, mais encore suffisamment pour assurer à la France une forte demande interne (+ 2,6 % en 1999, + 3,7 % en 1998). Dans ce contexte, l'emploi continuera à progresser fortement. En 1999, 210 000 emplois seraient créés dans le secteur marchand, auxquels s'ajouteront 100 000 emplois-jeunes et 60 000 emplois liés à la réduction du temps de travail. En 2000, prévoit l'OFCE, 330 000 emplois seront encore créés, dont 120 000 au titre des 35 heures.

Au total, estime l'OFCE, *« en 1999 et 2000, le nombre de demandeurs d'emploi pourrait reculer respectivement de 140 000 et 200 000 personnes. En trois ans, le chômage aurait donc baissé de 447 000 personnes. Mais 10 % de la population active resteraient encore sans emploi »*, contre 11,5 % actuellement. Il faudrait 3,5 % de croissance annuelle jusqu'en 2005 pour retrouver le plein-emploi. Si ces perspectives sont relativement optimistes, l'OFCE n'en note pas moins que *« l'économie française est très en dessous de son potentiel »*.

Surtout, l'institut pointe certaines incertitudes qui pourraient mettre en cause son joli scénario : une forte reprise des importations asiatiques, soutenues par des monnaies dévaluées, un krach de la Bourse américaine, une dévaluation de la monnaie chinoise, ou encore une forte reprise du prix du pétrole. L'observatoire met en garde : *« La politique du gouvernement est assez peu active et profite de la bonne situation conjoncturelle. Les marges pourraient être faibles en cas de retournement conjoncturel. »*

Virginie Malingre

Deux syndicats agricoles de gauche réclament une aide accrue pour les petits exploitants

La Confédération paysanne et le Modef réunis en congrès

TROIS SEMAINES après le congrès de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et la réélection à sa présidence de Luc Guyau, deux des trois autres syndicats agricoles – tous deux minoritaires et classés à gauche – étaient réunis, jeudi 8 avril. La Confédération paysanne tenait, en effet, son congrès à Vesoul (Haute-Saône) tandis que le Modef (Mouvement de défense des exploitants familiaux), au sein duquel le communisme agraire compte encore de nombreux militants, réunissait son assemblée générale à Sarrians (Vaucluse) pour fêter son 40e anniversaire.

Ces deux réunions reposent opportunément la question de la représentativité officielle des différents syndicats agricoles et leur participation à la multitude d'organismes publics et professionnels qui gèrent des fonds budgétaires et parafiscaux, qu'ils soient nationaux et européens. Cette question de la représentativité est délicate, y compris au plan politique, puisqu'elle est au centre de l'article 1 *bis* du projet de loi d'orientation agricole dont la discussion en deuxième lecture a commencé, mercredi 7 avril, à l'Assemblée nationale (*Le Monde* du 8 avril). C'est d'ailleurs du fait de ce débat parlementaire que Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche, a dû renoncer à se rendre à Vesoul pour clôturer le congrès de la Confédération.

« LES NANTIS DE LA PAC »

La Confédération paysanne se veut *« très offensive »* vis-à-vis du gouvernement, dénonçant la *« dictature des marchés »* et réclamant des *« paysans nombreux pour une Europe solidaire »*. Elle le démontre, notamment, sur le dossier de la crise porcine provoquée, selon elle, par un trop long laxisme des pouvoirs publics à l'égard des éleveurs industriels guidés par la seule logique productiviste qui a conduit à la faillite de nombreuses exploitations familiales, en Bretagne notamment.

Après l'accord de Berlin sur la politique agricole commune (PAC) qu'il a qualifié de *« détestable »*, François Dufour, porte-parole de la Confédération, a exigé du gouvernement qu'*« [il] réoriente le plus possible d'aides vers les petites et moyennes exploitations, en mettant en œuvre le principe de la modulation des subsides en fonction de critères liés à l'emploi et à l'environnement »*. M. Glavany devrait d'ailleurs s'y employer à travers les futurs contrats territoriaux d'exploitation, pièce maîtresse de la future loi d'orientation agricole, en dépit de vives résistances à la FNSEA.

La Confédération souhaite même aller plus loin et réclame le plafonnement des aides directes par personne active *« afin d'endiguer la concentration de moyens de production bénéficiant des subsides européens »*. *« A côté des nantis de la PAC de 1992 pour qui la capacité d'adaptation est intacte, il y a tous les autres, qui sont les abonnés absents du revenu paysan et pour qui les jours sont comptés »*, conclut le rapport d'orientation.

Pour sa part, Gérard Chappert, président du Modef – organisation influente surtout dans les régions viticoles comme la zone de production de cognac ou la vallée de la Garonne et les Landes –, estime que *« les exploitants familiaux ont besoin, plus que jamais, de se rassembler (...) pour combattre une politique libérale qui lamine les hommes et les femmes et les transforme en chair à canon dans une guerre économique que se livrent les puissants de ce monde »*. Commentant la réforme de la PAC, le Modef dénonce la baisse des prix qui se traduira *« par une intensification forcenée des productions, une forte concentration des exploitations et une délocalisation des productions vers les régions les plus fertiles »*. Le Modef apporte cependant son appui à la loi d'orientation en discussion.

François Grosrichard

Le poids des principales organisations

Les élections aux chambres d'agriculture sont le test le plus fiable pour mesurer la représentativité des principaux syndicats agricoles. Lors de la dernière consultation en janvier 1995, les listes de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles et du Centre national des jeunes agriculteurs (FNSEA-CNJA) ont confirmé leur prééminence, avec 59,8 % des voix dans le collège des chefs d'exploitation et assimilés. La Confédération paysanne en a recueilli 20 %, la Coordination rurale 12,2 % et le Modef 4,7 %. La Confédération paysanne est majoritaire dans le Finistère, et très puissante en Loire-Atlantique, dans le Puy-de-Dôme, en Haute-Marne. Les fiefs de la Coordination se situent dans le Calvados, l'Eure-et-Loir, la Seine-et-Marne, les Ardennes. Enfin, le Modef réunit l'essentiel de ses troupes dans les Landes et la Charente-maritime.

Les députés adoptent le PACS en seconde lecture

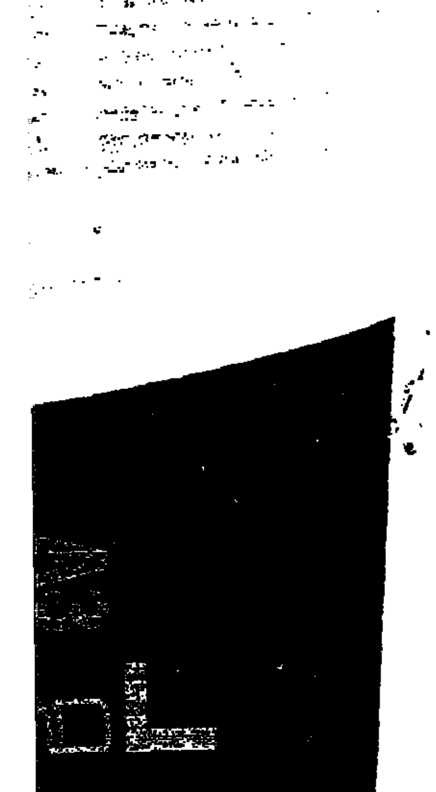
L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté en seconde lecture, mercredi 7 avril, la proposition de loi créant le pacte civil de solidarité (PACS), par 300 voix contre 277. Les députés socialistes, communistes et ceux du groupe RCV présents ont voté pour, à l'exception de l'indépendantiste Alfred Marie-Jeanne (RCV, Martinique) qui a voté contre, et de Jacques Desallangre (MDC, Aisne) qui s'est abstenu. A droite, seule Roselyne Bachelot (RPR, Maine-et-Loire) a voté pour. Ayant reconnu le concubinage, quel que soit le sexe du couple, et exclu les fratries, les députés ont apporté quelques précisions techniques : le PACS est un *« contrat »* ; l'aide mutuelle et matérielle est étendue aux dépenses relatives au logement commun ; à défaut d'accord sur la rupture du PACS, le juge peut allouer des dommages-intérêts ; le délai de deux ans pour bénéficier des avantages sur les successions est supprimé.

DÉPÊCHES

■ **ASSEMBLÉE : Roger-Gérard Schwartzenberg, député radical de gauche du Val-de-Marne, a succédé,** mercredi 7 avril, à Michel Crépeau, décédé, le 30 mars, à la présidence du groupe Radical, Citoyen et Vert (RCV) de l'Assemblée nationale. Lors de sa désignation, mardi, par les députés du Parti radical de gauche – auquel revient la présidence du groupe, selon un accord conclu en début de législature –, M. Schwartzenberg a obtenu sept voix contre quatre à Alain Tourret (Calvados), Bernard Charles (Lot) ayant retiré sa candidature. Agé de cinquante-six ans, M. Schwartzenberg, professeur à la faculté de droit de Paris, a été secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale dans les gouvernements de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius.

■ **CARBURANT : les prix de l'essence à la pompe ont augmenté** ces dernières semaines à la suite de la remontée des cours du brut. Le litre du sans-plomb 95 est passé en moyenne, en France, de 5,86 francs (0,89 euro), le 15 mars, à 6,05 francs (0,92 euro) le 2 avril.

هكذا من الأصل



ASILE Après quelques tergiversations, le gouvernement de Lionel Jospin a finalement décidé d'accueillir plusieurs milliers de réfugiés kosovars. Nul ne sait encore s'ils auront le statut prévu par la Convention de Genève de 1951, qui est très protecteur, ou s'ils bénéficieront de l'« asile territorial » officialisé par la loi Chevènement, qui exclut l'accès aux droits sociaux. ● VINGT-SEPT KOSOVARS ont été placés en garde à vue, mardi 6 avril, près de Briançon avant d'obtenir une autorisation provisoire de séjour de trois mois. Quinze Kosovars ont, en outre, été arrêtés à Calais mais ils n'ont pas obtenu de titre de séjour. ● CE DÉBAT S'INSCRIT DANS UN CONTEXTE DIFFICILE en matière de droit d'asile. Moins de 4 000 statuts de réfugiés ont été accordés en 1998, soit une légère baisse par rapport à 1997. Plus de 80 % des demandes sont rejetées.

L'embarras des autorités face à l'accueil des réfugiés kosovars

Selon le ministre de la coopération, « plusieurs milliers d'Albanais » devraient arriver en France dans les semaines à venir. Nul ne sait encore s'ils bénéficieront du statut protecteur de la Convention de Genève ou de l'« asile territorial », qui offre des droits plus restreints

CHILI 73, Vietnam 75, Pologne 82, puis Bosnie, Rwanda, Algérie dans les années 90 : ce n'est pas la première fois que la France est confrontée à l'accueil en urgence d'étrangers victimes de séismes politiques. Elle ne leur a pas toujours ouvert grandes ses portes. Les hésitations actuelles du gouvernement vis-à-vis des expulsés du Kosovo rappellent la frilosité de ses prédécesseurs à l'égard des demandeurs d'asile bosniaques, rwandais ou algériens.

Le refus de Lionel Jospin d'envisager un accueil massif de Kosovars décidé, dimanche 4 avril, pour ne pas *« accepter le fait accompli des déportations perpétrées par les Serbes »* avait suscité la stupeur au sein des institutions françaises chargées de l'asile et parmi les associations de solidarité avec les étrangers. Le correctif apporté par le premier ministre, mardi 6 avril, à l'Assemblée nationale, – la France, a-t-il dit, est *« naturellement disponible pour accueillir temporairement sur son sol un certain nombre »* de réfugiés kosovars – n'est probablement pas étrangère à l'annonce, par les autres pays européens, de l'accueil de plusieurs dizaines de milliers de réfugiés.

La position du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), favorable à une évacuation des Albanais du Kosovo vers des pays d'accueil sur la base de critères précis – départs uniquement volontaires, respect de l'unité des familles, état de santé compatible avec le voyage – semble aussi avoir inspiré le premier ministre. *« Accueillir les réfugiés du Kosovo ne revient ni à encourager leur départ, ni à empêcher leur retour »*, soulignent les associations de la « Coordination réfugiés », qui réunit la Cimade, la Croix-Rouge, France Terre d'asile, le Secours catholique et le Service social d'aide aux émigrants. *« Il s'agit de répondre à l'urgence humanitaire et de faire preuve de solidarité vis-à vis des pays limitrophes qui ont déjà atteint les limites de leur capacité d'accueil. A défaut d'un effort suffisant de la part des pays européens (...), beaucoup de réfugiés pourraient se voir refuser accueil et protection. »*

> Si les réfugiés sont moins de 3 000, ils pourront être hébergés dans des foyers comme ceux de la Sonacotra

La nouvelle position gouvernementale a été précisée, mardi 6 avril, par Charles Josselin, ministre de la coopération, qui a évoqué les *« milliers de personnes »* à accueillir. L'organisation de l'accueil s'effectue cependant, selon les associations, dans une *« énorme cacophonie »* en raison des difficultés de coordination entre les trois ministères concernés : affaires étrangères, intérieur et emploi-solidarité.

En l'absence d'un quota d'accueil négocié avec les organisations internationales, la France ne court guère le risque d'être submergée par les expulsés du Kosovo. Sa situation géographique ne la place pas aux premières loges et la petite diaspora albanaise est plus concentrée en Allemagne, en Suisse et en Angleterre que dans l'Hexagone. En 1998, les statistiques de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) n'ont enregistré que 1 675 demandes d'asile d'*« ex-Yougoslaves »*. Seuls 23 % d'entre eux ont obtenu le statut de réfugié. *« La plupart des réfugiés ne désirent pas s'éloigner par crainte de rendre encore plus difficile le retour, mais la situation peut évoluer,* constate Philippe Lavanchy, délégué du HCR en France. *C'est une forme de réponse au préjugé qui veut que les étrangers rêvent tous de migrer vers les pays riches. »*

L'interpellation, ces derniers jours, de réfugiés kosovars à Calais et à Briançon *(lire ci-dessous)* a cependant souligné qu'il fallait répondre d'urgence à deux questions : où héberger les déportés ? Quel statut juridique leur attribuer ? Le premier point n'est pas simple : 2 000 personnes figurent déjà sur les listes d'attente des 62 centres accueil pour demandeurs d'asile (CADA), dont les capacités sont limitées à 3 600 lits. *« Si les réfugiés sont moins de 3 000, nous pourrons les héberger en mobilisant des foyers comme ceux de la Sonacotra*, note Pierre Henry, le directeur de France Terre d'asile, qui gère le dispositif. *S'ils sont davantage, il faudra penser à un autre type d'accueil, dans des casernes désaffectées par exemple, à condition d'organiser un accompagnement social et sanitaire. Nous travaillons au recensement des lieux possibles avec le ministère de la solidarité. »*

La question du statut juridique des réfugiés apparaît moins complexe. Pour les associations, le HCR et le ministère de l'intérieur, les réfugiés correspondent parfaitement à la définition de la Convention de Genève de 1951, qui protège les personnes craignant *« avec raison d'être persécutés du fait de leur race, de leur religion, de leur nationalité et de leur appartenance à un certain groupe social ou de leurs opinions politiques »*. Pourtant, en évoquant les Kosovars, Lionel Jospin s'est référé, mardi 6 avril, non à la Convention de Genève mais à l'*« asile territorial »* officialisé par la loi Chevènement de 1998, qui est moins protecteur et exclut les droits sociaux.

Pour l'heure, les Kosovars qui se présentent en France bénéficient, en principe, d'une autorisation provisoire de séjour de trois mois renouvelable, en vertu d'instructions du ministre de l'intérieur du 16 octobre 1998 renouvelées par un télégramme aux préfets du 25 mars. Mais le droit au travail ne devrait leur être accordé que lors du premier renouvellement. Pour demeurer véritablement sous la protection de la France, ils demanderont sans doute le statut de réfugié à l'Ofpra. Aucune procédure collective du type de celle qui permit l'accueil en France de 70 000 réfugiés du Sud-Est asiatique après la chute de Hanoï n'est prévue. La générosité d'alors avait eu lieu, en 1975, dans un monde bipolaire : les demandeurs d'asile, victimes du communisme, n'étaient nullement soupçonnés de tricher pour émigrer. Ils obtenaient alors le statut de réfugié politique dans 85 % des cas, contre... un peu plus de 15 % aujourd'hui.

Philippe Bernard

Pristina-Briançon-Calais, aller simple

IL NE FAIT PAS NÉCESSAIREMENT BON être kosovar en France, même à l'heure d'un débat public sur les réfugiés. Vingt-sept Kosovars, dont onze enfants, ont été interpellés par la police, mardi 6 avril, au guichet de la gare de Briançon (Hautes-Alpes), alors qu'ils s'apprêtaient à acheter des billets de train pour Paris. Démunis de passeport, ils ont été conduits dans les locaux de la Diccilec (police de l'immigration), au poste-frontière franco-italien de Montgenèvre, et ils ont été placés en garde à vue.

« CENTRE D'OXYGÉNATION »

La seule personne francophone du groupe a expliqué qu'ils avaient fui le Kosovo le 25 mars et qu'ils cherchaient à rejoindre des membres de leurs familles en Angleterre, en Belgique et aux Pays-Bas. Passés en Albanie, ils auraient traversé l'Adriatique jusqu'au port italien de Bari, d'où des camions les auraient transportés jusqu'à Briançon. Mercredi, après avoir passé une nuit *« disséminés dans les locaux de service »*, ils ont obtenu du préfet des autorisations provisoires de séjour de trois mois renouvelables. Ils ont été accueillis dans les locaux du « Centre d'oxygénation » de la ville de Briançon, et bénéficié d'une assistance médicale.

Depuis plusieurs semaines, deux ou trois Kosovars sont interceptés chaque semaine dans cette zone frontière des Hautes-Alpes, selon un policier de Montgenèvre : *« Jusqu'à présent, on les faisait réadmettre en Italie* [en vertu des accords de Schengen]. *Mais, aujourd'hui, ce n'est plus possible vu l'actualité. »*

Quinze Kosovars ont en outre été découverts, mardi 6 avril, à Calais (Pas-de-Calais), dans un camion garé près du terminal maritime. Ils souhaitaient se rendre en Grande-Bretagne. Interpellés par la police, ils ont été remis en liberté sans obtenir la moindre autorisation de séjour. Mercredi soir, ils étaient coincés entre la France, qui ne leur donnait pas de papiers, et l'Angleterre, où leur admission n'était manifestement pas aisée.

Ph. B.

Moins de quatre mille statuts de réfugiés octroyés en 1998

AU MOMENT où se déroule la guerre au Kosovo et en Yougoslavie, les statistiques d'activité de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) pour l'année 1998 traduisent une réalité plutôt préoccupante : l'Ofpra, qui est en principe la chambre d'écho des malheurs et des conflits internationaux, les répercute avec distance et parcimonie.

Malgré le génocide au Rwanda, la chute sanglante de Mobutu, les déchirements ethniques dans les Balkans et le regain d'antisémitisme dans les Etats de l'ex-Urss, les chiffres actuellement disponibles – qui offrent, selon le directeur de l'Ofpra, une marge d'erreur d'environ 1 % – illustrent la politique restrictive des autorités françaises, et ce, malgré l'augmentation des chiffres de l'immigration en général (*Le Monde* du 1er avril).

Les statistiques confirment, certes, la hausse des demandes déjà observée en 1997 (21 416), avec un total de 22 632 pour 1998. Mais cette augmentation, qui est loin de constituer une envolée, n'est pas liée à celle des *« primo-demandeurs »* qui viennent d'arriver en France, mais au regroupement des familles : au moment de l'arrivée d'un conjoint ou de l'accession à la majorité des enfants de réfugiés, qui obtiennent de plein droit le statut de leurs parents. Selon Gilles Piquois, avocat et administrateur de l'association France Terre d'asile, 60 % des décisions portent sur ces « plein droit », qui sont en fait les conjoints ou les enfants des *« primo-demandeurs »*.

Pour Me Piquois, cette réalité témoigne de la *« dégringolade »* de l'asile en France. Le directeur de l'Ofpra, Jean-François Terral, conteste cette analyse. *« Pour moi,* affirme-t-il, *l'accord unité-famille a la même valeur que la demande originelle. Les deux membres du couple sont également menacés. Les dossiers sont de plus en plus difficiles. Ainsi, si les ex-Zaïrois totalisent la plus forte hausse en 1998* [1 778 contre 1 187 en 1997], *il y a parmi eux des anciens partisans de Mobutu. De même, quand se présentent des Rwandais, n'a-t-on pas affaire parfois à des génocidaires ? »* Au total, l'admission au statut de réfugié demeure extrêmement difficile : l'année 1998 a enregistré 3 941 accords (4 112 en 1997), soit un taux de rejet supérieur à 80 %.

Au cours de l'année 1998, deux nouveaux dispositifs inclus dans la loi Chevènement se sont ajoutés au texte fondateur qu'est la Convention de Genève de 1951. Ils n'ont apparemment pas entraîné une plus grande ouverture du territoire : l'« asile territorial », qui protège les étrangers dont la *« vie et* [la] *liberté sont menacées dans leur pays »* ou qui sont exposés à *« des traitements inhumains ou dégradants »*, aurait donné lieu à moins d'un millier d'autorisations de séjour depuis la mise en œuvre de la loi Chevènement, en mai 1998.

> « L'Ofpra ne fonctionne pas. Il est temps que cette administration devienne une véritable juridiction indépendante »
> Pierre Henry, directeur de France Terre d'asile

Son impact est cependant difficile à mesurer puisque l'application de cette disposition, qui devait bénéficier aux Algériens menacés par les islamistes, dépend, non pas de l'Ofpra, mais du ministère de l'intérieur, qui refuse de communiquer des chiffres.

Quant à l'« asile constitutionnel », qui doit profiter, en principe, aux étrangers persécutés *« en raison de leur action en faveur de la liberté »*, il aurait, en tout et pour tout, été accordé à deux demandeurs pour la période 1998-1999. L'un d'eux est un Algérien débouté par l'Ofpra et rattrapé par la commission des recours des réfugiés (CRR). Autant dire que l'espace ouvert par l'« asile constitutionnel » reste plus que largement symbolique. Pour rentrer dans le cadre de cette procédure, l'étranger doit prouver qu'il a fait l'objet, non seulement de menaces, mais aussi de persécution effective. Il doit aussi avoir lui-même milité *« en faveur de la liberté »*.

Enfin, 1600 étrangers ont été régularisés sur la base de la « circulaire Chevènement » de juin 1997, qui prenait déjà en compte les *« risques vitaux »* encourus par le demandeur. Dix mille autres personnes qui alléguaient ces risques ont été régularisées pour d'autres motifs.

« L'Ofpra ne fonctionne pas, en conclut Pierre Henry, directeur de France Terre d'asile. *Il est temps que cette administration devienne une véritable juridiction indépendante. Aujourd'hui, la seule obligation pour diriger l'office, c'est d'avoir le rang d'ambassadeur de France* [l'Ofpra se trouve sous la tutelle du ministère des affaires étrangères. Ndlr]. *Est-ce là une garantie d'indépendance ? »*

Le directeur de l'Ofpra, lui, invoque le manque de personnel compétent pour traiter les dossiers et annonce l'ouverture prochaine d'un concours de recrutement. Malgré le renforcement de l'office lié aux engorgements de la fin des années 80, seuls 45 % des demandeurs d'asile peuvent plaider leur cause au cours d'un entretien d'une heure en moyenne, alors que l'intime conviction de l'« officier de protection » est centrale pour emporter la décision. Les autres doivent se contenter d'un dossier écrit.

Peut-être la raréfaction de l'octroi de l'asile est-elle à chercher ailleurs que dans le manque d'argent ou de postes. Pour le démographe Luc Legoux, de l'université Paris I, le nœud du problème se situe dans un *« état d'esprit »* : *« l'asservissement de la politique d'asile à la maîtrise des flux migratoires »*. Un *« état d'esprit »* qui, affirme-t-il, a fait que le nombre de demandes d'asile a été divisé par trois depuis 1989 et le nombre de réfugiés reconnus est passé de 15 467 en 1991 à 4 112 en 1997.

Nicolas Weill

(Publicité)

Respect.

Nous, membres du réseau d'indépendants Le Choix Funéraire, avons décidé en réunissant nos moyens, de prendre la parole pour défendre notre métier et notre respectabilité. Pour mettre fin à une image parfois ternie de notre mission, nous vous présentons notre vision, qui devrait, à nos yeux, être de règle dans l'ensemble de la profession.

Vous ne le savez peut-être pas, mais depuis 1998 vous êtes libre de choisir votre entreprise funéraire. Nous n'avons pas attendu cette date pour exister, mais jusqu'à présent, nous étions plus occupés à exercer correctement notre métier, qu'à faire parler de nous.

Créé en 1992, Le Choix Funéraire est aujourd'hui le premier réseau de marbriers et pompes funèbres indépendants de France et cela peut s'expliquer simplement. Unis dans la confraternité et le professionnalisme tous les adhérents prennent à cœur leur mission et s'attachent à défendre leur éthique.

Nous remplissons une fonction sociale qui va bien au-delà de la mise en bière et de l'organisation de cérémonie. Nous avons le devoir d'accompagner les familles qui nous font confiance, en leur apportant toute notre disponibilité, efficacité, tact et délicatesse.

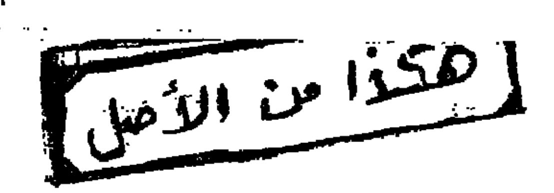
Nous nous devons également de proposer et de garantir ces services à des prix justes, cela partout en France. Respecter les volontés du défunt, assister la famille, pour nous cela est naturel.

Originaires du monde rural et issus de la tradition des tailleurs de pierres, le respect des valeurs du métier est pour nous, membres du Choix Funéraire, une question de respect humain.



Le 1[er] réseau Français de Marbriers et Pompes Funèbres indépendants

www.le-choix-funeraire.fr
Tél. 02 96 27 17 71



Le droit de Guernesey complique les conflits de pêche entre la France et la Grande-Bretagne

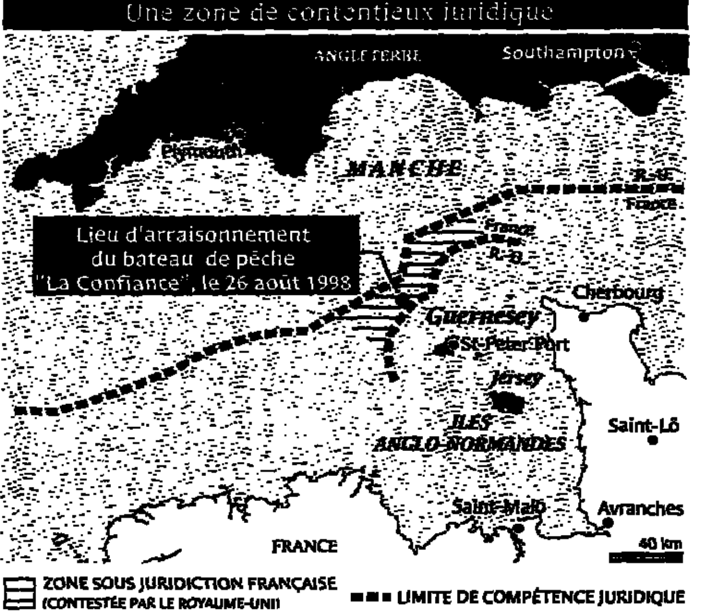
Arraisonné « irrégulièrement », selon les Français, un pêcheur normand vient d'être condamné

Le tribunal de Guernesey a condamné, mercredi 7 avril, Vincent Néel, le patron d'un chalutier français, pour avoir pêché dans les eaux adjacentes à l'île. Le jugement reconnaît toutefois que le navire a été irrégulièrement arraisonné par les garde-côte de Guernesey, dans les eaux sous juridiction française. La justice locale, qui échappe au droit de la Communauté européenne, complique le règlement de ce type de conflits.

SAINT-PETER PORT
(Guernesey)
de notre envoyé spécial

La couronne britannique sera toujours reconnaissante aux îles Anglo-Normandes d'avoir, après que Jean sans Terre eut perdu la Normandie en 1204, choisi de lui rester fidèles. Ainsi, jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, laissait-elle les corsaires des îles s'approprier en toute légalité, selon une pratique baptisée « guerre de course », les navires des « ennemis du roi » qui s'aventuraient dans leurs eaux.

Réminiscence de cette vieille reconnaissance ? Le 26 août 1998, un chasseur de mines britannique, sur ordre de son gouvernement, n'hésita pas à prêter son concours à des gardes-pêche guernesiais qui souhaitaient arraisonner *La Confiance*. Ce chalutier français était sorti des limites de leur compétence et entrait dans une zone des eaux communautaires que la France considère comme étant de son ressort juridique, sur la foi d'une sentence arbitrale de 1976. Par la voix de Louis Le Pensec, alors ministre de l'agriculture et de la pêche, le gouvernement français avait vivement protesté contre cette atteinte au droit international constituant *« un problème de souveraineté »*.



Arrestation illégale ? Russel Finch, juge au tribunal (*Magistrate's Court*), de Guernesey, n'en disconviendrait pas. Dans un jugement bien normand, il a reconnu, mercredi 7 avril, à la fois l'*« iniquité »* des conditions de contrôle du bateau français par les gardes locaux et, malgré ce vice de procédure, la culpabilité du patron-pêcheur, Vincent Néel, finalement condamné pour avoir laissé filer son chalut à un demi-mille à l'intérieur de la zone des 12 milles adjacente à Guernesey. Verdict : 4 000 livres (40 000 francs) d'amende ou six mois de prison pour avoir retiré de 200 à 300 kilos de pétoncles d'une valeur marchande d'environ 700 francs. A Guernesey, fort d'un droit local empruntant beaucoup à la coutume de Normandie, on ne badine pas avec la législation.

Dernier épisode en date de conflits ancestraux, l'affaire de *La Confiance* illustre l'âpreté des contentieux qui se sont multipliés depuis 1992. A cette date, avec l'accord de la France, la Grande-Bretagne décida de déléguer son pouvoir de police aux autorités de Guernesey pour les infractions commises dans les eaux adjacentes à l'île, pour éviter le convoyage des bateaux concernés jusque vers les côtes anglaises.

QUERELLE DE COMPÉTENCES

Les patrons-pêcheurs français incriminés étaient dès lors jugés non pas selon la *Common Law* britannique mais selon les propres lois de Guernesey, exemptes des garanties du droit communautaire. Au ministère français de l'agriculture et de la pêche, on affirme que les négociateurs français de 1992 n'avaient pas eu conscience de ces conséquences juridiques. Habilités à intervenir, les gardes-pêche guernesiais intensifièrent leurs contrôles. La justice locale infligea de lourdes amendes aux contrevenants (jusqu'à 500 000 francs), sans commune mesure avec les rares jugements français de même nature.

Point d'orgue aux litiges, l'affaire de *La Confiance* s'est donc également doublée, à l'audience des 6 et 7 avril, d'une étonnante querelle de compétence juridictionnelle, sous les yeux du consul général de France à Londres, présent sur les bancs du public au côté d'une quinzaine de patrons-pêcheurs français venus soutenir leur collègue. Cartes maritimes en main, le procureur Phillip Robey (*Queen's Prosecutor*) a soutenu que la marine britannique avait été en droit de contrôler le bateau français. Ses témoins – gardes-pêche guernesiais, officiers britanniques – ont également contesté à la France un quelconque droit de regard sur cette zone située au nord de Guernesey. Pour asseoir son argumentation, M. Robey s'est référé à un corpus de lois internes qui curieusement, selon lui, *« prenaient le pas sur les jugements arbitraux internationaux »*.

Cité par la défense, le lieutenant de vaisseau et administrateur des affaires maritimes Aymeric de Marcellus a exposé la position française officielle, selon laquelle *La Confiance* avait été *« irrégulièrement contrôlée dans les eaux sous juridiction française »*. *« Êtes-vous conscient que le gouvernement du Royaume-Uni n'accepte pas cette position ? »*, a observé le procureur. En poste au Centre régional opérationnel de sauvetage et de surveillance (CROSS-Jobourg), M. de Marcellus avait été hélitreuillé sur *La Confiance* le jour de son arraisonnement et avait tenté, en vain, de dialoguer avec les officiers britanniques. Après sept heures de palabres stériles, le chalutier avait dû rejoindre Guernesey sous bonne escorte.

Produisant d'autres cartes, Me Jason Morgan, conseil guernesiais du patron de *La Confiance*, a alors demandé que les poursuites s'éteignent du fait de l'irrégularité de la saisie du navire français. S'avouant *« en accord »* avec l'argumentation développée par Me Morgan concernant les répartitions de compétences juridiques, le juge Finch a donc cependant tranché en faveur de la condamnation, au motif que les preuves recueillies en dehors de la période d'arraisonnement – témoignages des gardes-pêche, déposition du patron-pêcheur à Guernesey – l'avaient été dans des conditions, à ses yeux, *« équitables »*. L'avocate française de Vincent Néel, Me Monique Fauchon, interdite de plaidoirie en terre guernesiaise, a précisé qu'un recours devant la Cour européenne des droits de l'homme serait vraisemblablement engagé contre cette condamnation.

Avant la lecture de son jugement, pour prévenir toute agitation, le juge Finch avait pris soin de rappeler que les fauteurs de trouble, lors de précédentes audiences, avaient passé une semaine en prison.

Jean-Michel Dumay

Monique Vuaillat et Daniel Le Bret élus à la tête de la FSU

La secrétaire générale du SNES et l'ancien responsable du Snuipp confirment l'appel à une manifestation nationale le 9 mai

FAUTE d'avoir pu désigner un successeur unique à Michel Deschamps, le secrétaire général qui a démissionné le 12 mars pour se présenter aux élections européennes (*Le Monde* du 13 mars), les syndicats de la Fédération syndicale unitaire (FSU) ont adopté la solution du compromis. Réunis jeudi 7 avril, ils se sont ralliés à la formule d'un tandem de deux secrétaires généraux : Monique Vuaillat, 57 ans, actuelle secrétaire générale du SNES et Daniel Le Bret, 43 ans, ex-secrétaire général du Snuipp.

Cette alliance inédite *« à égalité et à parité, avec les mêmes responsabilités sans répartition des rôles »* entre les représentants des deux principales forces des enseignants du second et du premier degré est présentée comme une *« étape »* en vue *« d'améliorer le fonctionnement collectif »* de la principale fédération de la fonction publique. Cette décision est aussi une solution d'intérim avant le prochain congrès de la FSU prévu en l'an 2 000. Cette date devrait également coïncider avec le départ à la retraite de Monique Vuaillat, qui devrait commencer à préparer sa succession à la tête du SNES lors du renouvellement du bureau national prévu en juin.

« La FSU innove », a indiqué Mme Vuaillat à l'issue du conseil fédéral. A diverses reprises, elle avait déploré les effets de la personnalisation à outrance attachés à la fonction d'un secrétaire général unique. Avec deux porte-parole emblématiques, ce danger est-il écarté ? C'est au moins la formule retenue par la FSU pour contenir la *« crise de croissance due à son développement extrêmement rapide »*, comme le reconnaît le communiqué publié après le conseil fédéral.

Au cours des derniers mois, des divergences notables sont apparues entre les deux syndicats majoritaires dans leur profession, le SNES et le Snuipp, tant sur l'évolution du métier que face au ministre de l'éducation Claude Allègre. Avec deux leaders assistés d'une équipe permanente d'une dizaine de membres, la FSU devrait modifier son fonctionnement pour se rapprocher des syndicats nationaux. Elle devra surtout s'atteler à la recherche permanente de *« convergences »* avant toute expression officielle.

Le premier signe de cette cohésion a été apporté avec la confirmation d'une manifestation nationale, prévue le dimanche 9 mai, qui devrait être organisée dans trois régions. Sur ce point, la solution du compromis l'a emporté : alors que le SNES avait affiché sa préférence pour un rassemblement unique à Paris, le SNUipp estimait plus mobilisateur un éclatement en plusieurs pôles.

> Une alliance inédite « à égalité et à parité, avec les mêmes responsabilités sans répartition des rôles »

De même, l'appel à cette journée d'action, dont l'initiative émane du SNES, ne reprend pas les critiques formulés au cours de son congrès de Lille à l'encontre de la politique du gouvernement et du ministre de l'éducation Claude Allègre. Souhaitant associer les autres syndicats, les fédérations de parents d'élèves, les lycéens et d'autres organisations dans la construction d'un *« mouvement social pour l'avenir de la jeunesse »*, la FSU a décidé de ratisser large en revendiquant à la fois *« les moyens pour la formation et un service public amélioré et rénové »*, le développement de l'emploi *« pour mettre un terme au chômage et à la précarité »*, ainsi que l'avenir des retraites et la réduction du temps de travail, plus spécifiques aux fonctionnaires.

Michel Delberghe

Un bailliage hors du droit communautaire

POSSESSION de la couronne britannique, le bailliage de Guernesey – 60 000 habitants sur une superficie proche de celle de Paris intra-muros – échappe au droit communautaire. Paradis fiscal où se nichent maints établissements financiers, Guernesey, s'il reconnaît la souveraineté royale depuis 1204, ne dépend du gouvernement et du Parlement britanniques que pour les affaires étrangères et la défense. L'île édicte ses propres lois et n'entérine celles du Royaume-Uni que si son Parlement le décide.

Nommé par la Reine, le bailli de Guernesey, par tradition ancien avocat, devenu procureur puis juge, cumule les fonctions de chef du législatif, de l'exécutif et du judiciaire. Le vice-bailli, ancien procureur, préside la Royal Court (cour d'appel). Concrètement, le mélange des pouvoirs est parfois tel que le procureur général de Guernesey, qui poursuit des bateaux français en infraction dans les eaux adjacentes de l'île, s'est retrouvé par le passé... à la table des négociations de pêche entre la France et le Royaume-Uni. Cette absence de séparation des pouvoirs a suscité des recours auprès des juridictions européennes. L'action récente d'un jardinier guernesiais, à propos d'un litige sur une construction, est pendante devant la Cour européenne des droits de l'homme.

DEUX PLAINTES

Point central du contentieux de pêche guernesiais-normand, la délégation de pouvoir accordée en 1992 à l'île par la Grande-Bretagne pour juger des infractions commises dans les eaux qui lui sont adjacentes a abouti à ce que des ressortissants français ne peuvent être jugés selon les garanties du droit communautaire. Le tribunal de Guernesey a, par exemple, toujours empêché que Me Monique Fauchon, conseil des marins français impliqués dans ces litiges, puisse plaider leur cause, l'obligeant à se retrancher derrière les services d'un avocat local. La justice guernesiaise ne lui a finalement concédé que le droit... de s'asseoir à ses côtés.

En 1997, Me Fauchon et le barreau de Paris ont déposé deux plaintes auprès de la Commission européenne pour qu'elle prenne *« les mesures nécessaires en vue de faire cesser une mauvaise application par le Royaume-Uni des dispositions de la directive communautaire qui organise la libre prestation de services des avocats »*. La Commission n'a pas donné suite.

Cette inéquité en droit, renforcée par la lourdeur des amendes encourues sans équivalent côté français, avive la rancœur et l'amertume des pêcheurs normands, qui observent que leurs collègues guernesiais bénéficient de la libre circulation communautaire de leurs produits.

J.-M. Dy.

Jean-Guy Cupillard condamné en appel à un an ferme pour corruption

JEAN-GUY CUPILLARD, MAIRE (RPR) DE L'ALPE-D'HUEZ, ancien vice-président du conseil général de l'Isère, a été condamné, mercredi 7 avril, par la cour d'appel de Grenoble, à deux ans de prison dont un avec sursis, 1,5 million de francs d'amende et cinq ans d'interdiction de droits civiques pour *« recel et complicité d'abus de biens sociaux et d'abus de confiance, corruption passive, participation à une entente frauduleuse et concussion »*.

Pour la cour, les dons, parrainages et avantages en nature, d'une valeur totale de 5,3 millions de francs, versés par les chefs d'entreprises à M. Cupillard contre l'octroi de marchés départementaux, lui ont permis de réaliser *« ses ambitions personnelles »* et d'avoir *« un train de vie extrêmement dispendieux »* visant à satisfaire *« aux impératifs multiples et dévorants d'un cumul manifestement excessif d'activités publiques »*. Le jugement de première instance du 13 novembre 1997, qui l'avait condamné à trois ans de prison, dont deux ans ferme, a été annulé en raison de l'*« irrégularité de la composition du tribunal »*.

L'ordre des avocats demande des poursuites disciplinaires contre la juge Eva Joly

LE CONSEIL DE L'ORDRE des avocats de Paris a solennellement demandé au garde des sceaux, mercredi 7 avril, de saisir le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) afin de faire *« apprécier la responsabilité et la faute »* du juge d'instruction Eva Joly, après les déclarations de celle-ci contre les avocats. Invitée d'un déjeuner-débat organisé par l'Association de la presse anglo-américaine de Paris, la magistrate avait notamment déclaré, le 1er avril, qu'*« il n'y aurait pas de blanchiment sans avocats »* et que *« 15 % du chiffre d'affaires de la criminalité* [allait] *aux avocats »* (*Le Monde* du 3 avril). Ces propos, tenus au moment où les représentants du barreau s'interrogeaient sur les actions à entreprendre pour contester une perquisition effectuée par les juges de l'affaire Elf chez un de leurs confrères, Me Eric Turcon, avaient suscité de vives protestations.

ABSENCE D'IMPARTIALITÉ

Dans un communiqué diffusé mercredi, le conseil de l'ordre a estimé que les déclarations de Mme Joly *« révèlent son absence d'impartialité, par nature incompatible avec l'exercice de fonctions juridictionnelles »*. Outre d'éventuelles poursuites disciplinaires, qui pourraient être engagées si Elisabeth Guigou décidait de saisir le CSM, les avocats n'excluent pas d'autres actions *« y compris judiciaires »*. Le conseil de l'ordre a déjà fait part de son intention d'assigner l'Etat en réparation du *« dommage causé par le fonctionnement défectueux du service de la justice »* lors de la perquisition conduite chez Me Turcon, le 26 janvier. La Conférence des bâtonniers, qui regroupe les représentants de tous les barreaux français, pourrait s'associer à cette action. Invité de la chaîne câblée LCI, Me Turcon a affirmé mercredi avoir été « agressé » par les juges. Son défenseur, Me Jean-Pierre Gastaud, a déposé, mardi 6 avril au bureau des huissiers audienciers du tribunal de Paris, une citation directe visant les juges Joly et Vichnievsky. La délivrance de cette citation – qui vise les délits de *« violation de domicile »*, *« atteinte au secret de la correspondance »* et *« entrave à l'exécution de la loi »* – est désormais suspendue à la fixation, par le parquet, d'une date d'audience. Un procès pourrait alors opposer les juges à l'avocat.

Les deux magistrates de l'affaire Elf sont par ailleurs sollicitées sur un autre front, les défenseurs de Roland Dumas ayant demandé leur *« récusation »* en contestant la mise à l'écart du dossier d'une lettre écrite en prison par Christine Deviers-Joncour à son avocat en 1998 (*Le Monde* du 28 mars). Saisie chez un psychanalyste, ami et voisin de l'ex-compagne de M. Dumas, ce courrier semblait innocenter l'ancien ministre et comportait plusieurs injures à l'égard des deux juges. Mme Deviers-Joncour a été interrogée, mercredi, sur le contenu de cette lettre, qu'elle a dit avoir écrite sous l'empire du *« désespoir »*. Le premier président de la cour d'appel de Paris, Guy Canivet, devait se prononcer, vendredi 9 avril, sur la requête de M. Dumas.

H. G.

Deux nationalistes corses condamnés pour des violences contre des gendarmes

LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE BASTIA, présidé par Pierre Gouzennes, a condamné, mercredi 7 avril, René Canutti, militant nationaliste corse âgé de cinquante-six ans, à dix-huit mois de détention et 1 500 francs d'amende pour agression d'un capitaine de gendarmerie à Ghisonaccia, au soir du second tour des élections territoriales, le 14 mars. Jean-Michel Colombani, un autre militant interpellé au lendemain de la fête, a été condamné à six mois de prison, dont quatre avec sursis, pour avoir tiré des coups de fusil sur le bâtiment de la même gendarmerie. Partie civile, le capitaine Roux n'a pas souhaité demander de dommages et intérêts, *« pour ménager une voie d'apaisement »*. L'officier a reçu, à l'audience, le soutien du général de gendarmerie Guy Paraire, commandant de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse.

DÉPÊCHES

■ **ÉTUDIANTS : l'UNEF-ID, principal syndicat chez les étudiants, « se félicite » des mesures du plan social étudiant** annoncées mercredi 7 avril. Considérant qu'il s'agit *« d'une avancée très attendue »*, il se réjouit, dans un communiqué, que *« le système d'aide sociale intègre une première reconnaissance de l'autonomie des étudiants »*, qui figurait parmi ses principales revendications. Ce plan social prévoit une diversification des aides afin que 30 % des étudiants puissent en bénéficier d'ici à 2001. Le gouvernement a prévu d'y affecter 2,7 milliards de francs (411,6 millions d'euros), dont 800 millions (122 millions d'euros) cette année, et non un milliard comme indiqué par erreur dans notre précédente édition.

Monique Vuaillat et Daniel Le[…] élus à la tête de la FSU

La secrétaire générale du SNES et l'ancien responsable du Snuipp confirme[nt] l'appel à une manifestation nationale le [...]

Une alliance [...] à égalité et à parité, avec les mêmes responsabilités sans répartition des rôles »

Jean-Guy Cupillard condamné en appel à un an ferme pour corrup[tion]

Deux nationalistes corses condamnés pour des violences contre des gendarmes

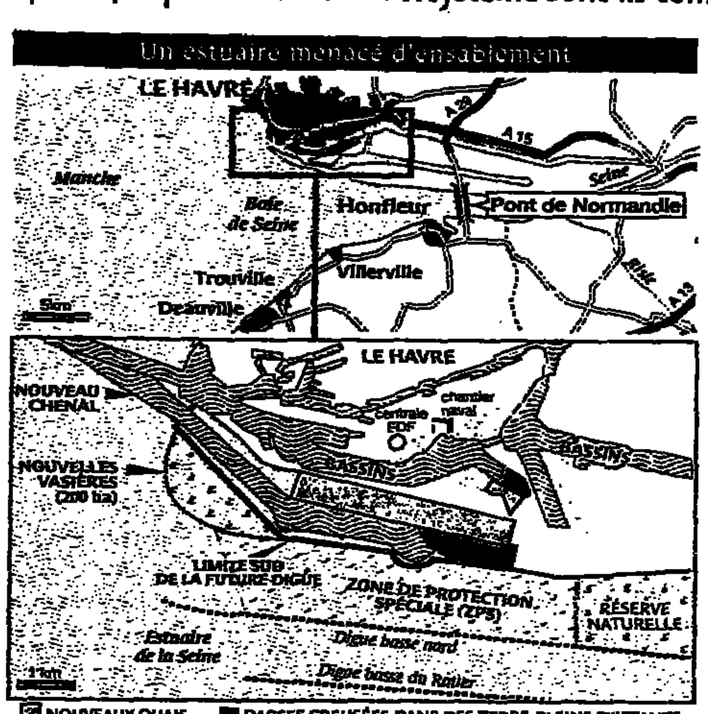
En Normandie, la Côte fleurie craint l'ombre du port du Havre

De Deauville à Honfleur, l'extension des infrastructures portuaires havraises, de l'autre côté de la baie de Seine, suscite inquiétudes et espoirs. Le tourisme, la pêche, la protection de l'écosystème sont-ils compatibles avec un développement industriel créateur d'emplois ?

HONFLEUR
de notre envoyé spécial

Si, avant d'aller se coucher de bonne heure, Marcel Proust revenait jeter un oeil à travers les baies des salons du Grand Hôtel de Cabourg, au-delà du manège enivrant des jeunes filles en fleurs, il apercevrait aujourd'hui l'ombre grisaillante des citernes du port pétrolier du Havre. Depuis Villerville, en passant par Trouville, Deauville et Houlgate, les résidants de la Côte fleurie ont dû s'habituer à voir leur horizon marin barré par les installations portuaires. Certains s'y sont résignés, d'autres pas, qui réclament en vain la plantation, devant les maudites citernes, d'une double rangée d'arbres sur 5 kilomètres de long, afin de constituer un rideau vert, une promenade publique et un lieu d'animation urbain en bord de mer.

La frange littorale du pays d'Auge, évasion balnéaire privilégiée des Franciliens, qui veut préserver sa vocation touristique, s'apprête à vivre avec une certaine appréhension une nouvelle modification de son paysage, du fait de l'extension programmée du Port autonome du Havre (PAH). Les jeux de la lumière sur les ciels changeants et le camaïeu bleu-vert-gris de l'estuaire de la Seine – qui ont séduit et inspiré tant de peintres, de Claude Monet à Eugène Boudin – ont peu de risques d'en être assombris. Mais c'est toute la baie de Seine qui a quelque raison de redouter les répercussions de Port 2000 sur l'environnement.



Ce projet a fait l'objet du premier « débat public » organisé en France (*Le Monde* du 24 juillet 1998). A son terme, PAH, maître d'ouvrage qui présentait sept options, a eu la satisfaction de voir *« pris en considération »* par le gouvernement, le 5 décembre 1998, l'un des projets d'extension, qui avait sa préférence, à peine amendé. Après l'étude d'impact, l'enquête d'utilité publique devrait se dérouler du 15 août au 15 octobre. Les nouvelles installations fermeront davantage l'estuaire, sur lequel elles empiéteront d'environ 500 mètres.

L'enjeu économique et social est d'importance : il s'agit de redonner une dimension européenne, sur le marché « porteur » des conteneurs, au premier port de commerce français (hors pétrole). Personne ne nie l'« intérêt national » du projet, qui consiste à commencer à mettre en oeuvre dès 2003 un « port rapide » pour les porte-conteneurs, articulé avec une ligne de ferroutage ; même si les ministères de l'équipement et des transports, d'une part, et celui de l'environnement, d'autre part, ont des lectures différentes des priorités d'aménagement.

Expertises à l'appui, le directeur du port autonome, André Graillot, affirme que la création de nouveaux quais *« ne modifiera pas les courants dans l'estuaire »*. *« 300 millions de francs – sur une enveloppe de 3,1 milliards – seront consacrés aux mesures environnementales associées »*, a promis, pour sa part, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement et des transports, en affirmant que Port 2000 *« créerait 3 500 emplois »*. D'où l'attitude globalement positive des centrales syndicales. Il n'en est pas de même des défenseurs de l'environnement, qui se battaient pour une extension « interne » du port, dont de nombreux bassins sont sous-utilisés. Selon eux, la sédimentation, phénomène naturel commun à tous les estuaires et quasi irrémédiable – *« un milliard de mètres cubes de sable se sont déposés en deux siècles »*, souligne M. Graillot –, risque d'être accélérée par de nouveaux remblaiements. Car les effets cumulatifs des aménagements passés (depuis 1962, l'estuaire de la Seine, qui naguère zigzaguait librement, est devenu « artificiel ») ont indéniablement aggravé le processus. Au Moyen Age, les moines de Jumiège percevaient des droits sur les harengs pêchés en contrebas de l'abbaye. Sans remonter si « haut », voilà vingt ans, on pêchait le sprat à Tancarville.

UNE « ÉPOQUE-CHARNIÈRE »

« En 1980, on prévoyait que la durée de vie de l'estuaire dans sa forme actuelle ne dépasserait pas un demi-siècle, observe Pierre Poupinet, chargé de mission à la préfecture de Basse-Normandie. *En quelques dizaines d'années, la limite de salure s'est déplacée de 20 kilomètres vers l'aval. »* Le bouchon vaseux qui fixe les polluants, et constitue une sorte d'usine d'épuration naturelle, aurait pareillement dérivé. Il conviendrait donc d'être *« d'autant plus vigilants que l'estuaire vit une époque-charnière »*, reconnaît ce spécialiste, qui estime qu'il faut *« limiter ce que l'on peut limiter et compenser le reste »*.

Robert Mercier, géographe, est président de SOS-Estuaire, qui fédère une quinzaine d'associations et fait cohabiter Verts du pays d'Auge, chasseurs du domaine maritime et coupeurs de roseaux de la baie de Seine (qui collectent toujours dans l'estuaire la matière des toits de chaume traditionnels). Il reste à la pointe de l'opposition à Port 2000, persuadé qu'aménagements portuaires, décharges et dragages compromettent l'écosystème estuarien.

L'association a mené son premier combat au moment de la construction du pont de Normandie, ouvert en 1994, pour préserver le milieu naturel (roselières, vasières et prairies humides) et la richesse faunistique et floristique de la « Camargue normande », qui abrite, par vagues, 85 espèces et quelque 20 000 oiseaux – de la spatule blanche au râle des genêts, en passant par le courlis ou le busard des roseaux. La réserve naturelle créée par Huguette Bouchardeau en 1985 a été transformée en zone de protection spéciale (ZPS) à la demande de l'Europe. La Cour de justice européenne vient de juger insuffisants les 2 750 hectares classés.

Les syndicats de marins-pêcheurs, eux aussi, redoutent l'incidence de Port 2000, qui risque de se faire sentir dans toute la baie de Seine, de Barfleur au cap d'Antifer, même si le port autonome s'est engagé à reconstituer plusieurs centaines d'hectares de vasières artificielles.

Les élus de Basse-Normandie, en revanche, semblent moins rétifs. Anne d'Ornano, qui jugea longtemps ce projet *« effarant »*, estime aujourd'hui que Port 2000 *« doit se faire »*. En sa qualité de maire (DL) de Deauville, elle a d'abord le souci de *« l'esthétique »* et de la *« lutte contre les pollutions »*, mais, avec sa casquette de présidente du conseil général du Calvados, elle pense au développement économique et à ses retombées possibles sur la rive gauche.

Nicole Ameline, députée (DL) du Calvados et vice-présidente du conseil régional, qui s'est d'abord crispée vis-à-vis d'une *« île artificielle »*, a évolué dans le même sens. *« Pour ne pas devenir la banlieue chic du Havre et de Caen, il faut que nous fassions de l'environnement préservé – grâce à une résistance exemplaire à la pression immobilière –, un capital et un point d'attractivité pour les entreprises »*, dit-elle. Les principaux élus de la région, pour la plupart de droite, ont intégré la notion de *« développement durable »* chère aux écologistes. Resté le plus méfiant, Christian Cardon, maire (UDF) de Trouville, a ainsi engagé un référé devant le tribunal administratif pour obtenir une expertise sur l'efficacité des vasières artificielles créées lors de la construction du pont de Normandie.

Malgré les menaces actuelles, l'estuaire revient de loin. En 1973, dans l'euphorie des « trente glorieuses » – alors qu'on estimait que l'agglomération du Havre atteindrait 500 000 habitants –, toute la plaine alluviale était, tacitement, mise à disposition d'une extension du port.

Aujourd'hui, d'une rive à l'autre, le dialogue reste parfois conflictuel, mais il existe, se rassurent les optimistes. Depuis cinq ou six ans, la qualité de l'eau de la Seine s'est améliorée. Pas au point cependant de rendre comestibles les magnifiques moules de l'estuaire, qui filtrent et stockent les métaux lourds.

Robert Belleret

Le pont des retraités ?

Le pont de Normandie a-t-il rapproché les deux rives de la Seine, longtemps antagonistes ? Le montant de son péage – 66 francs l'aller-retour pour un véhicule léger, 8 400 francs l'abonnement annuel – entre la Haute et la Basse-Normandie, est hors de portée pour un salarié qui aurait décroché un emploi de *« l'autre côté de l'eau »*, comme on dit toujours ici. S'il remplit les restaurants de Honfleur et les hypermarchés du Havre, le pont aurait eu pour principal effet, selon ses détracteurs, de permettre le transport par cars entiers des retraités havrais, venant dépenser leurs économies dans les machines à sous du casino de Trouville...

■ **MANCHE : le conseil général, présidé par Jean-François Le Grand (RPR), a lancé, mercredi 7 avril, une opération transparence,** afin de dénoncer les *« amalgames »* et les *« opérations de désinformation calculée »* sur les risques du nucléaire, à propos de l'usine Cogema de la Hague et de la centrale de Flamanville. Cette opération s'appuie sur un ensemble de documents intitulé « La Manche : radioactivité sous surveillance », remis à l'ensemble de la population du département, ainsi qu'à la presse, aux parlementaires, aux principales ambassades, etc.

Honfleur : un « si charmant petit port » dans les turbulences

HONFLEUR
de notre envoyé spécial

« P'têt' ben qu'oui, p'têt' ben qu'non » : lorsqu'on lui parle de Port 2000, Michel Lamarre, maire de Honfleur depuis 1995, ose en souriant cette trop fameuse réponse de Normand. Finalement, ce serait un *« oui, mais... »*. Conscient que la *« cause nationale »* est entendue, le jeune élu pragmatique et de sensibilité écologiste résume sa position d'une image simple : *« Nous voulons notre part du gâteau. »*

Avec ses maisons médiévales frileusement blotties autour du vieux bassin, la cité d'Erik Satie est toujours craquante comme une pomme verte. Ce n'est pas par hasard si elle attire bon an mal an 3,5 millions de visiteurs et si ses hôtels tournent douze mois sur douze. Pourtant, au-delà de ses restaurants, de ses galeries d'art et de ses activités culturelles, le *« si charmant petit port »* de 8 500 habitants (deux fois plus que Deauville) n'est pas épargné par les turbulences : un endettement énorme (135 millions de francs) et un chômage qui peut atteindre 25 % dans certains quartiers populaires des hauteurs (en 1996, Akaï avait mis 400 salariés au chômage après avoir empoché les aides publiques). Faute de moyens, la création d'un jardin public de 7 000 mètres carrés, kitsch mais convivial, le long de la digue, est la réalisation la plus spectaculaire de la municipalité.

RÉÉQUILIBRER LE CENTRE-VILLE

Aussi, parmi les compensations promises à l'extension du Havre, M. Lamarre espère-t-il bien obtenir la relance de la zone interportuaire Eure-Calvados (Zipec), un millier d'hectares au pied du pont de Normandie, dont le syndicat mixte serait *« dans le coma »* depuis vingt-cinq ans. Il rêve également de gros coups de pouce financiers pour équiper d'un troisième quai le dynamique port dédié aux bois exotiques, au troisième rang français, ou pour recreuser le deuxième bassin, comblé après guerre, afin d'entreprendre un rééquilibrage du centre-ville.

Le maire rejoint Nicole Ameline, députée (DL) du Calvados, ancienne « jupette » et sa concurrente malheureuse à la mairie, pour considérer qu'il ne faut *« pas mettre tous ses oeufs dans le même panier »* en s'efforçant d'attirer du *« tertiaire supérieur »* et des cadres désireux de se mettre au vert. Les deux élus doient également se préoccuper des pêcheurs : Honfleur reste un port de pêche. En perte de vitesse, certes. Alors que Trouville regroupe encore une quarantaine de bateaux, Honfleur n'en abrite plus qu'une petite vingtaine : le poisson se fait plus rare dans la baie de Seine.

La « surpêche » et l'utilisation de filets à trop petites mailles ne sont pas seules en cause. *« On ne cesse de bousculer la nature et on en subit chaque fois les conséquences »*, s'indigne Paul Panier, soixante-douze ans, président du Syndicat des marins-pêcheurs de la baie de Seine, qui redoute les effets dévastateurs du *« nouveau pavé dans la mer »* que constituera Port 2000, sur les lieux de reproduction et les nourriceries de soles, de carrelets ou de crevettes.

Cet ancien capitaine de la marine marchande, personnage à la Simenon, moustache grise et oeil malicieux, n'en est pas à sa première tempête. Il se souvient de la crise aiguë des années 70, quand les pêcheurs avaient barré le port du Havre et celui de Deauville, *« un jour de régates internationales »*, pour protester contre les 10 000 tonnes de phosphogypses (résidus d'engrais « plâtrant » les fonds marins) que des barges venaient déverser chaque jour à mi-distance de deux ports, sur les conseils de Michel d'Ornano, alors ministre de l'environnement.

On peut compter sur M. Panier pour veiller à la meilleure utilisation des 300 millions de francs que l'Etat veut consacrer aux mesures environnementales. S'il a été battu par l'avancée des bulldozers, lorsqu'il s'est agi de réclamer des arches pour laisser passer l'eau à travers le remblai d'accès au pont de Normandie – résultat, des vasières ont été asséchées –, l'obstination de l'ancien marin a permis l'ouverture de brèches dans la digue submersible du chenal de Rouen, sauvant ainsi la petite plage de Honfleur promise à l'envasement.

R. B.

ENQUÊTE

« Nous avons décidé de... », « nous pensons que... »

Jacques Chirac et Lionel Jospin affichent leur parfaite entente dans la conduite de l'action militaire et diplomatique de la France. L'heure n'est pas aux rivalités, mais à un respect scrupuleux des responsabilités pour faire face à la crise

POUR la première fois, une caméra de télévision filme la scène. Face à face, autour d'une table ovale, Jacques Chirac et Lionel Jospin ont pris place. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères, et Charles Josselin, ministre délégué à la coopération, encadrent le chef de l'Etat. Alain Richard, ministre de la défense, et Pierre Moscovici, ministre délégué aux affaires européennes, entourent le premier ministre. Ce mercredi 7 avril, à l'Elysée, un conseil restreint est réuni pour faire le point sur la situation dans les Balkans. Exceptionnelle, l'image a un but : montrer au pays que, en ces heures difficiles, les deux plus hautes autorités de l'Etat coopèrent pleinement pour gérer la crise.

Depuis le 24 mars, date des premières frappes aériennes de l'OTAN sur la Yougoslavie, ce souci permanent d'unité guide les interventions et les attitudes des deux acteurs de la cohabitation. *« Avec le gouvernement, nous avons décidé de... »*, indique M. Chirac dans chacune de ses allocutions ; *« En accord avec le président de la République, nous pensons que... »*, souligne M. Jospin. Ce message est relayé avec constance par les entourages : lorsque le chef de l'Etat, de Berlin, où les deux « têtes » de l'exécutif participent à un sommet européen, annonce aux Français le début de l'offensive alliée, on fait savoir que le chef du gouvernement a été *« bien sûr »* le premier lecteur de ce texte ; et quand, toujours à Berlin, dans la nuit du 25 au 26 mars, M. Jospin met la dernière main au discours qu'il prononcera quelques heures plus tard à la tribune de l'Assemblée nationale, on indique qu'il en confie *« évidemment »* la version finale à M. Chirac, avant de prendre l'avion.

> « Tous deux ont une vision identique et très réaliste de l'Europe, vision où domine surtout le souci de créer un contrepoids à la puissance américaine »
>
> **Alain Richard, ministre de la défense**

En trois semaines de conflit, les deux hommes ont témoigné d'une parfaite identité de vues, qu'il s'agisse des choix militaires, de l'attitude à adopter face à Slobodan Milosevic ou de la question des réfugiés. *« Les décisions prises durant cette crise ne résultent pas d'un compromis entre eux*, analyse Alain Richard, ministre de la défense. *Elles traduisent, au contraire, une approche commune du problème. Tous deux ont une vision identique et très réaliste de l'Europe, vision où domine surtout le souci de créer un contrepoids à la puissance américaine. »*

Face à cette crise, chacun des deux pôles de l'exécutif s'est organisé. L'agenda du chef de l'Etat a été allégé. Les conseillers de l'Elysée ont été priés de trier dans les dossiers. Les voyages en province ont été momentanément suspendus ; les interventions devant tel ou tel public de socioprofessionnels sont, elles aussi, reportées. Aujourd'hui, le président de cohabitation offensif doit s'effacer derrière le chef des armées. Du même coup, les occasions, pour M. Chirac, de critiquer l'action gouvernementale ou d'esquisser la définition d'une future campagne présidentielle disparaissent. Toute image le mettant en scène doit être « kosovocompatible ». Lorsque le président de la République s'absente de Paris, pendant le week-end pascal, on doit le voir rendant hommage aux victimes de la catastrophe du tunnel du Mont-Blanc, à Chamonix, le vendredi ; mais, contrairement à ce qui s'était passé à la même époque en 1998, on ne verra pas d'image de ses deux journées de détente en famille à Megève.

Le conflit est venu bousculer le rythme de l'Elysée. C'est là que se décident, aujourd'hui, les formes de l'engagement de la France dans la guerre ; de là que partent les ordres à destination des militaires ; là, aussi, que s'élabore la diplomatie de la crise. Devant les portes du 52, rue Faubourg-Saint-Honoré, les gardes républicains portent désormais gilets pare-balles et pistolets-mitrailleurs. Devant ses visiteurs, M. Chirac apparaît à son aise. L'expression est rapide, les gestes appuient la parole lorsqu'il explique, *« avec un vrai souci de pédagogie »*, selon un témoin, les raisons du conflit ou la personnalité du président serbe. *« Il veut démontrer qu'il a une vraie connaissance du terrain et des hommes »*, observe un autre de ses interlocuteurs.

Avec ses collaborateurs, par petits groupes de deux ou trois selon les sujets, M. Chirac multiplie les réunions. Le mode de fonctionnement du cabinet doit être *« souple et rapide »*, selon la porte-parole de l'Elysée, Catherine Colonna. De l'agenda des jours ordinaires, le chef de l'Etat a toutefois tenu à conserver les rencontres régulières avec les élus ou les dirigeants politiques de son camp. Comme il en a l'habitude depuis plusieurs semaines, M. Chirac est ainsi venu s'entretenir un long moment avec le groupe de parlementaires de l'opposition qui se trouvait invité à déjeuner, fin mars, à l'Elysée.

A Matignon aussi, on s'adapte. *« Nous consacrons, aujourd'hui, 50 % de notre temps à ce dossier »*, constate Olivier Schrameck, directeur du cabinet de M. Jospin. Le premier ministre se nourrit des notes de synthèse que, deux fois par jour, ses conseillers pour la défense et la diplomatie déposent sur son bureau, notes qui font le point des opérations militaires en cours en Yougoslavie. L'ancien diplomate qu'il est témoigne, aussi, d'un goût particulier pour la lecture des dépêches d'ambassade en provenance des pays balkaniques. *« C'est la matière la plus brute, la plus vivante »*, observe le directeur de son cabinet. A Matignon, on suit également de très près l'évolution de l'opinion à travers les sondages. *« Le premier ministre se tient au courant de tout. Il considère à la lettre que c'est le gouvernement qui détermine et conduit la politique de la nation »*, confie Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement. Avant l'image du conseil restreint de mercredi, les Français avaient pu voir, le 4 avril, celle du comité interministériel réuni autour de M. Jospin pour traiter de la question des réfugiés.

LE travail gouvernemental se ressent de cette mobilisation. Pour la semaine du 5 au 9 avril, l'agenda public du premier ministre était vierge de toute obligation, ce qui n'était jamais arrivé depuis son installation à Matignon, en juin 1997. La crise a effacé de l'emploi du temps de M. Jospin un déplacement, début avril, aux Antilles, et une visite en Corse, à la fin du mois. Le débat sur les retraites, qui aurait dû être lancé à l'occasion de la remise du rapport du commissaire au Plan, Jean-Michel Charpin, prévue à la mi-avril, risque lui aussi de prendre du retard. Seule la préparation du budget exige le respect du calendrier. Mardi 6 avril, le petit déjeuner hebdomadaire qui réunit les responsables socialistes à Matignon lui a été entièrement consacré.

La situation de guerre a surtout une autre conséquence, directe, sur la cohabitation : elle entraîne un contact permanent entre les deux pôles de l'exécutif, à chacun de ses niveaux. Elysée, Matignon, Quai d'Orsay, ministère de la défense : dans ce carré stratégique, l'information arrive, repart, circule, s'échange, se partage. Outre leur tête-à-tête du mercredi matin et les conseils restreints, les entretiens téléphoniques entre le président de la République et le premier ministre sont fréquents et réguliers. Chacun informe précisément l'autre du contenu de ses conversations avec les dirigeants étrangers. Les entretiens quotidiens du ministre des affaires étrangères avec ses homologues européens et américain font l'objet d'un compte-rendu, verbal ou écrit, à l'Elysée et à Matignon. Les conseillers des deux maisons échangent eux aussi, systématiquement, leurs informations.

Chaque jour, à 8 heures, au ministère de la défense, l'amiral Jean-Luc Delaunay, chef d'état-major particulier du président de la République – nommé chef d'état-major de la marine, mercredi, par le conseil des ministres, mais qui ne prendra ces nouvelles fonctions que le 1er mai – rejoint les conseillers défense et diplomatie du premier ministre. Ensemble, ils prennent connaissance du rapport que leur présente le général Jean-Pierre Kelche, chef d'état-major des armées, sur le résultat des frappes de la nuit, dont ils vont aussitôt rendre compte à leurs maisons respectives. En fin de journée, les mêmes se retrouvent, rue de Varenne, au siège du gouvernement, pour faire le point des opérations de la journée.

OUTIL ordinaire de la bataille politique entre le chef de l'Etat et le premier ministre, la communication devient ici l'expression de leurs convergences. Au premier, la pédagogie devant l'opinion, à travers des allocutions radio-télévisées qui, après celles du 29 mars et du 6 avril, s'annoncent régulières. Au second, l'explication devant la représentation nationale, à l'occasion des séances de questions au gouvernement, à l'Assemblée nationale. Une séance de questions exceptionnelle est prévue, le 13 avril, au Palais-Bourbon, alors que le Parlement aura interrompu ses travaux jusqu'au 27 avril pour la période des vacances de printemps. De même, le 15 avril, M. Jospin répondra aux questions des sénateurs. C'est le premier ministre, aussi, qui tient informés les présidents des groupes et des commissions concernées des deux Assemblées, qu'il a reçus, mercredi, pour la deuxième fois.

Cette distribution des tâches, qui correspond au statut institutionnel de chacun, a fonctionné correctement jusqu'à présent. M. Jospin n'entend toutefois pas se cantonner à l'hémicycle de l'Assemblée nationale : pour la première fois depuis le début de la crise, il devait intervenir à la télévision, jeudi 8 avril, dans le journal du soir de France 2. A Matignon, on n'a guère apprécié, en effet, que l'intervention de M. Jospin devant les députés, le 6 avril, ait été balayée de l'actualité par celle de M. Chirac, à la télévision et à la radio, le même soir, à 20 heures...

Les agacements de ce genre, touchant à la répartition des rôles entre le chef de l'Etat et le premier ministre, trouvent vite leurs limites. S'il revendique pleinement la *« codécision »* dans la conduite de la guerre avec M. Chirac, M. Jospin sait que l'opinion ne pardonnerait aucun dérapage. La contrainte pèse également sur M. Chirac. Lorsque devant lui, au cours du conseil des ministres du 31 mars, Jean-Pierre Chevènement, Dominique Voynet et Jean-Claude Gayssot expriment des réserves sur l'intervention française au Kosovo, le chef de l'Etat s'abstient de tout commentaire. Ce silence limite, du même coup, l'exploitation que l'opposition est tentée de faire de ces dissensions gouvernementales. La première conséquence de la guerre est, au sommet de l'Etat, une trêve qui n'est pas seulement motivée par un souci tactique ou par la prudence. Chacun a conscience, d'abord, de façon parfaitement perceptible, de la responsabilité qui lui incombe dans une situation de crise d'une dimension exceptionnelle, face à une opinion incertaine et dans un paysage politique où, à gauche plus gravement – parce que la gauche est au pouvoir –, mais aussi à droite, les fissures peuvent s'élargir.

« I do the job », a coutume de dire le président de la République à ses interlocuteurs, lorsque ceux-ci s'inquiètent des conséquences, sur la vie politique intérieure, du consensus à la tête de l'Etat. Pour M. Chirac, au contraire d'une opposition à l'affût des occasions de marquer des points contre le gouvernement et la majorité, cette séquence inattendue permet de dessiner l'image du président rassembleur dont a besoin le futur candidat. Pour M. Jospin, l'enjeu est tout aussi grand : la conduite partagée de la guerre permet à l'opinion de le jauger, aujourd'hui, sur un terrain présidentiel qu'il convoitera sans doute demain. *« I do the job »* : la phrase vaut pour l'un comme pour l'autre.

Jean-Michel Aphatie et Pascale Robert-Diard

Dessin : Pancho



de... »,

»

O

Ce mois-ci dans « Le Monde diplomatique » :

UNION EUROPÉENNE : A Bruxelles, une Commission chasse l'autre *(Bernard Cassen)* ■ **JAPON :** Le couple nippo-américain dans l'impasse *(Bruce Cumings)* - Remise en question du « modèle » occidental *(Philip S. Golub)* ■ **ÉTAT PALESTINIEN :** Inventaire des accords d'Oslo *(Alain Gresh)* - Un titre de propriété inaliénable sur la terre *(Monique Chemillier-Gendreau)* - Enjeux démographiques *(Youssef Courbage)* - Un engagement plus prononcé de l'Union européenne *(Miguel Angel Moratinos)* ■ **AFRIQUE :** Ces guerres qui usent le continent *(Philippe Leymarie)* ■ **« INSÉCURITÉ » :** Les renseignements généraux découvrent les quartiers *(Vincent Laurent)* - Trappes, la ville qui tient *(Nicolas Truong)* - Le « moyennement répressif » des Pays-Bas *(Josine Junger-Tas)*.

AVRIL 1999

● GUERRE EN SERBIE, NOUVEAU RÔLE DE L'OTAN – Pages 4 à 7

N° 541 - 46e année — AVRIL 1999

LE MONDE diplomatique

36 pages - 24 F
France métropolitaine : 3,66 €
Allemagne : 7,50 DM Antill./Guyane : 28 F Autriche : 60,00 ATS Belgique : 160 FB Canada : ... Espagne : 600 PTA Etats-Unis : 4,95 $US G.-B. : 2,50 £ Grèce : 1 300 DR Italie : 7 500 lires Luxembourg : 160 FL Maroc : 20 DH Portugal (Cont.) : 750 PTE Réunion : 28 F Suisse : 6,20 FS Tunisie : 4 din. Zone CFA : 1 500 F CFA.
Abonnements : voir tarif page 15

Publication mensuelle - 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

Le devoir de paresse
Par THIERRY PAQUOT
(Page 36)

Social-conformisme

Par IGNACIO RAMONET

POUR la première fois depuis sa création en 1949, l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) s'engage dans une guerre contre un pays, la République fédérale de Yougoslavie, n'ayant commis aucune agression hors de ses frontières. C'est aussi la première fois, depuis 1945, que des forces européennes bombardent un autre Etat européen souverain. Annoncée le 23 mars 1999, cette décision a été qualifiée de « devoir moral » par M. Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN.

M. Solana est un dirigeant historique du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), et il compte, pour cette guerre, sur le soutien principal de MM. Gerhard Schröder, Lionel Jospin, Massimo D'Alema et Anthony Blair, chefs des gouvernements respectifs de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et du Royaume-Uni. Et membres éminents, tous les quatre, de la sociale-démocratie ...

... répression qui a déjà fait, parmi les civils kurdes, des milliers de morts ? Y aurait-il, ici aussi, deux poids et deux mesures ?

Comment les dirigeants sociaux-démocrates, héritiers de Jean Jaurès et d'une longue tradition de légalisme international, ont-ils pu à ce point céder aux pressions de Washington et s'embarquer dans une aventure guerrière qui n'a pas la moindre légitimité internationale ? Aucune résolution des Nations unies concernant cette région n'autorise explicitement le recours à la force. Et le Conseil de sécurité, organe suprême de la planète en matière de conflit, n'avait pas été saisi avant le déclenchement des premières frappes, et n'avait accordé aucun aval à l'emploi des armes contre ...

... départ, un signe supplémentaire de l'effondrement idéologique de la sociale-démocratie ? Celle-ci est sans boussole, naviguant à vue, obsédée par l'urgence et la proximité, et totalement dépourvue d'assise théorique (à moins d'appeler théorie ces catalogues de renoncements et de reniements que sont *La Troisième Voie*, d'Anthony Giddens, conseiller de M. Blair, et *Le Bon Choix*, de Bodo Hombach, inspirateur de M. Schröder).

MAX NEUMANN. – « Autoportrait d'un autre » (1993)

L'IDÉOLOGIE DE L'INSÉCURITÉ

Ce vent punitif qui vient d'Amérique

Ne s'agit-il que d'une coïncidence ? Au moment où, dans l'indifférence apparente des gouvernements, l'annonce d'énormes regroupements industriels ou bancaires se généralise aux Etats-Unis et en Europe, les responsables politiques rivalisent d'imagination et de projets en matière de lutte contre la délinquance. Les grands médias, oubliant trop souvent que les « violences urbaines » ont aussi leur source dans la généralisation de l'insécurité sociale, concourent à cette façon biaisée de définir les menaces qui pèseraient sur nos sociétés. Certains des remèdes proposés couramment (« tolérance zéro », couvre-feux, suppression des allocations familiales versées aux parents des délinquants, durcissement de la répression des mineurs), s'inspirent d'ailleurs de l'exemple américain. Et risquent, comme aux Etats-Unis, de conduire à une généralisation du contrôle social doublée d'un envol du taux d'incarcération.

Par LOÏC WACQUANT *

DEPUIS quelques années monte à travers l'Europe une de ces paniques morales capables, par son ampleur et sa virulence, d'infléchir les politiques étatiques et de redessiner la physionomie des sociétés qu'elle atteint. Son objet apparent, trop apparent justement, puisqu'il tend à envahir le débat public : la délinquance des « jeunes », les « violences urbaines », les désordres dont les « quartiers sensibles » seraient le creuset et les « incivilités » dont leurs habi-...

Ces notions s'inscrivent dans une constellation de termes et de thèses venus des Etats-Unis, sur le crime, la violence, la justice, l'inégalité et la responsabilité, qui se sont insinués dans le débat européen jusqu'à lui servir de cadre et qui doivent l'essentiel de leur pouvoir de conviction à leur omniprésence et au prestige retrouvé de leurs propagateurs (1). La banalisation de ces analyses dissimule un enjeu qui n'a que peu à voir avec les problèmes auxquels ils se réfèrent ostensiblement : la redéfi-...

Egalement au sommaire

Géopolitique : Les entités chaotiques ingouvernables *(Oswaldo de Rivero)* ■ **Europe :** Décolonisation inachevée en Irlande du Nord *(Robbie Mc Veigh)* - En Italie, la transition politique s'accélère *(Guido Moltedo)* ■ **Caraïbes :** Consensus introuvable à Porto Rico *(James Cohen)* ■ **Développement :** Quand les pauvres séduisent les banques *(Jean-Loup Motchane)*. - Le regard intéressé de Wall Street *(J.-L. M.)* – Les pays du Sud rongés par les pesticides *(Mohamed Larbi Bouguerra)* ■ **Médias :** Misère des journalistes précaires *(Gilles Balbastre)* ■ **Santé :** Vers la sélection génétique des travailleurs *(Annie Thébaud Mondy)* ■ **Civilisation :** La leçon des peuples premiers *(Jean Malaurie)*.



ET POUR NE MANQUER AUCUN NUMÉRO, **ABONNEZ-VOUS AVANT AUGMENTATION DE TARIFS !**

TARIFS	1 AN	2 ANS
■ **France** (y compris DOM-TOM et pays à accords postaux*)		
Tarif spécial (étudiants, lycéens, chômeurs, RMistes sur présentation d'un justificatif. France métropolitaine uniquement)		
■ **Etranger**		
Voie normale (y compris Union européenne par avion)		
Voie aérienne		
Tunisie		
Autres pays d'Europe (sauf Union européenne, Suisse) Algérie Maroc		
DOM, Afrique francophone		
Etats-Unis, Canada, Moyen-Orient		
Amérique centrale, Amérique du Sud, Mexique Afrique anglophone, Japon, Chine, autres pays d'Asie		
TOM		
Océanie, Australie, Nouvelle-Zélande		

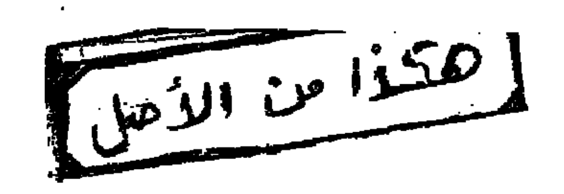
* Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Rép. centrafricaine, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie.

Bulletin à renvoyer à : *Le Monde diplomatique* service abonnements, 24, avenue du Général-Leclerc, 60646 Chantilly Cedex, France

☐ **OUI,** je souhaite m'abonner au *Monde diplomatique* pour :
☐ **1 an** (12 numéros) ☐ **2 ans** (24 numéros)

Nom : ______ Prénom : ______
Adresse : ______
Code postal : ______ Ville : ______ Pays : ______
Je joins mon règlement libellé en francs français de ______ FF, par :
☐ Chèque bancaire ☐ Eurochèque ☐ Mandat international
☐ Carte bancaire internationale n° : ______
☐ Carte American Express n° : ______
Expire fin : ______ Signature obligatoire :

90IMDMO



Les rendez-vous manqués

par Martin Graff

SI les politiciens européens avaient visité la Serbie incognito, ne serait-ce que huit jours, en parlant avec les jeunes et les vieux de toutes les catégories sociales, ils n'auraient jamais décidé de bombarder le pays. Par exemple, 1997 aurait été une bonne année : après les accords de Dayton et avant la montée en puissance de l'UCK. Ils en auraient plus appris sur la psychologie des Serbes qu'après des semaines de bombardement.

A l'époque, tous, intellectuels ou ouvriers, anti- ou pro-Milosevic leur auraient affirmé avec le sourire, mais avec détermination, que les Américains, les Allemands et les Français – dans l'ordre – étaient responsables de la guerre en ex-Yougoslavie parce qu'ils avaient décidé de démanteler leur patrie. Même s'ils déploraient les massacres, ils les minimisaient aussitôt en les comparant aux exactions des Croates. Les réfugiés bosniaques ? Les centaines de milliers de réfugiés serbes qui périclitent encore aujourd'hui sur les rives du Danube permettaient une comparaison avantageuse. Tous témoignaient d'un manque d'informations évident. La propagande avait creusé son lit de certitudes. La lecture de l'histoire se faisait à l'aune des déclarations d'indépendance successives des anciennes provinces. L'intolérance serbe était sublimée en termes de trahison. Tous croyaient à la théorie du complot. « *Qui est responsable de la guerre ?* » « *The World* », me répondit le plus sérieusement du monde un jeune ex-combattant.

En passant leurs vacances en Serbie, les politiciens européens auraient compris qu'une attaque aérienne de l'OTAN allait automatiquement, par simple réflexe, souder le pays, partisans et opposants de Milosevic. Comment pouvaient-ils penser une seule seconde que le pouvoir de Belgrade allait tomber avec les bombes, à moins d'effacer la Serbie de la carte. Les erreurs psychologiques entraînent souvent les erreurs stratégiques. Oui, nos stratèges auraient compris que les opposants au pouvoir central n'avaient plus aucune chance en cas de guerre. Que les sbires d'Arkan, qui jouaient à l'époque profil bas, allaient retrouver du service. Que menacer Milosevic de bombarder son pays s'il ne signait pas les accords de Rambouillet était d'une singulière naïveté. La Realpolitik est une notion prussienne, pas slave.

En se promenant en Serbie, ils auraient aussi compris que même la Serbie actuelle n'est pas « ethniquement pure ». Roumains, Slovaques, Hongrois, Ruthènes, Croates, Grecs se trouvent encore éparpillés dans le pays. Ils auraient compris qu'une guerre allait briser les derniers mariages mixtes. Ils auraient surtout compris, en traversant les frontières de l'ex-Yougoslavie, qu'une guerre allait provoquer en termes de géopolitique des effets collatéraux irrémédiables chez les voisins. Même le Monténégro risquait d'en faire les frais.

La tragédie des réfugiés occulte déjà les erreurs de stratégie, permet de diaboliser définitivement les Serbes et empêche pour longtemps une coexistence entre Serbes et Kosovars

Plus prosaïquement, quel stratège occidental sait que bloquer le Danube va mettre d'un coup au chômage des centaines de chauffeurs bulgares qui prennent en charge à Vidin les attelages des poids lourds transportés depuis Passau sur des barges géantes, pour les conduire au Moyen-Orient. Sans oublier le personnel des bateaux à vapeur pour touristes et les devises qui s'envolent en fumée.

Les guerriers de l'UCK, par contre, ont tout compris. Le pacifisme de M. Rugova, le Gandhi des Balkans, n'est plus de mise. Les Occidentaux ont oublié le vieux slogan : « *Make love, not war !* » Ils ont oublié que Mandela n'aurait jamais réussi la révolution tranquille de l'Afrique du Sud si l'ANC avait continué à se battre contre les Blancs avec les armes. Ils ont oublié que Martin Luther King n'aurait pas accéléré l'émancipation des Noirs en lançant des bombes. Ils ont oublié que même les partisans de Khomeiny avaient mis l'armée du shah techniquement K.-O. en se promenant sans armes par millions dans les rues de Téhéran.

Les guerriers du Kosovo savent aussi qu'il suffit de tirer dans le dos de quelques policiers serbes au Kosovo pour déclencher des représailles hors de toute proportion. Ils ont compris comment provoquer Milosevic pour provoquer la venue des armées occidentales. Ils connaissent la mauvaise conscience des Occidentaux. Ce n'est qu'une question de jours. Les avions ont déjà fait le plein. Oui, les jeunes de l'UCK ont toutes les raisons de se moquer de l'écharpe de Rugova, qui ressemble plus à un professeur égaré dans la politique qu'à un vrai chef de guerre. Les télés occidentales n'ont cessé de filmer complaisamment leurs gesticulations guerrières, avec un résultat évident : l'UCK a surestimé ses forces. Quant à nous, nous avons déjà oublié que les attaques armées de l'UCK ont définitivement ruiné les espoirs d'une coexistence pacifique entre Serbes et Kosovars. Les fanatiques serbes n'attendaient que cela. Enfin la terreur allait trouver une justification politique !

La théorie de la guerre propre relève de l'astrologie politique, comme le prouvent, jour après jour, les images. Les pilotes rentrent sains et saufs. A part quelques soldats capturés, le résultat est glorieux. Pas de morts du côté des attaquants, donc fêtons Pâques en paix. En contrepartie, une région de l'Europe est transformée définitivement en carrousel ethnique et en poudrière politique. Les super-stratèges se déclarent surpris par le résultat. Les frappes millimétrées déstabilisent plusieurs peuples, rendent encore plus fous ceux qui l'étaient déjà, empêchent définivement une solution pacifique.

Déjà, aujourd'hui, la situation du peuple kosovar est pire qu'à l'époque de la domination serbe. Les démocrates, mêmes déchirés entre eux, avaient conquis la mairie de Belgrade pacifiquement, pas avec les armes. Les Kosovars, malgré les embûches, auraient pu reconquérir leur dignité, sans les armes. La non-violence, contrairement à tous les prophètes donneurs de leçon de démocratie armée, est l'arme la plus violente qui soit, celle de la paix. Elle a ses méthodes et ses stratèges. Malheureusement les Kosovars ont contre eux non seulement Milosevic, mais les nouveaux démocrates, qui ont tout simplement oublié que la guerre n'est pas un jeu activé par une machine à sous.

La tragédie des réfugiés occulte déjà les erreurs de stratégie, permet de diaboliser définitivement les Serbes et empêche pour longtemps une coexistence entre Serbes et Kosovars. Les génies du Pentagone n'ont laissé aucune chance aux déracinés du Kosovo. La milice et l'armée serbes ont fait le reste. Comportement impardonnable, mais amplifié par nos propres stratégies guerrières. Comment jeter l'eau du bain sans le bébé ? Même ceux qui auront la « chance » d'être tolérés à l'Ouest resteront éternellement « étrangers » à notre culture.

Déjà les chefs d'Etat font des calculs d'épiciers pour éviter de faire venir trop de réfugiés dans leurs pays respectifs : « Je veux bien en prendre dix si tu en prends également dix. » M. Koller, ministre de la police et de la justice suisse, est formel : « *Nous avons déjà 50 000 Kosovars en Suisse. C'est le record en Europe de l'Ouest* ! » La générosité humanitaire *new look*. Il fallait y penser. C'est fait.

***Martin Graff** est réalisateur de documentaires.*

Réponse à un acte d'accusation

par Pierre Vidal-Naquet

DANS la page Débats du *Monde* du 7 avril, Pascal Bruckner me fait l'honneur de me prendre pour cible, d'abord en compagnie de Pierre Bourdieu, puis à titre individuel, à propos de la position qu'avec d'autres nous avons prise sur les bombardements alliés sur la Yougoslavie. Il le fait non sans pratiquer l'amalgame en suggérant que nous ferions de l'épuration ethnique au Kosovo une simple « *broutille* » par le seul plaisir de pratiquer la « *pose anti-impérialiste* ». Je ne m'exprimerai ici qu'à titre individuel.

Je connaissais assez bien la Yougoslavie de Tito et de l'immédiat post-titisme. Il n'était pas besoin d'être grand clerc pour savoir qu'à travers ce pays passait une des majeures fractures de l'Europe : entre Rome et Byzance, entre le sous-développement et la société industrielle occidentale, entre les bureaucraties communistes et l'Occident démocratique, entre l'islam et le christianisme. Ce n'est pas un hasard si, lors du célèbre partage de Moscou, en novembre 1944, conclu par Churchill et Staline, la Yougoslavie avait été prévue pour un 50/50. Tito, lui-même croate, avait à peu près maintenu l'équilibre entre les diverses composantes nationales de la Fédération au nom de l'adage : « *Une Yougoslavie forte suppose une Serbie faible.* »

La Constitution de 1974 avait donné l'autonomie au Kosovo qui aurait assurément préféré un statut de République fédérée. La Yougoslavie était un espace pluraliste et les intellectuels slovènes, par exemple, soutenaient la revendication des Kosovars. La Yougoslavie n'était pas l'Albanie d'Enver Hodja. La guerre y avait été très rude, guerre civile et guerre étrangère mais, en partie grâce à Tito, les Croates n'étaient pas globalement condamnés pour le soutien que nombre d'entre eux, y compris l'archevêque de Zagreb, avaient accordé aux oustachis. La fédération avait certes des aspects absurdes, comme l'existence d'une prétendue nationalité musulmane, mais enfin elle tenait à peu près debout.

La rupture lentement préparée à la fin des années 80 intervint en juin 1991. Milosevic en fut assurément le principal responsable, mais il a été allègrement accompagné par l'Allemagne et le Vatican et il a agi non pas au nom du communisme mais en vertu de ce qu'Edgar Morin appela le « *total-nationalisme* ». Il ne fut pas le seul à le pratiquer. La « purification ethnique » se répandit comme une vérole. On a beaucoup parlé, à juste titre, de ce que subirent les Croates à Vukovar et à Dubrovnik et les Musulmans en Bosnie, beaucoup moins de l'expulsion de 200 000 Serbes de la Krajina pendant l'été 1995, œuvre de la Croatie de Franjo Tudjman, non sans quelque complicité de Milosevic. C'est là un précédent qui a, pour le moins, facilité l'abjecte expulsion des Kosovars. Nul ne semble s'en être aperçu au sein de l'OTAN.

Si j'ai comparé Milosevic à Nétanyahou, c'est parce que la politique israélienne, depuis les origines jusqu'aux accords d'Oslo, violés par le premier ministre israélien, a reposé sur l'expulsion des Palestiniens

Si j'ai comparé Milosevic à Nétanyahou, c'est parce que la politique israélienne depuis les origines jusqu'aux accords d'Oslo, violés par le premier ministre israélien, a reposé sur l'expulsion des Palestiniens, en 1948 d'abord puis en 1967, l'expulsion ou l'enfermement dans un ghetto comme la bande de Gaza cependant que les colonies s'installaient et s'installent toujours. Le général Sharon, par exemple, soutient ouvertement Milosevic par crainte d'une revendication d'autonomie des Arabes en Galilée. Faut-il rappeler qu'Israël est un allié fidèle des Etats-Unis et que les pressions américaines pour faire céder Nétanyahou sont demeurées essentiellement diplomatiques ? Quant aux Kurdes de la Turquie, autre alliée des USA, personne ne s'intéresse à eux.

Si Milosevic s'est montré intraitable sur une présence militaire de l'OTAN au Kosovo, la rupture décidée par l'Alliance a entraîné le retrait immédiat des observateurs de l'OSCE alors qu'il aurait fallu en doubler ou tripler le nombre. Les bombardements ont donc facilité la politique criminelle de Milosevic. Détruire les forces serbes, les usines serbes, y compris une manufacture de tabac, n'a pas jusqu'à présent affaibli sérieusement le « *total-nationalisme* » serbe. Faire la guerre sans prendre de risques, c'est aggraver le fossé entre le monde des riches et celui des pauvres, ce n'est pas combattre, c'est pratiquer une sorte de torture aérienne : « *Tu parles ou je frappe.* »

C'est aussi souligner, au moment même où l'euro se met en place, l'insigne faiblesse politique de l'Europe. Dire cela, est-ce vraiment faire de l'anti-américanisme primaire ? Demain, le Kosovo sera peut-être autonome ou indépendant, mais il aura été au préalable vidé de ses habitants albanais.

Mettre les Balkans en miettes alors qu'il faudrait les fédérer, est-ce vraiment le résultat souhaité d'une intervention dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle a manqué et de courage et de logique, en dehors de celle de l'absurde ?

***Pierre Vidal-Naquet** est historien, directeur d'études à l'Ehess (Ecole des hautes études en sciences sociales).*

Leur logique et la nôtre

Suite de la première page

Le désastre humain est à son comble. Alors que les frappes aériennes étaient censées prévenir le pire, le résultat est accablant : déplacement massif des Albanais du Kosovo transformés en peuple paria, massacres sans témoins, union sacrée autour de Milosevic en Serbie, déstabilisation durable de toute la région.

Sombre bilan du réalisme otanien. Javier Solana prétend pourtant avoir été informé à l'avance d'un plan d'expulsion des Kosovars. Comment expliquer alors, après dix jours de bombardements et d'exode, les carences et les retards de l'aide humanitaire ? Incompétence ou cynisme ?

Pour démêler l'imbroglio, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes reste le fil conducteur. Ce droit à déterminer, « *quand ils le désirent et comme ils le désirent, leur statut politique interne et externe sans ingérence extérieure* » figure au chapitre VIII de l'Acte final de la conférence d'Helsinki. Il vaut pour le Kosovo comme pour les Kurdes, les Basques, les Ecossais (et les Palestiniens !).

L'autodétermination signifie le droit de choisir : autonomie, association, souveraineté partagée. Ce choix inclut l'indépendance, mais ne s'y réduit pas : à l'heure de la mondialisation marchande, la dislocation d'Etats plurinationaux et pluriethniques, la quête improbable d'une équation simple (un peuple homogène = un territoire = un Etat) portent en germe la purification territoriale et ethnique. Sa sinistre logique est sans limites.

Même si l'autonomie substantielle du Kosovo apparaissait comme une solution souhaitable, la poursuite de la guerre la compromet chaque jour davantage et réduit à vue d'œil l'espace d'une force démocratique et pacifique. Au point d'exacerbation atteint par l'affrontement communautaire, l'indépendance devient, par effet d'engrenage, le débouché probable de l'autodétermination, au risque d'une partition de fait sur le dos des Kosovars : après la Bosnie « *une et divisible* » de Dayton, un Kosovo « *un et divisé* » ?

Tout conflit armé a pour fonction de modifier les rapports de forces en vue d'un compromis inévitable. Or, les frappes aériennes ne dessinent par elles-mêmes aucune issue. Il faudra donc revenir à la négociation. Quand, à quel prix, dans quel rapport de forces ? Un écrasement militaire total de la Serbie signifierait, certes, la disparition du criminel de guerre Milosevic, mais dans des conditions telles qu'il resterait alors un peuple serbe durablement humilié et meurtri, couvant dans le ressentiment un capital victimaire inépuisable. Pour que la société serbe respire à nouveau dans sa diversité au lieu de se rétracter en bloc, pour que la cohabitation pacifique des peuples de la région redevienne possible, vaut-il mieux arrêter immédiatement les bombardements ou les continuer (jusqu'où ?) et les prolonger tôt ou tard par une intervention terrestre ?

C'est la question de l'heure. La réponse est claire : il faut arrêter les bombardements et reprendre les pourparlers pour l'autodétermination du Kosovo. Notre appel collectif (*Le Monde* du 31 mars) suggère « *l'organisation d'une conférence balkanique à laquelle participent les représentants des Etats et de toutes les communautés nationales de ces Etats* ». Illusoire ? Bien moins que l'idée d'un protectorat à durée indéterminée, intronisant l'OTAN comme garante du maintien de l'ordre régional. Il n'y a d'autre issue, en effet, que de faire confiance aux peuples concernés pour définir un compromis global viable, assurer des garanties réciproques pour les minorités, fournir les moyens nécessaires au retour effectif des populations déplacées et aux réparations des destructions de guerre.

Cette perspective pose la question d'une force d'interposition, non pour dicter la loi des plus forts, mais pour garantir un compromis consenti. Sous quelle autorité ? Les troupes de l'OTAN sont disqualifiées pour une telle mission : on imagine mal les belligérants d'aujourd'hui métamorphosés demain en « *soldats de la paix* » reconnus par les deux camps. Toute autre solution, excluant les pays qui ont directement participé à l'intervention, peut être envisagée dans le cadre des institutions internationales : si la crise balkanique est une crise européenne, elle concerne toute l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, et non les seuls membres de l'OTAN ou de l'Union européenne.

Cette question met en évidence le second objectif – inavouable – de l'opération « Force alliée ». Pendant la guerre du Golfe, on a beaucoup invoqué la « *communauté internationale* » et le « *droit international* ». Aujourd'hui, l'OTAN agit sans mandat de l'ONU. La « *communauté internationale* » a pratiquement disparu de sa rhétorique : il est difficile d'en appeler à cette légitimité lorsque la Russie, la Chine, l'Inde s'opposent à l'intervention.

Au crime de bureau, il faudra désormais ajouter le crime de labo, de studio et de plateau. Milosevic et l'OTAN sont deux formes parfaitement contemporaines et jumelles de la barbarie moderne

La guerre a donc aussi pour but de redéfinir la hiérarchie et le rôle des institutions internationales. A quelques semaines du cinquantenaire de l'OTAN, Javier Solana est omniprésent, Kofi Annan pratiquement invisible.

La force pure dicte désormais son droit et son ordre. M. Solana assène avec une arrogance sucrée : « *Vous pouvez tourner la question de la présence de l'OTAN de la manière que vous voulez, mais les pays ayant prévu d'envoyer des contingents ne sont pas prêts à le faire dans un autre cadre que le nôtre.* » Ce fait accompli est lourd de menaces qui débordent la tragédie des Balkans.

Depuis la disparition du pacte de Varsovie, la mission originelle de l'OTAN est caduque. Elle doit justifier autrement son maintien dans une situation mondiale bouleversée où la brutalité de la crise économique annonce des convulsions majeures. C'est l'architecture de la domination planétaire à l'entrée du nouveau siècle et la légitimation du bras armé de l'Amérique qui sont à l'ordre du jour. Dans le Golfe hier, dans les Balkans aujourd'hui, les Européens apparaissent comme les supplétifs militaires de Washington. Ils n'en sont pas pour autant les vassaux. Europe et Amérique : deux empires, à la fois alliés et rivaux, se disputent le leadership mondial.

Pour les Etats-Unis, la guerre est l'occasion d'utiliser leur supériorité militaire pour réaffirmer leur hégémonie. Du côté européen, comme l'unité de l'Allemagne au siècle dernier est passée par Sadowa et Sedan, et celle de l'Italie par Solferino, l'unité politique de l'Euroland a besoin à son tour de sa guerre fondatrice.

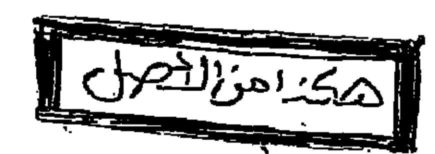
Au lendemain des élections allemandes, certains saluaient l'avènement d'une Europe nouvelle, sociale et démocratique. Il n'a fallu que quelques semaines pour confirmer les choix d'une Europe libérale et voir la « *troisième voie* » devenir un sentier de la guerre. Symbolisé par la rencontre de Washington, en septembre 1998, entre Clinton, Blair et Prodi, le « *nouveau centre* » s'offre son baptême du feu. Il consacre la métamorphose de la social-démocratie classique, adepte de la canonnière coloniale, en social-libéralisme, adepte des frappes néo-impériales à la chirurgie approximative. Et il s'inscrit dans une fuite en avant sécuritaire au détriment des formes les plus élémentaires de la démocratie et du droit. « *Pour ou contre les dictateurs, pour ou contre la barbarie ?* », nous demande-t-on. Devinez ! A question simple, réponse simple. On est justement horrifié des crimes perpétrés par les sbires de Milosevic, par les villages incendiés et les massacres à l'arme blanche. Mais qui peut dire de quoi seront capables demain les nouveaux guerriers électroniques, habitués à la banalité d'une guerre sans risques, aux bombardements compassionnels, à l'administration de la ruine et de la mort à distance ? Au crime de bureau, il faudra désormais ajouter le crime de labo, de studio et de plateau. La barbarie de la purification ethnique n'est pas une barbarie d'un « *autre âge* » (comme on l'entend souvent), à laquelle s'opposerait le bien absolu de la « *civilisation* » au singulier. Milosevic et l'OTAN sont deux formes parfaitement contemporaines et jumelles de la barbarie moderne.

On proclame « *nôtres* » les bombardements sur Belgrade ? Citoyen(ne)s d'un pays belligérant, notre premier devoir est d'agir pour exiger l'accueil inconditionnel des réfugiés et sans-papiers kosovars qui en font la demande, un débat parlementaire public avec vote nominal à Paris comme à Strasbourg, l'arrêt immédiat des bombardements et le retrait de la France de l'opération « Force alliée », le retour massif des observateurs civils sur le terrain.

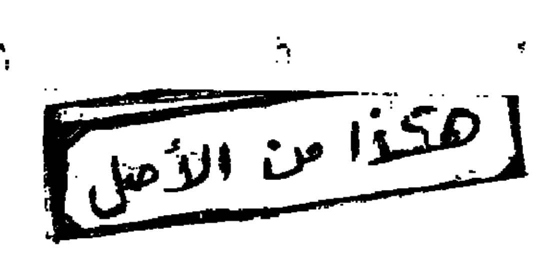
Nous ne sommes pas « *souverainistes bornés* » (nous soutenons au contraire l'autodétermination du Kosovo), ni « *pacifistes munichois* » (le droit ne va pas sans la force qui le soutient), ni complaisants envers les crimes de guerre de Milosevic, dont nous voulons la chute et la mise en jugement, ni « *anti-américanistes primaires* » au nom d'un euro-chauvinisme de « *l'Europe puissance* » tout aussi odieux que l'arrogance de la World Company.

Nous refusons simplement que la tragédie du Kosovo soit l'occasion d'instaurer un nouvel ordre impérial, loin, bien loin, des souffrances des peuples des Balkans.

Daniel Bensaïd


هكذا من الأصل


nombre d'habitants au km²
en Finlande : 16,7*


هكذا من الأصل

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Le Kremlingate et le Kosovo

ENGAGÉS au Kosovo dans la première guerre de l'« après-après-guerre froide », les Occidentaux pourraient avoir besoin, dans les jours ou dans les semaines à venir, d'une Russie forte. Or le grand voisin est, par sa faute et sa faute seule, plongé dans une énième crise de pouvoir, où se mêlent politique, argent et sexe. Affaibli, il joue volontiers les offensés et les humiliés dans le conflit des Balkans, alors qu'il ne tiendrait qu'à lui d'y occuper une position centrale, constructive. Trop de dirigeants russes préfèrent se réfugier dans une sorte de vague solidarité slave avec le régime de Slobodan Milosevic, le dernier des pouvoirs communistes à n'avoir pas fait son *aggiornamento*. En témoigne le ton général d'une presse moscovite qui, à de rares exceptions près, ne voit dans le drame des réfugiés kosovars que de la propagande occidentale.

Plus que par la déstabilisation dans les Balkans, le Kremlin paraît en fait, aujourd'hui, mobilisé d'abord par l'« affaire Skouratov », du nom du procureur général, qui, pour s'être intéressé de trop près à l'empire financier de la famille Eltsine, a été destitué. Il enquêtait, notamment, sur la Mabetex, une société suisse soupçonnée d'être au cœur des complicités entre certains des plus hauts responsables russes et le crime organisé. En filigrane, on devine à nouveau des conflits de pouvoir. Boris Berezovski, un des deux grands barons des affaires, vient ainsi de faire l'objet d'un mandat d'arrêt. M. Berezovski a sans doute accumulé des dossiers sur celui qu'il rend responsable de sa mise à l'écart, le nouveau premier ministre, Evgueni Primakov. Or ce dernier, vétéran des « services », est aussi soupçonné d'avoir, au moins, laissé faire le procureur dans son équipée contre les financiers de Boris Eltsine, et d'avoir des affinités d'affaires, pas seulement historiques, avec certains communistes.

On se réjouirait volontiers de voir l'élite politico-financière russe occupée à déraciner la corruption. Mais l'on soupçonne que ces péripéties juridico-politiques ne masquent que guerre des clans et lutte de pouvoir. Ces circonstances devraient rendre prudents ceux des Occidentaux qui mettent dans M. Primakov tous leurs espoirs de solution négociée avec Slobodan Milosevic. Ceux qui veulent « aider » le premier ministre russe actuel, de crainte que la Russie ne soit saisie par ses démons « rouges-bruns », ne doivent pas perdre de vue les risques de tout soutien occidental trop affiché.

A l'aune de ses rivaux, M. Primakov est sans doute le plus instruit et le plus honnête des dirigeants aujourd'hui possibles pour le pays. Mais c'est bien, il faut le souligner encore, faute de véritable alternative. Jusqu'à preuve du contraire, M. Primakov n'a encore rien fait ni dit qui vienne rompre avec une rhétorique russe anti-occidentale, quasi mécanique, qui, dans l'affaire du Kosovo, n'a abouti pour l'instant qu'à un résultat détestable : recréer des lignes de fracture datant de la guerre froide.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz (Editoriaux et analyses) ;
Laurent Greilsamer (Suppléments et cahiers spéciaux) ; Michel Kajman (Débats) ;
Eric Le Boucher (International) ; Patrick Jarreau (France) ; Franck Nouchi (Société) ; Claire Blandin (Entreprises) ;
Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Josyane Savigneau (Culture) ; Christian Massol (Secrétariat de rédaction)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde,
Fonds commun de placement des personnels du Monde,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

L'équipement hydroélectrique

L'ANNONCE d'une réduction momentanée de 5 % du programme d'équipement hydroélectrique (6 milliards sur un total de 117) a une résonance que certains amplifient dans des proportions qui trahissent leurs desseins. Tous les Français qui désirent sincèrement le relèvement définitif de leur pays et le retour d'une prospérité favorable à la paix sociale déplorent le moindre retard dans l'équipement énergétique. La grandiloquence et les mots tragiques sont superflus pour nous convaincre que l'abondance de l'électricité est indispensable à la civilisation moderne, et que le régime des restrictions hivernales est nuisible au confort domestique et à la production industrielle.

Il serait indiscutablement préférable que nous eussions les moyens de financer en même temps la construction de nouveaux barrages et de centrales thermiques pour les époques de sécheresse, l'achat du pétrole nécessaire à la circulation de deux millions et demi de véhicules automobiles, et l'importation du charbon qui nous manque. Et la réalisation d'une puissante usine marémotrice pourrait compléter ce programme idéal.

Mais il faut bien admettre à côté de l'énergie électrique la notion de l'énergie financière d'un pays. Parce qu'ils ne plongent pas dans l'obscurité d'une seconde à l'autre comme les coupures de courant, les effets de l'instabilité monétaire n'en sont pas moins néfastes, nous le savons. Il semble en tout cas que ceux qui sont le plus attentifs aux dépenses de la ménagère soient les moins fondés à s'élever contre la regrettable mais sage réduction de dépenses votée par le conseil d'Electricité de France.

(9 avril 1949.)

Chine - Etats-Unis : une relation de plus en plus conflictuelle

FLAMBÉE de suspicions antichinoises à Washington, regain d'antiaméricanisme à Pékin à cause du Kosovo : l'affaire serait-elle grave ? S'agit-il d'un coup de froid sur une relation naturellement cyclique – ce qui serait plutôt rassurant ? Ou d'un glissement de terrain aspirant les deux géants du Pacifique sur une trajectoire de collision – ce qui serait franchement inquiétant ?

Alors que le premier ministre chinois Zhu Rongji est en visite aux Etats-Unis, la relation sino-américaine subit sa plus grave crise depuis les gesticulations militaires de l'Armée populaire de libération (ALP) en mars 1996 dans le détroit de Formose. Le retournement de situation est brutal. Il y a tout juste neuf mois, la visite réussie de Bill Clinton en Chine – autorisé à s'exprimer sur les droits de l'homme en direct à la télévision ! – semblait avoir restauré une confiance durable. On avait parlé de *« nouvelle ère »*, ce qui n'était pas que pure rhétorique puisque Taïwan et le Japon s'en étaient très sérieusement inquiétés.

Fortes de ce réchauffement, les deux capitales pensaient célébrer dans la ferveur, en fin d'année dernière, le vingtième anniversaire de la normalisation de leurs relations diplomatiques, aboutissement d'un processus entamé plus tôt par Richard Nixon et Henry Kissinger. Mais la fête a été gâchée. Car voilà que depuis l'automne 1998 le climat s'assombrit à nouveau : les contentieux traditionnels (droits de l'homme, frictions commerciales) se sont aiguisés tandis que de nouvelles controverses ont surgi, la plus empoisonnée étant les accusations d'espionnage nucléaire portées contre Pékin. L'agitation antichinoise est telle dans certains milieux politiques américains, où l'on redécouvre la théorie de la « menace chinoise », que Bill Clinton se trouve désormais sur la défensive pour justifier sa politique d'« engagement constructif » à l'égard de l'empire du Milieu.

DOUBLE FRACTURE

Les dégâts pourraient être contenus s'ils se limitaient à une poussée de fièvre de quelques cercles conservateurs du Capitole. Après tout, le *China bashing* (dire du mal de la Chine), après le *Japan bashing*, est devenu une figure imposée de la politique intérieure américaine dont il n'y a pas forcément lieu de s'émouvoir outre-mesure. Les républicains y prennent leur part. Mais ils pourraient, s'ils retournent au pouvoir, revenir à de meilleures dispositions à l'égard du régime chinois. Ce scénario vertueux du « rétablissement » risque pourtant, cette fois, d'être perturbé par un élément nouveau survenu à Pékin : la reformulation des menaces stratégiques pesant sur l'empire. Du point de vue chinois, la perception du danger a profondément évolué depuis six mois. Elle se focalise sur un mode plus paranoïaque que jamais sur le péril américain.

La suspicion anti-Washington n'est certes pas nouvelle : elle fait partie de l'univers mental de la direction chinoise. Les documents officiels classent rituellement *« l'hégémonisme »* (entendre les Etats-Unis) au rang des *« facteurs d'instabilité »*. L'éclatement de la crise financière régionale n'avait fait que conforter de telles préventions : certains stratèges chinois suggèrent que les Etats-Unis ont délibérément laissé l'Asie s'enfoncer, trop contents d'entraver l'essor de certains pays pouvant à terme contester leur suprématie. Mais cette défiance, pour traditionnelle qu'elle soit, restait périphérique par rapport au cœur de la relation sino-américaine, dont Pékin avait tout lieu de se réjouir tant qu'elle nourrissait son décollage économique. Or, les choses viennent de changer à l'occasion d'une double fracture.

La première est intervenue en septembre, au lendemain du tir d'un missile par la Corée du Nord – un « satellite », au dire de Pyongyang – qui avait survolé le Japon. Afin de se prémunir contre les provocations du dernier régime stalinien de la planète, Washington a proposé à ses alliés japonais et sud-coréens de réfléchir à la mise au point d'un système de « défense antimissile de théâtre » (TMD). Or la Chine y est farouchement hostile, surtout si le dispositif devait inclure Taïwan, comme le souhaitent certaines personnalités du Congrès américain.

A Pékin, l'émotion est incandescente autour de cette affaire. On redoute qu'un tel projet de missiles antimissile [illegible] nihiler la capacité de dissuasion chinoise, et donc de ruiner la crédibilité de la menace militaire du continent sur Formose. Pour les dirigeants chinois, la menace nord-coréenne à l'origine de l'idée du TMD n'est qu'un faux *« prétexte »*. Selon eux, le but inavoué de Washington comme de Tokyo serait en fait de prévenir la récupération de Taïwan par Pékin, ce que le régime continental perçoit comme une atteinte à sa souveraineté.

Aussi faut-il prendre très au sérieux les avertissements lancés dans la capitale chinoise selon lesquels le TMD risque de déclencher *« une nouvelle course aux armements »*. L'APL n'a du reste pas attendu longtemps. Selon le Pentagone, elle serait en train de masser à un rythme accéléré des missiles le long de la côte du Fujian en face de Taïwan. Après une accalmie de trois ans, la question de Formose pourrait prochainement redevenir explosive.

La crise au Kosovo ne pouvait donc éclater à un plus mauvais moment. Elle a eu pour effet d'exacerber les suspicions anti-américaines de Pékin. C'est la deuxième fracture. Voilà déjà quelque temps que la Chine contestait la politique américaine à l'extérieur de sa chasse gardée d'Asie orientale, une audace nouvelle qui illustrait bien son ambition de jouer dans la cour des grands. Au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, elle s'est ainsi opposée aux dernières frappes en Irak, alors qu'elle s'était abstenue lors de la guerre du Golfe. Elle a aussi affiché son hostilité à l'élargissement à l'est de l'OTAN par solidarité avec Moscou, l'ennemi d'hier dont on se rapproche aujourd'hui par antiaméricanisme partagé.

« ACTES HÉGÉMONIQUES »

Si le Moyen-Orient peut sembler loin de ses préoccupations – encore que la question de ses approvisionnements en pétrole a devenir cruciale –, le débat sur l'Alliance atlantique la concerne plus directement. Pékin considère que l'OTAN est la branche occidentale d'un système *« hégémonique »* dont l'axe Washington-Tokyo-Taïpeh est la branche orientale. Si les Américains se sentent autorisés à intervenir aujourd'hui au Kosovo, pourquoi ne le feraient-ils pas demain à Taïwan ou au Tibet ?

Telle est l'hypothèse qui enflamme depuis quelques jours la paranoïa antiaméricaine du régime pékinois. Selon le quotidien hongkongais *South China Morning Post*, le Parti communiste chinois vient de diffuser auprès de tous ses cadres une « circulaire » les invitant à accroître leur vigilance face aux *« actes hégémoniques »* des Etats-Unis, dont l'attitude est de *« plus en plus agressive »*. On est loin du « partenariat stratégique » imaginé il y a un an entre les deux capitales. Pis, on en revient à une rhétorique qui nous ramène avant la normalisation de 1979. Il faudra probablement plus qu'une opération de charme de Zhu Rongji aux Etats-Unis pour rétablir un *modus vivendi* brisé.

Frédéric Bobin

Les gens *par Kerleroux*

PAR EXEMPLE POURRA-T-ON PAYER LA BANANE AMÉRICAINE EN EUROS ?

Kerleroux

La Libye récolte les bénéfices d'une habile diplomatie

PLACE à la justice. Elle va pouvoir dire enfin si deux ressortissants libyens, supposés être membres des services de renseignement de Tripoli, sont, comme l'affirment la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, les vrais coupables de l'attentat contre un avion de la PanAm qui, en décembre 1988, a fait deux cent soixante-dix morts à Lockerbie, en Ecosse. Les deux suspects, Al Amine Khalifa Fhimah et Abdel Basset El Migrahi, sont, depuis le lundi 5 avril, aux Pays-Bas, où ils doivent comparaître devant un tribunal écossais, pour être jugés selon la loi écossaise et, en cas de condamnation, purger leur peine en Ecosse, mais sous la surveillance des Nations unies. Le procès risque d'être long et émaillé de contestations, mais la lumière va pouvoir être faite sur une affaire qui n'a cessé de tourmenter les familles des victimes et qui a valu à la Libye d'être mise en quarantaine par les Nations unies.

Cette première juridique mondiale, pour laquelle il a fallu faire preuve d'inventivité, est le fruit d'un compromis entre Washington et Londres d'une part, Tripoli de l'autre, au terme d'une bataille de procédure qui aura duré dix ans et dont la Libye s'est plutôt bien sortie juridiquement et diplomatiquement.

En refusant d'extrader ses ressortissants pour qu'ils soient jugés aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne – comme l'exigeaient Washington et Londres –, puis en saisissant la Cour internationale de justice de La Haye, Tripoli s'est placé du côté du droit international. Ce qui lui a valu la solidarité active de la Ligue arabe et, plus encore, de l'Organisation de l'unité africaine, et a fini par obliger les Américains et les Britanniques à accepter que le procès se tienne à La Haye (*Le Monde* du 28 août 1998).

GAGES DE BONNE FOI

En impliquant ensuite le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan (*Le Monde* du 8 décembre 1998), et des amis aussi prestigieux que l'Arabie saoudite et le président sud-africain Nelson Mandela, la Jamahiriya s'est entourée de garants du contrat passé avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, deux pays avec lesquels la méfiance est partagée – et c'est peu dire. En acceptant, enfin, de collaborer avec la justice française dans l'attentat qui, en septembre 1989, a coûté la vie à cent soixante-dix passagers d'un vol de la compagnie UTA, le colonel Mouammar Kadhafi a donné des gages de bonne foi.

Ce n'est pas tout. Dans l'immédiat, le dirigeant libyen engrange d'autres bénéfices. Les suspects étant désormais à La Haye, le Conseil de sécurité a suspendu l'embargo aérien et sur les armes imposé à la Libye en 1992, étendu l'année suivante aux équipements pétroliers et doublé d'un gel des avoirs financiers. Tripoli aurait aussi obtenu, grâce à l'intercession de M. Annan, que les sanctions soient définitivement levées dans un délai de quatre-vingt-dix jours après la remise des suspects, à la lumière d'un rapport que le secrétaire général de l'ONU établirait sur le degré de coopération libyenne.

La levée des sanctions est une excellente nouvelle pour l'économie libyenne, qui, en sept ans, a subi des pertes de plus de 24 milliards de dollars, d'après les chiffres officiels. L'embargo aérien a, en outre, coupé Tripoli du reste du monde, mettant ainsi en quarantaine un pays qui n'était déjà pas un carrefour d'échanges de tous ordres. Dès mardi, et en guise d'encouragement à Tripoli, le chef de la diplomatie italienne s'est rendu par avion à Tripoli, sonnant ainsi symboliquement le glas de l'embargo aérien.

Selon des informations non confirmées, l'Arabie saoudite se serait aussi engagée auprès de Tripoli à organiser des rencontres à haut niveau avec des responsables américains pour aplanir les tensions entre les deux pays. En revanche, Tripoli n'a obtenu aucun engagement sur la levée de la loi américaine dite D'Amato, adoptée en juillet 1997 et qui impose des sanctions à toute société investissant pour plus de 40 millions de dollars dans le secteur des hydrocarbures en Libye – et en Iran.

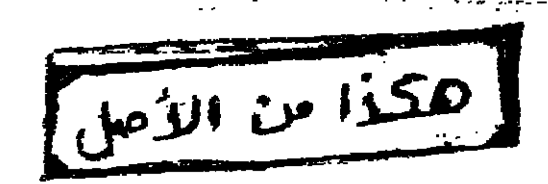
CULPABILITÉ CONTESTÉE

En livrant les deux suspects à la justice écossaise, Tripoli entend prouver leur innocence. Fhimah et El Migrahi ont encore affirmé, lundi, avant de prendre l'avion pour La Haye, qu'ils n'avaient rien à voir avec l'attentat de Lockerbie. Ils ont aussi précisé qu'ils se livraient à la justice de leur propre chef, ce qui est une manière pour eux de rester dignes et pour l'Etat libyen de ne pas avoir l'air de lâcher ses propres citoyens – le colonel Kadhafi n'a pu les remettre à la justice écossaie qu'après avoir obtenu l'accorddes deux tribus auxquelles les uspects appartiennent.

Tripoli n'est pa seul à contester leur culpabilité. A plusieurs reprises, depuis onze ans, les pistes syrienne puis innienne ont été évoquées – mai Damas et Téhéran s'en sont défendus. Dans un documentaire de la BBC, diffusé en octobre 1997, un pénaliste britannique, Michel Mansfield, a notamment fai valoir que les preuves rassembées par les Etats-Unis et la Granie-Bretagne seraient déclarées *« irrecevables »* par un tribunal. Mais Londres et Washington affiment être sûrs de leur fait. Ils affiment avoir rassemblé des preuves indubitables de la culpabilité lbyenne.

La justice dira e qu'il en est. Le risque existe nénmoins, au cas où leur culpabilié serait avérée, que les deux Libyens nomment les éventuels commanditaires de l'attentat au sein de l'appareil d'Etat de Tripoli. Le colonel Kadhafi a, par ailleurs, toutlieu de craindre que le procès de Lockerbie ne tourne au réquisitoire politique contre son régime et sa personne. A-t-il obtenu de assurances sur ce dernier point ? Dès le mois de février, en tout cas, au moment où commençait à se dessiner l'issue de l'affaire, le *Washington Post* mettait en garde contre un éventuel marché avec la Libye, qui ferait des deux suspects les boucs émissaires d'une affaire dont les vrais responsables seraient d'importants dirigeants libyens, voire le colonel Kadhafi lui-même.

Mouna Naïm



n de plus en plus conflictu

d'une habile diplomatie

هكذا من الأصل



DISPARITIONS

Emile Copfermann

L'exigence de liberté d'un homme du livre

IL AURA FALLU attendre 1997 et la publication de *Dès les premiers jours de l'automne* (Gallimard, « Haute Enfance ») pour qu'Emile Copfermann livre le récit nostalgique de son enfance déchirée, qui l'a laissé *« orphelin à perpétuité »*. Rompant sur ce thème un silence auquel il s'était longtemps obligé : *« Entre la compassion et l'oubli, il n'y a pas à choisir, seul importait de vivre, quitte à paraître oublier. Devoir son existence au hasard et non à l'héroïsme impose cette politesse. »* Il n'y dérogera qu'à l'heure des derniers retours sur soi, atteint du cancer qui vient de l'emporter dans la nuit du dimanche 4 au lundi 5 avril, à l'âge de soixante-huit ans.

Ce fils d'immigrés juifs roumains, qui grandit à Paris dans le quartier des « Enfants-Rouges », vit sa vie basculer avec la guerre et l'Occupation. La faim, l'étoile jaune, et, le 24 septembre 1942, l'arrestation, par des policiers français, de ses parents, qui ne reviendront pas de déportation. Lui et ses deux frères, recueillis par un couple de paysans, échapperont à Auschwitz. Pas à son obsédante barbarie. Parti finalement sur les traces des siens, il note : *« Birkenau est un cimetière d'avant l'invention des cimetières. Les morts n'y sont pas enterrés. »* Mais l'adolescent ne prend pas le temps de s'apitoyer sur lui-même. Passé le temps des orphelinats, des foyers – il passe par le Renouveau, foyer d'accueil pour enfants juifs –, il se forme sur le terrain : ce seront les Auberges de jeunesse et les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (Cemea), dont il livre son expérience de moniteur social dans *La Génération des blousons noirs*, l'un des premiers livres qu'il publie aux toutes nouvelles éditions Maspero (1962). Proche politiquement des mouvements trotskistes, il n'adhérera cependant à aucun parti.

« GÉNÉROSITÉ EXCEPTIONNELLE »

Emile Copfermann devient en 1963 le secrétaire de rédaction de la revue *Partisans* (Maspero), fondée en 1961, fonction qu'il exerce avec la rigueur et l'audace qui seront sa marque (en 1968, il publie le premier numéro jamais consacré au Mouvement de libération des femmes). Directeur littéraire dès 1964, il s'impose très vite comme une sorte de *« conscience éditoriale et politique »* de la maison, selon François Maspero lui-même. A l'origine des départements « pédagogie » et « psychiatrie », il publie notamment Alexander Sutherland Neill. Il ne quittera la maison d'édition qu'en 1978, pour travailler chez Hachette, puis Ramsay. Passionné de théâtre – il a publié notamment un *Planchon* (L'Age d'Homme, 1969), deux essais décapants : *La Mise en crise théâtrale* (Maspero, 1972) et *Vers un théâtre différent* (Maspero, 1976) et un livre d'entretiens avec Vitez, *De Chaillot à Chaillot* (Hachette, 1981) –, il assure la critique dramatique des *Lettres françaises*, jusqu'à son éviction en 1972 à la demande de Roland Leroy.

Tenant la morale en suspicion, ce proche de Maxime Rodinson et de Pierre Vidal-Naquet fut, selon François Maspero qui salue *« sa générosité exceptionnelle »*, un *« juif antisionniste »* animé par la passion toujours déçue du collectif. Dans les années 80, le militant intransigeant – ami de David Rousset, il préparait une biographie du penseur, auquel il avait déjà consacré un essai : *David Rousset, une vie dans le siècle* (Plon, 1991) – se découvre romancier. Son amie Nicole Zand se souvient d'*« un humour froid, parfois cinglant, qui était une forme de politesse, de décence, de distanciation presque brechtienne pour cacher la passion et la souffrance inextinguible qui habitaient cet homme trop chahuté par la vie. Il en dressait lui-même un inventaire drôlatique : "Fourreur, maroquinier, aide-comptable, ouvrier fondeur, empaqueteur de margarine, marionnettiste, secrétaire de rédaction, journaliste, critique théâtral, éditeur..." Et omettait seulement ce qui depuis vingt ans lui tenait le plus à cœur : romancier. Des romans qui se présentaient d'abord comme des métaphores, des fictions parodiques utilisant toutes les techniques d'écriture possibles pour reconstituer le puzzle de souvenirs soigneusement enfouis. »* Ce seront *Les Patries buissonnières* (L'Age d'Homme, 1982) qui retraçait par le biais d'une enquête la montée et le déclin du Bund, *Mélodie*, *Pêcheurs d'ombres* (Ramsay, 1985) ou *L'Arpenteuse* (Ramsay, 1986).

Atteint d'un cancer – *« membre de cette confrérie involontaire des cancéreux »*, disait-il –, Emile Copfermann avait écrit un texte très impressionnant de lucidité tranquille, le 8 décembre 1998, dans *Libération*, après avoir lu le compte rendu fait dans le même journal des Eétats généraux des malades du cancer. *« Je ne souffre pas du dysfonctionnement de l'hôpital »*, écrivait-il notamment – rendant au contraire hommage à ceux qui le soignaient, médecins et infirmières, *« présence proche de tous les instants »* –, *« mais de notre incapacité à affronter la mort »*. Et il plaidait pour qu'on apprenne *« à parler le cancer, puis du cancer »*.

Philippe-Jean Catinchi

Philippe Warnier

Un homme de foi et de combat

MILITANT et journaliste catholique, Philippe Warnier est mort le dimanche de Pâques 4 avril à Viry-Châtillon (Essonne) des suites d'un cancer.

Né le 17 mars 1935 à Paris, Philippe Warnier fait partie de ces militants chrétiens qui ne dissocieront jamais leur engagement politique à gauche et leur action pour transformer de l'intérieur leur Eglise. Trouvant dans le concile Vatican II (1962-1965) l'inspiration d'engagements puisés au plus près de l'Evangile, il devient animateur national de *Vie nouvelle*, mouvement hérité du personnalisme communautaire d'Emmanuel Mounier, où il côtoie André Cruziat et Jacques Delors. Militant au PSU, Philippe Warnier rejoint le PS rénové, participe à tous les dialogues entre chrétiens et marxistes et aux combats pour l'Union de la gauche. Il écrit *La Foi d'un chrétien révolutionnaire* en 1975, *Marx pour un chrétien* en 1977, et devient la bête noire des catholiques traditionalistes.

A *Témoignage chrétien*, dont il est un pilier, au groupe de La Vie catholique – où il est, jusqu'à la veille de sa mort, directeur de la revue *Prier* –, à *La Croix* et au *Monde*, à qui il confie de fréquentes chroniques, Philippe Warnier se montre un journaliste de tempérament et un observateur exigeant des évolutions de la gauche et de l'Eglise. Si le socialisme au pouvoir le déçoit, si l'Eglise de Jean Paul II l'irrite parfois, il n'en reste pas moins un homme de fidélité, continuant à militer pour la non-violence, contre le chômage – au sein du Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs – ou contre la torture – devenant, en 1995, président de l'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture).

Loin de prendre ses distances dans une Eglise qu'avec d'autres intellectuels, comme René Rémond ou Jean Delumeau, au sein du groupe *Paroles*, il continue de « secouer », Philippe Warnier demande à quitter son statut de « laïc » et à être ordonné diacre permanent à Evry (Essonne). Mais ses engagements passés valent à son dossier de rester longtemps bloqué. Il est ordonné le 17 décembre 1995 par son évêque, Mgr Guy Herbulot, qui l'envoie en mission dans l'ensemble hospitalier de Sénart et Draveil. Là, au service de personnes âgées et de malades, Philippe Warnier donnera toute la mesure d'une foi chrétienne qu'il aura toujours confondue avec la promotion de la solidarité et de la justice.

Henri Tincq

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

– Le 1er avril 1999,

Valentine

est venue au monde et a fait son premier pied de nez.

Félicitations à sa maman,

Mathilde FEBRER,

et à son papa,

Gérard LE LOUËT.

Remerciements

SOPHIE LAVAUD et FRED FOREST

remercient les personnes qui leur ont témoigné des marques de sympathie à l'occasion du technomariage et les invitent à consulter l'album photos.

www.fredforest.worldnet.net

Décès

– Le directeur du Muséum national d'histoire naturelle,

Les membres du Laboratoire d'entomologie,

L'ensemble des personnels,

ont le regret de faire part du décès de

Claude CAUSSANEL,
professeur du Muséum national d'histoire naturelle,
directeur honoraire
du Laboratoire d'entomologie,

survenu le 3 avril 1999.

Personnalité chaleureuse, administrateur d'une des plus importantes collections d'entomologie du monde, il était également spécialiste d'éthologie et de physiologie des insectes dermaptères.

– Le président,

Les membres du conseil d'administration de la Cancava,

Le directeur général,

Et l'ensemble des administrateurs et du personnel des assurances-vieillesse des artisans,

ont l'immense tristesse de faire part du décès, survenu le 2 avril 1999, de

Lucien CHAUVIER,
directeur général honoraire
de la Cancava.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le 9 avril, à 9 heures, en l'église Saint-Hippolyte, 27, avenue de Choisy, à Paris-13e.

L'inhumation aura lieu le même jour au cimetière de Saint-Jean-Ligoure (Haute-Vienne), à l'issue d'une bénédiction prévue, à 16 h 30, en l'église de la paroisse.

– Jacqueline Copfermann
fait part du décès de

Emile COPFERMANN.

L'incinération aura lieu le 12 avril 1999, à 9 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise (entrée rue des Rondeaux), Paris-20e.

Condoléances sur registre.

(Lire ci-dessus.)

Paulette COQUARD

nous a quittés ce mercredi 7 avril 1999.

Nombreux sont ceux qui, avec nous, la gardent dans leur cœur.

Ses enfants et leurs conjoints :
Claudine et Daniel Karlin,
Catherine Moinot, Martine Moinot,
Anne Gaud et Dominique Baumier,
Elisabeth Gaud et Michel Sandemont,
Florence et Patrick Kirchner,
Nanick Gaud.
Ses petits-enfants et leurs conjoints :
Elise et Thomas,
Mélanie et Rémi,
Céleste et Alex,
Clémentine et Lionel,
Nicolas et Dori,
David et Laetitia,
Diego, Sandra et Jeanlio,
Flora et Patricia,
Anouck et Olivier,
Manoel et Alexandra,
Mathilde et Gouenou,
Thaïs, Lola, Jonathan.
Ses arrière-petits-enfants : Félix,
Joséphine, Julia, Colin, Sofia.

Paulette ayant fait don de son corps à la science, il n'y a pas de cérémonie.

38, rue du Petit-Vieil,
85330 Noirmoutier.

– Les docteurs Sylvie Fraitag, Françoise Plantier, Eduardo Marinho, Jean-Philippe Lab et Bernard Guigui,

Le personnel du laboratoire,

ont la tristesse de faire part du décès brutal de leur associée et amie,

le docteur Jacqueline GUILLEMETTE,
dermatologue,
anatomo-cyto-pathologiste.

Les obsèques auront lieu le 10 avril 1999, à 10 heures, à Fellering, Bas-Rhin.

Ses compétences en dermatopathologie, acquises à l'hôpital Tarnier et dans son exercice libéral, étaient, avec ses qualités humaines, unanimement appréciées.

60, rue de Wattignies,
75012 Paris.
Tél. : 01-43-41-45-45.

– Les amis et collègues
du Musée national
des arts d'Afrique et d'Océanie
ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Sylviane JACQUEMIN,

survenu le 25 mars 1999, et expriment leurs sincères condoléances à sa famille et à ses proches.

– Le 6 avril 1999,

Grégoire LAFORÊT

nous a quittés.

Maroussia, Romain et Augustin.

21200 Meursanges.

– Jean-Michel Darrois,

Stanislas Darrois,

Madoue Mantout

et sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Josette MANTOUT-DARROIS
avocat honoraire,

survenu en son domicile parisien le 6 avril 1999.

Les obsèques auront lieu ce vendredi 9 avril, au cimetière des Batignolles, à Paris-17e.

Réunion à l'entrée principale, 8, rue Saint-Just, par l'avenue du cimetière des Batignolles, à 16 h 30.

– Mamé, Lara, Noah et Sam ont l'immense douleur de faire part du décès de

Claire NUER,

survenu le vendredi 26 mars 1999.

Née en 1933, enfant cachée pendant la guerre, elle a consacré sa vie entière au dialogue et au respect de la diginité humaine.

Touchant à des sujets sensibles avec subtilité et profondeur, elle a eu l'estime, le soutien, de tant d'hommes intègres, justes et courageux.

Honnête, authentique, elle n'a pas su se protéger de la malveillance acharnée, des calomnies et rumeurs assassines.

Généreuse, désintéressée, attachée à ses buts nobles, elle est un exemple pour nous tous.

Avec amour, ses enfants, son mari, sa mère et ses amis.

Une cérémonie aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, le 11 avril. Rendez-vous à 13 h 30, entrée principale, avenue Marx-Dormoy.

La cérémonie se poursuivra par un dernier hommage, au Toit de la Grande-Arche de la Défense.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Participants au cycle de formation ACC de 1993 à 1996, nous avons la douleur de faire part du décès de

Claire NUER.

Pendant ces trois années, elle a formé au soutien psycho-social et à la gestion des conflits près de cent professionnels de l'entreprise, de l'éducation, de la santé et du spectacle. Elle nous a appris à faire de nos difficultés et de nos douleurs les plus profondes des points de départ, de réflexion et de transformation dans nos relations, notre santé, nos activités. Sa force de vie et son humour vont nous manquer.

– Saint-Jean-de-Barrou (Aude).

M. et Mme Jean-Claude Cabanes,
Isabelle et Jean Cabanes,
Corinne et Pierre Cabanes,
font part du décès de leur mère et grand-mère,

Mme Jean PEYTAVI,
née Paule MAZA.

B. P. n° 4, 31600 Muret.

– Le président,
Les présidents d'honneur,
Le conseil exécutif
du MEDEF,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Ambroise ROUX,
ancien premier vice-président du CNPF,
ancien président
de la commission économique.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 15 avril 1999, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot.

(Le Monde du 7 avril.)

– Nice, Paris, Vienne.

Le docteur Marie-Joseph Tête-Thaunat
et François Tête,
son époux,
Monique Georgy-Thaunat
et Jean Georgy,
son époux,
Le docteur Jean-Luc Thaunat,
Agnès Thaunat,
ses enfants,

Olivier, Frédérique, Mathieu, Pierre-Luc, Véronique, Anne-Claire, Caroline et Marie-Eve,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Marie-Antoinette THAUNAT-LEBLANC,

le 5 avril 1999, dans sa soixante-dix-huitième année.

Le soir venu, Jésus leur dit :
Passons sur l'autre rive.
Saint Luc.

3, rue du Docteur-Barety,
06000 Nice.

– M. Roland Willaume,
son époux,
M. et Mme Marc Benattar,
M. et Mme Gérard Willaume,
ses enfants,
Sylvaine, Christine et Jean-Paul,
Samuel, Marie-France et Cécile,
ses petits-enfants,
Pierre et Paul,
ses arrière-petits-fils,
Ainsi que toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Lucie WILLAUME,
née RUMIN,
chevalier dans l'ordre
des Palmes académiques,

survenu le 2 avril 1999, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le mardi 6 avril, en l'église Saint-Eutrope de Chanteloup-en-Brie (Seine-et-Marne), suivie de l'inhumation au cimetière de Chanteloup-en-Brie.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires de décès

– Pour le huitième anniversaire de la mort de

Jean-Michel DÉTROYAT,

rappelé à Dieu le 9 avril 1991,

une pensée toute particulière est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

– Le 9 avril 1979,

Hélène MAISONNET

nous quittait.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

– A l'occasion de l'anniversaire du décès de

M. Joël PRASQUIER,

on se réunira le dimanche 11 avril 1999, à 12 heures, au cimetière de Bagneux.

Mme D. Prasquier.
M. et Mme R. Prasquier.

Colloques

– **Colloque du Consistoire israélite de Paris et de l'ambassade d'Autriche :**

« Figures juives de Vienne : Theodor Herzl, Sigmund Freud, Stefan Zweig et Arnold Schönberg », avec Son Excellence M. l'ambassadeur Franz Ceska, le président Moïse Cohen, MM. Gerhard Weinberger, ministre plénipotentiaire, le professeur Maurice-Ruben Hayoun, secrétaire-rapporteur de l'ACIP, le sous-préfet Alain Boyer, Mme le docteur Inge Scholz-Strasser, le professeur Jacques Le Rider. Salle des mariages de la mairie du 16e arrondissement (71, avenue Henri-Martin, 75116 Paris). Le jeudi 15 avril 1999, à 19 h 45. En présence de M. le maire, Pierre-Christian Taittinger. Inscription obligatoire au 01-40-82-26-33.

Communications diverses

LES MARDIS D'ESPACES MARX
Mardi 13 avril 1999, à 20 heures

L'école et sa crise,
avec Bernard Charlot, professeur en sciences de l'éducation ; Charles Coutel, professeur de philosophie, et Annick Davisse, formatrice.
Maison de la Mutualité,
24, rue Saint-Victor, Paris-5e.

La Maison des écrivains
53, rue de Verneuil,
75007 Paris.

Cycle : manifestation exceptionnelle.
Mardi 13 avril, 19 heures.

La Maison des écrivains organise une rencontre avec trois poètes macédoniens :
Mateja Matevski, Radovan Pavloski, Bogomil Djuzel.

La soirée sera animée par :
Jacques Gaucheron et Jean Laugier.

Cycle : Revue en vue.
Jeudi 15 avril, 20 heures.

La Maison des écrivains vous invite à découvrir la revue *Contre-Vox*, à l'occasion de la sortie de son dernier numéro consacré aux « faits divers ».

Débat et lectures de textes avec :
Christiane Baroche, Huguette Bouchardeau, Franck Evrard, Florence Marguier, Christian Rullier.

Et les comédiens : **Angélique Calfati et Jean-Yvon Lafinestre.**

Renseignements au 01-49-54-68-87/83.
Participation aux frais : 20 F. Entrée libre pour les membres de l'association MdB, les étudiants et les demandeurs d'emploi.

Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 17 h
Permanence le samedi jusqu'à 16 heures

Philippe Warnier
Un homme de foi et de combat

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 9 AVRIL 1999

AUTOMOBILE Les dirigeants de Nissan ont annoncé, mercredi 7 avril, un ambitieux programme de réduction des pertes, qui devront passer de près de 20 milliards d'euros à 5,35 milliards en 2001. ● LA DÉCOUVERTE de pertes dans les comptes de ses caisses de retraite fait toutefois craindre aux analystes financiers d'autres mauvaises surprises. ● RENAULT, qui avait été informé de ce problème, a limité à 36,8 % sa prise de participation dans le numéro deux japonais de l'automobile. ● À L'ORIGINE, le français avait plutôt songé à n'acquérir que 20 % du capital afin de limiter le risque financier. Mais l'exemple de Mazda, dont l'actionnaire principal est l'américain Ford, l'a encouragé à plus d'audace. ● NISSAN devrait bénéficier de la créativité de Renault pour rendre plus attractive une gamme de véhicules aujourd'hui trop sage et trop conformiste.

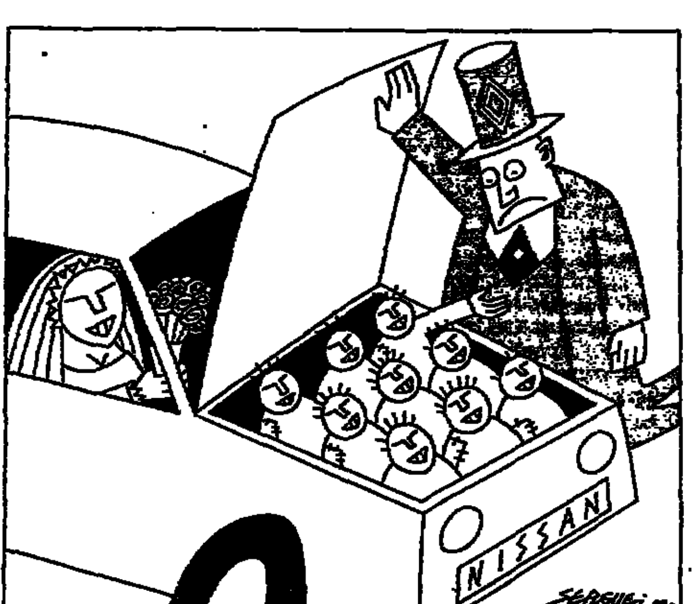
La communauté financière s'interroge sur les risques cachés de Nissan

Le constructeur japonais, dont Renault a acquis 36,8 %, veut diviser sa dette par trois d'ici à 2001
L'annonce d'un important déficit de ses caisses de retraite fait craindre la découverte de nouveaux foyers de pertes

TOKYO
de notre correspondant

Au cours d'une conférence de presse, mercredi 7 avril, le vice-président de Nissan Motor, Kensho Kusumi, a annoncé que le deuxième constructeur automobile japonais entendait accélérer l'apurement de ses dettes, afin d'en ramener le montant à 700 milliards de yens (5,35 milliards d'euros) en 2001, contre 2 500 milliards de yens (19,12 milliards d'euros) à fin mars 1998. L'entrée de Renault au capital du groupe japonais, qui se traduira par l'injection de 640 milliards de yens (4,89 milliards d'euros), doit faciliter la réduction de l'endettement de l'entreprise, a précisé M. Kusumi. Renault a pris soin de limiter sa prise de participation à 36,8 % pour ne pas avoir à consolider l'endettement du groupe japonais, dont le montant a encore progressé au cours de l'exercice écoulé, pour atteindre 3 138 milliards de yens à fin mars 1999 (*Le Monde* daté 28-29 mars).

Les analystes financiers sont sceptiques sur les chances de Nissan de réduire de manière aussi importante son endettement. Le plan annoncé ne tient en effet pas compte de la réforme de la comptabilité des entreprises japonaises en vue de les harmoniser avec les standards internationaux. Ces nouvelles méthodes de comptabilité révéleront-elles des « trous noirs » encore insuffisamment explorés ?



OPACITÉ

C'est ainsi par exemple qu'il a été annoncé une perte de 580 milliards de yens (pratiquement l'investissement de Renault) dans la caisse de retraite de Nissan. Aux termes des nouvelles dispositions de comptabilité des entreprises, cette perte devra figurer dans le passif. Au cours des négociations avec le constructeur automobile japonais, Renault a été informé du montant, bien supérieur à celui attendu, du déficit de la caisse de retraite, et il a, semble-t-il, estimé que ces pertes pouvaient être compensées par ses avoirs immobiliers, qu'il évalue à 400 ou 500 milliards de yens (1 000 milliards selon les estimations faite par Nissan). Le problème est maintenant de savoir si ce montant est définitif. Selon Jean-François Estienne, auteur de *Réforme et avenir des retraites : les enseignements de l'exemple japonais* (Documentation française), *« les fonds de pension japonais restent largement opaques, n'étant pas tenus de rendre publiques les informations les concernant. Dans le cas de Nissan, il existe une dizaine de fonds de pension et la première question que l'on peut se poser est de savoir si le chiffre annoncé couvre l'ensemble de ceux-ci. Seconde question : les fonds de pension ne sont pas les seuls engagements sociaux des entreprises : il y a aussi par exemple les pécules (indemnités de fin de carrière). Selon Nissan, la perte de 580 milliards de yens inclurait le provisionnement des pécules. Mais le périmètre des engagements sociaux de l'entreprise demeure flou. »*

PAS DE DIVIDENDES ?

Nissan n'est assurément pas la seule entreprise nippone à avoir des problèmes avec ses caisses de retraite : c'est également le cas du premier constructeur d'automobiles du pays, Toyota, l'une des entreprises nippones considérée comme la mieux gérée (300 milliards de yens), et de Honda (200 milliards). Mais Nissan enregistre le montant de perte le plus élevé du secteur automobile. *« L'ampleur inattendue du problème a été révélée par des méthodes comptables plus pertinentes »*, poursuit M. Estienne.

Au déficit de la caisse des retraites de Nissan s'ajoutent d'autres déconvenues financières. Selon le quotidien des milieux économiques *Nihon Keizai*, les résultats non consolidés du constructeur automobile à la fin de l'exercice clos le 31 mars dégagent un déficit de 35 milliards de yens (267 millions d'euros), soit trois fois plus que le montant attendu. La situation serait d'autant plus alarmante, poursuit le quotidien, qu'en raison de la remontée des cours de Nissan en mars, les moins-values latentes avaient fortement diminué. Mais les ventes ont baissé de 15,9 % en mars, soit plus que le recul de 10,1 % du marché, et devraient continuer à décliner. Nissan, qui pourrait suspendre la distribution de ses dividendes au cours du premier semestre de l'exercice fiscal qui a commencé le 1er avril, se refuse à commenter les informations du *Nihon Keizai*.

Philippe Pons

Des voitures fiables mais qui manquent d'originalité

MARQUE JAPONAISE la plus vendue en France, Nissan est en fait assez mal connue. Le nouveau partenaire de Renault ne dispose ni de la force de frappe de Toyota – qui devrait devenir le numéro un nippon en France dès 1999 grâce au lancement de la petite Yaris (*Le Monde* daté 21-22 mars) – ni de l'image de marque, à la fois sportive et technologique, de Honda. Un déficit de notoriété sans doute lié à un souci trop affirmé de se fondre dans le paysage automobile européen.

D'abord présent en Europe sous la marque Datsun, Nissan est le premier constructeur nippon à construire des voitures en Europe. La Sunny puis, au début des années 90, la Primera sont considérées comme des exemples d'adaptation à la culture du Vieux Continent. Aux traditionnels points forts des Japonais (fiabilité, prix, équipement, technologie), elles ajoutent un design classique mais conforme à la sensibilité européenne. La croissance de Nissan tient aussi à des modèles promis à une diffusion moins large (le coupé 100 NX, le monospace Serena, les 4 x 4 Terrano et Patrol) mais capables d'attirer l'attention. Alors que la marque cherche avant tout à apparaître comme une sorte de bon élève, discret mais efficace, son succès commercial le plus net est à mettre sur le compte d'un modèle résolument décalé : la petite Micra, présentée en 1992. Sémillante, cette *« Twingo japonaise »* est élue – fait sans précédent pour un modèle *made in Japan* – « voiture de l'année » en 1993.

Malgré la bonne tenue de ce modèle (disponible depuis 1998 avec un petit moteur Diesel fourni par... Peugeot), Nissan n'est plus en position offensive. Verdict des experts : manque de personnalité et renouvellement trop lent de la gamme. Réputées pour leur fiabilité et leur qualité de fabrication, les Nissan offrent des motorisations de bon niveau mais on ne les remarque plus. La Primera, qui sera renouvelée avec un nouveau modèle attendu cet automne au Salon de Francfort, a pris des rides. Sa présentation est devenue banale et sa suspension est beaucoup trop ferme. D'allure très proche, avec leur calandre symbolisant des ailes déployées, les Primera, Almera et Maxima (un haut de gamme à diffusion confidentielle sur le marché français) inspirent confiance. Mais, sur un marché aussi ouvert, s'en tenir à une réputation – justifiée – de fiabilité (*« made in qualité »* est le slogan publicitaire de la firme) ne suffit plus. La gamme, privée du petit coupé 100 NX, s'est affadie et l'absence de notoriété de la marque réduit les effets d'entraînement que pourraient engendrer les modèles les plus en vue (notamment le très réputé 4 x 4 Patrol).

VÉHICULES D'« INGÉNIEUR »

Nissan, soucieux de consolider des positions chèrement acquises plutôt que de prendre des risques, paie aujourd'hui d'avoir trop joué la sécurité, notamment en milieu de gamme. Le ralentissement du rythme de renouvellement des modèles, imputable aux difficultés du groupe, a accentué cette impression de *« voitures passe-partout »*. Pour l'avenir, la firme promet des modèles plus originaux. Présenté lors du dernier Mondial de l'automobile en octobre 1998, le concept-car Kyxx créé par *« de jeunes designers »* du centre de style Nissan de Munich cherche à refléter cette nouvelle démarche, plus audacieuse. A court terme, le futur petit monospace Tino amorce un léger changement de style.

« Voitures d'ingénieur » avec tout ce que cela peut avoir d'avantages (performances, technicité) et d'inconvénients (manque d'originalité, difficultés à saisir les phénomènes de mode), les Nissan ne jouent pas sur le même registre que les Renault. Reconnu comme un constructeur très versé dans l'innovation, capable de *« sentir »* l'évolution des goûts automobiles et de créer de véritables concepts, la marque au losange peut apparaître comme un partenaire complémentaire, capable d'insuffler une certaine créativité dans la gamme Nissan. Malgré la similitude de leur slogan publicitaire – en France, Renault décline ses *« voitures à vivre »* alors que, au Japon, Nissan proclame *« Life together »* (« Vivre ensemble ») –, les évidentes différences de culture entre ces deux constructeurs généralistes peuvent constituer un ferment de discorde. Mais elles peuvent aussi les rapprocher.

Jean-Michel Normand

Carlos Ghosn devra quitter Renault

Une des conditions de l'alliance entre Renault et Nissan (*Le Monde* daté 28-29 mars) était que Carlos Ghosn, jusqu'ici directeur général adjoint de Renault, soit nommé directeur général de Nissan. Implicitement, cela signifiait que M. Ghosn allait devoir quitter Renault et que Louis Schweitzer perdait son numéro deux.

Ce sera chose faite le 27 juin, lorsque l'assemblée générale de Nissan nommera M. Ghosn à son conseil d'administration. Ce jour-là, celui que l'on présente souvent comme le dauphin de M. Schweitzer quittera paradoxalement Renault, tout comme les trente à quarante cadres qui l'accompagneront au Japon. Louis Schweitzer se donne trois mois pour lui trouver un successeur. Shemaya Lévy assurera l'intérim de M. Ghosn.

Neuf mois de négociations discrètes, de doutes... et de certitudes

« PACIFIQUE ». C'est sous ce nom de code que le secret du rapprochement entre Renault et Nissan était bien gardé. Discrétion méritoire lorsqu'on sait que deux cents personnes ont travaillé sur le projet (une centaine chez chaque constructeur) pendant près de neuf mois.

RÉCIT
« La seule crainte de l'opération était de rééditer un second Volvo »

Au départ, une conviction, celle de Louis Schweitzer : *« L'Asie est un champ possible mais difficile. »* La crise qui touche la région à la fin de 1997 provoque un changement dans les rapports de forces : autrefois conquérante, l'Asie devient une terre d'investigation pour rechercher un partenaire.

Au cours d'un premier périple dans la région, le PDG de Renault se rend compte que les capacités de production sont excédentaires, les réseaux de distribution sous-employés. Or, pour Renault, construire une usine de toutes pièces est trop coûteux. Il vaut mieux adopter la « stratégie du coucou », c'est-à-dire profiter des sites existants d'un partenaire pour développer ses propres modèles de voitures.

C'est dans cet état d'esprit que Renault entame ses recherches, d'abord en Corée, sans succès, puis au Japon. Quatre dossiers sont étudiés. Suzuki et Subaru sont vite écartés. Mitsubishi retient davantage l'intérêt, mais le constructeur japonais discute avec Volvo d'un élargissement de leur partenariat, aujourd'hui limité à l'Europe. C'est alors que Renault commence à s'intéresser à Nissan.

Les premiers contacts remontent à juin 1998. *« Dès le départ, nous avons compris que nous tombions bien,* raconte Georges Douin, directeur général adjoint, responsable des opérations internationales. *Nissan était lui aussi à la recherche d'un partenaire. »* Les discussions débutent sur des bases modestes, comme la location d'usines ou la commercialisation de véhicules. Mais le constructeur japonais fait comprendre qu'il est prêt à discuter d'une alliance plus globale. Face à ces bonnes dispositions, M. Schweitzer décide de rencontrer son homologue japonais. La rencontre a lieu le 22 juillet, au siège de Nissan, à Ginza, le quartier d'affaires de Tokyo. Les deux hommes semblent sur la même longueur d'onde et sont résolus à voir ce qui pourrait être fait ensemble.

ÉCHANGES D'INFORMATIONS

La palette est large : vingt-quatre sujets d'études sont répertoriés. Cela va des moteurs aux coopérations géographiques, en passant par le partage de plates-formes communes. Chacun y met de la bonne volonté, mais le monde de l'automobile est un milieu où l'on garde jalousement ses secrets de fabrication. Or, pour établir si cela coûte moins cher de fabriquer une voiture à deux plutôt que seul, il faut parler prix et marges bénéficiaires... *« Dans les deux tiers des cas, les échanges d'informations se faisaient de façon spontanée, mais parfois il fallait l'intervention de chacune des directions pour que les deux équipes collaborent »*, explique M. Douin. Visite d'usines, échange de plans, tout est mis à plat.

Les réunions se succèdent à Paris, Tokyo, Mexico, dans à peu près tous les sites des deux groupes à travers le monde. Chaque mois, un comité se réunit pour faire le point sur l'avancée des travaux. Les complémentarités entre les deux entreprises se précisent peu à peu, la stratégie industrielle devient évidente. Les modalités financières elles, n'interviendront que dans la dernière ligne droite, à partir du mois de décembre.

« On était partis sur une base de 20 %, mais, très vite, on s'est fixé sur une participation autour de 35 %. » Le précédent Ford-Mazda, seul exemple d'une participation financière significative d'un groupe occidental dans une entreprise japonaise, a été étudié à la loupe. *« Cela nous a servi de repère culturel et financier, mais on n'a pas copié le modèle en tant que tel »*, relativise un proche du dossier. Les comptes de Nissan sont ensuite épluchés. *« La vraie question était de savoir si, en soulevant un tapis, on n'allait pas découvrir quelque chose de désagréable »*, raconte un financier. Mais, à partir de décembre, Renault n'est plus seul sur les rangs. DaimlerChrysler, qui étudiait les camions de Nissan, se dit maintenant intéressé également par la voiture : Jürgen Schrempp, le PDG de DaimlerChrysler, en meurt d'envie, malgré les réticences de son management. Renault, dont la notoriété est quasiment inexistante en Asie, part avec un handicap sérieux face à Mercedes, synonyme de puissance et de fiabilité et dont la force de frappe financière est sensiblement supérieure. Le contenu des négociations est lui aussi modifié : Nissan demande désormais à Renault de prendre en compte dans son offre sa filiale camions, Nissan Diesel.

LE TEMPS DES CHASSÉS-CROISÉS

Le doute s'installe. Le 1er mars, Louis Schweitzer, qui rend compte de l'avancée des négociations à son conseil d'administration, évoque *« à peine une chance sur deux »*. Pessimisme excessif ou profil bas pour s'éviter de fausses joies ? Quelques semaines plus tard, M. Schweitzer lâchera : *« La seule crainte de l'opération était de rééditer un second Volvo* [allusion à l'échec du rapprochement avec le suédois en février 1994]. *»*

Les semaines suivantes sont difficiles. On assiste à d'extravagants chassés-croisés : les mêmes équipes de Nissan négocient à la fois avec Daimler et avec Renault ! Le 10 mars, alors qu'une réunion entre des représentants des deux constructeurs se déroule à Tokyo, à l'étage au-dessus, Jürgen Schrempp est reçu par Yoshikazu Hanawa, président de Nissan. Le PDG allemand annonce qu'il rompt ses discussions pour se concentrer sur la fusion avec Chrysler.

A 10 000 kilomètres de là, au Salon de l'auto de Genève, Louis Schweitzer discute en petit comité sur le stand Renault, quand on vient lui apporter une dépêche annonçant la bonne nouvelle. Le président lit le petit bout de papier. *« Il est resté très calme. Mais, pour ceux qui le connaissent bien, une expression pouvait se lire sur son visage. On savait qu'un verrou avait sauté »*, raconte Alain Dubois-Dumée, directeur de la communication de Renault.

Une fois le prétendant encombrant écarté, Renault a tous les atouts en main. Tout va se sceller dans l'après-midi du 13 mars. Pour des raisons de commodité, le rendez-vous est fixé à Roissy, à l'hôtel Sheraton. Une nouvelle fois, des indiscrétions ont filtré du Japon. M. Hanawa est attendu par une meute de journalistes à sa descente d'avion. Sur les télévisions japonaises, on donne dans le roman-photos. Sur des images de l'hôtel, les commentateurs dissertent sur les dispositions des deux futurs mariés. A l'intérieur, on met la main aux derniers détails de l'opération. Aux côtés des deux présidents, leurs banquiers – américains – respectifs, Merrill Lynch pour Renault, Salomon Brothers pour Nissan, ainsi que deux des hommes-clés du rapprochement : Georges Douin et Yutaka Suzuki. C'est là que Louis Schweitzer remet une offre informelle de prise de participation.

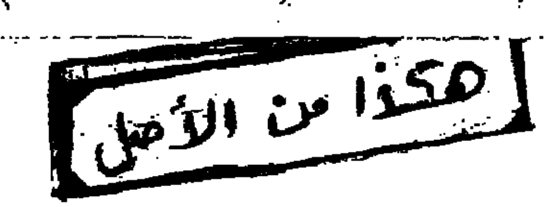
Le 16 mars, le projet est présenté au conseil d'administration de Renault. Le sujet ne figure pas officiellement à l'ordre du jour, dont l'essentiel est constitué par l'approbation des résultats 1998. Mais M. Schweitzer a informé en tête à tête chacun des administrateurs.

« RISQUES ET SACRIFICE »

Le jour du conseil d'administration, Carlos Ghosn, directeur général adjoint de Renault et futur numéro deux de Nissan *(lire ci-dessus)*, explique aux administrateurs la pertinence de l'opération, schémas et transparents à l'appui. *« Vous avez bien mesuré les risques que vous prenez et le sacrifice que cela représente pour les gens que vous envoyez là-bas ? »*, lance un administrateur.

Après trois heures de réunion, le projet est approuvé. Un comité central d'entreprise a lieu dans la foulée. Dans un communiqué, Renault se dit prêt à prendre *« 35 % environ »* du japonais. Le conseil d'administration de Nissan donne son aval à son tour. Rendez-vous est pris pour le samedi 27 mars, date de la signature finale, à Tokyo. L'opération « Pacifique » prend fin ce jour-là comme elle a commencé : dans la discrétion la plus totale, loin des caméras, les deux présidents signent peu avant son annonce officielle l'accord historique.

Stéphane Lauer



LVMH reste candidat au rachat de Gucci

Le groupe italien étudiait jeudi 8 avril les nouvelles propositions de Bernard Arnault

LA GUERRE que se livrent Pinault-Printemps-Redoute (PPR) et LVMH pour la conquête de Gucci se durcit. Le groupe LVMH persiste à vouloir faire l'acquisition du groupe de luxe italien, malgré la présence du groupe de François Pinault, appelé à la rescousse par la direction de Gucci. LVMH à clarifié mercredi 7 avril les conditions de son offre publique d'achat (OPA), qu'il dit « amicale », à Londres. Les délégations étaient menées par Pierre Godé, bras droit de Bernard Arnault, pour LVMH, et Adrian Bellamy pour Gucci, dont il est président du conseil de surveillance.

LVMH a cherché à rassurer les Italiens en présentant son projet industriel : synergies commerciales, indépendance du groupe, maintien du management. Selon un familier du dossier, le prix proposé par action serait de 91 dollars en cas d'annulation de la présence de PPR dans le capital et de 85 dollars dans l'autre cas. Une manière de montrer que l'offre est assez attirante pour que Gucci ne puisse pas refuser de l'étudier. L'action a terminé la séance, mercredi 7 avril, au cours de 78 dollars.

Le problème de LVMH est de faire sauter le verrou que représente PPR dans le capital du groupe italien. Avant de rentrer en négociation, Pierre Godé déclarait : *« En l'état actuel des choses, le contrôle de Gucci a été transféré chez PPR. Nous espérons que la situation change pour que le jeu soit plus ouvert. »* Lors de cette réunion, LVMH aurait demandé à Gucci de faire des propositions pour que son OPA ne soit pas bloquée par la présence déja très forte de PPR.

Dans ce but, deux solutions auraient été proposées par LVMH à Gucci : tout d'abord, une augmentation de capital réservée à LVMH pourrait permettre à PPR et à LVMH de revenir à hauteur de 30 % chacun afin de démarrer l'OPA à égalité. Deuxième solution envisagée : une option qui accorderait à LVMH la possibilité d'acquérir en priorité une partie du capital flottant de l'entreprise (environ 33 %) afin d'atteindre au moins 50,1 %. Ces propositions auraient été acueillies froidement par Gucci. *« Les discussions ont été serrées »*, raconte un des participants. Le conseil de surveillance de Gucci se réunit depuis 8 heures à Londres, jeudi matin. Dans la journée, la réation de Gucci face aux propositions de LVMH devait être connue.

Sauf surprise, PPR n'a pas l'intention de surenchérir, du moins dans un premier temps, sur l'offre de LVMH. Le groupe de François Pinault s'est d'ores et déjà assuré de la maîtrise de plus de 46,7 % du capital, en comptant les 4,7 % détenus par les dirigeants de Gucci. Il suffit donc que des actionnaires représentant 3,3 % se laissent convaincre par PPR pour faire échouer l'OPA de LVMH.

PROTESTATIONS D'INDÉPENDANCE

Encore faut-il que n'apparaisse pas une « action de concert » entre PPR, Gucci et ces autres, avec lesquels serait franchi le seuil fatidique de 50 %. Un cas de figure qui obligerait le groupe de François Pinault à lancer une OPA sur la totalité du capital.

C'est pourquoi Domenico De Sole, PDG de Gucci, s'emploie à apparaître aussi indépendant que possible de François Pinault. Il a ainsi assuré au *Figaro* du 26 mars que le lancement d'une OPA par LVMH est *« pour* [lui] *une grande victoire »*, faisant mine de renvoyer dos-à-dos les deux prédateurs, alors que c'est lui qui est allé chercher PPR. *« Je n'ai pas à me prononcer, je suis au service de mes actionnaires »*, affirme-t-il.

Pour augmenter la pression sur son concurrent, le président de LVMH a concocté une offensive parallèle habituelle chez lui. Comme on le laisse entendre dans l'entourage de François Pinault, il aurait tenté de rentrer dans le capital de PPR. N'y parvenant pas, il a jeté son dévolu sur Bouygues dont François Pinault, *via* Artemis, détient 15,2 % du capital. Le Groupe Arnault, la holding personnelle de LVMH, a annoncé le 1er avril détenir au moins 6,3 % du capital de l'entreprise de BTP. Le propriétaire de Dior a, de plus, recruté Nicolas Bazire comme directeur général de sa holding, Groupe Arnault. Ancien collaborateur d'Edouard Balladur, M. Bazire est un proche de Nicolas Sarkozy, lui-même avocat et ami de Martin Bouygues.

Chez PPR, on se déclare serein quand à la solidité du pacte d'actionnaires qui lie François Pinault à Martin Bouygues. Plus que jamais, l'affaire Gucci apparaît comme un duel personnel entre les deux hommes d'affaires les plus riches de France.

Laure Belot et Pascal Galinier

Cap Gemini se renforce aux Etats-Unis en achetant Beechwood pour 1,2 milliard de francs

Le groupe français entend développer son nouveau métier de « gestion des clients »

Cap Gemini a annoncé, jeudi 8 avril, l'acquisition de Beechwood pour 200 millions de dollars (1,2 milliard de francs). Cette société est spécialisée dans le conseil et les services informatiques aux opérateurs de télécommunication. Le groupe français se donne ainsi les moyens de développer outre-Atlantique son nouveau métier de « gestion des clients ». Un relais de croissance après le fameux passage à l'an 2000.

DEPUIS l'augmentation de capital de 3,7 milliards de francs réalisée en mars 1998, Cap Gemini, la première société de services informatiques française, cherchait à faire une acquisition aux Etats-Unis.

C'est désormais chose faite. Jeudi 8 avril, le groupe a annoncé avoir racheté Beechwood pour 200 millions de dollars (1,2 milliard de francs, 185 millions d'euros). Cette société est spécialisée dans le conseil et les services informatiques aux opérateurs de télécommunication, avec une clientèle de grands noms comme AT&T, Bell Atlantic ou GTE. En forte croissance et très rentable (une marge d'exploitation supérieure à 10 %, comparable à celle de Cap Gemini), Beechwood sera intégré dans la division télécommunication de Cap Gemini aux Etats-Unis (130 millions de dollars) et viendra renforcer la présence américaine du groupe français (4 000 employés et 623 millions de dollars de chiffre d'affaires).

DOUBLE INTÉRÊT

L'intérêt de cette acquisition est double, explique Paul Hermelin, membre du directoire de Cap Gemini. *« Elle offre à Cap Gemini une expertise dans les logiciels de gestion des réseaux téléphoniques qui pourra être étendue en Europe. En retour, Cap Gemini pourra proposer aux grands clients de Beechwood son offre de service dans la gestion de clientèle et la facturation. »* Une nouvelle activité en très forte croissance, dont les opérateurs de télécommunication sont très friands.

En effet, depuis deux ans, les entreprises semblent redécouvrir une évidence. Leur croissance future repose sur leur capacité à attirer de nouveaux clients et à fidéliser les anciens. *« Après une décennie passée à se restructurer ou à fusionner dans le but de réduire au maximum les coûts, les entreprises ont décidé de développer leur chiffre d'affaires en reconquérant des clients »*, explique Jean-Louis Prévidi, analyste du Meta Group, en charge des services informatiques et des réseaux de télécom.

L'enjeu est important : une étude de la *Harvard Business review* estime que les entreprises perdent naturellement près de 50 % de leurs clients tous les cinq ans. Et le simple fait de réduire le taux de défection permet d'augmenter très sensiblement le bénéfice net dans les années à venir. Par ailleurs, la dépense nécessaire pour recruter un nouveau client est nettement plus importante que celle engagée pour le retenir. Ainsi aux Etats-Unis, le coût de recrutement d'un abonné au téléphone mobile est estimé à 300 dollars (280 euros) alors qu'il suffit de dépenser 100 dollars pour le fidéliser. De quoi faire réfléchir les directions générales des groupes.

Selon les enquêtes réalisées auprès des clients de Cap Gemini, la grande majorité des projets informatiques futurs donneront la priorité à la gestion du client. Ce nouveau concept, baptisé CRM *(customer relationships management*, gestion de la relation client) est en train de prendre son envol. Il répond aux besoins de connaître le client, de mieux le cibler pour lui offrir une offre adaptée, puis de gérer l'après-vente. Les entreprises de télécommunication, les banques, les compagnies d'assurances et toutes les sociétés de distribution qui gèrent une importante base de clientèle se sont déjà lancées dans l'aventure.

FORT POTENTIEL

Selon le cabinet d'études américain Forrester Research, le marché est évalué 1,5 milliard de dollars (3 milliards en incluant les conseils et l'intégration) et devrait croître de 50 % à 60 % par an. Selon, Denis Collart, reponsable mondial de l'activité management client et marché chez PriceWaterhouseCoopers, le marché mondial du CRM devrait, à l'horizon 2002, atteindre 7 milliards de dollars et rattraper pratiquement celui des fameux ERP *(enterprise resource planning)* développés par les éditeurs de logiciels SAP, Oracle, People Soft ou Baan. Des outils centrés uniquement sur la gestion de la production des entreprises.

Le marché du CRM n'a véritablement décollé qu'avec l'apparition d'outils informatiques capables de gérer la relation très complexe et difficile à standardiser entre l'entreprise et ses clients. Aujourd'hui, trois éditeurs américains de logiciels, Siebel, Vantive et Clarify, proposent des produits permettant aux équipes commerciales, marketing et d'après-vente de partager la même information sur les clients.

Les sociétés de conseils en stratégie et les sociétés de services informatiques (comme Cap Gemini) ont vite compris l'intérêt qu'elles pouvaient tirer de l'émergence de ce nouveau concept. Il leur permettra de trouver un puissant relais de croissance, une fois épuisés les projets informatiques portant sur le passage à l'an 2000 et sur l'intégration des progiciels ERP.

Pour sa première année d'activité dans le conseil et l'intégration de projets CRM, PriceWaterhouseCoopers devrait réaliser 500 millions de dollars (3 milliards de francs) de chiffre d'affaires. Et Cap Gemini, qui a signé un accord de partenariat mondial avec Siebel, a vu son activité dans ce nouveau secteur atteindre, en un an, 1 milliard de francs de chiffre d'affaires.

Enguérand Renault

Nouvelle étape pour le Crédit foncier

APRÈS QUATRE ANNÉES D'ERREMENTS, le dossier du Crédit foncier de France (CFF) pourrait enfin trouver une issue. Une nouvelle procédure est en marche. Le ministère de l'économie avait interrompu le 8 septembre 1998 les discussions engagées avec le consortium américain GMAC-Bass, associé aux Caisses d'épargne et au Crédit commercial de France (CCF). Depuis, les choses ont changé : les Caisses d'épargne et leur nouveau président Charles Milhaud s'intéressent fermement au dossier, François Lemasson a remplacé Jérôme Meysonnier à la tête du Foncier début février, la création d'un marché des obligations foncières a été rendue effective par la loi sur l'épargne et la sécurité financière et Bercy veut nettoyer un peu plus l'établissement pour le rendre encore plus attrayant.

Un conseil d'administration devait se tenir jeudi 8 avril et entériner une recapitalisation d'un peu plus de 1,8 milliard de francs (274 millions de francs), opération qui doit recevoir le feu vert de Bruxelles. Elle sera supportée par la Caisse des dépôts et consignations (CDC), actionnaire à 90,6 % du Foncier. La CDC a toujours refusé de porter la casquette d'actionnaire direct. Il n'empêche. Cette opération sera financée sur ses fonds d'épargne. Il reste néanmoins plusieurs dossiers à régler. La vente de la filiale de caution du Foncier, Crédit Logement, doit être opérée. Or, il était jusqu'ici prévu que les banques détiennent chacune une participation de 17 %. Les opérations en cours BNP-Paribas-Société générale pourraient changer la donne. Il reste à établir la convention entre l'Etat et l'établissement sur le secteur aidé.

« Après cette première étape, le processus d'adossement sera lancé, avec l'élaboration d'un cahier des charges, qui devrait être bouclé fin avril », explique un proche du dossier. *« Des marques d'intérêt d'une dizaine de candidats se sont manifestées pour le nouveau Foncier »*, poursuit-il. Le Crédit immobilier de France, la Caisse des dépôts du Québec, des banques hypothécaires allemandes ou hollandaises, entre autres, sont intéressées. La vente devrait en principe être finalisée fin juin.

L'intersyndicale a de son côté marqué sa préférence pour l'Ecureuil, qui serait aussi celle de Bercy. Certains syndicats émettent toutefois des doutes. La CFDT dénonce dans un communiqué du 1er avril *« le manque de transparence »* des discussions.

P. Sa.

Usinor ouvre des négociations sur l'emploi

LA DIRECTION d'Usinor a ouvert, mercredi 7 avril, une importante négociation sur l'emploi dont les 35 heures ne sont qu'un élément. En 1990, la direction et quatre syndicats avaient signé un accord innovant intitulé Cap 2000. Son objectif était – après quinze ans de saignées dans les effectifs – la mise en place d'une nouvelle organisation basée non plus sur une logique de postes mais sur les compétences des ouvriers. Le groupe, qui emploie 40 000 salariés mais a annoncé récemment 3 000 suppressions d'emplois, veut amplifier la démarche.

35 HEURES

Jean-Claude Georges-François, directeur général adjoint, veut continuer à transformer les organisations en développant le temps partiel, qui concerne déjà 15 % des salariés, un taux rare dans l'industrie. Depuis 1995, les quinquagénaires sont fortement incités à réduire leur temps de travail. Les syndicats craignent que cette incitation se transforme en obligation. M. Georges-François veut privilégier les préretraites progressives. Cinq rencontres sont prévues. Elles porteront sur l'organisation du travail (le 20 avril), le temps de travail (6 mai), les systèmes et les structures de rémunérations que la direction veut harmoniser mais aussi individualiser (le 20 mai). Le 15 juin, la direction devrait remettre un texte aux syndicats et un accord pourrait intervenir le 26 juin.

Les syndicats ont insisté sur le malaise qui règne dans le groupe depuis l'annonce de la vente d'Unimétal et des aciers spéciaux, ce qui représente 25 % de l'activité d'Usinor (*Le Monde* du 25 septembre 1998). Tous souhaitent que les 35 heures aient un effet sur l'emploi. Mais la direction fait remarquer qu'entre le temps partiel et les salariés en équipes, 30 % des salariés travaillent déjà moins de 35 heures. De plus, les négociations pourraient être perturbées par la présentation officielle des plans sociaux concernant 3 000 salariés, essentiellement des techniciens, employés et membres de l'encadrement.

Frédéric Lemaître

Eurex devance les marchés à terme de Chicago

APRÈS AVOIR RÉUSSI à reprendre au Liffe, son homologue britannique, l'essentiel de l'activité sur son produit phare, le contrat à terme Bund référencé sur les emprunts d'Etat allemand à dix ans, Eurex, le marché à terme électronique germano-helvétique, a aujourd'hui d'autres raisons d'être fier. En mars, il a enregistré pour la première fois de son histoire un volume d'activité de 33,8 millions de contrats échangés, dépassant ainsi son record de septembre 1998 (28,25 millions). Ces résultats lui ont permis de décrocher la première place en termes de volume parmi les marchés mondiaux. La victoire est double pour Eurex : il devance le marché à terme américain CBOT, qui a réalisé en mars un volume de 23,4 millions de contrats et, surtout, qui détenait la première place des marchés mondiaux grâce aux 28,8 millions de contrats échangés en septembre 1997. Le volume en mars du marché à terme français (produits actions et taux confondus) a atteint quant à lui 16,39 millions de contrats.

La BNP répond par sondage à la Société générale et à Paribas

TANDIS QUE DANIEL BOUTON, PDG de la Société générale, et André Lévy-Lang, président du directoire de Paribas, détaillent leur projet de fusion à deux – un projet ouvert à des partenariats européens – dans *Les Echos* et *Le Figaro* du jeudi 8 avril, la BNP continue de défendre son projet à trois avec un sondage, commandé à l'institut BVA et réalisé les 2 et 3 avril auprès de 968 hommes et femmes. Plus de 70 % des personnes interrogées pensent qu'il est utile que les banques françaises se rapprochent. 74 % estiment que les rapprochements bancaires sont une bonne chose pour la France, 28 % seulement que c'est une mauvaise chose pour les clients. 65 % ont entendu parler du projet de la BNP. 53 % le perçoivent comme une bonne chose. Les députés, qui ont entendu mardi les présidents des trois banques, ne se sont pas prononcés en faveur de l'un ou l'autre projet. *« Je garde mes interrogations sur le coût social »* du projet BNP, a toutefois commenté Jean-Louis Borloo (UDF, Nord).

Les agences photographiques françaises pourraient changer de mains

La filiale de Bill Gates, Corbis, chercherait à acquérir deux agences de presse photographiques françaises, Gamma et Sygma. De nombreuses discussions sont aussi en cours avec d'autres groupes anglo-saxons, dont Getty et Visual

DEUX SYMBOLES des agences photographiques françaises, Gamma et Sygma, vont-ils être rachetés par Corbis, la société américaine d'images d'illustration et d'actualité, détenue par Bill Gates, le très médiatique fondateur de Microsoft ? Un accord similaire a failli être conclu, il y a quelques semaines, entre Sygma et le groupe britannique Getty, un des concurrents de Corbis sur le marché de l'image d'illustration. *« Il existe des discussions avec les uns, les autres, comme les sociétés britanniques Getty ou Visual, ou encore le groupe américain Corbis. On nous prête aussi des rumeurs de fusion avec Gamma. Ce sont des conversations, il n'existe à l'heure actuelle aucun projet avancé »*, tempère Jean-Marc Smadja, PDG de Sygma.

Getty, implanté à Paris par le biais de l'agence Fotogram-Stone, assure qu'aucune offre formelle n'a été faite en vue du rachat de Gamma ou Sygma. Corbis, dont la direction américaine n'a pas commenté ces rumeurs d'acquisition sur le marché hexagonal, a conclu fin 1997 un partenariat avec l'agence française Sipa pour diffuser son catalogue en France. La firme de Bill Gates souhaitait racheter Sipa mais Goksin Sipahioglu, son PDG, a refusé. Le fonds de pension américain Cassandra serait également intéressé par le marché français des agences photographiques.

Des changements capitalistiques semblent inéluctables. Pour Jean-Marc Smadja, qui, en mai 1998, a pris les rênes de Sygma après le départ, dans un climat de fortes tensions, du fondateur de l'agence, Hubert Henrotte, *« des rapprochements entre les différentes agences dans le monde ou encore un adossement à des grands groupes deviendront inévitables »*. A Gamma, la direction va dans le même sens : *« Les discussions avec Sygma en vue d'un rapprochement sont anciennes. Une recapitalisation est également essentielle. Nous intéressons beaucoup de monde. »*

IMPORTANTS INVESTISSEMENTS

Les motifs de ces discussions sont d'abord liés aux investissements à opérer. Les sauts technologiques réalisés dans la photographie et notamment le passage au numérique – prise de vue, archivage, transmission d'images – coûtent cher. Sygma a investi en moyenne 3 à 4 millions de francs par an (450 000 à 600 000 euros) depuis cinq ans pour convertir la production photographique au tout-numérique et permettre la consultation, en ligne, de ses 750 000 images disponibles.

Or les agences généralistes que sont Gamma et Sygma, qui ont gagné leur réputation en produisant des images d'actualité, secteur aujourd'hui beaucoup moins rentable, sont dans une situation financière fragile. D'autant que leurs charges sont lourdes. *« Avec le cadre juridique et social qui leur est imposé, les agences photographiques françaises n'arrivent pas à vivre et à se développer pour faire face à la concurrence »*, résume Daniel Renouf, président de la Fédération française des agences de presse (FFAP).

Si la direction de Sygma revendique *« un résultat étal »* (proche de zéro) pour un chiffre d'affaires de 180 millions de francs (27,44 millions d'euros) en 1997, il est probable que le départ de Hubert Henrotte et de sa femme, Monique Kouznetzoff, qui dirigeait le secteur lucratif de l'image de personnalités – cette dernière a créé une autre agence, H et K – ait affaibli la structure.

Gamma a pour sa part présenté des exercices déficitaires de 1994 à 1997, mais se refuse à dévoiler sa situation actuelle, tout en ajoutant qu'elle est *« en bonne voie de redressement »*.

TOURNER LA PAGE

Ces négociations traduisent aussi un bouleversement du marché de la photographie imprimée, qui glisse de la production d'images d'actualité vers la diffusion d'images d'illustration (archives, photos mises en scène avec des mannequins, vues standardisées). C'est la raison pour laquelle nombre de photographes se disent inquiets de l'arrivée potentielle de groupes comme Corbis dont les impératifs financiers divergent des préoccupations d'une agence de presse, persuadés qu'ils ne pourront plus « couvrir » l'actualité comme aujourd'hui.

Enfin, l'entrée de groupes anglo-saxons dans le capital de Gamma et Sygma viendrait tourner la page, déjà écornée, d'une domination française sur le photojournalisme mondial depuis le début des années 70.

Michel Guerrin et Nicole Vulser

Environ 160 agences

- Il existe près de cent soixante agences photographiques dans l'Hexagone. Quatre-vingts ont un statut d'agence de presse photographique (elles réalisent plus de 50 % de leur chiffre d'affaires avec la presse) et quatre-vingts sont des « agences photographiques », qui travaillent pour les agences de publicité ou l'édition.
- Le chiffre d'affaires global des agences de presse photographiques avoisine 800 millions de francs (122 millions d'euros), dont la moitié est réalisée par Gamma, Sygma et SIPA.
- L'AFP, Reuters et AP ont également un service de téléphoto.

Corbis, une collection de 25 millions de clichés

Fondée en 1989, Corbis, la banque d'images de Bill Gates, est rapidement devenue l'un des pionniers de la photographie numérique, accessible sur Internet. Scindée en deux divisions, Corbis Images et Corbis Production, le groupe américain, co-dirigé par Steve Davis et Anthony Rojas, regroupe une collection de 25 millions d'images, dont 1,4 million sont commercialisées sur la Toile.

Le fonds recouvre une palette très vaste, depuis la photo historique jusqu'aux portraits de célébrités, l'illustration, le photo-journalisme ou la photographie artistique. Les images proviennent de plus d'un millier de sources différentes : de photographes professionnels, mais aussi de collections de musées, d'institutions culturelles, de collections privées ou publiques. On y trouve ainsi les photographies d'Ansel Adams ou encore les reproductions des œuvres de la National Gallery à Londres, du Musée de Philadelphie ou du Musée de l'Hermitage à Saint-Pétersbourg. Aux Etats-Unis, Corbis a signé un accord de partenariat de fourniture d'images avec Hachette Filipacchi New Media et le magazine *Première* (groupe Lagardère).

Le conflit entre les actionnaires de « Midi libre » se poursuit

L'AFFRONTEMENT entre l'actuel PDG de *Midi libre*, José Frèches, et son prédécesseur, Claude Bujon, débarqué cet automne, continue à se développer à Montpellier, sur un double plan, juridique et capitalistique. Avec un peu plus de 1 % des actions, José Frèches peut continuer à présider *Midi libre*. D'une part, le tribunal de commerce de Montpellier a confirmé, mercredi 7 avril, que *« l'éviction de l'ancien président du quotidien* Midi libre, *Claude Bujon, était régulière »*.

D'autre part, il a accordé le même jour un délai de trente jours pour permettre à M. Frèches de régulariser sa situation dans le cadre d'une autre affaire. Une actionnaire du journal, Colette Walcker – proche de la famille Bujon –, conteste les conditions dans lesquelles M. Frèches a acquis des actions de Pierre Fabre. Ces actions lui ont permis de devenir administrateur de Gemili, la société de gestion de *Midi libre*, puis d'en être nommé président lors du conseil d'administration du 24 octobre 1998, au cours duquel Claude Bujon a été destitué.

Dans ces attendus, le tribunal a reconnu que la procédure d'agrément de la cession de ces actions, prévue dans les statuts du journal, n'avait pas été respectée à la lettre. Il admet que M. Frèches ne remplit pas les conditions qui lui permettent d'exercer sa présidence. Mais, considérant que *« le prononcé de la nullité des opérations visées risque d'être préjudiciable à* [la] *société en la privant brutalement de ses organes de gestion »*, il sursoit à statuer et donne un délai de trente jours pour régulariser la situation.

Le 23 avril prochain, le conseil d'administration de Gemili, présidé par José Frèches, devrait reprendre la procédure d'agrément de la cession des actions de Pierre Fabre de zéro, dans l'attente d'un aval définitif du tribunal. Sauf nouveau rebondissement, puisque Colette Walcker a entamé une autre procédure qui devait être examinée, dès jeudi 8 avril, par le même tribunal en référé, et qui demande la mise sous séquestre des actions de M. Frèches et la nomination d'un administrateur provisoire.

UNE OFFRE « IRRÉALISTE »

L'avenir du quotidien devrait se jouer lors de l'assemblée générale des actionnaires, le 26 juin, jour où l'on saura si José Frèches dispose d'une réelle majorité. Et sur ce front s'est ouvert une autre guerre. Manuel Diaz, ancien maire de Millau (qui fut propriétaire de 5 % de *Midi libre* avant de revendre ses actions à Hachette), et proche de la famille Bujon, a écrit aux actionnaires pour leur proposer de racheter 3 200 francs (487,84 euros) leurs actions de *Midi libre*.

De son côté, Claude Bujon compte ses appuis et a retrouvé la confiance. Il a adressé un courrier aux actionnaires pour appuyer l'offre de Manuel Diaz et critiquer *« le très éphémère conseil d'administration »*. *« Cette offre*, poursuit l'ancien PDG, *et l'action que j'ai entreprise conduiront très vite à la nomination par vous-mêmes, lors d'une prochaine assemblée générale des actionnaires, d'un nouveau conseil d'administration qui rassemblera les hommes éminents de l'activité économique régionale, et qui aura les moyens financiers et la volonté de porter l'indépendance de* Midi libre. »

José Frèches a aussitôt contre-attaqué en rétorquant qu'une telle offre *« incongrue et irréaliste »* ne recevrait jamais l'agrément du conseil d'administration. Ces derniers temps, l'actuel président de *Midi libre* multiplie les apparitions, y compris dans son propre journal, comme pour adresser un signe de stabilité à ses actionnaires. Il évalue sa majorité *« entre 60 et 80 % »*.

« J'ai fait le tour de tous les actionnaires, explique José Frèches, *ils voient bien que le journal sort à l'heure, que son ton a changé. La diffusion et les recettes publicitaires sont en hausse. J'ai le soutien total de Pierre Fabre. Son avocat a plaidé avec le mien. Les trois grands actionnaires, Fabre, Hachette et Havas, me soutiennent. Ce n'est pas l'offensive de M. Diaz qui me fait peur. Je ne vois pas qui aurait intérêt à redonner le pouvoir à la famille Bujon et à prendre le risque d'un nouveau conflit social. »*

Jacques Monin (à Montpellier) et Alain Salles

La chaîne américaine CNN consacre la moitié de ses programmes au conflit du Kosovo

DE BAGDAD à Belgrade, la chaîne américaine d'information en continu CNN veut garder une influence prépondérante pour « couvrir » les conflits mondiaux. Son rôle pendant la guerre du Golfe, en 1991, avait propulsé la chaîne de Ted Turner au premier rang de l'information planétaire. Son engagement avait été spectaculaire : trois quarts du temps d'antenne était consacré à l'évolution du conflit. L'événement avait été suivi sur le terrain par cent cinquante journalistes, techniciens et producteurs. Saddam Hussein, qui avait choisi CNN pour exhiber ses otages et s'adresser à toutes les nations occidentales, n'avait autorisé qu'un seul journaliste, Peter Arnett, de CNN, à rester à Bagdad. Pour un investissement de 20 millions de dollars (18,7 millions d'euros), CNN avait vendu ses images dans le monde entier.

L'hégémonie de la chaîne était telle que de nombreuses critiques s'étaient faites jour sur les limites de la couverture médiatique d'un conflit, l'équilibre surinformation/désinformation et la fascination du direct. *« Regarder la guerre du Golfe* "avec un œil critique", *c'était se livrer à une étrange gymnastique. D'un côté, il fallait prendre connaissance du matériel informatif disponible. De l'autre, il fallait exercer sur lui une sorte de vigilance inquiète, une méfiance de principe, un* "regard de biais". *C'est difficile, c'est même à la limite impossible »*, résumait Serge Daney dans les *Cahiers du cinéma* en avril 1991.

Huit ans plus tard, la chaîne américaine entend à nouveau s'imposer comme un média incontournable dans le conflit du Kosovo. Les conditions pour les télévisions sont différentes, même si Slobodan Milosevic, en demandant une expulsion de nombreux journalistes occidentaux de Belgrade, a lui aussi voulu prendre le contrôle de la diffusion des images. De nombreux reportages sont diffusés depuis tous les pays limitrophes du Kosovo, où se massent les réfugiés, en Albanie, en Macédoine, au Monténégro, etc.

CNN a une nouvelle fois déployé d'importants moyens, en envoyant une équipe de soixante personnes, dont cinq ou six, comme le journaliste Brent Sadler, sont encore à Belgrade. CNN International consacre la moitié du temps d'antenne au conflit du Kosovo. Chaque jour, la chaîne retransmet les points de presse du département américain de la défense et ceux de l'OTAN. Dans la même journée peuvent être diffusés des entretiens avec un ex-conseiller de Milosevic, Mihailo Crnobrnja, la princesse exilée de Yougoslavie, Elizabeth Karnadjordjevic, ou l'ancien président soviétique, Mikhaïl Gorbachev. CNN a aussi diffusé le 31 mars un entretien avec Arkan, pourtant accusé de crimes de guerre (*Le Monde* du 7 avril).

La grande nouveauté aujourd'hui devient, pour CNN, l'importance prise par Internet. Le Web est à lui seul un moyen d'information. CNN, qui propose sur Internet un guide très complet sur la situation en Yougoslavie (informations, cartes géographiques, arsenal des forces en présence, forums de discussion, etc.), n'avait pas prévu un tel succès. Lors de la première semaine du conflit, les sites CNN ont été visités, dans le monde, par plus de 154 millions d'internautes. Un record. Rien qu'en Yougoslavie, le trafic a augmenté de près de dix fois, plaçant ce pays comme le sixième utilisateur de cnn.com hors des Etats-Unis.

N. V.



TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **SEAGRAM : le groupe canadien** a annoncé mercredi 7 avril qu'il allait céder certains actifs de Polygram Filmed Entertainment (PFE) et sa participation dans October Films – qui a notamment produit *Breaking the waves* – au groupe audivisuel USA Networks. Les actifs de PFE concernés sont des activités aux Etats-Unis, PolyGram Video, PFE Canada, Gramercy Pictures et la branche nord-américaine de PolyGram Films.

● **ELF : les syndicats du groupe pétrolier** sont *« insatisfaits »* des résultats de la rencontre entre les élus régionaux et le président d'Elf, Philippe Jaffré. Ils ont annoncé, mercredi 7 avril, de nouvelles actions contre un plan de suppression de 2 000 emplois, dont un millier dans le Béarn. Une grève à Pau et éventuellement à Lacq est prévue vendredi 16 avril, lors de la tenue à Paris du comité central d'entreprise.

● **AMD : le fabricant américain de microprocesseurs,** numéro deux derrière Intel, a annoncé, mercredi 7 avril, que son chiffre d'affaires du 1er trimestre serait inférieur aux prévisions, compte tenu de livraisons moins importantes que prévu de ses processeurs AMD-K6-2 et d'une *« forte concurrence sur les prix »* pour les microprocesseurs de moins de 400 mégahertz.

SERVICES

● **RATP : la direction de l'entreprise publique** vient d'adresser aux syndicats un ultime projet d'accord-cadre sur les 35 heures, qui outre les 500 emplois sur deux ans déjà prévus, chiffre à 350 le nombre d'emplois liés à une offre de transport supplémentaire.

● **IBERIA : le transporteur aérien espagnol** a décidé de déposer une plainte en justice contre la section syndicale des pilotes (SEPLA, majoritaire) afin d'obtenir des dommages et intérêts pour 4 milliards de pesetas (24 millions d'euros) à la suite de la récente grève.

● **AIR AFRIQUE : le comité des ministres des onze États-membres** de la compagnie multinationale devrait nommer un nouveau directeur général vendredi 23 avril. Le problème de la dette et la privatisation de la compagnie devraient également figurer à l'ordre du jour de cette rencontre.

● **PHILIPPINE AIRLINES : le groupe japonais de négoce Marubeni Corp.,** l'un des créditeurs de Philippine Airlines (PAL), a approuvé le plan de relance de la compagnie aérienne philippine criblée de dettes. Parmi les conditions, figurent l'injection d'un apport frais de 200 millions de dollars et un soutien gouvernemental destiné à aider la compagnie à rembourser ses dettes.

● **PRESSE : le *Financial Times* et le *Wall Street Journal* vont s'associer** avec le groupe russe Independent Media pour lancer un quotidien économique en russe, ont annoncé mercredi 7 avril les trois partenaires. Ce journal, qui paraîtra à partir d'août, sera édité à Moscou et sa distribution sera initialement concentrée sur la capitale russe et sur Saint-Pétersbourg. – *(AFP.)*

● **AUDIOVISUEL : le groupe TF 1 proposera un programme de rachat d'actions** pouvant porter jusqu'à 10 % de son capital, lors de son assemblée générale du 7 mai, a indiqué mercredi 7 avril la Commission des opérations de Bourse. Ce programme vise la remise d'actions aux salariés, la régularisation du cours de Bourse et l'échange de titres en cas d'opérations de croissance externe.

FINANCE

● **CCF : le bancassureur belge KBC détient 13,1 % du capital** (11,9 % des droits de vote) de la banque, le néerlandais ING 8,9 % (10,4 % de droits de vote) et le suisse Swiss Life 12,4 % (17,6 % de droits de vote). KBC et ING se sont engagés, devant le Comité des établissements de crédit, à ne pas acheter d'autres actions CCF et à ne pas tenter d'en prendre le contrôle, a indiqué la banque à l'occasion de son assemblée générale.

● **BOURSE : les investisseurs américains et britanniques** considéraient il y a six mois les grandes valeurs françaises du CAC 40 comme les plus attractives pour 1999 en Europe, selon une enquête réalisée par le cabinet britannique Dewe Rogerson. La France était talonnée dans cette enquête par la Grande-Bretagne (pour les Américains), par l'Italie et l'Espagne (pour les Britanniques et les Américains).

EUROPE

FRANCFORT DAX 30 : 5029,19 — LONDRES FT 100 : 6471,10 — PARIS CAC 40 : 4320,65

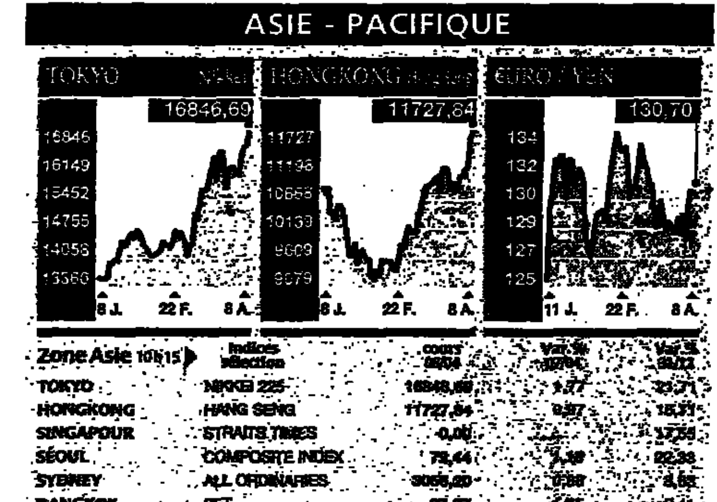
Europe 12h30	Indices sélection	cours 08/04	Var. % 07/04	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	[illegible]	-0,12	[illegible]
EUROPE	STOXX 50	[illegible]	[illegible]	10,15
EUROPE	EURO STOXX 324	314,64	-0,13	5,42
EUROPE	STOXX 653	305,05	[illegible]	[illegible]
PARIS	CAC 40	4320,65	0,05	[illegible]
PARIS	MIDCAC	1623,91	0,01	[illegible]
PARIS	SBF 120	[illegible]	0,18	[illegible]
PARIS	SBF 250	2722,57	0,14	[illegible]
PARIS	SECOND MARCHÉ	1646,34	0,10	-7,80
AMSTERDAM	AEX	[illegible]	[illegible]	[illegible]
BRUXELLES	BEL 20	3326,68	[illegible]	[illegible]
FRANCFORT	DAX 30	5029,19	-0,48	[illegible]
LONDRES	FTSE 100	6471,10	[illegible]	10
MADRID	STOCK EXCHANGE	10037,60	0,10	2,84
MILAN	MIBTEL 30	37134,00	0,19	[illegible]
ZURICH	SPI	7277,20	[illegible]	1,66

AMÉRIQUES

NEW YORK Dow Jones : 10085,- — NEW YORK Nasdaq : 2544,43 — EURO / DOLLAR : 1,08

Amérique 10h15	Indices sélection	cours 07/04	Var. % veille	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	10085,31	1,22	9,84
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1326,89	[illegible]	7,59
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2544,43	-0,73	16,04
TORONTO	TSE INDEX	[illegible]	[illegible]	[illegible]
SAO PAULO	BOVESPA	11630,00	[illegible]	[illegible]
MEXICO	BOLSA	287,02	[illegible]	27,76
BUENOS AIRES	MERVAL	448,97	[illegible]	4,65
SANTIAGO	IPSA GENERAL	121,87	1,10	57,88
CARACAS	CAPITAL GENERAL	[illegible]	2,72	[illegible]

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 10h15	Indices sélection	cours 08/04	Var. % 07/04	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	16846,69	1,77	23,71
HONGKONG	HANG SENG	11727,84	[illegible]	15,31
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	[illegible]	[illegible]	17,55
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	78,44	[illegible]	22,38
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3055,20	[illegible]	[illegible]
BANGKOK	SET	27,07	[illegible]	[illegible]
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	[illegible]	[illegible]	16,67
WELLINGTON	NZSE-40	2122,34	[illegible]	2,78

ÉCONOMIE

La Banque mondiale pessimiste sur la croissance

L'IMPACT de la crise des pays émergents et de la chute des prix des matières premières s'avère plus profond que prévu sur les pays en développement, qui vont connaître globalement leur taux de croissance le plus bas depuis dix-sept ans, estime la Banque mondiale dans un rapport publié mercredi 7 avril. La croissance mondiale va ralentir en 1999 pour n'atteindre que 1,8 %, après un modeste 1,9 % en 1998. Pays en développement et en transition vont voir leur produit intérieur brut progresser de 1,5 % seulement globalement en 1999 contre 1,9 % en 1998 et 4,8 % l'année d'avant, soit le plus bas taux de croissance depuis 1982. Les pays du G 7, surtout grâce aux Etats-Unis, resteront à 1,7 % contre 1,8 % en 1998.

■ **THAÏLANDE : le pays va recevoir un prêt de 500 millions de dollars (463 millions d'euros)** dont 135 millions de dollars (125 millions d'euros) versés par le FMI, dans le cadre du soutien financier international de 17,2 milliards de dollars (15,9 milliards d'euros) débloqué à l'été 1997 lors de la crise asiatique, a indiqué mercredi le FMI. Avec cette nouvelle tranche, la Thaïlande aura reçu depuis août 1997 un total de 13,3 milliards de dollars (12,3 milliards d'euros).

■ **CORÉE DU SUD : le FMI a approuvé mercredi une tranche de prêt de 245 millions de dollars (227 millions d'euros)** dans le cadre d'un programme d'aide total de 21 milliards de dollars (19,4 milliards d'euros) décidé lors de la crise asiatique. *« Il y a des signes bienvenus d'un début de reprise »* de l'économie coréenne, a commenté Stanley Fischer, directeur général adjoint du FMI.

■ **CHINE : le président américain Bill Clinton** a vigoureusement plaidé mercredi pour une accession de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce. *« Si la Chine accepte les responsabilités qui viennent avec une accession à l'OMC, cela donnera aux Etats-Unis un large accès aux marchés chinois tout en accélérant les réformes internes dans ce pays »,* a déclaré jeudi M. Clinton avant de recevoir à la Maison Blanche le premier ministre chinois, Zhu Rongji.

■ **JAPON : les prix de gros ont progressé de 0,1 % en mars,** par rapport à leur niveau du mois précédent, ce qui a permis de ramener leur contraction en glissement annuel à 3,4 %, selon la Banque du Japon. Ce redressement des prix de gros s'explique par la hausse du dollar, qui a grimpé à 119,80 yens en moyenne le mois écoulé, contre 116,69 yens en février. Ce facteur a entraîné une hausse de 0,8 % des prix à l'importation.

■ **ROYAUME-UNI : la production industrielle a augmenté de 0,1 % en février,** principalement en raison de la hausse de la production du secteur énergétique, selon les chiffres publiés mercredi par l'Office des statistiques nationales. La composante manufacturière a en revanche accusé une baisse de 0,1 % en données corrigées des variations saisonnières, après un bref sursaut le mois précédent. Par rapport à février 1998, la production industrielle est en baisse de 0,1 % et la production manufacturière est en recul de 1,4 %.

■ **La confiance des patrons britanniques du secteur des services** s'est nettement redressée selon la dernière enquête de l'association des directeurs d'achat Chartered Institute of Purchasing and Supply, publiée mercredi. L'indice d'activité a atteint son plus haut niveau depuis juin 1998 à 53 points contre 49,5 en février, repassant ainsi la barre des 50 points qui détermine si un secteur est en expansion ou en récession.

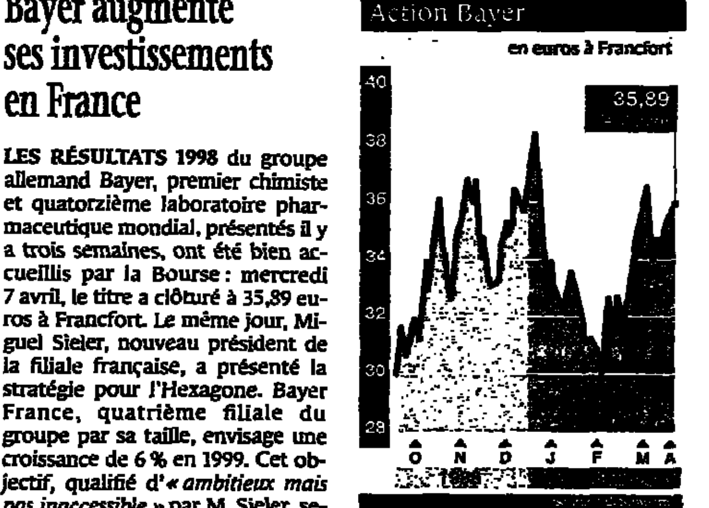
■ **SUISSE : la phase de consolidation de l'industrie** va prendre plus de temps que prévu, prévoit la dernière enquête conjoncturelle de l'UBS, publiée mercredi. La croissance devrait s'élever à 0,8 % au premier trimestre 1999 et à 0,7 % au deuxième.

■ **IRLANDE : le taux de chômage** est descendu à 6,7 % de la population active en mars contre 6,8 % en février, selon les chiffres publiés mercredi par l'Office central des statistiques. Le nombre de demandeurs d'emplois a baissé de 6 377 à 201 234. Le taux de chômage était de 8 % en mars 1998.

■ **POLOGNE : le déficit de la balance des paiements courants a** reculé de 46 % en février par rapport à janvier à 460 millions de dollars (426 millions d'euros) contre 855 millions de dollars (792 millions d'euros), a annoncé mercredi la banque centrale de Pologne. Ces résultats font apparaître un redressement des exportations, mais laissent augurer un déficit élevé pour l'ensemble de l'année.

VALEUR DU JOUR

Bayer augmente ses investissements en France



LES RÉSULTATS 1998 du groupe allemand Bayer, premier chimiste et quatorzième laboratoire pharmaceutique mondial, présentés il y a trois semaines, ont été bien accueillis par la Bourse : mercredi 7 avril, le titre a clôturé à 35,89 euros à Francfort. Le même jour, Miguel Sieler, nouveau président de la filiale française, a présenté la stratégie pour l'Hexagone. Bayer France, quatrième filiale du groupe par sa taille, envisage une croissance de 6 % en 1999. Cet objectif, qualifié d'*« ambitieux mais pas inaccessible »* par M. Sieler, sera atteint principalement grâce à la santé, sous-représentée jusqu'à présent. Cette activité devrait progresser de 10 %, portée par l'intégration des activités de Chiron dans Bayer Diagnostics et par le développement de médicaments comme l'Actroneffix (contre la fièvre et les douleurs) et le Staltor (contre le cholestérol). La firme table aussi sur un décollage du marché français des génériques.

Simultanément, les investissements vont augmenter de 25 % pour atteindre 500 millions de francs (76,2 millions d'euros). L'essentiel est consacré à l'augmentation des capacités de production de caoutchouc synthétique sur le site de Port-Jérôme (Seine-Maritime). Avec l'unité de Wantzenau, près de Strasbourg (Bas-Rhin), la France assurera le quart de la production mondiale du groupe.

Bayer est préoccupé par la décision prise en février par le ministère de l'agriculture de retirer provisoirement l'autorisation de mise sur le marché du Gaucho. Cet insecticide, le plus vendu au monde, est mis en cause par les apiculteurs. Après avoir rappelé que la France était le seul pays à avoir décidé une telle mesure, M. Sieler affirme *« être déterminé à trouver l'origine du mal : l'eau, l'air, car le Gaucho à lui seul est inoffensif ».* Un budget initial de 5 millions de francs a été alloué à cette recherche. L'interdiction, qui porte sur le traitement des tournesols où vont butiner les abeilles, provoquera un manque à gagner de 50 millions de francs, sur un chiffre d'affaires de 300 millions.

Dominique Gallois

SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 de la Bourse de Paris est repassé dans le rouge, perdant 0,12 %, à 4 312,99 points jeudi 8 avril en milieu de séance, malgré les espoirs d'une baisse des taux en Europe. Soutenu par les records de Wall Street, le CAC 40 avait terminé la veille sur son plus haut niveau de l'année 1999, à 4 318,04 points.

FRANCFORT

L'INDICE DAX de la Bourse de Francfort perdait 0,30 % en milieu de journée jeudi 8 avril, à 5 16,01 points, après avoir ouvert en hausse de 0,49 %. La progression de Wall Street, ajoutée aux anticipations de baisse des taux en Europe, avait mercredi 7 avril permis au DAX de gagner 0,10 %.

LONDRES

MERCREDI 7 AVRIL, l'indice FTSE–100 de la Bourse de Londres a franchi de nouveaux seuils historiques en clôture, pour la deuxième journée consécutive, finissant en hausse de 0,90 %, à 6 473,2 points. Les actions britanniques ont été dopées par la bonne performance des marchés asiatiques et de Wall Street.

TOKYO

L'INDICE NIKKEI de la Bourse de Tokyo a progressé jeudi 8 avril de 1,8 %, pour finir à 16 846,69 points. Le marché des actions japonaises a atteint son meilleur niveau depuis le 26 mars 1998, date à laquelle il s'était inscrit à 16 980,62 points.

NEW YORK

La Bourse de New York a enregistré une pluie de records mercredi 7 avril. L'indice Dow Jones a atteint un nouveau sommet historique à 10 085,30 points, en hausse de 1,22 % à la clôture, tout comme l'indice Standard and Poor's 500 qui progressé de 0,68 %, à 1 326,89 points. En revanche, l'indice du marché Nasdaq a perdu 0,73 %, à 2 544,37 points. Le marché a été tiré par la progression d'Alcoa, une des valeurs vedettes. Le premier fabricant mondial d'aluminium a enregistré un bénéfice par action meilleur que prévu. La place a également bénéficié du bond de Revlon et de Seagram.

TAUX

Les marchés obligataires européens étaient bien orientés, jeudi 8 avril au début des transactions. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor français émise à dix ans s'inscrivait à 4,003 % tandis que le Bund allemand émis sur la même échéance s'établissait à 3,89 %. Outre-Atlantique, le rendement de l'obligation du Trésor à trente ans avait clôturé à 5,509 % contre 5,511 % mardi.

MONNAIE

L'euro perdait du terrain jeudi 8 avril face au dollar, dans les premières transactions, à 1,0793 dollar contre 1,0823 dollar mercredi soir. Face au yen, la devise européenne glissait à 130,38 yens contre 131,31 yens. Le billet vert reculait à 120,66 yens contre 121,33 yens mercredi soir.

Taux de change fixe zone euro

Euro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC	6,55957	EURO	0,15245
DEUTSCHEMARK	[illegible]	DEUTSCHEMARK	[illegible]
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	[illegible]	PESETA ESPAG. (100)	[illegible]
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607
MARKKA FINLAND.	5,94573	MARKKA FINLAND.	[illegible]

Hors zone euro

Euro contre	07/04
COURONNE DANOISE	7,4313
COUR. NORVÉGIENNE	[illegible]
COUR. SUÉDOISE	8,9290
COURONNE TCHÈQUE	[illegible]
DOLLAR AUSTRALIEN	1,7213
DOLLAR CANADIEN	[illegible]
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,0341
DRACHME GRECQUE	[illegible]
FLORINT HONGROIS	254,12
ZLOTY POLONAIS	[illegible]

Cours de change croisés

08/04 12h30	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR	—	0,82757	1,08140	0,16479	1,60375	0,67769
YEN	120,83500	—	130,70500	[illegible]	[illegible]	[illegible]
EURO	0,92473	0,76508	—	0,15245	1,48350	0,62670
FRANC	6,06630	[illegible]	[illegible]	—	[illegible]	[illegible]
LIVRE	0,62354	0,51595	0,67410	0,10275	—	0,42260
FRANC SUISSE	1,47580	1,22095	1,59580	0,24315	[illegible]	[illegible]

Taux d'intérêt (%)

Taux 07/04	Taux J.J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,10	2,78	4	4,91
ALLEMAGNE	2,94	—	3,91	4,86
GDE-BRETAG.	5,75	5,08	4,50	4,42
ITALIE	—	2,90	4,16	5,13
JAPON	0,09	—	1,60	—
ÉTATS-UNIS	4,72	4,41	5,12	5,59
SUISSE	0,95	1,07	2,39	3,80
PAYS-BAS	3,06	3,25	4,04	4,91

Matières premières

En dollars	Cours 07/04	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	1442	0,63
ALUMINIUM 3 MOIS	1281	0,12
PLOMB 3 MOIS	500	0,20
ETAIN 3 MOIS	5295	[illegible]
ZINC 3 MOIS	1001,5	0,50
NICKEL 3 MOIS	5080	1,60
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	4,97	-0,20
PLATINE A TERME	[illegible]	-0,77
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	274	-0,27
MAÏS (CHICAGO)	217,5	[illegible]
SOJA TOURTEAU (CHG.)	133	-0,45
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	1134	-1,31
CAFÉ (LONDRES)	1612	[illegible]
SUCRE BLANC (PARIS)	197	—

Matif

Cours 12h30	Volume 08/04	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
JUIN 99	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Euribor 3 mois			
JUIN 99	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Pétrole

En dollars	Cours 07/04	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	14,35	—
WTI (NEW YORK)	[illegible]	[illegible]
LIGHT SWEET CRUDE	16,02	-2,35

Or

En euros	Cours 07/04	Var. % 06/04
OR FIN KILO BARRE	8350	-0,12
OR FIN LINGOT	[illegible]	[illegible]
ONCE D'OR (LO) $	280,15	+0,59
PIÈCE FRANCE 20 F	[illegible]	[illegible]
PIÈCE SUISSE 20 F	[illegible]	—
PIÈCE UNION LAT. 20 F	[illegible]	[illegible]
PIÈCE 10 DOLLARS US	284	+0,77
PIÈCE 20 DOLLARS US	[illegible]	[illegible]
PIÈCE 50 PESOS MEX.	[illegible]	+1,30

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ».
www.lemonde.fr/bourse

ÉCONOMIE

La Banque mondiale pessimiste sur la croissance

VALEURS EUROPÉENNES

● La plupart des valeurs du secteur bancaire en Europe se sont appréciées, mercredi 7 avril, bénéficiant des anticipations de baisse des taux d'intérêt avant la réunion de jeudi de la Banque centrale européenne. L'action **Unicredito Italiano** a pris 1,3 %, à 5,14 euros, tandis que le titre **Commerzbank** a progressé de 2,2 %, à 29,50 euros.

● L'action **Superdiplo** a gagné mercredi 2,85 %, à 23,80 euros, les investisseurs spéculant sur une entrée probable du titre de la chaîne espagnole de supermarchés dans l'indice de la Bourse de Madrid, l'IBEX 35. Les autorités de marché se réunissent vendredi pour décider du remplaçant de l'action Banco Central Hispano, qui fusionne avec Banco Santander.

● Le titre **Olivetti** a grimpé mercredi de 1,3 %, à 2,9 euros après que les actionnaires du groupe italien de télécommunications eurent donné leur accord à une augmentation de capital destinée à financer son OPA sur Telecom Italia.

● L'action **Deutsche Bank** a perdu mercredi 1,3 %, à 48,52 euros. La banque allemande, qui a prévu de réaliser à partir de vendredi une augmentation de capital pour financer l'acquisition de Bankers Trust, va émettre près de 80 millions d'actions nouvelles. L'opération devrait lui rapporter environ 3 milliards d'euros.

STOXX 50 — sur un an: 303,05 (315, 294, 273, 253, 232, 212; 18 AVRIL, 7 OCT., 8 AVRIL) — sur 5 jours: M 297,36; J 297,06; M 300,64; M 302,95; J 303,05

EURO STOXX 50 — sur un an: 3655,16 (3665, 3432, 3178, 2925, 2672, 2419; 8 AVRIL, 7 OCT., 8 AVRIL) — sur 5 jours: M 3559,70; J 3573,60; M 3644,67; M 3660,32; J 3655,16

08/04 12 h 36 ▶

AUTOMOBILE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AUTOLIV SDR	SE	37,89	+1,97
BASF AG	DE*	35,7	-0,97
BMW	DE*	623	+1,63
CONTINENTAL AG	DE*	23,1	-0,88
DAIMLERCHRYSLER	DE*	84,2	+0,36
FIAT	IT*	3,1	-1,27
FIAT PRIV.	IT*	1,6	....
LUCAS VARITY	GB	4,25	+0,35
MICHELIN-B- /RM	FR*	43	+0,14
PEUGEOT /RM	FR*	143	....
PIRELLI	IT*	2,84	-1,12
RENAULT	FR*	32,72	+1,33
VALEO /RM	FR*	78,25	-0,72
VOLKSWAGEN	DE*	61,4	-0,65
VOLVO -A-	SE	24,87	+0,22
VOLVO -B-	SE	25,42	+0,87
▶ DJ E STOXX AUTO P		240,17	-0,08

BANQUES

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ABBEY NATIONAL	GB	20,17	+4,12
ABN AMRO HOLDIN	NL*	19,45	+0,52
ALLIED IRISH BA	GB	16,90	-1,73
ALPHA CREDIT BA	GR	71,29	....
ARGENTARIA R	ES*	22,04	+0,50
B PINTO MAYOR R	PT*	18,17	....
BANCO ESSI R	PT*	10,61	....
BANK AUSTRIA AG	AT*	55,64	+0,25
BANK OF IRELAND	GB	19,31	-0,15
BANK OF PIRAEUS	GR	25,88	....
BANKINTER R	ES*	34,38	-0,08
BARCLAYS PLC	GB	28,06	+1,23
BAYR.HYPO-U.VER	DE*	52	....
BCA FIDEURAM	IT*	5,58	+1,28
BCA INTESA	IT*	5,61	-0,88
BCA ROMA	IT*	1,48	....
BCO BILBAO VIZC	ES*	14,25	+0,07
BCO CENTRAL HIS	ES*	11,82	....
BCO POPULAR ESP	ES*	69,25	+0,08
BCO SANTANDER	ES*	19,68	-0,25
BCP R	PT*	28,35	....
BNP /RM	FR*	76,3	-2,88
CCF /RM	FR*	84,25	-0,88
CHRISTIANIA BK	NO	3,58	-0,98
COMIT	IT*	7,5	-1,32
COMM.BANK OF GR	GR	146,84	....
COMMERZBANK	DE*	29,55	+0,34
DEN DANSKE BK	DK	103,82	+0,65
DEN NORSKE BANK	NO	3,32	-0,36
DEUTSCHE BANK A	DE*	48,5	-1,33
DEXIA CC	BE*	145,7	+1,04
DEXIA FCE RM	FR*	128,1	+0,77
DRESDNER BANK	DE*	38	-1,04
ERGO BANK	GR	74,78	....
FIRST AUSTRIAN	AT*	575	....
FOERENINGSSB A	SE	22,57	-2,68
FOKUS BK	NO	9,20	....
HALIFAX	GB	12,04	+1,08
HSBC HOLDS	GB	32,28	+0,60
IONIAN BK REG.S	GR	61,15	....
JYSKE BANK REG	DK	74,92	-0,31
KAPITAL HOLDING	DK	38,82	+1,08
KBC BANCASSURAN	BE*	64,7	-0,77
LLOYDS TSB	GB	14,48	-0,40
MERITA	FI*	5,2	+1,17
NAT BANK GREECE	GR	70,98	....
NATEXIS	FR*	51,5	-1,06
NATL WESTM BK	GB	22,69	+0,79
NORDBANKEN HOLD	SE	5,69	+0,60
ROLO BANCA 1473	IT*	22,06	+2,26
ROYAL BK SCOTL	GB	20,83	+1,03
S-E-BANKEN -A-	SE	11,65	+0,48
STE GENERAL-A-/	FR*	171	-2,95
SV HANDBK -A-	SE	38,82	-0,49
UBS REG	CH	304,66	+0,62
UNICREDITO ITAL	IT*	5,05	-1,75
UNIDANMARK -A-	DK	64,59	....
XIOSBANK	GR	37,80	....
▶ DJ E STOXX BANK P		277,23	-0,20

PRODUITS DE BASE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALUMINIUM GREEC	GR	60,82	....
ARJO WIGGINS AP	GB	2,07	+5,26
ASSIDOMAEN AB	SE	18,93	+0,30
AVESTA	SE	3,58	+0,85
BEKAERT	BE*	438,1	+1,62
BILTON	GB	4,47	....
BOEHLER-UDDEHOL	AT*	43,75	-1,46
BRITISH STEEL	GB	1,86	+0,81
BUHRMANN NV	NL*	15,5	+0,32
BUNZL PLC	GB	3,57	+1,26
CART.BURGO	IT*	6,26	-2,49
ELKEM ASA, OSLO	NO	13,82	....
ELVAL	GR	11,49	....
INPARSA	PT*	17,16	....
JOHNSON MATTHEY	GB	6,93	....
MAYR-MELNHOF KA	AT*	40,3	+1,26
METSAE-SERLA A	FI*	6,7	....
MODO B FR	SE	21	+0,91
NORSKE SKOGIND-	NO	28,87	-0,20
OUTOKUMPU OY -A	FI*	8,85	-0,52
PECHINEY-A-	FR*	34,8	+2,65
PORTUCEL INDUST	PT*	5,18	....
RAUTARUUKKI K	FI*	6,3	-0,79
RIO TINTO	GB	13,38	+2,26
SIDENOR	GR	24,62	....
SILVER & BARYTE	GR	28,47	....
SMURFIT JEFFERS	GB	1,80	+1,67
SONAE INDUSTRIA	PT*	11	....
SOPORCEL	PT*	10,46	....
SSAB SW ST A FR	SE	11,39	....
STORA ENSO -A-	FI*	9	....
STORA ENSO -R-	FI*	8,95	+1,70
SVENSKA CELLULO	SE	21,17	+1,34
THYSSEN	DE*	174	....
TRELLEBORG B	SE	9,48	+1,20
UNION MINIERE	BE*	32,23	-2,36
UPM-KYMMENE COR	FI*	23,85	+0,21
USINOR	FR*	13,08	+0,85
VIOHALCO	GR	29,54	....
VOEST-ALPINE ST	AT*	27,8	-1,38
▶ DJ E STOXX BASI P		159,67	-0,18

CHIMIE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AGA -A-	SE	11,98	-0,47
AGA -B-	SE	11,98	-0,47
AIR LIQUIDE /RM	FR*	141,2	+0,07
AKZO NOBEL	NL*	[illegible]	[illegible]
BASF AG	DE*	35,7	-0,97
BAYER AG	DE*	38	+0,26
BOC GROUP PLC	GB	13,42	-0,98
CIBA SPEC CHEM	CH	73,30	+0,21
CLARIANT N	CH	451,35	+0,28
DEGUSSA-HUELS	DE*	34,8	-1,72
DYNO INDUSTRIER	NO	15,53	....
EMS-CHEM HOLD A	CH	4882,65	-0,14
HENKEL KGAA VZ	DE*	67	-0,74
ICI	GB	8,48	-0,82
KEMIRA	FI*	5,48	-5,52
LAPORTE	GB	8,30	+0,18
PERSTORP -B-	SE	9,35	+0,60
SNIA	IT*	1,26	-1,56
SOLVAY	BE*	61,45	+2,25
TESSENDERLO CHE	BE*	45,4	-0,08
▶ DJ E STOXX CHEM P		336,24	-0,04

CONGLOMÉRATS

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AKER RGI -A-	NO	10,34	-0,57
CGIP /RM	FR*	48,05	+1,16
CIR	IT*	0,99	-1
D'IETEREN SA	BE*	437,8	+0,81
GAZ ET EAUX /RM	FR*	41,5	....
GBL	BE*	177	+0,06
GENL ELECTR CO	GB	8,54	+1,94
GEVAERT	BE*	82,15	-2,05
HAGEMEYER NV	NL*	28,2	-2,08
INCHCAPE PLC	GB	2,09	-2,78
INVESTOR -A-	SE	41,21	+1,10
INVESTOR -B-	SE	41,89	+0,81
KVAERNER -A-	NO	16,13	-2,88
LVMH / RM	FR*	227,5	-0,04
MYTILINEOS HOLD	GR	13,33	....
NORSK HYDRO	NO	36,27	-1,80
OERLIKON-BUEHRL	CH	139,46	+0,68
ORKLA -A-	NO	14,16	-0,42
ORKLA -B-	NO	12,49	+0,97
SONAE INVESTIME	PT*	36,78	....
VEBA AG	DE*	51,25	-0,68
▶ DJ E STOXX CONG P		336,43	-0,19

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
BRITISH TELECOM	GB	15,84	-1,65
CABLE & WIRELES	GB	11,80	+0,13
DEUTSCHE TELEKO	DE*	40	-0,37
EUROPOLITAN HLD	SE	66,24	....
FRANCE TELECOM	FR*	80,85	-0,61
HELLENIC TELE (	GR	21,39	....
KONINKLIJKE KPN	NL*	38,3	-0,38
PANAFON HATIONAL	GR	[illegible]	[illegible]
PORTUGAL TELECO	PT*	43,5	....
SWISSCOM N	CH	373,82	....
TELE DANMARK	DK	104,29	+4,03
TELECEL	PT*	164,32	....
TELECOM ITALIA	IT*	8,43	+1,18
TELECOM ITALIA	IT*	5,8	+3,20
TELEFONICA	ES*	42,98	+0,80
TIM	IT*	6,25	-0,64
VODAFONE GROUP	GB	17,87	-0,82
▶ DJ E STOXX TCOM P		582,15	-0,68

CONSTRUCTION

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ACCIONA	ES*	50,6	+0,99
ACESA REG	ES*	12,17	+0,50
AKTOR SA	GR	13,98	....
ASKO OY	FI*	13,6	....
AUMAR R	ES*	20,59	+0,24
AUTOSTRADE	IT*	7,09	-2,21
BCA INTESA	IT*	5,61	-0,88
BICC PLC	GB	1,49	-4,72
BLUE CIRCLE IND	GB	5,02	+0,59
BOUYGUES /RM	FR*	249	+1,26
BPB	GB	4,05	-2,14
CARADON	GB	1,93	+2,34
CBR	BE*	84,95	+0,30
CHARTER	GB	5,36	+1,68
CIMPOR SGPS R	PT*	25,77	....
COLAS /RM	FR*	172,1	+1,24
CRH PLC	GB	16,63	+1,60
CRISTALERIA ESP	ES*	48,44	-0,12
DRAGADOS CONSTR	ES*	31,75	+0,16
FOMENTO CONSTRUC	ES*	59,4	+0,42
GROUPE GTM	FR*	88,8	-1,28
HANSON PLC	GB	7,94	+0,37
HEIDELBERGER ZE	DE*	67,5	....
HELL.TECHNODO.R	GR	30,47	....
HERACLES GENL R	GR	24,73	....
HOCHTIEF ESSEN	DE*	31,3	+2,29
HOLDERBANK FINA	CH	236,85	-2,71
HOLDERBANK FINA	CH	1081,37	-3,12
IMETAL /RM	FR*	110,5	-1,07
ITALCEMENTI	IT*	10,3	+1,48
ITALCEMENTI RNC	IT*	4,54	....
LAFARGE /RM	FR*	89,55	+0,96
MICHANIKI REG.	GR	7,76	....
PARTEK	FI*	9,10	-6,28
PHILIPP HOLZMAN	DE*	120	....
PILKINGTON PLC	GB	1,09	-2,68
RMC GROUP PLC	GB	11,82	-0,82
RUGBY GRP	GB	1,51	-5,58
SAINT GOBAIN /R	FR*	149,3	+0,20
SEMAPA	PT*	17	....
SKANSKA -B-	SE	32,20	-0,17
SUPERFOS	DK	12,11	....
TARMAC	GB	1,54	+0,97
TAYLOR WOODROW	GB	2,83	-1,11
TECHNIP /RM	FR*	92	-1,18
TITAN CEMENT RE	GR	76,48	....
UNICEM	IT*	10	-1,77
URALITA	ES*	8,4	-0,83
VALENCIANA CEM	ES*	9,89	-1,02
WIENERB BAUSTOF	AT*	164,79	+0,75
WILLIAMS	GB	6,02	+1,24
▶ DJ E STOXX CNST P		198,31	-0,76

CONSOMMATION CYCLIQUE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ACCOR /RM	FR*	218,5	-0,59
ADIDAS-SALOMON	DE*	78,6	-0,38
ALITALIA	IT*	3,13	-0,32
AUSTRIAN AIRLINE	AT*	29,37	-0,90
BANG & OLUFSEN	DK	53,82	-1,04
BARRATT DEV PLC	GB	4,35	+1,32
BEAZER GROUP	GB	2,94	+2,58
BENETTON GROUP	IT*	1,68	....
BERKELEY GROUP	GB	10,00	+1,04
BRITISH AIRWAYS	GB	6,45	+0,49
BRYANT GROUP PL	GB	1,88	+1,59
CHARGEURS RM	FR*	49,8	+0,16
CLUB MED. /RM	FR*	81,9	-0,12
COATS VIYELLA	GB	0,82	-2,38
COMPASS GRP	GB	11,03	+0,61
COURTAULDS TEXT	GB	3,27	+1,87
DT.LUFTHANSA N	DE*	21,15	+0,14
ELECTROLUX -B-	SE	19,36	+0,68
EMI GROUP	GB	7,09	-0,83
EURO DISNEY /RM	FR*	1,23	...
FINNAIR	FI*	4,85	-0,82
G WIMPEY PLC	GB	2,35	+0,63
GRANADA GROUP P	GB	19,82	+6,39
HERMES INTL	FR*	73,9	-9,14
HPI	IT*	0,63	-1,56
HUNTER DOUGLAS	NL*	27,5	+2,42
KLM	NL*	25,8	-1,35
LADBROKE GRP	GB	4,58	+0,56
MOULINEX /RM	FR*	10,82	....
NCL HLDG	NO	2	....
PATHE /RM	FR*	233,5	+0,99
PENTLAND GRP	GB	1,58	....
PERSIMMON PLC	GB	3,54	....
PREUSSAG AG	DE*	506	+0,90
RANK GROUP	GB	3,41	+1,76
SAIRGROUP N	CH	206,87	+0,15
SAS DANMARK AS	DK	9,29	....
SEB /RM	FR*	64,1	-2,88
THE SWATCH GRP	CH	572,34	-1,30
THE SWATCH GRP	CH	127,28	-0,98
WILLIAM BAIRD	GB	1,57	-1,85
WILSON BOWDEN	GB	10,13	+0,59
WOLFORD AG	AT*	41,75	-2,43
WWW UK UNITS	GB	0,71	-2,04
▶ DJ E STOXX CYC GO P		188,55	-0,28

PHARMACIE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ASTRA -A-	SE	21,33	....
ASTRA -B-	SE	21,28	-0,52
ELAN CORP	GB	62,02	....
GLAXO WELLCOME	GB	31,63	-2,41
HOECHST AG	DE*	43,35	....
NOVARTIS N	CH	1537,74	+1,91
NOVO NORDISK B	DK	102,94	-1,54
ORION A	FI*	22	+0,46
ORION B	FI*	21,3	+0,95
RHÔNE POUL./RM	FR*	41,03	-0,17
ROCHE HOLDING	CH	16894,43	-0,19
ROCHE HOLDING G	CH	11471,92	-0,27
SANOFI /RM	FR*	159,9	-1,60
SCHERING AG	DE*	107,5	-0,83
SMITHKLINE BEEC	GB	13,22	-2,82
ZENECA GROUP	GB	43,71	....
▶ DJ E STOXX PHAR P		391,54	-0,97

ÉNERGIE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AKER MARITIME	NO	7,65	-1,54
BG	GB	5,21	+0,57
BP AMOCO	GB	14,96	-0,49
BURMAH CASTROL	GB	13,44	-0,55
CESPA	ES*	31,26	-0,48
ELECTRAFINA	BE*	110,4	+1,28
ELF AQUITAINE /	FR*	127	-0,24
ENI	IT*	5,8	-0,85
ENTERPRISE OIL	GB	5,04	-5,01
F.OLSEN ENERGY	NO	8,69	-2,61
LASMO	GB	1,88	+0,79
OMV AG	AT*	88,5	-2,15
PETROFINA SA BR	BE*	503,6	-1,47
PETROLEUM GEO-S	NO	13,08	-3,10
PRIMAGAZ /RM	FR*	70,9	-1,39
PROSAFE	NO	7,85	-4,07
REPSOL	ES*	46,75	-0,21
ROYAL DUTCH CO	NL*	48,16	-2,03
SAGA PETROLEUM	NO	9,82	-1,23
SAIPEM	IT*	3,65	+0,27
SHELL TRANSP &	GB	6,06	-1,44
SMEDVIG -A-	NO	9,56	-3,03
TOTAL /RM	FR*	113,8	-1,13
▶ DJ E STOXX ENGY P		287	-1,25

SERVICES FINANCIERS

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
3I	GB	9,61	+0,62
ALMANIJ	BE*	66	....
ALPHA FINANCE	GR	31,39	....
AMVESCAP	GB	8,73	-2,98
BAIL INVEST /RM	FR*	127,5	+0,39
BPI-SGPS R	PT*	28,7	....
BRITISH LAND CO	GB	7,75	-0,38
CAPITAL SHOPPIN	GB	5,60	-0,28
COBEPA	BE*	66,6	+2,46
CORP FIN ALBA	ES*	136,25	-0,84
CPR /RM	FR*	40,8	+0,02
CS GROUP N	CH	175,84	+0,72
EURAFRANCE /RM	FR*	440	-2,20
FONCIERE LYONNA	FR*	124,5	+0,40
GECINA /RM	FR*	104	+1,46
HAMMERSON	GB	6,02	-0,87
KAPITAL HOLDING	DK	38,62	+1,08
LAND SECURITIES	GB	12,21	+0,36
LIBERTY INT.HDG	GB	6,29	-0,47
MEDIOBANCA	IT*	12,75	-0,78
MEDIOLANUM	IT*	8,4	+3,23
MEPC PLC	GB	6,68	+0,80
METROVACESA	ES*	22,85	+0,22
MEDIOLANUM	NL*	6,4	+3,23
PARIBAS	FR*	99,75	-2,68
PROVIDENT FIN	GB	14,77	-2,34
RODAMCO NV	NL*	21,5	-0,23
SCHRODERS PLC	GB	22,11	+1,08
SEFIMEG N /RM	FR*	60,75	-0,41
SIMCO N /RM	FR*	81	-0,61
SLOUGH ESTATES	GB	4,61	+0,32
UNIBAIL /RM	FR*	118,1	+0,17
UNIM	IT*	0,5	....
VALLEHERMOSO	ES*	10,3	+1,28
WOOLWICH PLC	GB	5,86	+0,51
▶ DJ E STOXX FINS P		255	-0,51

ALIMENTATION ET BOISSON

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALLIED DOMECQ	GB	6,90	+0,21
ASSOCIATE BRIT	GB	8,28	+0,71
BASS	GB	12,55	+0,95
BBAG OE BRAU-BE	AT*	41	-2,08
BONGRAIN /RM	FR*	348,1	....
BRAU-UNION	AT*	48,7	-0,41
CADBURY SCHWEPP	GB	13,30	+1,58
CARLSBERG -B-	DK	37,68	....
CARLSBERG AS -A	DK	38,33	-1,10
CHR. HANSEN HLD	DK	82,88	+0,29
CULTOR -1-	FI*	17,8	-1,11
DANISCO	DK	42,39	-0,32
DANONE /RM	FR*	230	-0,22
DELTA DAIRY	GR	14,88	....
DIAGEO	GB	10,20	-1,17
ELAIS OLEAGINOU	GR	20,58	....
ERID.BEGH.SAY /	FR*	133	+0,81
GREENCORE GROUP	GB	3,40	+3,14
HEINEKEN	NL*	44,35	-1,11
HELLENIC BOTTLI	GR	27,25	....
HELLENIC SUGAR	GR	8,17	....
HUHTAMAEKI I VZ	FI*	33	....
KERRY GRP-A-	GB	12,14	....
MONTEDISON	IT*	0,95	-1,04
NESTLE N	CH	1856,85	+0,30
PARMALAT	IT*	1,38	-0,72
PERNOD RICARD /	FR*	57,7	+0,35
RAISIO GRP V	FI*	8,87	+2,05
RIEBER & SON -B	NO	5,82	....
TATE & LYLE	GB	6,19	+1,70
UNICER R	PT*	20,68	....
UNIGATE PLC	GB	6,19	-0,95
UNILEVER	NL*	63,6	+0,95
UNILEVER	GB	8,27	+0,18
▶ DJ E STOXX F & BV P		239,51	-0,52

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ABB AB -A-	SE	12,15	+2,36
ABB AB -B-	SE	12,15	+2,84
ABB BADEN	CH	1295,14	+2,02
ADECCO CHESEREX	CH	443,20	-0,42
ALSTOM	FR*	26,83	+0,15
ALUSUISSE LON G	CH	1016,17	-0,25
ASSOC BR PORTS	GB	4,11	....
ATLAS COPCO -A-	SE	24,47	+1,16
ATLAS COPCO -B-	SE	24,08	+1,18
ATTICA ENTR SA	GR	8,18	....
BAA	GB	10,14	-0,29
BBA GROUP PLC	GB	6,63	+1,13
BERGESEN	NO	13,38	-1,75
BONHEUR	NO	20,31	....
CMB	BE*	35,3	+0,86
CMG	GB	25,32	+0,88
COOKSON GROUP P	GB	2,14	+2,84
DAMPSKIBS -A-	DK	5728,30	....
DAMPSKIBS -B-	DK	7199,28	+1,90
DAMSKIBS SVEND	DK	10092,45	+2,74
DELTA PLC	GB	2,08	-0,70
DET SONDENFJ NO	NO	5,86	-2,97
ELECTROCOMPONEN	GB	6,97	-0,84
EQUANT NV	DE*	78	+1,39
FINNLINES	FI*	29,2	+3,18
FKI	GB	2,32	+0,84
FLS IND.B	DK	18,44	-0,72
FLUGHAFEN WIEN	AT*	39,14	-1,88
GKN	GB	14,18	....
GLYNWED INTL PL	GB	2,88	+1,57
HALKOR	GR	6,08	....
HAYS	GB	10,34	-1,27
HEIDELBERGER DR	DE*	60,75	-2,40
HELLAS CAN SA P	GR	21,20	....
IFIL	IT*	3,53	-1,12
IMI PLC	GB	3,87	+1,16
ISS INTL SERV-B	DK	62,71	+0,22
KOEBENHAVN LUFT	DK	98,25	-0,88
KON.NEDLLOYD	NL*	20,3	-1,93
KONE B	FI*	98	....
LAHMEYER	DE*	46,91	....
LEGRAND /RM	FR*	203,8	-1,55
LEIF HOEGH	NO	10,28	....
LINDE AG	DE*	545	-0,37
MAN AG	DE*	28,45	+2,34
MANNESMANN AG	DE*	125,3	-2,11
METALLGESELLSCH	DE*	17,3	-2,54
METRA A	FI*	19,95	....
MORGAN CRUCIBLE	GB	3,35	+1,79
NFC	GB	2,04	-1,43
NKT HOLDING	DK	69,97	+2,17
OCEAN GROUP	GB	14,31	....
PENINS.ORIENT.S	GB	13,78	+1,19
PREMIER FARNELL	GB	2,97	+1,52
RAILTRACK	GB	19,20	-2,48
RANDSTAD HOLDIN	NL*	42,5	+0,47
RATIN -A-	DK	163,50	+0,41
RATIN -B-	DK	170,90	+0,25
RAUMA OY	FI*	11,05	-1,34
RENTOKIL INITIA	GB	5,98	+1,25
REXAM	GB	2,95	-0,50
REXEL /RM	FR*	72,2	+1,62
RHI AG	AT*	24,49	-0,12
RIETER HLDG N	CH	527,21	+0,48
SANDVIK -A-	SE	19,15	-0,58
SANDVIK -B-	SE	19,28	....
SAURER ARBON N	CH	467,85	+0,13
SCANIA AB -A-	SE	25,25	+1,12
SCANIA AB -B-	SE	25,42	+1,11
SCHINDLER HOLD	CH	1433,69	+0,66
SCHINDLER HOLD	CH	1498,24	-0,62
SCHNEIDER /RM	FR*	50,2	+0,60
SEAT-PAGINE GIA	IT*	1,07	+2,88
SECURICOR	GB	8,52	+0,70
SECURITAS -B-	SE	15,23	+1,49
SGS GENEVA BR	CH	802,41	+1,39
SHANKS & MCEWAN	GB	3,66	....
SIDEL /RM	FR*	73,15	+1,18
BTR SIEBE	GB	4,28	+0,35
SITA /RM	FR*	205	-0,49
SKF -A-	SE	12,49	-1,76
SKF -B-	SE	13,10	....
SOPHUS BEREND -	DK	26,37	+1,03
STORK NV	NL*	18,35	....
SULZER FRAT.SA1	CH	604,94	+1,05
SVEDALA	SE	16,02	-2,45
SVENDBORG -A-	DK	8419,82	-0,71
T.I.GROUP PLC	GB	5,89	-0,25
TOMRA SYSTEMS	NO	36,89	+2,33
VA TECHNOLOGIE	AT*	88,3	-0,29
VALMET	FI*	10,15	+2,22
▶ DJ E STOXX IND GO P		325,49	-0,70

ASSURANCES

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AGF /RM	FR*	50,1	-0,99
ALLEANZA ASS	IT*	11,5	-1,71
ALLIANZ AG	DE*	294	-1,34
ALLIED ZURICH	GB	13,23	....
ASPIS PRONIA GE	GR	15,39	....
AXA /RM	FR*	128,3	-1,18
CGU	GB	14,86	-1,59
CNP ASSURANCES	FR*	23,88	-0,29
CORP.MAPFRE REG	ES*	19	+0,48
ERGO VERSICHERU	DE*	118	+0,43
ETHNIKI GEN INS	GR	48,32	....
FONDIARIA ASS.	IT*	5,37	+1,51
FORSIKRING CODA	DK	104,96	+0,65
FORTIS AMEV NV	NL*	....	....
GENERALI ASS	IT*	38,4	+1,88
GENERALI HLD VI	AT*	195,85	-0,53
INA	IT*	2,8	-1,41
IRISH LIFE	GB	9,05	....
LEGAL & GENERAL	GB	10,94	+2,21
MUENCH RUECKVER	DE*	184,6	-0,49
NORWICH UNION	GB	6,82	+0,67
POHJOLA GRP.B	FI*	52,2	+2,45
PRUDENTIAL CORP	GB	12,12	+1,73
RAS	IT*	10,4	+1,46
ROYAL SUN ALLIA	GB	6,84	+0,52
SAMPO -A-	FI*	30,5	+0,07
SWISS RE N	CH	2131,39	+1,04
SEGUROS MUNDIAL	PT*	27,9	....
SKANDIA FOERSAE	SE	17,36	-6,34
STOREBRAND	NO	6,93	....
SWISS LIFE BR	CH	594,28	+0,42
TOPDANMARK AS	DK	170,23	....
TRYG-BALTICA	DK	25,30	....
ZURICH ALLIED N	CH	613,09	+0,41
▶ DJ E STOXX INSU P		349,93	-0,35

MEDIAS

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
B SKY B GROUP	GB	7,86	-1,48
CANAL PLUS /RM	FR*	279,8	-0,60
CARLTON COMMUNI	GB	9,32	+2,77
ELSEVIER	NL*	14,1	+4,83
HAVAS ADVERTISI	FR*	174,4	-0,85
INDEPENDENT NEW	IR*	4,35	....
LAGARDERE SCA N	FR*	30	-0,99
MEDIASET	IT*	8,42	-0,36
PEARSON	GB	19,43	+1,62
REED INTERNATIO	GB	8,85	+4,70
REUTERS GROUP	GB	14,32	+0,21
SCHIBSTED	NO	11,41	....
TELEWEST COMM.	GB	4,53	-3,46
TF1	FR*	176	+3,28
UNITED NEWS & M	GB	8,80	+0,51
WOLTERS KLUWER	NL*	174,3	-0,11
WPP GROUP	GB	7,60	-3,74
▶ DJ E STOXX MEDIA P		316,63	+0,57

BIENS DE CONSOMMATION

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AHOLD	NL*	37,15	-1,46
ASDA GROUP PLC	GB	2,22	+2,04
ATHENS MEDICAL	GR	19,03	....
AUSTRIA TABAK A	AT*	61,45	-1,36
BEIERSDORF AG	DE*	68	-1,16
BIC /RM	FR*	49,85	+1,34
BRIT AMER TOBAC	GB	7,41	-1,18
CASINO GP /RM	FR*	87,05	+0,64
CFR UNITS -A-	CH	1484,45	-1
CPT MODERNES /R	FR*	513	....
DELHAIZE	BE*	65,7	-0,41
ESSILOR INTL /R	FR*	314,5	+3,11
ETS COLRUYT	BE*	647	+0,78
FYFFES	GB	2,14	....
GIB	BE*	38,41	-1,09
GOODYS	GR	24,16	....
IMPERIAL TOBACC	GB	9,38	-1,24
KESKO OY	FI*	13,65	+0,74
L'OREAL /RM	FR*	628	+2,53
MODELO CONTINEN	PT*	19,65	....
PAPASTRATOS CIG	GR	14,92	....
PROMODES /RM	FR*	608	-1,79
RECKITT & COLMA	GB	10	+0,74
SAFEWAY	GB	3,72	....
SAINSBURY J. PL	GB	5,67	....
SEITA /RM	FR*	60	-9,50
SMITH & NEPHEW	GB	2,45	+3,75
STAGECOACH HLDG	GB	3,40	-0,86
TABACALERA REG	ES*	18,65	-0,90
TAMRO	FI*	4,12	+1,38
TESCO PLC	GB	2,41	+0,62
TNT POST GROEP	NL*	27,2	-1,31
▶ DJ E STOXX N CY G P		502,23	+0,28

COMMERCE DISTRIBUTION

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ARCADIA GRP	GB	3,58	+7,11
BOOTS CO PLC	GB	12,57	....
CARREFOUR /RM	FR*	723	+1,12
CASTO.DUBOIS /R	FR*	198,3	-3,17
CENTROS COMER P	ES*	19,41	-0,46
CONTINENTE	ES*	26,87	-0,70
DIXONS GROUP PL	GB	20,38	-0,79
GEHE AG	DE*	43,7	+0,99
GREAT UNIV STOR	GB	10,45	+5,99
GUILBERT /RM	FR*	133	+1,53
HENNES & MAURIT	SE	71,12	+0,63
JERONIMO MARTIN	PT*	33,18	....
KARSTADT AG	DE*	344	-2,41
KINGFISHER	GB	13,61	+12,03
MARKS & SPENCER	GB	6,23	-4,52
METRO	DE*	60,2	-1,79
NEXT PLC	GB	11,52	-3,35
PINAULT PRINT./	FR*	154,9	+0,58
RINASCENTE	IT*	7,49	....
STOCKMANN A	FI*	20	....
VALORA HLDG N	CH	225,68	+3,45
W.H SMITH GRP	GB	10,78	+3,11
WOLSELEY PLC	GB	6,87	+0,22
▶ DJ E STOXX RETL P		331,34	-0,11

HAUTE TECHNOLOGIE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALCATEL /RM	FR*	110	-0,36
ALTEC SA REG.	GR	13,49	....
BAAN COMPANY	NL*	7,1	-3,40
BARCO	BE*	172,4	+0,35
BRITISH AEROSPA	GB	6,45	-1,35
CAP GEMINI /RM	FR*	160	+1,59
COLOPLAST B	DK	96,21	+0,70
COLT TELECOM NE	GB	19,02	-2,87
DASSAULT SYST./	FR*	37,84	+1,58
FINMECCANICA	IT*	0,98	....
FRESENIUS MED C	DE*	55,6	+0,09
GAMBRO -A-	SE	8,90	-1,85
GETRONICS	NL*	35,15	+0,14
GN GREAT NORDIC	DK	32,56	+1,68
INTRACOM N	GR	59,49	....
KON. PHILIPS EL	NL*	75,4	-0,79
MERKANTILDATA	NO	8,72	+0,69
MISYS	GB	9,01	+0,83
NERA ASA	NO	1,85	....
NETCOM ASA	NO	29,16	....
NOKIA -A-	FI*	150,9	-0,33
NOKIA -K-	FI*	150,85	-0,58
NYCOMED AMERSHA	GB	7,68	-1,70
OCE	NL*	24,95	+0,81
OLIVETTI	IT*	2,92	+0,69
ROLLS ROYCE	GB	4,03	-0,36
SAGEM	FR*	490	+0,81
SAP AG	DE*	249,5	-1,77
SAP VZ	DE*	282	-2,93
SEMA GROUP	GB	10,46	+0,14
SIEMENS AG	DE*	62,8	-0,40
SMITHS IND PLC	GB	13,67	+1,98
STMICROELEC SIC	FR*	99	+1,96
TANDBERG DATA A	NO	4,36	+1,39
THOMSON CSF /RM	FR*	29,43	-0,25
WILLIAM DEMANT	DK	60,65	-1,10
▶ DJ E STOXX TECH P		390,25	-0,21

SERVICES COLLECTIFS

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ANGLIAN WATER	GB	10,75	+0,55
BRITISH ENERGY	GB	8,55	-2,38
CENTRICA	GB	1,68	+2,70
EDISON	IT*	8,87	+0,23
ELECTRABEL	BE*	337,5	-0,71
ELECTRIC PORTUG	PT*	18,69	....
ENDESA	ES*	23,57	-0,34
EVN	AT*	119	....
GAS NATURAL SDG	ES*	86,1	-0,06
HAFSLUND -A-	NO	5,74	-4
HAFSLUND -B-	NO	3,58	-1,32
IBERDROLA	ES*	13,71	+0,15
ITALGAS	IT*	4,53	-0,88
NATIONAL GRID G	GB	6,82	-1,07
NATIONAL POWER	GB	7,13	+0,63
OESTERR ELEKTR	AT*	147	-0,81
POWERGEN	GB	10,29	+0,72
SCOT POWER	GB	7,74	+0,38
SEVERN TRENT	GB	12,28	-0,36
SUEZ LYON EAUX/	FR*	176	-1,12
SYDKRAFT -A-	SE	25,09	....
SYDKRAFT -C-	SE	17,25	-3,75
THAMES WATER	GB	13,44	-0,55
TRACTEBEL	BE*	146,2	-0,54
UNION EL.-FENOS	ES*	14,24	+0,35
UNITED UTILITIE	GB	10,98	....
VIAG	DE*	486	-1,52
VIVENDI/RM	FR*	238,9	+0,65
▶ DJ E STOXX PO SUP P		319,72	-0,34

EURO NOUVEAU MARCHÉ

08/04 12 h 36 ▶

AMSTERDAM

Valeur	Cours en euros	% Var. veille
AIRSPRAY NV	24,4	-2,20
ANTONOV	0,65	-2,99
C/TAC	11,8	-0,84
CARDIO CONTROL	8,6	-1,15
CSS	14,4	-0,35
HITT NV	8,65	....
INNOCONCEPTS NV	20,35	+2,78
NEDGRAPHICS HOLD	18	....
POLYDOC	2,15	....
PROLION HOLDING	87	+0,58
RING ROSA	8,7	....
RING ROSA WT	0,75	-6,25
UCC HOLDING NV	12,8	-1,54

BRUXELLES

Valeur	Cours en euros	% Var. veille
ENVIPCO HLD CT	2,1	-0,94
FARDEM BELGIUM ABC	21,5	....
INTERNOC HLD	4,25	+0,24
INTL BRACHYTHER B	12,5	+0,81
LINK SOFTWARE B	11	....
PAYTON PLANAR	2,5	....
SYNERGIA	8,1	....

FRANCFORT

Valeur	Cours en euros	% Var. veille
1 & 1 AG & CO.KGAA	114	-2,15
AIXTRON	194,7	-0,82
AUGUSTA BETEILIGUN	83	+0,80
BB BIOTECH ZT-D	31,85	-0,47
BB MEDTECH ZT-D	18,3	....
BERTRANDT AG	60	....
BETA SYSTEMS SOFTW	16,12	-1,71
CE COMPUTER EQUIPM	151,25	....
CE CONSUMER ELECTR	288	+1,38
CENIT SYSTEMHAUS	225	+0,90
DRILLISCH	130	....
EDEL MUSIC E 98	380	-1,37
ELSA	64,1	+3,39
EM.TV & MERCHANDI	808	+0,75
EUROMICRON	25	-0,79
GRAPHISOFT NV	18,5	+0,54
HOEFT & WESSEL	153	-0,65
HUNZINGER INFORMAT	105	....
INFOMATEC	220	-3,51
INTERSHOP COMMUNIC	199	-2,45
KINOWELT MEDIEN	172,5	-4,17
LHS GROUP	24,95	-4,04
LINTEC COMPUTER	125	....
LOESCH UMWELTSCHUT	5,4	....
MENSCH UND MASCHIN	38,39	-4,50
MOBILCOM	219	+4,24
MUEHL PRODUCT & SE	17,15	....
MUEHLBAUER HOLDING	68	-2,56
PFEIFFER VACU TECH	38,8	+4,88
PLENUM	108,5	-5,65
PSI	68	+1,49
QIAGEN NV	64,5	+2,38
REFUGIUM HOLDING A	32,8	-0,61
SACHSENRING AUTO	14,58	-2,28
SALTUS TECHNOLOGY	29,1	-0,68
SCM MICROSYSTEMS	66	-0,84
SER SYSTEME	342,5	-2,66
SERO ENTSORGUNG	5,8	....
SINGULUS TECHNOLOG	123	-1,20
SOFTM SOFTWARE BER	57	....
TDS	74	+1,37
TECHNOTRANS	48	-4,95
TELDAFAX	34,5	-3,87
TELES AG	204	-0,97
TIPTEL	7,6	-1,30
TRANSTEC	54	....
W.E.T. AUTOMOTIVE	43,5	....

★ CODES PAYS ZONE EURO
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO
CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.



VALEURS FRANÇAISES

● Les actions des distributeurs étaient toujours bien orientées jeudi 8 avril en début de séance. **Carrefour** s'appréciait de 0,20 % à 716,5 euros, **Casino** progressait de 1,50 % à 87,8 euros tandis que **Promodès** gagnait 0,48 % à 619 euros. L'activité des hypermarchés et des supermarchés en France a progressé de respectivement 7 % et 6,9 % en mars par rapport au même mois de 1998.

● **Cap Gemini** affichait un gain de 0,12 % à 157,7 euros jeudi matin. La SSII a annoncé l'acquisition pour 185 millions d'euros de Beechwood, une des principales sociétés américaines des services informatiques aux opérateurs de télécommunications.

● **Eramet** cédait 1,46 % à 33,6 euros jeudi à l'ouverture de la séance. Le groupe métallurgique a annoncé une chute de 28 % de son résultat net part du groupe en 1998, à 43 millions d'euros. Le groupe a indiqué que, compte tenu du très bas prix du nickel au début de 1999 et de la situation relativement déprimée des marchés du manganèse, les résultats pourraient tomber dans le rouge au premier semestre.

● **L'Oréal** bondissait de 2,69 % à 629 euros jeudi matin. Le géant mondial des cosmétiques a réalisé un chiffre d'affaires en hausse de 9,5 % (pro forma) au premier trimestre de son exercice 1999, à 2,6 milliards d'euros (17,1 milliards de francs).

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 8 AVRIL — Cours relevés à 12 h 30

Liquidation : 23 avril

France ▶	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Compensation (1)
B.N.P. (T.P)	150	150	983,94	...	149,10
CR.LYONNAIS(TP)	142,10	142,10	932,11	...	142,10
RENAULT (T.P.)	404	405,10	2657,28	+ 0,27	399
SAINT GOBAIN(T.P	180,04	182	1193,84	+ 1,08	180,10
THOMSON S.A (T.P	150	144,90	950,48	− 3,40	142
ACCOR	219,80	218,30	1431,95	− 0,68	215,10
AGF	50,60	50,25	329,62	− 0,69	48,50
AIR FRANCE GPE N	16,22	16,45	107,90	+ 1,41	15,80
AIR LIQUIDE	141,10	141	924,90	− 0,07	130,90
ALCATEL	110,40	110,90	727,46	+ 0,45	104,80
ALSTOM	26,79	26,85	176,12	+ 0,22	25,70
ALTRAN TECHNO. #	225	225,70	1480,49	+ 0,31	206,50
ATOS CA	88	87	570,68	− 1,13	77,55
AXA	129,80	128,80	844,87	− 0,77	121
BAIL INVESTIS	127	127,60	837	+ 0,47	121,90
BAZAR HOT. VILLE	96,80	98	642,84	+ 1,23	97,90
BERTRAND FAURE	53,75	53,90	353,56	+ 0,27	54

HITACHI #	7,18	[illegible]	47,30	[illegible]	[illegible]
I.B.M #	169,20	[illegible]	1119,72	+ 0,66	151,80
ITO YOKADO #	62,45	[illegible]	411,61	+ 0,48	59,30
MATSUSHITA #	18,55	[illegible]	124,63	+ 2,42	16,80
MC DONALD'S #	42,68	[illegible]	284,03	+ 1,45	38,52
MERCK AND CO #	73,80	[illegible]	486,39	+ 0,47	76,35
MITSUBISHI CORP.	6,42	[illegible]	45,85	+ 8,87	5,95
MOBIL CORPORAT #	84,05	[illegible]	555,60	+ 0,77	82
MORGAN J.P. #	114	[illegible]	775,34	+ 3,68	114,80
NIPP. MEATPACKER	12,75	[illegible]	83,57	− 0,07	12,84
PHILIP MORRIS #	31,98	[illegible]	207,22	− 1,21	37,20
PROCTER GAMBLE	91,35	[illegible]	607,74	+ 1,42	85,50
SEGA ENTERPRISES	17,50	[illegible]	...	...	17,50
SCHLUMBERGER #	51	[illegible]	336,51	+ 0,58	51,90
SONY CORP. #	92,30	[illegible]	617,91	+ 2,05	83,60

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ■ coupon détaché ; ● droit détaché ; # contrat d'animation ; o = offert ; d = demandé ; ↑ offre réduite ; ↓ demande réduite; ♦ cours précédent.

DERNIÈRE COLONNE RM (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12 ; Mardi daté mercredi : montant du coupon en euros; Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon ; Jeudi daté vendredi : compensation ; Vendredi daté samedi : nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

JEUDI 8 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ▶	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
GUILLEMOT #	53	347,66	
GUYANOR ACTI	0,31	2,03	+ 3,33
HF COMPANY	85	557,56	
HIGH CO.	52	341,10	+ 1,96
HOLOGRAM IND.	45	295,18	− 0,33
IGE + XAO	4,15	27,22	
ILOG #	5,20	34,11	
IMECOM GROUP	2,60	17,06	+ 10,63
INFONIE	17	111,51	
INFOTEL #	23	150,87	− 2,12

SECOND MARCHÉ

JEUDI 8 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ▶	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
HERMES INTL	[illegible]	484,75	− 0,13
HYPARLO #(LY	[illegible]	688,75	− 0,94
I.C.C.#	[illegible]	186,11	− 0,28
IMMOB.BATIBA	[illegible]	334,54	− 1,06
IMS(INT.META	[illegible]	68,22	+ 4
INFO REALITE	[illegible]	242,57	− 2,42
INT. COMPUTE	[illegible]	38,60	+ 0,54
JET MULTIMED	[illegible]	590,36	− 0,88
LATECOERE #	[illegible]	557,88	− 0,05
L.D.C.	[illegible]	682,52	− 1,94
LECTRA SYST	[illegible]	47,23	− 0,27

SICAV FCP

Une sélection.

Cours de clôture le 7 avril

Émetteurs ▶	Valeurs unitaires euros	francs	Date cours
AGIPI			
AGIPI AMBITION (AXA)	24,79	162,61	01/04
AGIPI ACTIONS (AXA)	24,33	159,59	01/04

LÉGENDE

* Hors frais. ** A titre indicatif.

SCIENCES Les apparences sont trompeuses. L'eau, substance banale s'il en est, présente à tout moment de notre vie quotidienne, stupéfie les scientifiques. ● LES PHYSICIENS qui étudient ses propriétés vont de surprise en surprise et la considèrent désormais comme l'un des liquides les plus inexplicables, les plus complexes et les plus bizarres qui soient. ● LES DÉCOUVERTES les plus récentes montrent que tout se passe comme si l'eau adoptait le comportement de deux liquides et de douze solides différents, en fonction de la température et de la pression auxquelles elle est soumise. ● LES ASTRONOMES ont pu, grâce notamment au satellite européen ISO, détecter sa présence un peu partout dans l'Univers. Mais la Terre est la seule planète du système solaire à disposer d'eau liquide à sa surface.

L'apparente banalité de l'eau cache de stupéfiantes propriétés

Les chercheurs qui étudient en détail la molécule d'H_2O vont de surprise en surprise. Selon la température et la pression auxquelles elle est soumise, cette substance familière adopte un comportement déroutant que les physiciens ont les plus grandes difficultés à expliquer

QU'ELLE CLAPOTE sur la grève, gargouille dans les canalisations ou tombe à verse du ciel, l'eau fait à ce point partie de notre vie que nous n'y prêtons plus attention. On pourrait imaginer que, si la science connaît une substance à fond, c'est bien elle. Pourtant, les derniers travaux de recherche montrent qu'au fur et à mesure qu'on affine l'étude, le mystère s'épaissit. L'eau est aujourd'hui considérée par les scientifiques, avec un sentiment qui confine à la terreur, comme l'un des liquides les plus inexplicables.

Certains physiciens estiment, aujourd'hui, que les propriétés de l'eau ne se comprennent que si l'on suppose l'existence de deux formes distinctes du liquide. Dans certaines circonstances, indiquent ces spécialistes, l'eau qui sort du robinet peut se séparer, comme une vinaigrette, en deux éléments. Ce point de vue est des plus controversés, mais il montre la difficulté qu'il y a à expliquer la nature étrange de l'humble H_2O. L'idée est née des observations faites dans les années 80 par Austen Angell (aujourd'hui à l'université d'Etat d'Arizona) et son équipe qui ont travaillé sur une eau « sous-refroidie », amenée à une température inférieure à zéro sans qu'elle se transforme en glace. En effet, les cristaux de glace se forment en général sur des grains de poussière qui servent de « semences ». Maintenue scrupuleusement à l'abri de la poussière, elle peut, en principe, être refroidie jusqu'à moins 38 degrés centigrades sans geler.

En refroidissant, l'eau devient de plus en plus étrange. Les expériences réalisées par Angell laissent supposer que, si l'on parvenait à la maintenir sous forme liquide à – 38° C, elle montrerait toutes sortes de propriétés invraisemblables. Dans cet état, l'eau deviendrait un dissipateur thermique illimité : il serait impossible d'élever sa température en la chauffant. Elle serait également compressible à l'infini, de sorte que la pression la plus infime la réduirait à rien.

« DEUX EAUX »

En 1994, Eugene Stanley et son équipe de l'université de Boston aux Etats-Unis ont proposé une explication à ces observations troublantes. Ces propriétés insolites pourraient être, selon eux, le reflet d'un comportement plus étrange encore qui se produit lorsque le liquide est soumis à des pressions élevées. Les modèles informatiques suggèrent, en effet, qu'à – 78° C et mille fois la pression atmosphérique, l'eau se divise en deux liquides de densité différente. Bien que cette division ne soit attendue qu'à des températures très basses et des pressions très élevées, elle pourrait avoir des répercussions dans d'autres conditions. Cela serait susceptible d'expliquer les caractéristiques étranges que les travaux d'Angell prévoyaient.

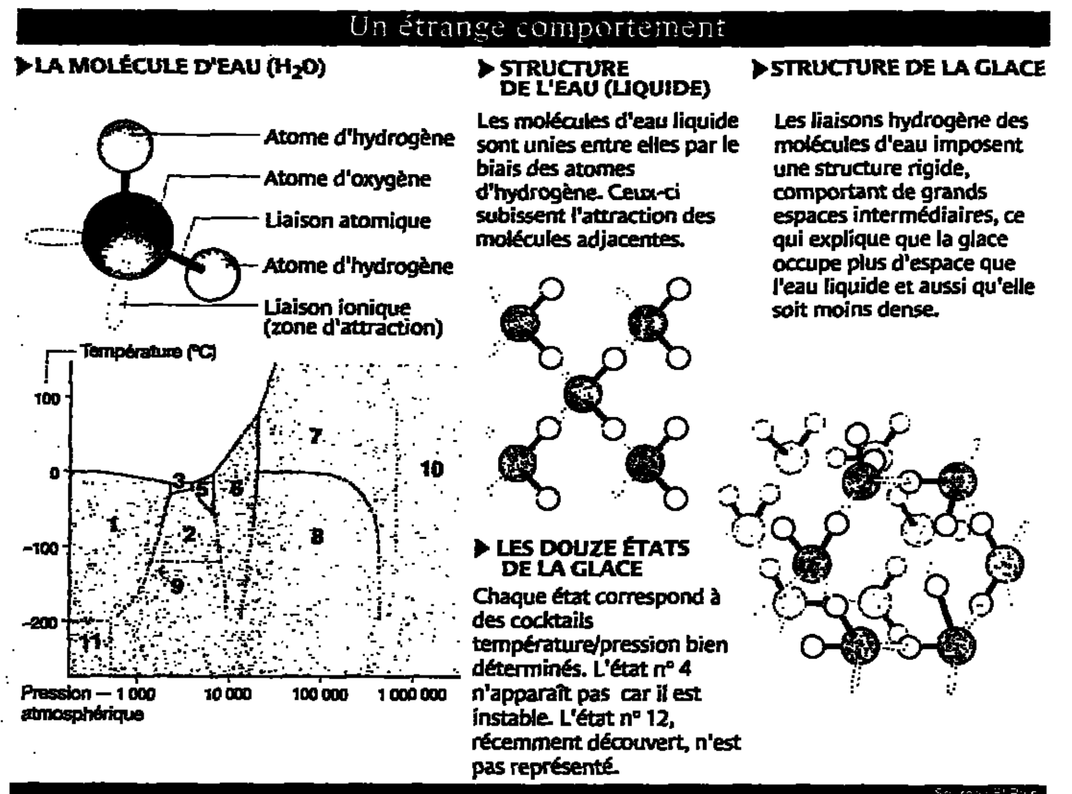
Aujourd'hui, l'idée qu'il existe « deux eaux » est purement théorique. Il n'est pas possible, en effet, d'en établir la preuve par le biais d'expériences directes, car l'eau véritable – non simulée par ordinateur – ne peut être refroidie à – 78° C sans se transformer en glace. Pour étudier ces deux hypothétiques liquides, les physiciens empruntent donc des chemins détournés. Stanley et Osamu Mishima, de l'Institut national de la recherche sur les matériaux non organiques de Tsukuba au Japon, ont décrit, l'an dernier, des expériences au cours desquelles ils ont comprimé de minuscules gouttelettes de glace et mesuré le changement de température que cela produisait. En « *creusant ici et là* » dans la glace, à la bonne température et à la bonne pression, ces scientifiques espéraient déceler un signe de cette division supposée.

Les résultats sont apparemment allés dans ce sens, mais pas de façon concluante. L'existence de deux formes d'eau liquide pourrait, pourtant, fournir un indice de la raison pour laquelle l'eau atteint sa densité la plus forte à 4° C et non pas au-dessous de zéro. Il pourrait s'agir d'un vestige de la compétition entre une forme dense de l'eau – dans laquelle les molécules se rapprochent les unes des autres – et une autre comportant plus d'espace vide – où les liens entre les molécules sont restés intacts, maintenant une certaine distance entre elles. A basse température (au-dessous de 4°C), la forme la moins dense pourrait dominer, tandis qu'à des températures supérieures, la plus dense l'emporterait.

Mais l'aptitude des molécules d'eau à s'organiser en des schémas divers et nombreux est surtout évidente dans le gel. La glace appartient à toute une famille de solides dans laquelle les molécules d'eau sont liées selon des ordonnancements qui diffèrent entre eux. Si vous comprimez de la glace normale, elle transforme sa structure. La dernière en date de ces structures – la douzième de la famille – a été découverte en 1998 par des chercheurs de l'University College de Londres et de l'université de Karlsruhe en Allemagne. Certaines de ces glaces demeurent solides au-delà de 0° C, à condition d'être maintenues sous pression. L'une d'elles, la glace sept, le reste au-dessus de 100° C, mais il faut la comprimer à l'équivalent d'au moins 22 000 fois la pression atmosphérique !

Kurt Vonnegut, dans son roman *Le Berceau du chat*, évoque une « *glace neuf* », qui reste gelée à la température d'une journée d'été ensoleillée. Un éclat tombé dans la mer entraîne la solidification de tous les océans pour l'éternité. La glace sept ne présente pas ce genre de menace : elle fond dès que la pression se relâche.

Philip Ball



Les océans souterrains d'Europe

La Lune, avec ses six milliards de tonnes de glace répartis sur ses deux pôles, n'est pas le seul satellite riche en eau dans le système solaire. Les astrophysiciens s'intéressent à Europe, une des seize lunes de Jupiter, soupçonnée de posséder un océan d'eau liquide sous une épaisse couche de glace. Sa surface montre une mosaïque de plaques blanches qui semblent flotter, séparées par des fractures. L'océan pourrait être maintenu à l'état liquide grâce à l'énergie délivrée par les marées internes que l'énorme masse de Jupiter lui ferait subir. Estimant que ce monde « marin » est susceptible de réunir les conditions nécessaires à l'apparition de la vie, la NASA envisage d'y envoyer deux sondes d'ici à 2010. La première repérerait les poches d'eau liquide les plus proches de la surface ; la seconde se poserait sur l'une de ces zones, ferait fondre la banquise sous elle et irait analyser l'océan supposé.



Des molécules qui dansent le quadrille

L'EAU semble échapper aux lois qui gouvernent les autres liquides. A l'inverse de ces derniers, elle devient plus mobile quand on la comprime et elle perd de sa densité en gelant. L'une de ses particularités les plus étranges est d'atteindre sa densité maximale à 4°C au-dessus de zéro, alors que les autres substances liquides se densifient au fur et à mesure qu'elles gèlent. Ce phénomène pourrait être lié à la façon dont les molécules d'eau sont assemblées entre elles.

A l'échelle moléculaire, la plupart des liquides présentent l'aspect d'une foule désordonnée. Les molécules s'y bousculent dans une pagaille totale, répondant à une sorte d'attraction mutuelle généralisée. L'eau a un comportement plus digne. Les molécules s'y organisent comme si elles se tenaient par la main. Elles sont, en l'occurrence, liées par une structure qu'on appelle le lien d'hydrogène. Chaque molécule d'H_2O offre deux de ces liens et peut en accueillir deux autres, se liant ainsi à quatre de ses semblables.

L'eau possède ainsi, à l'état liquide, un degré d'organisation peu commun, tenant davantage du quadrille – certes, un peu désordonné – que de la cohue indisciplinée des autres liquides. L'une des conséquences de cette structure est le maintien « à bout de bras » des molécules : trop proches, elles ne pourraient pas établir de liens. Ainsi le liquide laisse-t-il beaucoup d'espace interstitiel. Dans la glace, les liens ordonnés du quadrille sont plus rigides. Les espaces vides sont plus grands encore qu'à l'état de fluide, où certaines molécules se permettent de dériver l'une vers l'autre. Voilà pourquoi l'eau liquide est plus dense que la glace.

Depuis le siècle dernier, les savants débattent de la meilleure façon de définir la structure remarquable de l'eau. En 1892, déjà, Wilhelm Röntgen – le découvreur des rayons X – suggérait de considérer ce liquide comme un mélange de régions ordonnées semblables à la glace et de régions brouillonnes plus caractéristiques des fluides. Cette définition comme un mélange d'arrangements moléculaires différents a encore ses partisans aujourd'hui. Elle trouve un écho saisissant dans l'hypothèse de l'Américain Austen Angell selon laquelle il existerait deux formes d'eau à l'état liquide.

P. Bl.

La Terre, une exception dans le système solaire

SI L'UNIVERS ne pesait que 100 kilos, l'hydrogène, combinaison d'un proton et d'un électron, accaparerait près des trois quarts de cette masse, l'hélium quasiment le dernier quart et l'oxygène seulement 1 kilo. Les mille grammes restants se répartiraient entre tous les autres éléments présents dans la nature. « *Associant deux éléments abondants, l'eau se retrouve assez naturellement dans l'univers,* explique Thérèse Encrenaz, directrice du département de recherche spatiale (Despa, CNRS-Observatoire de Paris). *Le satellite européen ISO a d'ailleurs montré qu'elle est partout, tant dans notre système solaire qu'ailleurs, notamment dans les nuages de gaz interstellaires.* »

Son abondance est cependant toute relative : dans l'hypothèse de notre univers-quintal, H_2O ne pèserait que... 0,1 gramme. Bien que cette molécule simple soit stable, les liens entre ses composants ne peuvent résister à des températures excédant quelques milliers de degrés, pas plus qu'ils ne résistent aux ultra-violets. Par chance, les grosses bulles de poussières et de gaz dans lesquelles naissent les étoiles – et, accessoirement, les planètes qui les accompagnent parfois – offrent un filtre protecteur permettant la « survie » de la molécule.

Revenons un peu plus de 4,5 milliards d'années en arrière, dans un de ces nuages gigantesques qui se met à tourner, s'écrase en un disque et se concentre pour donner naissance à une étoile, le Soleil. Autour de lui, attirés par cette énorme masse, gaz et poussières s'agglomèrent. Neuf planètes voient le jour. Négligeons Pluton la mal connue. Jupiter, Saturne, Uranus et Neptune, les quatre géantes dites gazeuses contiennent beaucoup de glace dans leur noyau et de l'eau – gazeuse et liquide – dans leur atmosphère. En revanche, les quatre planètes les plus proches du Soleil sont, à l'origine, quasiment dépourvues d'eau. Mais cela ne l'empêchera pas d'y faire rapidement son apparition.

Le premier demi-milliard d'années des planètes telluriques (Mercure, Vénus, Terre et Mars) est des plus tumultueux. « *Une intense activité interne a lieu,* conte Thérèse Encrenaz. *On pense que le "sol" bouillonne en permanence.* » Ces énormes marmites sphériques, au coeur desquelles se concentrent les éléments les plus lourds comme le fer et le nickel, connaissent un dégazage monstrueux et des réactions chimiques impliquant hydrogène et composés contenant de l'oxygène. Sous forme de vapeur, H_2O apparaît. Par ailleurs, les météorites et autres boules de glace appelées comètes qui, à l'époque, ne cessent de bombarder les jeunes planètes, approvisionnent ces dernières en eau.

C'est à partir de ce moment que le scénario commun s'arrête et que chaque planète écrit sa propre chronique. Tout d'abord Mercure, la plus proche de notre étoile. Avec une température dépassant les 400° C, la vapeur d'eau monte dans les hautes couches de l'atmosphère où les UV solaires la dissocient en oxygène et en hydrogène. Celui-ci, très léger, s'échappe dans le milieu interplanétaire. Seules quelques glaces nichées dans des cratères non exposés au Soleil, près des pôles, prouvent qu'il y eut, un jour, de l'eau sur la petite Mercure.

A quelque 108 millions de kilomètres du Soleil – contre 150 millions de kilomètres pour la Terre – évolue Vénus, une planète à peine plus petite que la nôtre. Pourtant, cette soeur quasiment jumelle est un véritable enfer aride. Aujourd'hui, la température y atteint les 460° C alors qu'il y a une époque, elle avoisinait 30° C. Que s'est-il donc passé pour que Vénus et la Terre, deux corps quasiment semblables, évoluent de manière si différente ? Quand notre planète, après sa phase de dégazage, a commencé à se refroidir, la vapeur d'eau contenue dans son atmosphère s'est condensée. Si jamais déluge il y a eu, il date de cette époque. Des trombes d'eau mêlée d'acide sulfurique se sont déversées sur la Terre. Le calcium contenu dans les roches de la croûte primitive s'est dissous dans ce bain acide et a réagi avec le gaz carbonique atmosphérique, piégeant ce dernier sous forme de calcaire qui allait s'accumuler au fond des océans en formation. L'atmosphère a été ainsi purifiée de son CO_2.

> Des trombes d'eau mêlée d'acide sulfurique se sont déversées sur la Terre

En raison de sa plus grande proximité du Soleil, Vénus n'a pas eu cette chance. La température y étant légèrement supérieure à celle de la Terre, la réaction en cascade n'a pu avoir lieu. Au contraire. Le CO_2 a gagné la bataille, créant un puissant effet de serre. La température a commencé à grimper, provoquant le dégazage des substances volatiles contenues dans les roches de surface et, du même coup, augmentant l'opacité de la planète. En cercle vicieux, l'effet de serre s'est nourri de lui-même et la température n'a cessé de monter. Comme sur Mercure, la photodissociation finit par faire son oeuvre et détruisit les molécules d'eau. Ce scénario catastrophe met en lumière la bonne fortune de notre planète, assez proche du Soleil pour disposer d'eau liquide à sa surface mais suffisamment éloignée pour échapper au sort de Vénus.

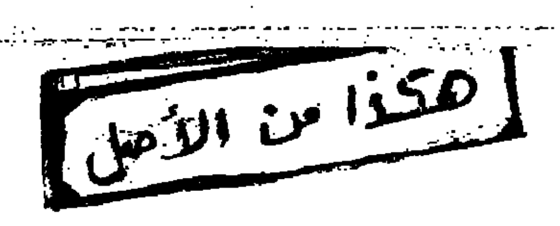
Mars, en revanche, a bien connu les flots. Comme l'ont montré les sondes Viking dans les années 70 et comme le confirment aujourd'hui les images de Mars Global Surveyor, elle garde à sa surface de nombreuses preuves d'un passé humide : lits de rivière asséchés, méandres, vallées, « îles » en forme de larme façonnées par l'eau qui, un temps, a coulé sur la planète rouge.

« *Il y a 3,8 milliards d'années, Mars était hospitalière et présentait des conditions analogues à celles de la Terre à l'époque* », résume François Forget, chargé de recherches au Laboratoire de météorologie dynamique (LMD). Mais, pour une raison que l'on ignore actuellement, la planète rouge a rapidement perdu son atmosphère, s'est refroidie et, avec une pression atmosphérique de 6 millibars, n'a pu garder son eau sous forme liquide. Certains chercheurs imaginent qu'en raison de sa masse presque dix fois inférieure à celle de la Terre, Mars n'avait pas une gravité suffisante pour retenir sa couverture atmosphérique. D'autres estiment que l'atmosphère a peut-être réagi avec le sol. Résoudre cette énigme sera l'un des enjeux des futures missions martiennes.

En attendant, « *un énorme glacier d'eau de la taille de la France occupe le pôle Nord de Mars sur plusieurs kilomètres d'épaisseur,* explique François Forget. *Le pôle Sud présente une calotte de 300 kilomètres de diamètre recouverte en permanence de glace de CO_2 mais on pense que dessous se trouve de la glace d'eau.* » Par ailleurs, les scientifiques supposent qu'une partie de l'eau martienne s'est infiltrée dans le sol où elle est stockée, à faible profondeur, sous forme de glace. Partie le 3 janvier, la sonde américaine Mars Polar Lander va tenter de découvrir ce pergélisol. Réponse à la fin de l'année.

Pierre Barthélémy

★ **Page réalisée par les rédactions du *Monde*, d'*El País* et de la revue scientifique internationale *Nature*. Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize.**

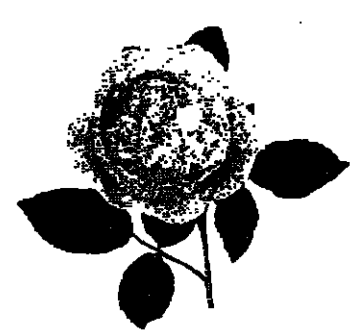


Le jardin saisi par la mode rétro

Scorsonère, euphorbe, rose trémière, poire cuisse-madame... Les végétaux oubliés ou en voie de disparition connaissent une nouvelle vie. Une façon de lutter contre la standardisation des espèces

LA MODE, pour ces dernières plantations du siècle, est au rétro sophistiqué. Au jardin, on plante de la sauge noire à odeur de cassis, des patissons, du scorsonère (proche du salsifis), ou des espèces à consonance aussi charmante que le jambon de jardinier (dont la racine cuite évoque le goût du lard), la julienne des dames, le pavot bleu de l'Himalaya, la mélisse-citronnelle.

Dans les prochaines semaines, cette nouvelle esthétique va voir fleurir bourses d'échange et expositions-ventes où les amateurs éclairés s'en donneront à cœur joie. Ils y dénicheront graines d'euphorbe ou de maïs à grain bleu. Les croqueurs de pommes, les vrais, trouveront de quoi planter sur leur sol un beurrier d'Arembert, un Soldat laboureur ou un Winter banana.



Hier encore partagée par les seuls experts en botanique et d'opiniâtres associations de défense du rutabaga et du radis noir, la passion des végétaux anciens s'étend à des rangs entiers de simples jardiniers. Les catalogues spécialisés se multiplient et les grands distributeurs, qui ont eu la bonne idée de conserver à peu près toutes les espèces, s'en sont fait une spécialité.

Chez Delbard et chez Truffaut, les roses anciennes sont sorties de l'oubli et représentent près du tiers des ventes. Sans doute, ce besoin de renouvellement exprimé par les consommateurs qui plébiscitent tout ce qui peut ressembler à un brin de verdure – selon Promojardin, les ménages ont dépensé 31 milliards de francs (4,83 milliards d'euros) en 1997, au rayon jardinage – mais commencent à se lasser des plantes trop courantes. Le mélange des genres, très *« tendance »* par les temps qui courent (parsemer des fleurs dans le potager est du dernier chic) et l'assouplissement des règles de l'art, contribuent à entretenir la curiosité des amateurs.

La rose idéale n'est plus celle, au garde-à-vous au bout d'une tige raide, que l'on trouve chez le fleuriste. *« Les fleurs anciennes ont du succès car les critères d'appréciation ont évolué*, note Christian Ledeux, directeur de la vente par correspondance chez Delbard. *Elle doit avoir belle allure, avec une multitude de pétales qui la font ressembler à un chou ou une pivoine tout en résistant à l'oïdium et en conservant un beau feuillage. Mais surtout, il faut qu'elle ait un parfum. »*

La maison Delbard, fondée en 1935, a pris l'initiative de consulter un « nez » auprès de parfumeries de Grasse pour cerner les subtiles fragrances de ses roses qui ont aussitôt été répertoriées. Avis aux amateurs. S'exhalent dorénavant des senteurs de citronnelle, de poire, de cidre, de cannelle ou de litchi. La sensibilité qui fait le succès des multiples festivals des plantes et autres fêtes des vivaces traduit aussi une fascination pour la culture jardinière anglaise. La présence de quelques pépiniéristes britanniques parmi les membres du jury chargé d'attribuer les prix est toujours du meilleur effet.

La soudaine vocation de conservateur qui étreint les collectionneurs de plantes anciennes se veut militante autant qu'esthétique. Planter et diffuser des végétaux oubliés est une façon de reconstituer la palette végétale rétrécie comme peau de chagrin par le développement de l'agriculture productiviste. Cette renaissance est largement redevable au mouvement associatif qui, à l'image de la Confrérie des croqueurs de pommes, a su préserver ce qui pouvait l'être.

Dans *Le Jardin, notre double* (éditions Autrement, mars 1999), Françoise Dubost, directeur de recherche au CNRS, considère que *« la sauvegarde des espèces en voie de disparition et des variétés locales, de la poire cuisse-madame ou de la garance voyageuse, est une croisade contre l'érosion génétique »*. Un pied de nez *« à des dizaines d'années d'une impitoyable sélection imposée par la loi du marché »*.

CHARME ET PRATICITÉ

« Cette quête du jardin de grand-mère est aussi et surtout une façon de trouver sa madeleine de Proust. Les consommateurs d'âge mûr retrouvent leur enfance, leurs racines », ajoute Muriel de Curel, organisatrice de la Fête des plantes vivaces de Saint-Jean-de-Beauregard (Essonne) qui se tiendra du 9 au 11 avril. *« Avec le temps*, observe-t-elle, *les nouveaux jardiniers des années 90 ont accumulé des savoirs et certains sont devenus des connaisseurs. Autrefois, à Saint-Jean-de-Beauregard, on s'échangeait la valériane, qui pousse sur le bord des routes. Maintenant, on troque des plantes rarissimes, introuvables il y a seulement cinq ans. »*



D. R.

La Comtesse de Ségur : une rose dont les pétales la font ressembler à une pivoine.

La mode rétro n'empêche pas les pépiniéristes d'innover. Ils poursuivent leurs travaux d'hybridation à partir de souches anciennes afin de lancer sur le marché des produits diversifiés, remontants (capables de fleurir plusieurs fois dans la saison), réclamant un entretien minimal (certains ne nécessitent même pas d'être taillés) et plus solides face aux maladies que leurs ancêtres. Le charme de l'ancien et la praticité du moderne.

Au-delà de l'attirance pour les végétaux d'autrefois, les vivaces en particulier, se dessine une appétence générale pour tous les végétaux rares, qu'ils soient issus du terroir, exotiques ou, simplement, nouveaux et originaux. Les généticiens, qui l'ont compris, multiplient les espèces différentes pour élargir le stock disponible et jonglent avec les études de marché.

« Autrefois, la sélection des espèces de fleurs dépendait surtout de critères de productivité mais désormais, les chercheurs font comme dans le prêt-à-porter ; ils s'efforcent de proposer des produits qui permettront de suivre la mode ou de la créer », assure Marc Gueguen, responsable du marketing chez Truffaut. Ainsi, après la vogue du blanc puis des teintes pastel, la tendance côté fleurs de cette fin de siècle est aux couleurs vives, voire criardes.

Jean-Michel Normand

Le rendez-vous des collectionneurs

La Fête des plantes vivaces, grand rendez-vous des collectionneurs de plantes rares, se tiendra du vendredi 9 au dimanche 11 avril au château de Saint-Jean-de-Beauregard (Essonne), près des Ulis, à trente kilomètres au sud de Paris. Cette exposition-vente regroupera cent quarante pépiniéristes français et étrangers, sous l'égide de la Société nationale d'horticulture de France (SNHF), qui proposeront plantes vivaces, alpines, bulbeuses, aquatiques, grimpantes ainsi que roses et arbustes.

La manifestation, qui sera suivie du 6 au 8 novembre par la Fête des fruits et légumes, permet aussi de découvrir le magnifique potager du château, d'une superficie de deux hectares, subdivisé en seize carrés, comme au Moyen Age.

★ Fête des plantes vivaces de Saint-Jean-de-Beauregard : du 9 au 11 avril (de 10 heures à 18 heures). Entrée : 55 F (gratuit jusqu'à 10 ans).

Les légumes extraordinaires de Victor Renaud

LE JOLI JARDIN en pente situé derrière la maison en pierre que possède Victor Renaud à Presles, dans le Val-d'Oise, est grand, sans plus. Mais entre les premières pousses qui sortent de terre, les plants qui s'éveillent de leur léthargie dans la tiédeur des petites serres ou sous les cloches en verre parsemées à même la terre, l'endroit regroupe quelque quinze cents espèces sur 1 000 mètres carrés.

Victor Renaud, soixante-quatre ans, ancien ouvrier tourneur, est devenu depuis une dizaine d'années l'un des collectionneurs de légumes anciens parmi les plus réputés. Auteur de plusieurs ouvrages, chroniqueur dans la presse spécialisée, cet expert dont l'avis fait autorité ne manque aucune manifestation d'envergure, qu'il s'agisse de célébrer les cucurbitacées ou les plantes condimentaires.

Tous les deux ans en septembre, il ouvre son jardin au public, comme le font les Lords-jardiniers anglais. Sauf que Victor préfère les courges, les tomates et le thym aux roses anciennes et aux camélias. En septembre 1998, deux mille visiteurs ont défilé en quelques heures entre les planches de cerfeuil et de sauge, jouant des coudes pour découvrir quatre cents espèces de tomates différentes. Celle de La Paz, dont l'arbuste donne des fruits orange, oblongs, ou des espèces vertes, blanches ou bigarrées, *« toutes comestibles »*, précise le maître des lieux. Régulièrement, les classes des écoles primaires viennent s'initier à ces plantes oubliées.

« PATRIMOINE VÉGÉTAL »

Victor Renaud, qui échange des graines avec des correspondants installés aux quatre coins du monde, veille sur une sorte d'Arche de Noé horticole. Les courges, quoique fort envahissantes, sont présentes en une soixantaine d'espèces et, pour le reste, l'éventail des variétés est encore plus impressionnant. Quelques plants suffisent : fenouil doux ou bronzé, ail rocambole, herbe à bison, macéron (au goût plus fort que le céleri), sauge tricolore, bourrache, moutarde de Chine à fleur de chou, ciboule de Saint-Jacques que les pèlerins vers Compostelle emportaient dans une musette pour éviter le scorbut, et pommes de terre au nom évocateur : saucisse-rouge, bleue-de-la-Manche, négresse.

Au détour d'une allée, Victor vous fait mâcher une feuille de mertensie maritime, une plante du littoral atlantique au curieux goût d'huître, ou humer le délicat parfum du thym orangé. Pour le capron, sorte de petite fraise au goût de framboise, ce n'est pas encore la saison. Dommage.

« Les produits du commerce ont été conçus pour leur capacité à conserver une apparence avantageuse et à résister au transport. Ni leur valeur gustative ni leur valeur nutritive n'ont été prises en compte. Regardez les salades prélavées : on y trouve de la cellulose et de l'azote, mais point de vitamines ni de sels minéraux », s'indigne Victor Renaud. Apôtre convaincu de *« la défense du patrimoine végétal »*, tout en reconnaissant qu'une plante *« n'est pas forcément intéressante parce qu'elle est ancienne »*, ce petit homme affable et malicieux est, par son côté touche-à-tout, un jardinier très moderne. Mais, pour l'heure, ce n'est pas à une tomate mais à un dahlia que le nom de Victor Renaud a été donné.

J.-M. N.

Acheter c'est bien, planter c'est mieux

QUAND elles repartent de la jardinerie ou d'une fête des plantes, les voitures ressemblent à un dessin de Dubout : des fenêtres ouvertes, du coffre attaché par une ficelle dépassent arbres et arbustes ; les barquettes de vivaces laissent juste assez de place aux enfants pour qu'ils s'entassent sur la banquette arrière rabattue. Les plus grands sont même parfois mis à contribution pour tenir solidement les pots.

Observant la scène, le jardinier émérite est navré mais se marre en douce. Il oublie qu'il a commis la même erreur, il y a quelques années de cela, et qu'il lui arrive encore de ne pas savoir juguler sa boulimie de plantes. Maudit libre-service. Tout le problème vient de là. Comment résister à ces rangées de pots, à ces tablettes recouvertes de plantes multicolores, à ces arbustes au feuillage opulent, à ces raretés exotiques... Autrefois si difficiles à trouver, elles sont aujourd'hui en vente jusque dans les hypermarchés dont les jardineries ont su copier les techniques de vente et l'agencement des rayonnages : les produits chers au niveau des yeux, les pots de confiture biologique, le pain d'épices sur le chemin des caisses enregistreuses de façon que les enfants affamés – toujours affamés – demandent à leurs parents d'en acheter.

Le jardinier émérite, après avoir bien rigolé, est pris de pitié. Il lui arrive même de s'approcher de clients et de leur souffler à l'oreille un *« si j'étais vous, je n'achèterais pas cette barquette de tomates maintenant, il va encore geler »*, ou un *« elles sont belles vos azalées, jolie couleur, et ces rhodos, magnifiques !, mais vous a-t-on dit qu'il vous manquait juste quelques mètres cubes de terre de bruyère pour les planter tous ? »*

MANQUE D'INFORMATIONS

Généralement soucieux de réussir leurs plantations, les chalands vous bombardent alors de questions et s'en vont remettre à leur place ce qu'ils venaient juste de poser sur leur grand chariot, non sans avoir pesté contre le manque d'informations portées sur les fiches accompagnant chaque plante. Non sans vous avoir demandé auparavant ce qu'ils pouvaient planter à la place, effrayés à l'idée de devoir planter chaque rhododendron dans un trou de 1 mètre sur 1 mètre et de 60 centimètres de profondeur après en avoir extrait la terre d'origine pour la remplacer par 600 litres de terre de bruyère (de 300 F à 400 F de terre par arbuste) et étonnés d'apprendre qu'un rhododendron atteint généralement 2 à 3 mètres de hauteur et autant d'envergure en l'espace de sept à dix ans...

Et l'on ne sait rien de ceux qui repartent avec cinq ou six arbres de plein vent déjà bien formés. On devine quand même qu'ils passeront leur week-end entier à creuser les grands trous nécessaires à leur plantation et qu'ils se coucheront fourbus. Avant de se lancer dans une campagne de plantations, il faut bien réfléchir et bien planifier son travail. Planter un arbre fruitier occupe l'après-midi entière de deux personnes. Planter un massif de vivaces, entre le moment où l'on décide de son emplacement et celui où l'on range ses outils équivaut à trois heures de travail par mètre carré de plantation.

Un jardinier ne peut donc guère planter plus d'un arbre, deux ou trois arbustes et quelques vivaces par week-end.

Alain Lompech

La Juventus et Manchester se partagent le score et les amateurs

En imposant sa manière chacun son tour, ces deux géants du football européen ont démontré, lors de leur demi-finale aller de la Ligue des champions, la viabilité de leurs principes tactiques avant de se séparer sur le score de 1-1

Manchester United et la Juventus Turin ont fait match nul (1-1), mercredi 7 avril, lors de leur demi-finale aller de la Ligue des champions, à l'issue d'une rencontre contrastée qui a vu les protagonistes imposer leur style à tour de rôle. La première mi-temps est revenue aux Italiens qui ont ouvert le score par Antonio Conte (25e). La seconde mi-temps a vu les Anglais malmener le dispositif tactique transalpin pour revenir à la marque grâce à Ryan Giggs, auteur d'un but pendant les arrêts de jeu (92e). L'autre demi-finale opposait, en Ukraine, le Dynamo Kiev au Bayern Munich. Si Andreï Chevtchenko, auteur de deux buts, et ses coéquipiers ont nettement dominé, les Allemands ont attendu les dernières minutes de jeu pour profiter du trop-plein de confiance de leurs adversaires et arracher un étonnant match nul (3-3). Les matches retour se joueront le 21 avril.

MANCHESTER
de notre envoyé spécial

Quatre-vingt-dix minutes de jeu suffisent parfois à comprendre comment un même sport, en l'occurrence le football, peut être si différent, et si beau à la fois, en deux endroits de la planète. Chaque année depuis maintenant trois saisons, Manchester United et la Juventus Turin ont pris l'habitude de confronter leur façon de voir les choses, dans le cadre de la Ligue des champions. Mercredi 7 avril au stade Old Trafford de Manchester, les deux géants ont été fidèles au rendez-vous. Ils ont transformé cette demi-finale aller en cours magistral. Chacun a eu sa mi-temps pour démontrer la supériorité de sa manière.

Hors course dans le championnat italien, dont ils occupent actuellement une septième place « non européenne », les joueurs de la Juventus ont fait de la Ligue des champions leur objectif principal. Après une finale gagnée (en 1996 contre Ajax Amsterdam) et deux perdues (en 1997 contre le Borussia Dortmund, en 1998 contre le Real Madrid), le club piémontais n'a pas d'autre choix que de gagner le trophée 1999 s'il veut être qualifié pour l'édition suivante. Pensent-ils à cela, les joueurs de l'entraîneur Carlo Ancelotti, nommé à la place de Marcello Lippi en cours de saison, en pénétrant sur la pelouse du « Theatre of Dreams », surnom donné à Old Trafford ? Si le *catenaccio* (le cadenas) et le *contrepiede* (la contre-attaque) sont les deux mamelles du football italien, la Juventus de Turin est souvent présentée comme le dépositaire officiel de cette marque de fabrique. Emmenés par un Zinedine Zidane qui disputait son premier match depuis trois semaines en raison d'une blessure au genou droit, les Noir et Blanc ont *« joué une première mi-temps comme il avait été prévu de le faire »*, dira simplement l'autre Français de la Juve, Didier Deschamps.

Laisser venir l'adversaire, lui donner l'impression qu'il peut prendre le dessus, bloquer très haut ses deux pourvoyeurs de centres que sont Ryan Giggs et David Beckham, accélérer dans les phases de replacement... De la théorie à la pratique, la faille est trouvée à la 26e minute du match : le capitaine Antonio Conte, celui-là même qui avait inscrit le but qualificatif en quart de finale contre l'Olympiakos (1-1), profite d'une erreur de marquage pour ouvrir le score. Les quatre ou cinq très nettes occasions qui s'en suivront donneront plus tard des regrets. *« Un deuxième but aurait "fermé" le match »*, commentera Didier Deschamps au sortir de sa 66e rencontre de Coupe d'Europe, nouveau record français, série en cours.

Mais les mi-temps sont faites pour reposer les organismes et mettre les idées au clair. Après les quinze minutes réparatrices, un autre match commence. Pour Manchester United aussi, une victoire en Ligue des champions relève de l'obligation. Jamais l'équipe du Lancashire, qui s'est brillamment sortie d'une poule qualificative ardue avant de battre l'Inter Milan en quart de finale, n'a semblé dans d'aussi bonnes dispositions. Le public l'a compris et lui pardonnerait difficilement un échec, surtout en ces heures de relations douloureuses entre le club et ses supporteurs.

La proposition de rachat de Manchester United par la chaîne BskyB, propriété de Ruppert Murdoch, pour 623 millions de livres (6 milliards de francs, 916 millions d'euros), a soulevé la colère des fans les plus anciens. Alors que le ministre du commerce et de l'industrie, Stephen Byers, doit prochainement donner un avis définitif sur la question, la direction du club a annoncé, fin mars, une augmentation d'environ 2 livres (19,5 francs, 3 €) sur chaque billet pour la saison 1999-2000, seule façon de faire face à l'inflation des salaires, fut-il expliqué. Plusieurs associations de supporteurs ont crié à la trahison.

LE PLUS RICHE

D'autres ont rappelé qu'au prix où sont déjà les places il serait temps que « le club le plus riche du monde » – 87,9 millions de livres de budget annuel (853 millions de fancs, 130 millions d'euros) – retrouve son lustre. Son unique victoire en Coupe d'Europe des clubs champions remonte à 1968. En 1968, Ryan Giggs, comme la plupart de ses coéquipiers, n'était pas né. En marquant le but de l'égalisation, mercredi, l'international gallois permet à Manchester de conserver un espoir de qualification. Les « Reds » ont réalisé une deuxième mi-temps comme seul le football britannique est capable d'en produire. On croyait pourtant Manchester United totalement immunisé contre cette bonne vieille pratique du *« je balance devant, au petit bonheur la chance »*, plus connue sous l'appellation de *kick and rush* (frapper et se précipiter). L'entraîneur écossais Alex Ferguson professe depuis si longtemps le jeu « continental » et l'art de la passe courte que rien, pensait-on, ne l'en aurait écarté.

Eh bien non ! Les longs ballons envoyés par les défenseurs directement à leurs attaquants, mercredi en fin de match, ont fini par avoir raison du dispositif italien. Deux minutes après le but de Ryan Giggs, l'arbitre espagnol, Manuel Diaz Vega, mettait un terme à la partie de football la plus contrastée que l'on ait vue depuis longtemps. En attendant le match retour.

Frédéric Potet

L'incroyable retour du Bayern Munich

Il a failli sombrer, mais s'est maintenu à flot et se présente comme un vainqueur possible : mercredi 7 avril, à Kiev (Ukraine), le Bayern Munich a obtenu face au Dynamo un match nul (3-3) qui, pour être heureux, n'en reste pas moins une performance de choix. D'abord Andreï Chevtchenko et ses coéquipiers ont nettement dominé, menant 3-1 à 12 minutes de la fin de la rencontre grâce au jeune attaquant prodige (16e, 42e), du coup meilleur buteur de l'épreuve avec 8 réalisations, et à Vitaly Kossovski (50e) qui avait répondu à un coup-franc supersonique de Michael Tarnat (45e). Mais les Allemands ont profité de l'excès de confiance des Ukrainiens qui n'ont pas su fermer le jeu. Un nouveau coup-franc, signé Stefan Effenberg 78e), puis un ultime raid de Carsten Jancker (90e) permirent aux hommes d'Ottmar Hitzfeld de signer une étonnante performance.

DÉPÊCHES

■ **AUTOMOBILISME : le Français Stéphane Sarrazin, 24 ans,** pilote essayeur de l'écurie Prost Grand Prix, vice-champion de France de F3 1997, a été « prêté » à l'écurie Minardi pour le Grand Prix du Brésil, disputé dimanche 11 avril, afin de remplacer l'Italien Luca Badoer, blessé.

■ **CYCLISME : le sprinter belge Tom Steels (Mapei),** 27 ans, a gagné, mercredi 7 avril, pour la deuxième fois, la semi-classique cycliste Gand-Wevelgem (Belgique), en devançant le Polonais Zbigniew Spruch (Lampre) et le Néerlandais Tristan Hoffman (TVM).

■ **DOPAGE : le procureur du parquet de Ferrare (Italie),** Pierguido Soprani, qui mène une enquête sur le dopage dans le cyclisme italien, s'est rendu à Brest, mercredi 7 avril, en compagnie de deux carabiniers de la brigade antidrogue afin d'entendre l'ancien coureur Erwan Menthéour, auteur du livre *Secret défonce*, dans lequel il révèle les pratiques du peloton international en la matière. Par ailleurs, les fédérations française et italienne ont décidé, mercredi, à l'issue d'une rencontre entre les présidents Daniel Baal et Giancarlo Ceruti, de collaborer dans la lutte antidopage.

■ **Le coureur cycliste français Emmanuel Magnien (La Française des Jeux)** a été entendu comme témoin, mardi 6 et mercredi 7 avril, par les enquêteurs du SRPJ de Lille, dans le cadre de l'affaire Festina. Emmanuel Magnien, qui avait couru sous les couleurs de Festina en 1996 et 1997, avait déjà été entendu le 27 juillet 1998 à Lille par les policiers du SRPJ.

Les dossiers de l'« affaire Festina » ouverts au grand jour

BIBLIOGRAPHIE

*« **IL EST POSSIBLE** de gagner des courses sans se doper, je le sais, je l'ai fait. »* Gilles Delion, ancien coureur professionnel, vainqueur d'une étape dans le Tour de France 1992 et du Tour de Lombardie 1990, parle en homme d'expérience. Lui n'a pas attendu l'affaire Festina pour faire entendre sa voix. Voilà déjà plusieurs années que ce précurseur occupe la première ligne sur le front de la lutte contre le dopage.

Peut-être est-ce pour lui rendre hommage, ou simplement parce que ses mots sonnent justes, que les auteurs d'*Un cyclone nommé dopage* l'ont choisi pour préfacer leur ouvrage. Nicolas Guillon, journaliste indépendant, collaborateur du *Monde*, et Jean-François Quénet, journaliste à *Ouest-France*, multiplient détails et anecdotes sur l'enquête menée depuis le 8 juillet 1998 par le SRPJ de Lille pour le dossier instruit par le juge Patrick Keil.

Spécialistes de cyclisme, ils ont l'un et l'autre « couvert » de nombreuses épreuves, partageant depuis plusieurs années la vie de ce microcosme. Rien ne leur échappe des coulisses, des us et des coutumes de cette société fondée sur un mythe et une légende, mais aussi sur mensonges et hypocrisie.

Le vendredi 10 juillet 1998, ils sont à Dublin au départ du Tour de France. *« Vers 19 heures, la nouvelle de l'arrestation d'un soigneur de l'équipe Festina est enfin tombée »*, diffusée par l'Agence France-Presse (AFP), racontent-ils. L'affaire commence. L'un des premiers à s'exprimer est le docteur Gérard Porte, médecin chef du Tour. Il a *« des mots forts »*, rappellent les auteurs. *« Les Festina ne sont pas pires que les autres du point de vue du dopage. Ils se fournissent comme ils peuvent »*, déclare à chaud le praticien qui, dès le lendemain, démentira ces propos publiés dans le *Journal du Dimanche*. Le Tour 1998 n'a pas encore donné un coup de pédale qu'il file à vau-l'eau.

Les deux journalistes ne lâchent pas les enquêteurs avant février 1999, date à laquelle ils achèvent leur travail minutieux. Qui révèle quelques instants connus jusque-là des seuls protagonistes : les détails de certaines dépositions ; les longues heures des gardes à vue, notamment celles des coureurs de Festina à Lyon, le 24 juillet ; les confrontations dans le bureau étroit du juge à Lille ; ou encore l'attention particulière, au château de Bity, propriété des Chirac, en Corrèze, prêtée à l'hôte d'un soir mouvementé, le directeur du Tour de France, Jean-Marie Leblanc.

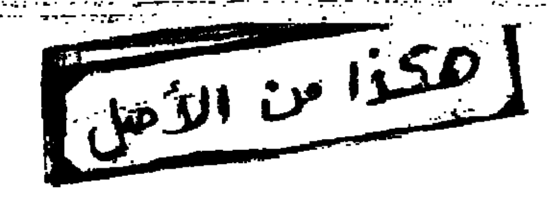
Les auteurs sont aussi des passionnés, attachés à sauver *« quelques vraies valeurs dans ce cyclisme, sinistré par sa propre faute... »*. Et seule la vérité révélée peut entretenir l'espoir d'une renaissance.

Yves Bordenave

★ ***Un cyclone nommé dopage, les secrets du dossier Festina,*** **par Nicolas Guillon et Jean-François Quénet ; éditions Solar ; 208 p.**

LOTO

Résultats des tirages n° 28 effectués mercredi 7 avril. Premier tirage : 5, 11, 22, 24, 41, 49 ; numéro complémentaire : 3.
Pas de gagnant pour 6 numéros.
Rapports pour 5 numéros et le complémentaire : 927 700 F (141 428,85 €)
5 numéros : 5 745 F (875,81 €)
4 numéros et le complémentaire : 246 F (37,50 €)
4 numéros : 123 F (18,75 €)
3 numéros et le complémentaire : 26 F (3,96 €)
3 numéros : 13 F (1,98 €).
Second tirage : 9, 10, 16, 17, 28, 33 ; numéro complémentaire : 41. Pas de gagnant pour 6 numéros.
Rapports pour 5 numéros et le complémentaire : 133 745 F (20 389,29 €)
5 numéros : 5 980 F (911,64 €)
4 numéros et le complémentaire : 256 F (39,02 €)
4 numéros : 128 F (19,51 €)
3 numéros et le complémentaire : 26 F (3,96 €)
3 numéros : 13 F (1,98 €).



Assez bien ensoleillé

VENDREDI, la dépression située *en Méditerranée se comble progressivement* mais le temps reste instable sur l'extrême Sud-Est. Un anticyclone est centré sur le proche Atlantique. Dans ce champ de pression élevé, une perturbation peu active circule. Le ciel sera chargé sur les *régions du Nord-Ouest et les nuages* seront accompagnés de quelques bruines éparses.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.– Sur la Bretagne et la Basse-Normandie, le ciel sera très nuageux et quelques pluies faibles et éparses tomberont le matin. Sur les pays de Loire, la journée sera bien ensoleillée. Il fera entre 15 et 18 degrés.

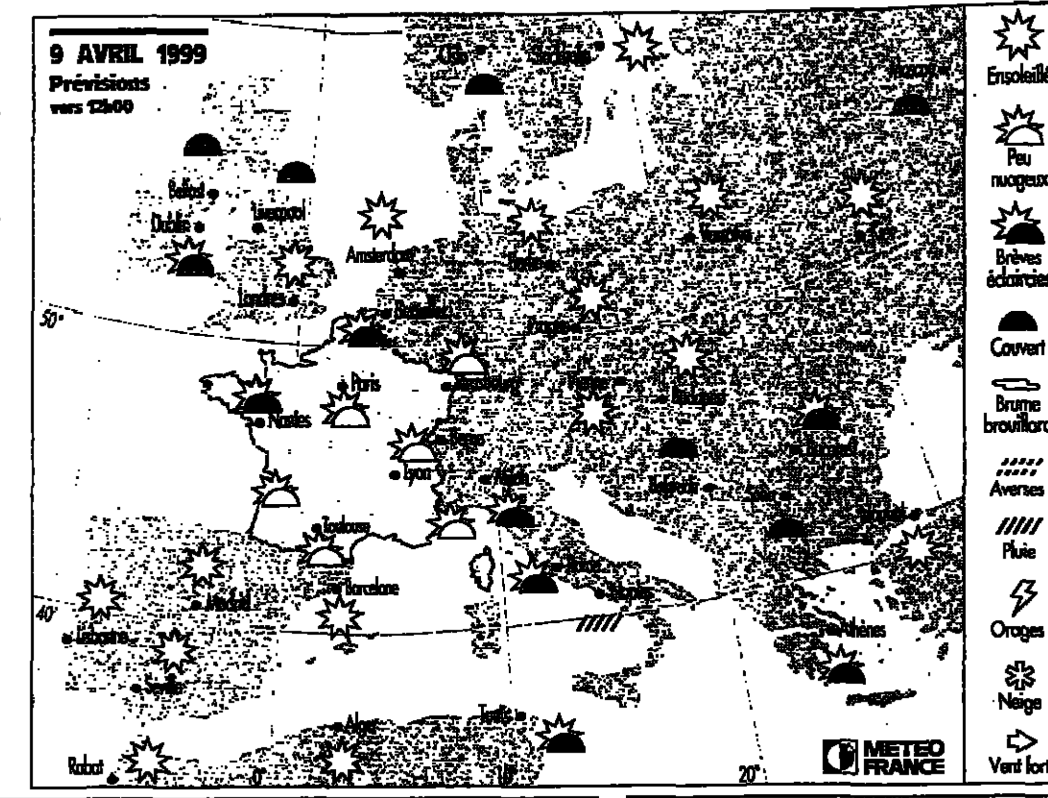
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.– Sur l'extrême Nord et la Haute-Normandie, les nuages seront *bien présents. Sur les autres régions*, la journée sera assez bien ensoleillée après dissipation des brouillards. Il fera de 14 à 17 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.– Au lever du jour, le ciel sera chargé *avant des éclaircies* qui conduiront à une après-midi ensoleillée. Il fera de 14 à 16 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.– Sur les Pyrénées, les nuages seront présents le matin, belles éclaircies l'après-midi. Sur les *autres régions, brumes et brouillards* laisseront rapidement place à un beau soleil. Il fera 16 ou 17 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Sur le Limousin, les brouillards laisseront place à un franc soleil. Sur les autres régions, les nuages seront très nombreux le matin. L'après-midi, le soleil s'imposera. Il fera 14 et 17 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.– En Corse le temps reste instable avec averses et orages. Sur les Alpes du Sud et la Côte d'Azur, le ciel sera passagèrement nuageux. Sur les autres régions, le ciel sera bien dégagé. Mistral et tramontane souffleront jusqu'à 100 km/h le matin, 80 km/h l'après-midi. Il fera 16 à 18 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **AFRIQUE.** A partir du 31 mai, les vols Air Afrique (27 au départ de Paris) sont transférés de l'aéroport Charles-de-Gaulle 1 à l'aéroport Charles-de-Gaulle 2, terminal A.

■ **ITALIE.** Le Hilton Rome Airport, directement relié au terminal de Fiumicino, à Rome, devrait ouvrir le 1er novembre. Il comportera 519 chambres disposées sur huit étages au milieu de jardins paysagers et un centre de remise en forme avec piscine intérieure.

■ **JORDANIE.** Le groupe hôtelier Accor vient de prendre la gestion de deux joyaux de l'hôtellerie jordanienne de luxe, le Taybet Zaman Village Hotel et Resort, un authentique village bédouin composé exclusivement de maisons traditionnelles, à 12 km de Petra, et le Beit Zaman, village jumeau du précédent, qui ouvrira fin 1999 dans un paysage d'oliviers, à Petra même.

PRÉVISIONS POUR LE 9 AVRIL 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	25/31 N	KIEV	8/16 S	VENISE	7/15 P	LE CAIRE	14/24 S
				POINTE-A-PIT.	*20/29 C*	*LISBONNE*	*15/24 S*	*VIENNE*	*7/17 S*	*MARRAKECH*	*16/29 S*
				ST-DENIS-RÉ.	23/29 S	LIVERPOOL	8/16 C	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	17/23 P
				EUROPE		LONDRES	10/18 S	BRASILIA	19/30 S	PRETORIA	17/30 S
				AMSTERDAM	6/15 S	LUXEMBOURG	5/15 N	BUENOS AIR.	12/21 C	RABAT	12/23 S
FRANCE métropole		NANCY	2/15 S	ATHENES	13/20 N	MADRID	1/19 S	CARACAS	22/27 P	TUNIS	10/18 N
AJACCIO	7/13 P	NANTES	6/15 N	BARCELONE	7/17 S	MILAN	8/17 N	CHICAGO	8/17 N	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	7/13 S	NICE	9/15 N	BELFAST	10/16 C	MOSCOU	4/11 C	LIMA	18/24 N	BANGKOK	24/32 C
BORDEAUX	6/18 S	PARIS	3/16 S	BELGRADE	11/21 C	MUNICH	4/14 N	LOS ANGELES	7/14 S	BOMBAY	24/31 S
BOURGES	2/15 S	PAU	2/13 S	BERLIN	6/16 S	NAPLES	8/15 P	MEXICO	13/31 S	DJAKARTA	27/30 P
BREST	8/14 N	PERPIGNAN	9/17 S	BERNE	3/13 N	OSLO	4/16 C	MONTREAL	0/8 N	DUBAI	23/29 S
CAEN	8/13 N	RENNES	7/16 N	BRUXELLES	5/16 N	PALMA DE M.	5/18 S	NEW YORK	10/13 P	HANOI	21/26 P
CHERBOURG	7/14 N	ST-ETIENNE	4/12 N	BUCAREST	6/22 N	PRAGUE	3/14 S	SAN FRANCIS.	6/11 N	HONGKONG	22/25 C
CLERMONT-F.	3/14 N	STRASBOURG	4/15 S	BUDAPEST	9/19 S	ROME	6/15 N	SANTIAGO/CHI	9/23 S	JERUSALEM	13/22 S
DIJON	3/15 S	TOULOUSE	3/14 S	COPENHAGUE	4/12 S	SEVILLE	12/28 S	TORONTO	4/11 C	NEW DEHLI	21/39 S
GRENOBLE	3/17 N	TOURS	3/16 S	DUBLIN	9/18 N	SOFIA	6/16 C	WASHINGTON	13/20 P	PEKIN	10/23 S
LILLE	5/15 N	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	6/16 C	ST-PETERSB.	0/11 C	**AFRIQUE**		SEOUL	8/16 C
LIMOGES	4/14 S	CAYENNE	23/30 S	GENEVE	4/15 S	STOCKHOLM	6/16 S	ALGER	6/18 S	SINGAPOUR	26/31 C
LYON	6/14 S	FORT-DE-FR.	23/29 P	HELSINKI	0/11 N	TENERIFE	13/20 N	DAKAR	17/22 S	SYDNEY	15/19 P
MARSEILLE	7/17 S	NOUMEA	24/28 P	ISTANBUL	15/21 S	VARSOVIE	4/14 S	KINSHASA	23/29 P	TOKYO	8/14 S

Situation le 8 avril à 0 heure TU

Prévisions pour le 10 avril à 0 heure TU

METEO FRANCE

VENTES

Le vingt-cinquième Salon des antiquaires d'Antibes

LA VALEUR des Salons d'antiquaires et des foires de brocante peut se mesurer à leur âge : ceux qui perdurent depuis dix, vingt ou même trente ans figurent souvent parmi les meilleurs. C'est le cas de celui d'Antibes, qui a pris de plus en plus d'importance au fil de ses vingt-sept années d'existence. Il compte maintenant cent trente exposants, dont une centaine d'antiquaires, et les brocanteurs installés séparément. Son intérêt est justement de réunir la meilleure qualité et des babioles en tout genre.

Le côté « prestige » accueille les visiteurs, avec quelques très bons stands disposés autour du hall d'entrée, où l'on retrouve des habitués de la Biennale. Le Monégasque Sapjo se consacre à différentes familles d'objets : du mobilier, des objets d'art et des objets de vitrine XVIIIe, des bijoux anciens et 1900. A Antibes, sa pièce la plus spectaculaire est un service en porcelaine de Sèvres, daté 1826-1827, avec un décor de bouquets polychromes entouré de motifs dorés, qui totalise 98 pièces. Fait rare, il est présenté dans sa caisse en bois d'origine, avec ses factures manuscrites soigneusement calligraphiées (80 000 francs, 12 214 euros).

TABLE À JEUX

La maison Gismondi reçoit le public dans un somptueux salon XVIIIe, dont la pièce la plus originale est une table à jeux de la fin de l'époque Louis XVI. Sa structure permet de combiner tous les jeux à la mode de l'époque grâce à plusieurs plateaux amovibles : damiers, échecs, lansquenet, trictrac, toupies, et une sorte de billard « trou-madame », où l'on joue avec des boules et des queues de billard.

Autre meuble précieux et rare, une commode Louis XIV, dite « mazarine », provient des ateliers royaux des Gobelins, qui rivalisaient avec ceux du Louvre. Orné *sur toutes ses faces d'une marqueterie* florale rehaussée de motifs foisonnants, elle est annoncée à 1,5 million de francs (229 008 euros) par l'antiquaire parisien Pariente-Depieds, un prix raisonnable pour ce meuble de grand prestige. Spécialiste des tableaux anciens, le Cannois Dominique Hurtebise a sélectionné un large choix de pièces principalement flamandes et hollandaises entre 80 000 francs et 1 million de francs (12 213/152 672 euros) : un paysage dans le goût italien, attribué au peintre flamand Paul Bril (XVIe siècle) et en vente à 95 000 francs (14 504 euros), 19,5 sur 29 centimètres.

Du côté de l'art déco, Alain Braustein a composé un décor avec des œuvres de Printz ou Leleu à plusieurs centaines de milliers de francs et des pièces anonymes beaucoup moins chères : élégante coiffeuse en laque noire surmontée d'un miroir en triptyque (25 000 francs, 3 817 euros), service quatre pièces en métal argenté à pans coupés (6 000 francs, 916 euros).

L'antiquaire Chantal de Beaulieu expose des objets de charme à petits prix, notamment un ensemble de luminaires : lanternes en tôle peinte XVIIIe *(2 500/3 000 francs*, 382/456 euros), lampes bouillottes XIXe en tôle peinte (4 000 francs, 611 euros).

On peut aussi trouver des meubles de bonne facture à prix très raisonnables : commode Louis XVI en noyer massif (18 500 francs, 2 824 euros), suite de six chaises Louis-Philippe (7 000 francs, 1 069 euros), bergère de style Louis XV (4 000 francs, 611 euros).

Catherine Bedel

★ Salon d'antiquités et brocantes d'Antibes, port Vauban, jusqu'au mardi 20 avril, de 10 h 30 à 19 h 30, entrée 40 F (6,10 euros).

Antiquités : le calendrier des manifestations

BROCANTES

● **Paris**, Pavillon des antiquaires, espace Eiffel Branly, du 9 au 18 avril, de 12 à 21 heures la semaine, de 10 à 19 heures les samedi et dimanche, 66 exposants. Entrée 50 F, 7,63 €.

● **Paris**, brocante, avenue du Maine, du 9 au 18 avril, de 10 à 19 heures, 121 exposants. Entrée libre.

● **Bourges** (Cher), Salon des antiquaires, salle polyvalente, du 10 au 11 avril, de 7 à 19 heures, 40 exposants. Entrée libre.

● **Saint-Philbert-de-Grand-Lieu** (Loire-Atlantique), antiquités-brocante, salle du Marais, du 10 au 11 avril, de 10 à 19 h, 25 exposants. *Entrée 20 F, 3,05 €.*

● **Paris**, brocante, cours de Vincennes, du 10 au 11 avril, de 7 à 19 heures, 60 exposants. Entrée libre.

● **Paris**, brocante, boulevard Voltaire, du 10 au 11 avril, de 10 à 19 h 30, 70 exposants. Entrée libre.

● **Oullins** (Rhône), antiquités-brocante, gymnase Herzog, rue Jacquard, du 10 au 11 avril, de 9 à 19 heures, 40 exposants. Entrée 15 F, 2,29 €.

● **Les Houches** (Haute-Savoie), antiquités-brocante, salle Olca, du 10 au 11 avril, de 6 à 18 heures, 40 exposants. Entrée 10 F, 1,52 €.

COLLECTIONS

● **Paris**, Salon du dessin, salon Hoche, du 8 au 12 avril, de 12 à 20 h 30, nocturne les 8 et 12 jusqu'à 23 heures, 25 exposants. Entrée 50 F, 7,63 €.

● **Bogny-sur-Meuse** (Ardennes), minéraux et fossiles, Cosec, rue de la Vallée, du 10 au 11 avril, de 9 à 18 heures, 35 exposants. Entrée 15 F, 2,29 €.

● **Toulouse** (Haute-Garonne), Salon du livre ancien, salle EDF Bazacle, du 10 au 11 avril, de 9 à 19 heures, 38 exposants.

● **Murs Erigné** (Maine-et-Loire), Salon du livre ancien et des vieux papiers, centre culturel Jean-Cormet, du 10 au *11 avril, le samedi de 10 à* 20 heures, le dimanche de 9 à 19 heures, 30 exposants. Entrée 10 F, 1,52 €.

● **Thiers** (Puy-de-Dôme), Festival du couteau d'art, salle polyvalente, du 10 au 11 avril, de 9 à 18 heures, 70 exposants. Entrée 50 F, 7,63 €.

● **Paris**, Toymania, Aquaboulevard, 4 rue Louis-Armand, 75015, du 10 au 11 avril, de 10 à 19 heures, 250 exposants. Entrée 55 F, 8,39 €.

● **Maisons Laffitte** (Yvelines), Salon de la bande dessinée, centre culturel Longueil, du 10 au 11 avril, de 10 à 19 heures. Entrée 10 F, 1,52 €.

MOTS CROISÉS PROBLÈME N° 99084

♦ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II											■	
III						■						
IV							■				■	
V				■			■					
VI					■				■			
VII			■									
VIII						■	■					■
IX					■						■	
X		■										

HORIZONTALEMENT

I. Comme un accord qui viendrait avant les Européennes. – II. Qui ne fera jamais avancer. – III. Maintient l'ouverture et fait la fermeture. Devraient rendre service. – IV. Prennent de l'importance à la belote. Gourmandise en fin de repas. – V. Grogne à l'ancienne. Voyelles. Bien fini. – VI. Structure d'entreprise. Temps mort. Mort. – VII. Note de renvoi dans le texte. Assurent les remplacements. – VIII. Fournisseuse d'huile. Ses racines et ses graines deviennent médicaments en Afrique. – IX. Neige éternelle. Distribution à table. – X. Temps d'attente.

VERTICALEMENT

1. Regards sur le futur. – 2. Qui pourrait donc resservir. – 3. Mettre à plat. Choix difficile. – 4. Glissement du bâtiment. Il y a des machines pour cela. – 5. Peut finir à l'américaine. Vient d'arriver. – 6. Un peu d'égoïsme. Histoire scandinave devenue histoire de famille. Belle chevronnée. – 7. Donne son nom à l'appellation. Article retourné. Pièce de charpente. – 8. Aime mettre les points sur les I. – 9. Protège l'Alsace et les Alsaciens. Tout le monde. – 10. Derniers coups d'œil sur les épreuves. – 11. Succès impopulaire. – 12. Bien fatiguées. Préposition.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99083

HORIZONTALEMENT

I. Trois-étoiles. – II. Ronde-bosse. – III. AB. Ecarteurs. – IV. Quenotte. Rap. – V. Us. Tus. No. Ge. – VI. Etaie. Escroc. – VII. Neutre. TNT. – VIII. Ne. Clin. Dé. – IX. Roi. Chérubin. – X. Désobéissant.

VERTICALEMENT

1. Traquenard. – 2. Robuste. OE. – 3. On. Aunis. – 4. Identité. – 5. Secouer. CB. – 6. Ebats. Eche. – 7. Tort. Lei. – 8. Ostensoirs. – 9. Ise. Oc. Nus. – 10. Leur. Rt. BA. – 11. Ragondin. – 12. Suspectent.

L'ART EN QUESTION N° 112

En collaboration avec Réunion des Musées Nationaux

« Liberté, j'écris ton nom »

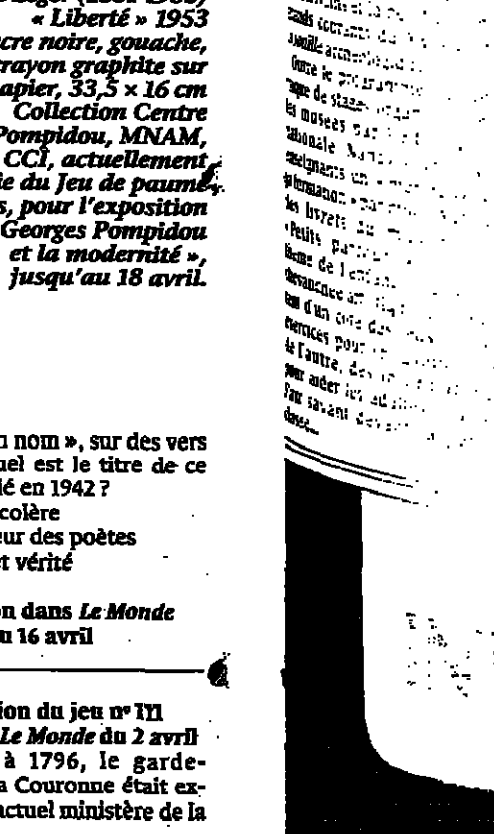
GEORGES POMPIDOU publie en 1961 une *Anthologie de la poésie française*, qui révèle sa passion de la poésie.

Candidat à la succession du général de Gaulle à la présidence de la République en 1969, il prononce, le 28 avril de la même année, une allocution à la Comédie-Française au cours de laquelle il redit cette passion et fait un parallèle entre poésie et action : *« Si nous nous reportons aux sources, je veux dire au grec, et que nous cherchions la traduction du verbe "faire", nous trouverons deux possibilités :* poiein, *qui a donné* poièsis, *donc poésie, et* prattein, *qui a donné* praxis, *c'est-à-dire action. Autrement dit, poésie et action sont* (...) *deux formes de l'activité créatrice. »*

Paul Eluard, une *« âme noble et fière »*, clôt dans son *Anthologie* le long cortège des poètes.

En 1953, Fernand Léger avait réalisé un poème-objet, « Liberté, j'écris ton nom », sur des vers d'Eluard. Quel est le titre de ce poème publié en 1942 ?

● Jour de colère
● L'honneur des poètes
● Poésie et vérité



CENTRE G.-POMPIDOU/ADAGP

Fernand Léger (1881-1955) « Liberté » 1953 Dessin : encre noire, gouache, traits au crayon graphite sur papier, 33,5 × 16 cm Collection Centre Georges-Pompidou, MNAM, CCI, actuellement à la Galerie du Jeu de paume, à Paris, pour l'exposition « Georges Pompidou et la modernité », jusqu'au 18 avril.

Solution dans *Le Monde* du 16 avril

Solution du jeu n° 111 paru dans *Le Monde* du 2 avril

De 1774 à 1796, le garde-meuble de la Couronne était exposé dans l'actuel ministère de la marine.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITE
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

ART Afin d'*« inciter les enfants, les adolescents à la créativité »*, l'artiste suisse Gottfried Honegger a ouvert au sein du musée d'art contemporain Espace de l'art concret, à Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes), un atelier qui leur est réservé, l'Espace art-recherche-imagination. Des méthodes pédagogiques particulières ont été inventées. ● LES RELATIONS entre école et musée restent difficiles, mais sont de plus en plus fréquentes. Françoise Buffet, universitaire, a mené une recherche auprès d'enseignants de la région Rhône-Alpes. ● DEPUIS le protocole d'accord signé en 1983 entre les ministères de l'éducation nationale et de la culture, écoles et musées ont trouvé de nombreuses façons de travailler ensemble. ● A NANCY, le service éducatif du Musée des beaux-arts propose une gamme élargie d'activités aux élèves et aux enseignants.

Gottfried Honegger apprend à écouter, voir et concevoir les œuvres d'art

Sur la Côte d'Azur, il existe un lieu privilégié où tout a été organisé par cet artiste suisse pour permettre aux enfants de faire un apprentissage décomplexé des arts, entre visite des collections et atelier de peinture, avec des méthodes pédagogiques inédites

MOUANS-SARTOUX
(Alpes-Maritimes)
de notre envoyée spéciale

Un château de conte de fées, avec trois tours rondes surmontées de petits toits pointus, accueille tous les jours, du matin au soir, des ribambelles d'enfants. Ce bâtiment du XVI[e] siècle abrite les 300 mètres carrés de l'Espace de l'art concret, musée fondé sur la collection de Sybil Albers, qui réunit des œuvres d'artistes contemporains, de Joseph Beuys à Daniel Buren. Depuis un an, un nouveau bâtiment, discrètement enfoui dans le jardin du château, est réservé aux enfants. Sur 300 mètres carrés lui aussi, l'Espace art-recherche-imagination est le royaume des expériences enfantines, un grand volume assez nu où on peut peindre, tripoter des outils et des écrans.

L'ambition affichée est himalayenne : *« Pour préserver nos libertés, pour assurer notre confort, pour sauver notre culture, pour avancer, il faut des citoyens créatifs. L'Espace art-recherche-imagination a pour mission d'inciter les enfants, les adolescents à la créativité. Il faut apprendre à regarder, à écouter, pour mieux comprendre. »* A plus de quatre-vingts ans, l'artiste suisse Gottfried Honegger, à l'origine du lieu, reste un apôtre de l'invention, un utopiste qui veut croire que l'art sert *« à changer le monde »* (*Le Monde* du 8 avril 1996). Ni un luxe ni une somme de savoirs savants, l'art est au cœur même de l'existence humaine. L'équipe de ce musée atypique a inscrit sur un des murs la protestation d'Henri Michaux : *« On ne rêve plus, on nous pense. On ne rêve plus, on nous dirige. On ne rêve plus, on nous rêve. »*

Puisque l'art est une expérience essentielle, Gottfried Honegger veut y faire accéder chaque être, dès son plus jeune âge. A voir le bâtiment qu'il a conçu avec l'architecte Marc Barani et les outils pédagogiques qu'il a inventés, à écouter Odile Biec, la conservatrice du musée choisie par lui, un fait est évident : l'artiste prend l'enfance au sérieux, celle des gamins et, pour reprendre l'expression du philosophe Gilles Deleuze, ces *« blocs d'enfance »* qui peuvent habiter tout un chacun. *« Je fais les expositions pour les enfants. Quel que soit leur âge »*, dit Gottfried Honegger.

> « Nous voulons apprendre à apprendre, nous sommes persuadés que regarder est un acte créatif »

Les méthodes de sensibilisation sont issues de l'intuition de l'artiste et des connivences de l'équipe avec l'imaginaire enfantin, puis des apports des chercheurs réunis autour du musée. Mises en pratique dès les débuts des ateliers pédagogiques il y a huit ans, elles ne manquent pas d'être débattues, contestées ou approuvées par les experts. Mais, autant que les méthodes, c'est le climat qui frappe le visiteur : assurément, ici, les petites personnes sont accueillies, et respectées, par les grandes.

Chaque jour de l'année, sauf le week-end, l'Espace art-recherche-imagination reçoit des groupes de juniors. Les classes viennent les lundis, mardis, jeudis et vendredis. L'agenda de ces visites scolaires est complet dès le mois de septembre, et le musée ne peut répondre à toutes les demandes. Le reste du temps est organisé avec les centres de loisirs et les associations qui accueillent les enfants en semaine après 16 h30, ainsi que le mercredi et pendant les vacances scolaires. Le week-end, le musée ne propose pas d'activité spéciale pour les jeunes, mais l'entrée est pour eux gratuite.


JACKIE DIERENNICE MATIN
L'atelier de peinture de l'Espace art-recherche-imagination : « On ne commente jamais. »

A Mouans-Sartoux, commune de 9 000 habitants insérée dans le triangle Cannes-Grasse-Antibes, les trois quarts des classes viennent au musée une à deux fois par trimestre, pour une demi-journée. Cette régularité donne une assise artistique solide aux élèves qui ont effectué toute leur scolarité dans la commune. Quand une classe arrive à l'Espace art-recherche-imagination, elle se divise en deux groupes qui vont pratiquer à tour de rôle les deux principales activités proposées : la visite des collections et l'atelier de peinture.

« Nous voulons apprendre à apprendre, nous sommes persuadés que regarder est un acte créatif », dit Gottfried Honegger. Cette éducation du regard passe par des séances d'*« échauffement »* qui s'appuient sur des outils. L'artiste suisse a inventé le viseur, un jeu de formes et de couleurs, toutes simples, toutes fondamentales. L'écouteur, conçu par le pédagogue Yves Rousguito, éduque l'ouïe et permet la découverte du monde environnant par les sons. La visite d'une ou de plusieurs œuvres veut *« favoriser le contact direct »*, assure Odile Biec. *« Nous passons beaucoup de temps à écouter et à observer ce que les enfants expriment. La visite guidée où le conférencier parle tout le temps est une fausse piste. Le savoir ne "passe" pas s'il est déversé sans tenir compte de la démarche de l'enfant »*, estime-t-elle, après avoir elle-même pratiqué la chose plusieurs années dans un centre d'art.

L'atelier de peinture se déroule dans le bâtiment neuf, selon un cheminement précis, presque rituel. Un premier espace, au grand mur vitré ouvert sur les arbres du domaine, prépare l'entrée dans l'atelier. Les règles sont rappelées, le calme et la concentration sont invoqués. Après avoir passé leur tablier, les enfants pénètrent dans l'atelier proprement dit, isolé du monde extérieur à la manière d'une cabane en haut d'un arbre. Face à eux, des feuilles blanches et des godets de gouache sont à leur disposition. Dans le silence, chacun peint ce qu'il veut, sans thème ni consigne. *« On ne commente jamais leurs peintures. On s'interdit tout jugement ou toute interprétation psychologique. Nous savons que peindre est difficile, pour des enfants comme pour des adultes, car chacun est alors face à lui-même et peut avoir peur d'exprimer des choses profondes »*, pense la conservatrice.

Au terme de huit années d'expérience, le musée reste un laboratoire, toujours traversé de questions. *« Ce qui nous intéresse*, insiste Odile Biec, *c'est de savoir si cette politique de sensibilisation a fondamentalement une incidence sur la vie de chaque individu. Mais comment peut-on mesurer une telle incidence ? »*

Catherine Bédarida

A lire

● *Sur papier.* « Les Publics, sensibilisation et formation », *Le Bulletin de l'art contemporain*, édition de l'Association des directeurs de Centres d'art (11, rue du Docteur-Dolard, BP 3077, 69605 Villeurbanne Cedex), n° 3, novembre 1998 : pratiques et points de vue de 25 centres d'art, 19 situés en zone urbaine et 6 en zone rurale. – *A l'approche du musée, la médiation culturelle*, par Elisabeth Caillet, Presses universitaires de Lyon, coll. « Muséologies ». – *Zones d'éducation prioritaire-musées, du partenariat à la formation*, coordonné par Alain Bourgarel, Centre régional de documentation pédagogique d'Ile-de-France.

● *Sur Internet.* L'Espace de l'art concret de Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes) communique informations et réflexions sur ses activités et sur son Espace art-recherche-imagination, dédié aux enfants : *http ://perso.wanadoo.fr/espace.art.concret* – Le site du ministère de la culture donne des informations sur les actions d'éducation artistique : *http ://www.culture.gouv.fr*

Les « Petits parcours » des Beaux-Arts de Nancy

Depuis le 1[er] mars, le service éducatif du Musée des beaux-arts de Nancy propose une gamme élargie d'activités pour les élèves et les enseignants. Profitant de sa rénovation (*Le Monde* du 5 février), l'établissement organise une trentaine de visites thématiques, pour les écoliers (les fleurs dans la peinture, la représentation de l'enfance, la vie quotidienne autour du bastion fortifié) et pour les collégiens et lycéens (les écrivains et la peinture, les grands courants du XX[e] siècle, la fouille archéologique).

Outre le programme académique de stages organisé dans les musées par l'éducation nationale, Nancy offre aux enseignants un « mercredi de la formation » par mois. Autour des livrets du musée, ces « Petits parcours », sur le thème de l'enfance ou de la chevauchée artistique, comportent d'un côté des jeux et des exercices pour les gamins, et, de l'autre, des informations pour aider les adultes à avoir l'air savant devant la petite classe...

Le difficile partenariat entre école et musée

*« **LES RELATIONS** entre l'école et le musée, même si elles évoluent, restent problématiques »*, observe Françoise Buffet, maître de conférences et membre de l'équipe du Centre d'études et de recherches sur les expositions et les musées (Cerem) de l'université de Saint-Etienne. Dans son livre *Entre école et musée, le partenariat culturel d'éducation* (à paraître fin avril aux Presses universitaires de Lyon), elle fait état d'une recherche menée auprès d'enseignants de la région Rhône-Alpes.

Une grande majorité d'instituteurs conduisent leurs élèves dans les musées, parfois plusieurs fois par an. Les deux tiers demandent systématiquement un intervenant. Plus de la moitié ne précisent pas les raisons de cette demande, et les autres la justifient soit par la connaissance que l'animateur culturel a des lieux et des collections, soit parce que *« cela favorise une situation d'apprentissage »*. Presque la moitié des enseignants interrogés ont un contact préliminaire avec les animateurs culturels, mais une minorité seulement parlent de la *« construction possible d'un projet »*.

LES DOGMES D'UN GRAND MUSÉE PARISIEN

« Ces observations définissent assez bien l'ouverture traditionnelle du système scolaire qui cherche un effet de réel, hors l'école, pour illustrer les savoirs transmis, note Françoise Buffet. *Avec d'autres moyens et un autre point de vue, le musée s'inscrit dans un projet éducatif équivalent à celui de l'école : faire connaître en privilégiant l'émotion et le sensuel, favoriser la délectation. »*

Dans la pratique, les dogmes du musée et ceux du système scolaire s'affrontent souvent pour créer des situations parfois extrêmes, comme cet échec classique relaté par la chercheuse : *« Après avoir travaillé sur un exemple de patrimoine local, en histoire, on décide de se rendre dans un grand musée parisien afin de voir les quelques pièces en provenance de la région et de comprendre comment un objet, même modeste, est un point d'ancrage pour la construction d'un savoir. A partir de là, le scénario est un résumé des difficultés du partenariat de réalisation entre enseignant et animateur-conférencier du musée. Le formateur responsable s'était déplacé à Paris pour négocier la visite. Dans la cohue des groupes du primaire et des collèges, que l'on fait asseoir par terre afin qu'ils ne gênent pas le passage, le nez au raz des vitrines qui sont à un mètre du sol, on aura droit, en quarante-cinq minutes, à la traversée complète du musée. »*

Cependant, bon nombre de musées ont mis en place des formations pour les enseignants, pour présenter les collections, les réserves ou une nouvelle exposition, voire pour les guider à travers d'autres institutions artistiques de la région. Lorsqu'ils disposent d'un personnel plus nombreux et, par exemple, d'enseignants mis à la disposition de leur service éducatif, ils peuvent aussi créer des outils pédagogiques – carnets de visite, malettes de documents, site Internet à consulter depuis l'école.

Ils parviennent même à monter des projets originaux précis, tel un trajet spécifique à travers une collection de peinture, une utilisation singulière du lieu ou une réflexion conjointe sur l'architecture et la sculpture. Pour Françoise Buffet, le partenariat entre école et musée reste *« une expérience »* qui suppose que les professionnels des deux systèmes *« travaillent sur eux-mêmes avant de travailler avec les élèves »*.

C. Ba

Mille et une alliances

SUR LES TRACES des pionniers – le CAPC de Bordeaux, le Magasin de Grenoble, l'Atelier des enfants de Beaubourg –, l'action éducative des centres d'art contemporain s'est diversifiée. A Thiers, Le Creux de l'enfer, un centre d'art installé dans une ancienne usine de coutellerie, privilégie les contacts avec les artistes. Par exemple, pendant un an, la plasticienne Lucy Orta a travaillé avec des lycéennes de la section matériaux souples du lycée professionnel Sonia-Delaunay. Elles ont créé *« des espaces habitables, personnalisés et sécurisants, et conçu des modules alliant vêtements, refuges, architecture, associant couleurs, matières et odeurs »*, explique la directrice, Laurence Gateau. Elles ont ensuite emmené leur abri collectif à New York où elles l'ont retravaillé avec un groupe d'adolescents.

JUMELAGES

Les lycées agricoles et techniques sont souvent plus intéressés par des jumelages avec les centres d'art que les établissements classiques. Une convention fonctionne entre des classes agricoles et l'ensemble Passages, à Troyes. Le Centre d'art contemporain de Vassivière en Limousin propose toute une panoplie d'actions ciblées vers les jeunes, allant jusqu'à héberger des classes en séjour artistique pendant une semaine.

Depuis le protocole d'accord signé en 1983 entre les ministères de l'éducation nationale et de la culture, de nombreux contrats de mariage, concubinage et autres unions ont été inventés entre école et musée. Les classes culturelles et les ateliers de pratique artistique font intervenir des artistes dans les classes. Les plans locaux d'éducation artistique (PLEA) mettent en place des jumelages entre établissements culturels et scolaires. Une quinzaine de sites expérimentaux ont été créés en 1994. Un millier d'écoles, expérimentant les nouveaux rythmes scolaires, proposent des ateliers artistiques.

Dans le même temps, les musées ont connu une mutation importante. Entre la fin des années 70 et le milieu des années 90, quelque 300 musées ont été créés ou rénovés en France. A présent, les 33 musées nationaux et les 1 100 établissements classés et contrôlés par le ministère de la culture disposent de 900 services culturels et pédagogiques.

C. Ba

Pinchas Zukerman, le devoir de transmettre

Le chef d'orchestre-violoniste virtuose donne trois concerts à Paris

PINCHAS ZUKERMAN est assis au pupitre. Le geste rond ne se départ jamais d'un certain flegme lors même qu'il déchaîne des séismes orchestraux en cette fin de premier mouvement de la *Septième Symphonie* de Beethoven, réclamant des *« pizzicati avec du son »*. Le second mouvement, une véritable marche, aura cet intéressant mélange de fierté et de retenue. Il demande aux cordes un archet circonscrit à la pointe, *« une sensation plus qu'une vibration »*. Difficile à obtenir... Qu'à cela ne tienne, Pinchas Zukerman prend un instrument des mains d'un violoniste et montre. Sympathie immédiate des musiciens. L'atmosphère est détendue et courtoise, le chef chante pour illustrer ses propos, peaufine çà et là un rythme pointé, une inflexion, donne à « voir » des sonorités, des intensités. Lui demande-t-on si ce staccato fait pam-pam-pam ? Il répond non et précise « pom-pom-pom » : on comprend qu'il faut plus de chair ! Le travail se fait en finesse, Beethoven se dessine, à la fois corseté et lyrique. Le plaisir de la musique est sur tous les visages. Dans la *Deuxième Romance pour violon*, Pinchas Zukerman passera de la baguette à l'archet avec un naturel déconcertant, offrant à l'orchestre sa propre expressivité rayonnante.

S'il est un être qui cultive la discrétion, voire l'esquive, c'est bien Pinchas Zukerman. Un telle aversion à se livrer un tant soit peu pourrait passer pour de la pose si l'homme n'était aussi affable et souriant. Hauteur, mépris ? Il n'y aurait pas dans l'œil cet éclair de gentillesse amusée ! S'enquiert-on d'une carrière exceptionnelle tant par son accomplissement que par la pluralité de ses aspects ? Le voici aussitôt railleur : *« Moi, un musicien complet ? C'est ce que vous vous entendez dire dès que vous atteignez cinquante ans ! »*

« RENDRE CE QU'ON A REÇU »

Il refuse de considérer qu'être à la fois violoniste virtuose, altiste hors pair, chef d'orchestre respecté et chambriste patenté, pédagogue passionné – toutes choses qu'il conjugue au plus-que-parfait – lui confère un statut à part. Cumuler différentes directions musicales (National Arts Centre Orchestra du Canada et Festival d'été de l'Orchestre symphonique de Baltimore), diriger les principales formations internationales, tout en occupant des fonctions d'enseignant à la Manhattan School of Music de New York et, en Israël, à l'Ilona Feher Music Center de Holon, rien qui vaille que l'on s'exclame !

Même si l'enseignement est le seul sujet où Pinchas Zukerman se débusque, allant jusqu'à la véhémence : *« Avec les jeunes générations, il faut prendre les choses très au sérieux car nous avons une énorme responsabilité. Pour moi, nous avons le devoir non d'enseigner, mais de transmettre. L'important est de rendre ce que l'on a reçu. »* Pinchas Zukerman n'hésite d'ailleurs pas à employer pour ce faire des moyens technologiques de pointe, dispensant à ses élèves encouragements et conseils avec, à l'appui, une maintenance vidéo !

Cette volonté de transmission n'exclut pas la conscience aiguë d'un art qui s'inscrit dans le temps, mais aussi dans *son* temps. A l'évocation de la disparition de Yehudi Menuhin, il se fait soudain tranchant : *« Pour moi, dans ce siècle, il y a deux personnes qui ont donné au violon ses véritables lettres de noblesse : c'est Ysaye et Heifetz. Nous autres, tous autant que nous sommes, ne serons jamais que des suiveurs de seconde classe. »* Avant de se radoucir : *« Menuhin était un homme merveilleux, seul compte ce qu'il a laissé. »*

Pinchas Zukerman aurait-il lui aussi le souci d'un héritage ? C'est ce que semblerait indiquer un corpus discographique impressionnant (plus de cent titres et vingt et une nominations aux prestigieux Grammy). Toutefois, le gigantesque projet initié par RCA d'une intégrale de toute la musique écrite pour violon et piano (avec Mark Neikrug son complice de toujours) vient d'être suspendu pour raisons financières : seuls Brahms, Beethoven, Mozart et Schumann auront été servis – ce qui paradoxalement ne paraît guère affecter l'intéressé, manifestement résistant à tout découragement !


THIERRY MARTINOT

Pinchas Zuckerman.

Tempérament en acier trempé et nonchalance charmeuse, Pinchas Zukerman semble traverser la vie avec l'autorité naturelle de qui n'a nul besoin de se donner l'air et les moyens. Derrière cette apparence de fauve à la sieste, il y a la détente brusque de l'ironie à fleur de peau, quand elle ne tourne pas à l'autodérision. Mais il y a aussi, bien loin des images de play-boy mûrissant dont l'affublent certains magazines anglo-saxons, la pudeur d'une personnalité rebelle à se constituer par le discours. Pinchas Zukerman répugne même à parler de musique, raison de plus pour l'écouter la jouer.

Marie-Aude Roux

★ Concerts autour de Beethoven, avec Mark Neikrug (piano), Pinchas Zukerman (violon et direction), l'Orchestre national de France. Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e, Mº Alma-Marceau. Les 8, 9 et 10 avril, à 20 heures. Tél. : 01-49-52-50-50). De 50 F à 190 F (de 7,5 € à 28,5 €).

DÉPÊCHES

■ **CHANSON : le premier des concerts que Brigitte Fontaine donnera** du 13 au 17 avril au Trianon, à Paris, sera retransmis sur le site Internet de la chanteuse (www.brigitte-fontaine.com). Les internautes pourront regarder et écouter le concert, converser entre eux et commander des boissons *« qui seront livrées à domicile dans l'heure »*. La chanteuse dialoguera également avec ses fans depuis les coulisses de la salle.

■ **CULTURE : sous l'égide de la représentation diplomatique française en Uruguay et de l'Alliance française, différentes manifestations auront lieu** pendant toute l'année à Montevideo pour présenter la culture française : représentations théâtrales, projections de films, spectacles de danse, ainsi que différentes conférences et des séminaires. La musique est particulièrement à l'honneur avec un concert des Percussions de Strasbourg et la venue des Talens lyriques de Christophe Rousset, qui présenteront un programme de motets et cantates.

■ **VENTES : la première vente aux enchères internationale de dessins sur le thème *Art sur papier* aura lieu simultanément**, le 29 avril, à Vienne, Zurich, Paris, New York et San Francisco. Organisée par les International Auctioneers, qui regroupent Dorotheum, la Galerie Koller (Zurich), l'Etude Tajan (Paris), Swann Galleries (New York) et Butterfield et Butterfield (San Francisco), la vente sera suivie en direct dans ces cinq établissements. Paris proposera notamment aux enchères un dessin de Pablo Picasso, *Nu debout et flûtiste* (1967), une aquarelle d'Auguste Rodin, *Les Deux Amies*, et un *Bouquet de fleurs* de Pierre Joseph Redouté.

Naissance officielle d'Universal Music France, un nouveau géant du disque

POLYGRAM est mort, Universal Group est né. Dans cette première semaine d'avril, toutes les filiales nationales du nouvel empire du disque né du rachat, fin 1998, du groupe néerlandais PolyGram par le géant canadien Seagram, déjà propriétaire d'Universal-MCA, officialisent leur nouvelle identité. C'est, pour la France, une campagne de publicité dans la presse et une fête le 9 avril – deux mille invités, toutes les stars maison, de Johnny Hallyday à Khaled, de Florent Pagny à Zazie... Intitulée « Tous les talents du monde », la publicité donne, par ordre alphabétique, une liste d'environ huit cents noms d'artistes nationaux et internationaux appartenant à Universal Music Group. *« Une maison de disques est d'abord une maison d'artistes. Ils sont chez eux, et ce n'est pas tous les jours qu'une nouvelle maison de disques naît »*, commente Pascal Nègre, PDG d'Universal France, qui englobe également Universal Film, pôle cinématographique de la multinationale.

Universal Music France se targue de posséder *« 150 000 chansons françaises en catalogue, 2 000 contrats d'artistes locaux »* et de distribuer *« 80 labels internationaux »*. La société leader détient désormais un peu plus de 37 % du marché du disque français. Elle réalise 50 % des ventes de musique classique en France, autant pour le jazz, et s'appuie sur un gros répertoire local, réalisant 70 % du chiffre d'affaires des artistes nationaux. Patron dynamique à l'ascension rapide, Pascal Nègre, trente-sept ans, est placé sous l'autorité directe du Danois basé à Londres Jorgen Larsen, PDG d'Universal International (tous les pays du monde sauf les Etats-Unis), *« un homme ouvert à la pluri-culturalité*, dit Pascal Nègre. *Or, Universal, c'est la planète, nous allons chercher partout. Nous voulons imposer ce que nous avons fait en France pour le raï avec 1, 2, 3 Soleils ou en Allemagne avec le chanteur turc Tarkan »*.

STRATÉGIE INCHANGÉE

Du point de vue de la politique commerciale (prix, ventes en kiosque, en hypermarchés, publicité à la télévision, etc.), aucun changement de stratégie n'est annoncé. La distribution de la musique sur Internet reste un sujet de réflexion prioritaire. *« Mais très vite va arriver le DVD audio, un format protégé où l'on peut mettre davantage de musique, de meilleure qualité, des images, des clips, des documents d'archives. »* Le PDG d'Universal Music France y voit l'occasion *« d'une relecture complète »* du fonds de catalogue, ce qui à ses yeux constitue la plus belle richesse de la société. *« Nous voulons créer du catalogue, augmenter les actifs. La force d'Universal est d'avoir tout Bob Marley, tout Johnny Hallyday, tout Serge Gainsbourg* [des héritages PolyGram]. *»*

Au cours des dernières années, le groupe Sony a multiplié ses activités de distributeur, au détriment de celles de producteur, assumé par les artistes eux-mêmes (Kaas, Goldman, Cabrel) ou par des labels intermédiaires (Atmosphéric pour Louise Attaque, Pomme pour *Notre-Dame-de-Paris*) qui bénéficient ainsi de la force de vente du groupe d'origine japonaise. Rien de tel chez Universal Music France, assure Pascal Nègre. *« Nous gardons la distribution de labels pour des créneaux que nous connaissons mal, comme la dance, des niches où nous avons besoin d'indépendants dynamiques qui connaissent bien le marché. »*

Véronique Mortaigne

Le Palais de Tokyo va devenir un centre d'art

LE PALAIS de Tokyo a enfin trouvé une affectation. La ministre de la culture, Catherine Trautmann, a annoncé le 7 avril que l'édifice de l'avenue du Président-Wilson (Paris 16e), en déshérence depuis plus de dix ans, allait devenir un centre d'art. Il suffira de 30 millions de francs (4,57 millions d'euros) pour permettre l'ouverture, à la fin de l'année 2000, d'un *ensemble de salles d'exposition* qui devraient accueillir la *« jeune création »*. Seuls le rez-de-chaussée, de plain-pied avec l'avenue du Président-Wilson (3 000 m²), et le premier étage (1 000 m² de bureaux) seront affectés à cette activité. Les espaces qui s'ouvrent sur la rue de la Manutention, en contrebas de l'avenue, ainsi que les sous-sols resteront fermés.

Cette destination du Palais de Tokyo n'est pas définitive – à moins que le succès ne vienne conforter l'opération. En attendant que d'autres idées germent et, surtout, qu'un financement puisse permettre un réaménagement lourd, une partie seulement de ces 18 000 m² vacants auront donc trouvé une fonction.

Conçu dès 1925, le Palais de Tokyo, construit en deux ans sur les plans d'un quatuor d'architectes (Aubert, Dastugue, Dondel et Viard) fut inauguré en 1937 pour les besoins de l'Exposition universelle. Destiné à être une musée d'art moderne, une de ses ailes fut très vite attribuée à la Ville de Paris, qui y installa ses collections. En 1943, un musée national d'art moderne est discrètement glissé dans l'autre aile et inauguré avec beaucoup plus d'éclat, en 1945, sous la houlette de Jean Cassou. Vidé de ses collections qui émigraient au Centre Pompidou, en 1976, l'édifice a connu des fortunes diverses.

CONSACRÉ AUX JEUNES ARTISTES

Souhaitant y installer un Palais de l'image devant abriter la Cinémathèque et une école de cinéma (la Fémis), le ministère de la culture a obligé, en 1993, le Centre national de la photographie et la Mission du patrimoine photographique à quitter le Palais de Tokyo, où ces deux institutions ont organisé de nombreuses expositions. L'architecte Franck Hammoutène était chargé de la refonte du bâtiment. 80 millions de francs (12,2 millions d'euros) furent dépensés pour reprendre les structures du gros œuvre. Les changements ministériels entraînèrent un changement de programmation et le Palais de Tokyo resta une coquille vide. Catherine Trautmann tenta de convaincre le président de la République d'y loger son Musée des arts et des civilisations. L'espace était trop petit, selon Jacques Chirac, qui lui a préféré le quai Branly.

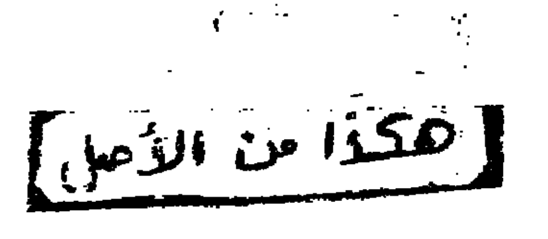
Ce futur centre d'art sera piloté par une équipe légère recrutée hors des milieux institutionnels pour une durée de trois ans non renouvelable – certains trouvent déjà ce bail trop long. Elle devrait bénéficier d'un budget annuel de 7 millions de francs (1,07 million d'euros) et présenter des jeunes artistes inconnus ou non consacrés. Le nom du premier « manager » devrait être connu dans quelques semaines. Le Palais de Tokyo complétera la panoplie des lieux publics parisiens voués à l'art contemporain – après le Centre Pompidou et le Jeu de paume. Sans oublier son voisin d'en face, le Musée d'art moderne de la Ville de Paris, mené avec maestria par Suzanne Pagé, à qui Catherine Trautmann a rendu hommage. La ministre *« ne doute pas*, a-t-elle précisé, *qu'une interaction fructueuse se développe entre ces deux partenaires naturels situés dans les deux ailes du même Palais »*.

Emmanuel de Roux

La Fondation Yvon Lambert bientôt à Avignon

Un accord vient d'être conclu entre Yvon Lambert et le ministère de la culture qui prévoit que le galeriste parisien dépose une partie de son importante collection dans les 2 200 m² de l'hôtel Caumont à Avignon. Cet ensemble de 300 œuvres met en valeur les choix qu'Yvon Lambert a toujours défendus dans ses galeries successives, rue aux Ours puis rue Vieille-du-Temple à Paris : art minimal, art conceptuel, land art, mais aussi la peinture figurative des années 80 et la photographie de la décennie suivante.

Une salle d'exposition temporaire viendra compléter les collections permanentes. Il est vraisemblable que ce dépôt soit, à terme, définitif. L'investissement nécessaire à l'ouverture de ce nouveau centre voué à l'art contemporain nécessite 15 millions de francs (2,29 millions d'euros), dont 4 millions de francs apportés par l'Etat et 2 millions de francs par la Mission 2000 – des actes de préfiguration sont programmés pour l'été 2000 –, le reste étant financé par les collectivités territoriales.



Bruno Serralongue à la recherche de l'art dans l'actualité

Le photographe inaugure un nouvel espace d'art contemporain à Lausanne

BRUNO SERRALONGUE, Espace lausannois d'art contemporain (ELAC), 19, rue de Genève, 1003, *Lausanne. Tél. :* 00-41-21-311-22-40. Du mercredi au samedi, de 15 heures à 19 heures ; jeudi, jusqu'à 20 heures. Jusqu'au 1er mai.

LAUSANNE
de notre envoyé spécial

Le photographe Bruno Serralongue est partout. Il figurait dans une exposition de groupe à Lannion, en Bretagne, en février, puis à la Villa Arson à Nice. On peut voir quelques-unes de ses images à la galerie parisienne Jousse-Seguin, dans le cadre de l'exposition Expander. Et voilà qu'il inaugure un nouveau lieu d'art contemporain, à Lausanne, joliment intitulé l'ELAC – en référence au paisible Léman.

Toutes les séries de ce photographe de trente ans, qui vit à Paris où il est représenté par la galerie Air de Paris, ont pour point commun de « traiter » d'un événement d'actualité. *« L'information me permet de faire l'économie de l'imagination. C'est une ressource disponible, inépuisable, qui m'autorise à faire de la photographie en décidant très peu. »*

A Lausanne, Bruno Serralongue expose une série ancienne et une nouvelle ; des événements « modestes » et un autre spectaculaire : des petits formats en couleurs représentant des fêtes traditionnelles des Alpes-Maritimes (course de carrioles, concours de bûcherons) durant l'été 1994, et sept grands formats réalisés à Washington lors d'un concert des Beastie Boys en faveur de l'indépendance du Tibet.

Serralongue s'inscrit dans la stricte description documentaire et peut approcher la démarche du reporter – il a collaboré à *Nice Matin* et *Corse Matin* – mais peut aussi s'en écarter. Il conçoit l'actualité non pas comme un fait spectaculaire, abstrait, émotionnel, symbolique, global – autant de standards dont les journaux sont friands –, mais comme une succession de micro-événements qu'il décompose, qu'ils soient forts ou faibles, et auxquels il accorde la même attention. C'est de cette façon qu'il donne une forme artistique à l'actualité. Il se place au cœur de l'événement et à sa périphérie, dans le spectaculaire et l'anodin, le temps rapide et sa durée. Il fait l'expérience de l'événement comme un simple spectateur et en rapporte des images qui sont le résultat de cette expérience.

« Le fait d'aller à la rencontre d'une information est aussi important que de faire des photos. » Serralongue est un solitaire, discret, transparent, qui aime photographier des événements de façon *« inadaptée »* et se *« livrer au hasard »*. Pour le concert de Johnny Hallyday à Las Vegas, il a rapporté cinq portraits d'admirateurs, pas une image de plus. Au Chiapas, c'étaient des paysages. Pour le concert de Washington, il est arrivé tard dans une ville qu'il ne connaissait pas, n'avait pas de billet la veille du concert, a décroché le dernier ticket avant fermeture des guichets, n'avait pas de carte de presse, n'avait pas accès à un autre emplacement que celui du public. *« Ces événements sont construits pour la presse, pour engendrer des images précises et formatées. »*


« Free Tibet » (1998), de Bruno Serralongue.
AIR DE PARIS/BRUNO SERRALONGUE

« COMMUNAUTÉS ÉPHÉMÈRES »

Pour le concert des Beastie Boys, comme pour tous les « grands événements » qu'il a traités, Bruno Serralongue a utilisé une chambre photographique, ce qui n'est pas spécialement l'outil adéquat : impossible de voler une image ; idéal pour vivre à son rythme et obtenir des images très précises de ce qui ne se voit pas.

Le plus surprenant est que Serralongue présente, à chaque fois, dans leur forme et leurs motifs, des photographies qui empêchent de figer l'artiste dans un style ou une case. Nettes ou floues, pauvres ou riches, spectaculaires ou anodines, froides ou chaleureuses. *« Ce qui est embêtant avec moi est qu'on ne sait pas ce que l'on va avoir »*, dit-il. Il ajoute : *« L'information m'évite de m'enfermer dans un motif, un style, un genre. »*

Serralongue séduit surtout par sa façon de cerner des *« communautés éphémères »* réunies artificiellement, pendant deux heures ou trois jours, que ce soit pour une fête des palmiers dans un village ou à Las Vegas. Il n'identifie pas des groupes sociaux ou des personnalités mais des personnes qui méritent attention justement parce qu'elles sont à leur place. C'est cette jeune fille qui, pendant une heure, a agité un drapeau tibétain. Une autre qui joue avec un cerf-volant. Ce n'est pas la banalité, mais des fragments de vie, de lieux, des gens qui sont auréolés de la même notoriété que l'événement proprement dit.

Michel Guerrin

Une mobilisation en musique autour du soutien aux immigrés

« Liberté de circulation », concert au bénéfice du Gisti : 7 avril, Elysée-Montmartre, Paris.

Sur le coup de deux heures du matin, la moitié de la salle avait déjà choisi de ne pas rater le dernier métro. Le salsa-ragga de Sergent Garcia récompensait les persévérants. Les autres avaient tout de même pu assister, mercredi 7 avril, pendant plus de six heures, à une soirée exceptionnelle, baptisée « Liberté de circulation ». Sous l'impulsion du magazine, *Les Inrockuptibles*, une trentaine de noms marquants de la scène musicale française – de Noir Désir à Louise Attaque, de la Fonky Family aux Rita Mitsouko – avaient choisi de se produire bénévolement à l'Elysée-Montmartre au profit du Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigrés). Sur ce même principe de bénévolat, producteur (Alias), techniciens et responsables de l'Elysée-Montmartre se sont mobilisés. Les 2 500 places de la salle parisienne avaient été écoulées en vingt-quatre heures.

Dans la salle, une quinzaine de cinéastes, équipés de petites caméras numériques, filment les concerts. Parmi eux : Chris Marker, Jacques Audiard, Mathieu Amalric, Catherine Corsini, Jean-Pierre Limosin... Sensibles aux activités du Gisti, ces cinéastes mettront en commun leur matériel sans qu'on sache encore quelle forme ou quelle diffusion aura le montage de ces documents. Cette soirée fera d'autre part l'objet d'un album « live » que devrait publier, le 11 mai, le label Naïve. Les bénéfices iront au Gisti.

Au cœur de la mobilisation des musiciens : le groupe Noir Désir et le chanteur Rodolphe Burger. Derrière eux, de nombreux artistes ont exprimé leur désir de participer à cette soirée. On est impressionné par l'efficacité des enchaînements, la qualité de la sonorisation. Chanson rock intimiste d'abord : Miossec, Theo Hakola, France Cartigny, Yann Tiersen, Dominique A tour à tour en duo avec les Little Rabbits, Silvain Vanot ou Françoiz Breut... Pas de place ici pour le racolage. Dominique A hurle d'une grosse voix : *« une chanson contre tous les fascistes ! »*, avant de se reprendre, provocateur, *« c'était pour rire »*. Danièle Lochak, présidente du Gisti, résume vingt-cinq ans d'activité associative, condamne la persécution des « sans-papiers » comme *le déplacement des Kosovars* et les pays qui leur ferment leur porte.

« FAITES CIRCULER ! »

Du rap – Fonky Family, Fabe – et des musiques métisses – l'Orchestre national de Barbès, Femmouzes T, Gnawa Diffusion, Rachid Taha... – donnent ensuite un air de fête à l'acte politique. Concentrant bien des ferveurs, Noir Désir et leurs héritiers, Louise Attaque, fraternisent en compagnie de Miossec (*Ils ont voté et puis après*, de Ferré), Rodolphe Burger et Little Bob (*Play With Fire*, des Stones). Moment fort, le chœur Bertrand Cantat, Catherine Ringer, Rodolphe Burger et Gaëtan Roussel (de Louise Attaque) entonnant une version symbolique des *P'tits papiers*, de Gainsbourg.

C'est le moment que choisiront les artistes pour distribuer un manifeste, *Faites circuler !*, qui déclare que *« la régularisation des sans-papiers s'impose comme une première urgence »*. On lit en bas de page : *« Sur le principe des chaînes de l'amitié, faites circuler ce texte en le photocopiant en cinq exemplaires que vous distribuerez à vos amis. Signez le sixième et renvoyez-le par la poste au quotidien national de votre choix. Si jamais vous brisez cette chaîne, de grands malheurs frapperont la République. »*

Stéphane Davet

INSTANTANÉ

MICHEL DEUTSCH ET SES ENRAGÉS

Georg Trakl trouvait le monde *« vieux »*. Michel Deutsch le trouve *« pesant »* – ce qui n'est pas si loin. Pour l'alléger un peu, il lance depuis 1991 des *Imprécations* aussi inclassables qu'indispensables. Ce sont des spectacles courts, qui tiennent à la fois du cabaret politique, du journal de bord, du zapping historique, de la mauvaise blague assumée, du manifeste, du concert rock et du théâtre d'anathèmes à consommer entre amis.

Les amis de Deutsch sont en l'occurrence le comédien André Wilms – accompagné de Judith Henry et Marie Payen –, le groupe de musique nommé Sentimental Bourreau et une flopée de nains de jardin, qui viennent à la fin envahir le plateau. L'*Imprécation 36* se situe dans la droite ligne de la précédente, qui mettait en scène Norman Lear, vieil acteur à la retraite poursuivi par une journaliste sexy. Cette fois, André Wilms devient Richard III-Bad Boy, truand versé dans la poudre blanche et le cynisme post-atomique. Deutsch enquête sur le phénomène, ça cogne dur (surtout sur les amours), maudit sérieusement (la politique et le vieux théâtre), et pèche parfois par raccourcis faciles (Diana et Camilla en *« pétasses »* élisabéthaines).

L'exercice de l'imprécation repose sur la rage. Michel Deutsch et ses amis, musiciens compris, n'en manquent pas. André Wilms, Judith Henry et Marie Payen peuvent être délirants, dans des registres différents : les deux comédiennes parce qu'elles ont le don de rester impassibles même dans les situations les plus improbables, André Wilms parce qu'il semble s'amuser de ce qui le constitue – une absence d'inhibition totalement réjouissante. Il y va, joue le mafieux, l'odieux, le rocker, l'acteur. Rien ne pourrait l'arrêter dans son élan franc comme un bras d'honneur..., sauf, certains soirs, un micro déréglé ; alors, la tension de Wilms est en baisse, et le spectacle aussi.

Brigitte Salino

★ Imprécation 36, de Michel Deutsch. Mise en scène de l'auteur. Avec André Wilms, Judith Henry, Marie Payen, et le groupe Sentimental Bourreau. Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11e. Mo Bastille ou Voltaire. Tél. : 01-43-57-42-14. Du mardi au samedi à 21 heures ; dimanche à 17 heures. 80 F et 120 F (12,2 € et 18,3 €). Durée : 1 h 30. Jusqu'au 30 avril.

SORTIR

PARIS

Muzsikás avec Márta Sebestyén
Dans le livre et du disque *The Bartók Album*, du groupe Muzsikás (Hannibal Records-Ryko/Harmonia Mundi), on voit le compositeur Béla Bartók, en 1906, assis dans une charrette à roues de bois, avec des paysans hongrois : il débutait alors sa collecte d'airs folkloriques. En 1998, les membres de Muzsikás et la chanteuse Márta Sebestyén, dans une charrette à pneus cette fois, renvoient à cette image. Depuis vingt-cinq ans, le groupe fait vivre les traditions musicales magyares dans les villages comme dans les salles de concerts. Péter Éri (violon, guitare, percussions, flûte), Dániel Hamar (contrebasse, percussions), László Porteleki, Mihály Sipos (violons), Zoltán Farkas (percussions, danse) et Ildiko Toth (danse), seront, avec Márta Sebestyén au Théâtre de la Ville, qui leur fit un triomphe en 1996. Leur musique, qui donne des envies de danse et de fête joyeuse, traduit des actes quotidiens, en famille, en amitié, la vie au contact de la nature, des amours simples.
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4e. Mo Châtelet. Le 11 avril, à 17 heures. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F.

REIMS

Les Visionnaires
Le metteur en scène Christian Schiaretti, directeur de la Comédie de Reims, poursuit son travail sur l'alexandrin. Après *La Place royale* et *Polyeucte, martyr*, de Corneille, il met en scène *Les Visionnaires*, une comédie de Desmarets de Saint-Sorlin (1613-1676) – intendant de Richelieu et auteur prolixe, aujourd'hui oublié. L'occasion d'une redécouverte, donc.
La Comédie, 3, chaussée Bocquaine, 51 Reims. Du 8 au 24 avril, à 20 h 30 ; le jeudi, à 19 h 30. Relâche dimanche et lundi. Tél. : 03-26-48-49-00. De 30 F à 120 F.

GUIDE

REPRISES CINÉMA

L'Ecureuil rouge
de Julio Medem. Espagnol, 1993 (1 h 50).
Vacas
de Julio Medem. Espagnol, 1991 (1 h 36).
Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).

FESTIVALS CINÉMA

Les Hommes au Forum des images
Des films, des rendez-vous et des débats autour du thème de l'identité masculine au cinéma (les séducteurs, les hommes dans la publicité, les antihéros, les samouraïs modernes).
Forum des Images, 2, Grande Galerie, Nouveau Forum des Halles, porte Saint-Eustache, Paris 1er. Jusqu'au 29 juin. Tél. : 01-44-76-62-00.

Le film noir
Des films de Howard Hawks, Otto Preminger, Raoul Walsh, Robert Aldrich, Nicholas Ray, Robert Montgomery, Jacques Tourneur, Richard Fleischer. Un spécial Fritz Lang est également prévu du 21 au 28 avril.
Action Christine Odéon, 4, rue Christine, Paris 6e. Mo Odéon. Jusqu'au 28 avril. Tél. : 01-43-29-11-30.

PERPIGNAN
Confrontation 35
Festival européen de la critique historique du film, cette 35e édition présente une cinquantaine de films qui ont marqué le siècle.
Palais des congrès, 66000 Perpignan. Du 9 au 17 avril. Tél. : 04-68-66-30-33 et 04-68-34-09-39.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min)

VERNISSAGES

Ida Barbarigo, Zoran Music
Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris 1er. Mo Tuileries. Tél. : 01-42-96-37-96. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30 ; samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Du 8 avril au 16 juillet. Entrée libre.

Jean-Pierre Pincemin
Fondation Coprim, 46, rue de Sévigné, Paris 3e. Mo Saint-Paul. Tél. : 01-44-78-60-00. De 10 heures à 18 heures ; samedi de 12 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Du 8 avril au 19 juin. Entrée libre.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour *vendues à moitié prix* (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Esther, de Racine
Des femmes, élèves comédiennes du Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris, interprètent, selon le vœu de Racine, sa tragédie *Esther*, écrite en 1689 pour l'institution des demoiselles de Saint-Cyr de Mme de Maintenon. Alain Zaepffel (direction), Jean-Baptiste Moreau (soli et chœurs).
Conservatoire national d'art dramatique, 2 bis, rue du Conservatoire, Paris 9e. Les 8, 9, 10, 12 et 13 avril, à 19 h 30. Sur invitation, tél. : 01-53-24-90-16.

Pinchas Zukerman (violon)
Marc Neikrug (piano)
Mozart : *Grande Sonate op. 19*. Takemitsu : *From Far Beyond Chrysanthemums and November Fog*. Schumann : *Sonate pour violon et piano op. 105*. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 30 no 2*.
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mo Alma-Marceau. Le 8, à 20 heures. Tél. : 01-49-52-50-50. De 50 F à 190 F.

Stéphane Huchard Quintet
Ancien de l'ONJ de Laurent Cugny, le batteur vient de rejoindre la compagnie phonographique américaine de jazz Blue Note. Son quintette électrique a du swing à revendre.
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. Le 8, à 22 h 30. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

Quartet Océan
Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. Le 8, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Jean-Louis Mahjun, Alain Giroux, Patrick Verbeke
Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand, 92 Courbevoie. Le 8, à 20 h 45. Tél. : 01-47-68-51-50. 120 F.

Joe McPhee, Daunik Lazro, Claude Tchamitchian
Espace Gagarine, 56, rue Anatole-France, 93 La Courneuve. Mo La-Courneuve-8-Mai-1945. Le 8, à 20 h 30. Tél. : 01-49-22-10-10. De 75 F à 95 F.

Ne Zhdali
Improvisation déglinguée par des musiciens estoniens.
Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, 93 Montreuil. Le 8, à 20 h 30. Tél. : 01-42-87-25-91.

Mass Hysteria
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mo Anvers. Le 8, à 19 h 30. Tél. : 01-44-92-45-45.

Tommy Castro
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mo Château-d'Eau. Le 8, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Ihsan Ozgen et Ozer Ozel
Cordes ottomanes (Turquie). Dans le cadre du Festival de l'imaginaire.
Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris 6e. Mo Saint-Placide. Le 8, à 20 h 30. Tél : 01-45-44-72-30. 100 F.

ANNULATIONS

Liane Foly, souffrante, annule le concert supplémentaire qu'elle devait donner le 8 avril à l'Olympia. La représentation est reportée au 15 avril à 20 h 30. Les billets doivent être échangés dans les points de vente pour la séance du 15 avril.
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9e. Tél. : 01-47-42-25-49.

DERNIERS JOURS

11 avril :
La Femme changée en renard
de David Garnett, mise en scène de Didier Bezace.
Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93 Aubervilliers. Tél. : 01-48-33-93-93. De 50 F à 130 F.

12 avril :
Tropiques métis
Musée national des Arts et Traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, Paris 16e. Tél. : 01-44-17-60-00. 25 F.

هكذا من الأصل

EN VUE

■ Le 6 avril, à Leeds en Angleterre, un match de bienvenue entre les habitants et des Albanais du Kosovo réfugiés dans un hôtel de la ville, s'est achevé en bagarre générale sur un corner contesté.

■ « *Allez vous faire f...* », insultent avec le printemps les parterres de jonquilles fraîchement écloses que douze malfrats, condamnés à des travaux d'intérêt général, avaient artistiquement plantées, l'an dernier, pour égayer les rues de Rotherham dans le Yorkshire.

■ **Gerhard Schröder**, chancelier d'Allemagne, a renoncé, à cause des opérations de l'OTAN, à fêter son anniversaire en famille à Hanovre, où réside **Doris**, sa quatrième épouse. Le dimanche de Pâques, **Joschka Fischer**, ministre des affaires étrangères, avait repoussé son quatrième mariage pour les mêmes raisons.

■ Les chaussettes de **Sissi** sont *mises aux enchères à Vienne*, aux côtés d'un portrait de **Katharina Schratt**, maîtresse de l'Empereur, que l'impératrice d'Autriche avait elle-même offert à son mari.

■ **Dror Orpaz** et **Carmit Tzubera** ont été transportés à l'hôpital Ihylov de Tel-Aviv, dans un état « *d'épuisement général* », après s'être appliqué pendant 30 heures et 45 minutes à battre le record du monde du plus long baiser.

■ Les Chypriotes-grecs s'insurgent contre les Chypriotes-turcs qui ont l'intention d'installer sous leur nez des réfugiés du Kosovo dans la ville fantôme de Varosha, abandonnée en 1974. Washington indigne les Cubains en voulant en héberger des milliers sur sa base de Guantanamo, dans le sud-est de l'île.

■ Le conseil municipal de Faro, au fin fond du Grand Nord canadien, envisage de loger 5 000 Kosovars dans les maisons désertées depuis la fermeture de sa mine de plomb.

■ Un gène de l'algue verte volvox, qui saute lorsque la plante est soumise au froid, découvert par les professeurs **David Kirk** et **Stephen Miller**, de l'université Washington à Saint Louis (Missouri), portera le nom du basketteur **Michael Jordan**.

■ A l'initiative de **Fatmir Mediu**, président du Parti républicain, quatre cent mille Albanais signaient naguère une pétition en faveur de la peine de mort.

■ **Benjamin Papa**, de Gontaud-de-Nogaret, près de Marmande, annonce la naissance dans son poulailler d'un poussin à quatre pattes se déplaçant sur deux pattes, les deux autres, qui pendent dans le vide, lui servant de support pour s'asseoir.

Christian Colombani

Les médias russes discrets sur le drame du Kosovo

Sauf très rares exceptions, la presse de Moscou demeure sourde et aveugle à l'exil des dizaines de milliers de Kosovars chassés de chez eux par les forces serbes ; elle tait l'exode et parle de propagande occidentale

MOSCOU
de notre correspondant

Dans leur très grande majorité, les médias russes demeurent sourds et aveugles au drame des 460 000 réfugiés ayant fui le Kosovo et aux opérations de nettoyage ethnique menées par l'armée serbe. Après deux semaines de conflit, la plupart des journaux continuent à n'y voir qu'un face-à-face entre l'OTAN, confondue avec les Etats-Unis et considérée comme « *agresseur* », et le régime de Slobodan Milosevic, « *président de la Yougoslavie* ».

Ainsi, pas un seul journal n'a jusqu'à présent consacré sa « une », ou ne serait-ce qu'un titre, à l'exode des centaines de *milliers d'Albanais chassés du Kosovo*. Les bilans communiqués par le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) sont considérés avec circonspection et cités au détour d'articles plus généraux. « *Les descriptions horribles des massacres des Albanais du Kosovo faites en Occident sont erronées ou exagérées* », notait, le 2 avril, le quotidien *Vremia*.

« *Il n'y a aucune preuve* », expliquaient le même jour *Les Nouvelles Izvestias*, qui dénonçaient « *le mensonge et la propagande occidentale* ». « *Au moment où le président des Etats-Unis joue au golf, des dizaines de milliers d'innocents fuient l'enfer déclenché par l'aviation de l'OTAN* », ajoutait le quotidien. Car cet exode, quand il est évoqué, est directement attribué aux « *bombardements barbares* » de l'OTAN, selon la *Nezavissimaïa Gazeta*. L'OTAN qui, « *sous le fallacieux prétexte d'une catastrophe humanitaire* », assure le quotidien gouvernemental *Rossiskaïa gazeta*, dans son édition du 7 avril, multiplie « *les provocations* » et « *prépare une intervention terrestre* ».

Depuis lundi, la presse à gros tirages consacre d'ailleurs moins de place à ce conflit et ignore le Kosovo pour ne parler que des bombardements sur Belgrade et des initiatives diplomatiques de la Russie. « La guerre contre les femmes et les enfants », titre en « une », le 6 avril, le journal *Troud*, au-dessus d'une photo d'avions de l'OTAN. Pour sa part, *Moskovskii Komsomolets* consacre, ce même jour, dix lignes seulement à la situation au Kosovo.

Sevodnia préfère parler « *du manque d'informations créé par les pays participant au conflit. La propagande et les mythes l'emportent* ». S'ils ont parfois un correspondant à Belgrade, aucun de ces journaux n'a envoyé de journaliste aux frontières du Kosovo, là où affluent les réfugiés.

QUELQUES VOIX DISCORDANTES

Quelques voix se distinguent pourtant, dont NTV, chaîne de télévision privée. Dimanche 4 avril, dans son émission phare *Itogui*, a été diffusé un long reportage sur les réfugiés albanais, détaillant les exactions commises par les milices serbes. Son présentateur vedette, Evgueni Kisseliov, a ensuite expliqué comment un autre sujet avait été censuré par Belgrade. *Censure* qu'avait, quelques jours auparavant, dénoncée un journaliste des *Nouvelles Izvestias*.

La radio d'informations Echos de Moscou a elle aussi consacré plusieurs émissions au traitement de l'information, critiquant le soutien accordé au régime de Milosevic et le silence entretenu sur le Kosovo. Enfin, l'hebdomadaire de presse écrite *Itogui* s'en est vivement pris à « *l'explosion d'hystérie* » contre l'OTAN. « *La xénophobie slave était jusqu'alors le lot de politiciens marginaux*, note ce journal. *Aujourd'hui leur point de vue dicte la ligne générale de la politique extérieure de la Russie.* » « *Pour les citoyens russes*, ajoute l'hebdomadaire, *la crise du Kosovo n'est qu'un prétexte qui permet de manifester leur anti-américanisme, produit d'un sentiment d'humiliation nationale.* »

François Bonnet

DANS LA PRESSE

LOS ANGELES TIMES
William Pfaff

■ La seule solution acceptable au problème des réfugiés est de les ramener sous escorte là où ils vivaient (...) et d'assurer la sécurité qui leur permettra de refaire leur vie. Cela veut dire que la seule solution est une victoire de l'OTAN. Si l'OTAN ne l'emporte pas sur la Serbie, il n'y aura plus d'OTAN. Et il n'est pas de victoire militaire envisageable sans une campagne terrestre (...)Le débat sur une intervention au sol n'est plus celui de la fin et des moyens ; c'est un débat sur la question de savoir si l'on abandonne ou non l'OTAN et le *leadership* américain sur la scène internationale. Si les Etats-Unis *s'opposent à une campagne au sol* – qui a le soutien d'une majorité de l'opinion publique en Grande-Bretagne et en France – alors les Etats-Unis peuvent tirer un trait sur l'OTAN.

THE WALL STREET JOURNAL

■ La gauche européenne a pendant des décennies prêché le pacifisme. Cela était en partie dû au fait que le principal adversaire des démocraties occidentales était une superpuissance marxiste. Actuellement, nombre de socialistes, de communistes et de Verts à l'extrême gauche, sans compter les trotskistes et autres groupes marginaux, ont trouvé un nouveau point de ralliement : l'opposition à l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie. Cela ne fait, en pratique, que compliquer la tâche des dirigeants de leurs propres partis. Cela risque en effet de donner l'impression que ces derniers sont incapables de mener une politique sérieuse. (...) Les gauchistes à travers l'Europe ont cependant un problème. Leur héros cette fois n'est pas un guérillero nimbé de romantisme comme Che Guevara dont la photo ornait jadis les chambres des étudiants de la Sorbonne. (...) Slobodan Milosevic a exactement l'allure du voyou qu'il est. (...) Si les gauchistes européens incorporent Slobodan Milosevic à leur panthéon de héros, ils doivent être encore plus fous que nous ne l'avons jamais imaginé.

THE WASHINGTON POST

■ Quiconque regarde la télévision ou lit les journaux a au moins un aperçu de la misère qui règne dans les camps boueux des déportés du Kosovo. Mais la misère à l'intérieur du Kosovo lui-même reste essentiellement cachée au reste du monde ; il n'y a pas de journalistes étrangers ni de travailleurs humanitaires, et les Kosovars sont largement isolés. Suffisamment de récits cependant émanent des expulsés de force, et ils sont suffisamment cohérents pour peindre un tableau horrifiant. Il y a des témoignages confirmés de massacres de masse. Les troupes de Slobodan Milosevic fusillent des pères devant leurs familles, poignardent des enfants et font brûler vives des familles à l'intérieur de leurs maisons. Ces atrocités ont lieu en ce moment même.

SUR LA TOILE

ANGLETERRE

■ *Pour compléter le site officiel de la* famille royale d'Angleterre, un magazine électronique mensuel, Royal Insight, vient d'être lancé. Il sera consacré à la vie quotidienne des membres de la famille royale, et illustré de nombreuses photos. – *(AP.)*

VIETNAM

■ La police de Ho Chi Minh-Ville a demandé au gouvernement vietnamien que toutes les activités liées à Internet soient placées sous le contrôle du comité populaire local, composé de policiers et de fonctionnaires des ministères de la culture et des sciences et technologies. Le porte-parole de la police a déclaré que des forces hostiles au Vietnam, basées à l'étranger, avaient profité de l'Internet pour importer des documents au contenu « *néfaste et réactionnaire* », exporter des secrets d'Etat et diffuser des écrits de dissidents. – *(AP.)*

COMMERCE ÉLECTRONIQUE

■ Le prestataire de services en ligne AOL France (filiale de America Online, Vivendi et Canal Plus) a ouvert une « *galerie marchande virtuelle* », qui héberge déjà 27 boutiques et devrait en compter une cinquantaine à la fin de l'année. – *(AFP.)*

www.ccc.de/camp

Le Chaos Computer Club lance un appel à projets pour son rendez-vous international à Berlin

EN ALLEMAGNE, les « hackers », *à la fois pirates informatiques* et militants libertaires, ont pignon sur rue. Le Chaos Computer Club (CCC) de Hambourg est sans doute le groupe de hackers le plus puissant d'Europe, et en tout cas le plus organisé : plus de 1 500 membres, des filiales à Berlin, Cologne, Ulm et Bilienfeld, et des groupes de travail dans vingt-huit villes d'Allemagne, de Suisse et d'Autriche. Sa devise officielle est un peu elliptique : *Kabelsalat ist Gesund* (la salade de câbles – la pagaille dans les câbles – est bonne pour la santé). En revanche, son programme est très clair : « *Nous exigeons la liberté absolue du flux d'informations, hors de toute censure.* »



Le CCC, qui sait se faire remarquer grâce à des actions spectaculaires, a décidé cette année d'organiser un événement de portée internationale, le Chaos Communication Camp. Ce grand rendez-vous des hackers de tous pays, inspiré de celui d'Amsterdam en 1997, aura lieu en plein air, dans un bois proche de Berlin. Le CCC fournira les liaisons Internet, les serveurs mobiles, les groupes électrogènes et les kilomètres de câbles. Les participants apporteront leurs ordinateurs, qu'ils installeront où bon leur semble, sous des tentes, dans des camions, ou à même le sol.

Les préinscriptions se font sur le site Web du CCC. Le droit d'entrée est de 77 euros pour les particuliers et de 777 euros pour les institutions. Les activités officielles seront réparties en cinq disciplines : cryptologie, détournement de carte à puce, logiciels libres, musique sur ordinateur, plus un art apparemment étranger à Internet, mais hautement symbolique pour les hackers : le crochetage de serrures.

Dans chaque catégorie, le CCC a lancé sur le Net un appel à projets. Les plus originaux bénéficieront d'un soutien logistique pour la durée du Camp. Par ailleurs, si l'on se réfère à ce qui s'est passé à Amsterdam en 1997, de nombreux participants seront accaparés par des activités non officielles. On peut s'attendre au lancement d'attaques dévastatrices vers le reste du monde, et surtout à la prolifération des joutes locales. Le Camp risque de devenir un champ clos où des guerres sans merci se déclareront entre tribus ou entre guerriers solitaires. Le jeu consiste à se choisir un ennemi et à attaquer ses ordinateurs par surprise, tout en se défendant des agressions venues de toutes parts. Les débutants seront les bienvenus, car les hackers aiment partager leur savoir avec des disciples méritants.

Yves Eudes

D'un Milosevic à l'autre *par Alain Rollat*

LE CAS MILOSEVIC relève-t-il de la camisole ? L'envoyé spécial de *LCI* à Moscou, Vincent Hervouet, a carrément demandé à Borislav, qui représente l'ex-Yougoslavie en Russie, si son frère cadet Slobodan n'était pas habité, à son tour, par les pulsions qui poussèrent naguère au suicide leur père puis leur mère. Borislav, qui a plus d'humour que Slobodan, lui a fait une réponse sensée : « *Je ne crois pas qu'il ait l'intention d'être un héros suicidaire, mais, si vous ne me trouvez pas normal, il faut demander aux médecins...* » Selon lui, Slobodan est la crème des hommes : « *C'est un président qui se bat pour la paix, pour l'intérêt de son peuple et de son Etat.* » La crème la plus douce : « *Il a été diabolisé parce que l'Occident avait besoin d'un bouc émissaire.* » La plus méconnue : « *Au Kosovo, il se bat contre les terroristes de l'UCK. C'est légitime.* » La plus courageuse : « *Il se bat pour protéger notre indépendance.* » La plus innocente : « *Le nettoyage ethnique, les exactions, les massacres de civils dont vous parlez, ça n'existe pas. Il peut y avoir des provocations, mais les gens s'enfuient du Kosovo à cause des bombardements. Il y a aussi des Serbes parmi les réfugiés...* » Borislav aime beaucoup son petit frère Slobodan, qui le lui rend bien.

Les carottes sont-elles cuites ? Milosevic l'aîné le croit : « *Nous allons tenir. On va se battre. Nous ne pouvons pas gagner la guerre mais l'OTAN peut la perdre moralement et politiquement.* » Vincent Hervouet, au terme de son expertise, le croit aussi : « *Borislav est aussi courtois et extraverti que son frère Slobodan est maussade, mais, pour le reste, c'est le même granit, la même rhétorique, la même dialectique, celle du vieux communiste blanchi sous le harnais. Il s'adosse à ce qu'il croit son bon droit, la souveraineté nationale, et il nie tout ce qui le gêne...* » Borislav aime d'autant plus son petit frère qu'ils sortent du même moule à fabriquer les apparatchiks. Leurs styles sont différents mais ils obéissent aux mêmes mécanismes staliniens.

Le cas Milosevic est-il donc doublement désespéré ? Cela n'est pas certain. Car l'émissaire de LCI a découvert, à Moscou, qu'un Milosevic en cache toujours un autre. Borislav a un fils qui lui sert de chef de cabinet. On ne sait rien de cet adolescent. Sauf que, l'an dernier, il étudiait encore à Paris, au lycée Molière. Or, si l'on en juge par ce qu'en disait, mercredi soir, Vincent Hervouet, cet apprenti diplomate est le seul de la famille à avoir conscience que la fin de toute cette histoire s'annonce « *tragique* ». Et à le dire, en privé. Celui-là, mon général, il faudrait l'épargner.

JEUDI 8 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.20 La Conquête spatiale, pour quoi faire ? — Forum Planète
21.35 et 23.05 Débat. L'alcool, cette drogue ! Avec Claude Got, Kate Barry, Erich Dederichs, Volker Kielstein. — Arte

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Jacques Doillon, Brigitte Fontaine ; Katherine Pancol ; John Turturro. — Canal +
19.15 Le Rendez-vous Alain Richard. — LCI
20.00 20 h Paris Première. Invité : Gad Elmaleh. — Paris Première
20.55 Envoyé spécial. La guerre au Kosovo, les réfugiés. Trafic de femmes. Les fous du village. — France 2
22.40 Faxculture. David Hockney. — TSR
22.50 Courts particuliers. Mathieu Amalric. — Paris Première
23.05 France Europe Express. Les retraites, un casse-tête européen ? Commission européenne, parlement européen : vers une redistribution des cartes ? Invité : Alain Madelin. — France 3
23.50 Le Club. Sidney Lumet. — Ciné Classics
0.55 Des racines et des ailes. Illettrisme : des mots contre l'exclusion. Vaincre l'anorexie. Nouveaux grands-parents. — France 3

DOCUMENTAIRES

19.00 Voyages, voyages. La Havane. — Arte
19.00 Gouverner, c'est choisir ? — Odyssée
19.05 Les Armes de la victoire. [1/12]. Le T-34. — Planète
19.45 Etat des lieux : le Yémen. — Odyssée
20.00 Klemperer. — Muzzik
20.15 360°, le reportage GEO. D'après nature. [4/4]. — Arte
20.30 Aller-retour dans l'espace. — Forum Planète
20.40 Chroniques couleur du ghetto de Lodz. — Canal +
20.40 Thema. L'alcool, cette drogue ! — Arte
21.20 La Chine, dragon millénaire. Shanghaï la mystérieuse. — Odyssée
21.50 Voyage au pays des dieux. [1/13]. Jérusalem. — Odyssée
23.40 Des animaux et des hommes. Et si les cochons volaient ? — Odyssée
0.05 Histoire de l'eau. [1/4]. Une lutte de tous les jours. — Odyssée

SPORTS EN DIRECT

20.00 Football. Championnat du monde des moins de 20 ans : Honduras - Brésil. — Eurosport
18.00 Football. Coupe des coupes (demi-finale aller) : Lokomotiv Moscou - Lazio Rome. — AB Sport
1.35 Hockey sur glace NHL. Philadelphie - Pittsburgh. — Canal +

MUSIQUE

20.59 Soirée les plus grands noms de la chanson arabe. — Muzzik
21.35 Nuit italienne. Avec Bryn Terfel, baryton ; Sergei Larin, ténor ; Angela Gheorghiu, soprano. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado. — Mezzo
23.20 Jazz à Vienne 1998. Théâtre antique de Vienne. — Muzzik
23.40 Mahler. *Symphonie n° 8.* Par l'Orchestre philharmonique de Londres et les Chœurs du London Symphonic et l'Eton Boy's Choir, dir. Klaus Tennstedt. — Paris Première

TÉLÉFILMS

20.30 L'Eternel Mari. Denys Granier-Deferre. — Festival
20.40 Drôle de héros. Mel Damski. — Disney Channel
20.50 Pouvoir absolu. David L. Corley. ○. — M 6
22.00 Une femme explosive. Jacques Deray. — Festival

SÉRIES

20.50 Le juge est une femme. Excès de pouvoir. — TF 1
22.35 Profiler. Episode pilote : Visions. L'anneau de feu. ○. — M 6
0.15 High Incident. Médecin légiste au repos (v.o.). — 13ème Rue
1.15 Seinfeld. Pénurie (v.o.). — Canal Jimmy

Le Monde TELEVISION

ARTE

19.00 Voyages, voyages
Octobre dans les Caraïbes, saison des pluies et des cyclones. Cuba attend l'ouragan Mitch. Bernard Mangiante montre une foule *« usée par les multiples épreuves de la survie quotidienne »*, qui rêve d'une vie « normale ». Quarante ans après une révolution qui a beaucoup fait rêver, on est passé d'*« une fiction en roubles à une réalité en dollars »*. Un carnet de route à ne pas manquer.

CANAL +

20.40 Chronique couleur du ghetto de Lodz
La photo d'un petit garçon, dont le regard effrayé traduit toute la tragédie de la Shoah, évoque l'horreur du ghetto de Varsovie. Rares témoignages visuels de ce ghetto où périrent près de 200 000 juifs, ces photos ont été retrouvées après guerre. Elles sont la base de cette *Chronique couleur du ghetto de Lodz* (FIPA d'or 1998) réalisée par Dariusz Jablonski.

ARTE

23.55 La Veuve joyeuse ■■■
En 1924, Erich von Stroheim adapte le livret de l'opérette de Franz Lehar. Il n'en reste quasiment rien dans ce film, à la fois artistique et commercial... Les audaces visuelles et sexuelles passèrent comme lettres à la poste grâce à l'histoire d'amour contrarié et à l'interprétation de Mae Murray, émouvante. Arte présente une version restaurée avec nouvel accompagnement musical.

FILMS

14.30 Napoléon ■■■ Abel Gance (1/3) (France, 1926, N., muet, 120 min) ○. — Histoire
16.10 L.A. Confidential ■■ Curtis Hanson (Etats-Unis, 1997, 135 min) ○. — Canal +
18.10 Rafles sur la ville ■■ Pierre Chenal (France, 1957, N., 80 min) ○. — Cinétoile
19.00 Out of the Fog ■■ Anatole Litvak (Etats-Unis, 1941, N., v.o., 80 min) ○. — Ciné Classics
19.30 La Marquise d'O ■■ Eric Rohmer (France - Allemagne, 1976, 100 min) ○. — Cinétoile
20.30 Un homme parmi les loups ■■ Carroll Ballard (Etats-Unis, 1983, 105 min) ○. — Ciné Cinéma 1
20.45 Napoléon ■■■ Abel Gance (2/3) (France, 1926, N., muet, 120 min) ○. — Histoire
20.55 Trois femmes ■■■ R. Altman (EU, 1977, 120 min) ○. — Téva
21.00 Quai des Orfèvres ■■■ Henri-Georges Clouzot (France, 1947, N., 110 min) ○. — Paris Première
22.15 Intervista ■■ Federico Fellini (France - Italie, 1986, v.o., 105 min) ○. — Ciné Cinéma 1
22.20 Niagara ■■ Henry Hathaway (Etats-Unis, 1953, 90 min) ○. — RTL 9
22.45 Arthur Rubinstein, l'amour de la vie ■■ François Reichenbach (France, 1968, 90 min) ○. — Mezzo
23.25 Anastasia ■■ A. Litvak (EU, 1956, 105 min) ○. — Téva



23.55 La Veuve joyeuse ■■■ Erich von Stroheim. Avec Mae Murray, John Gilbert (Etats-Unis, 1925, N., muet, 120 min) ○. — Arte
1.25 Los Olvidados ■■■ Luis Bunuel (Mexique, 1950, N., v.o., 80 min) ○. — Ciné Classics

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.25 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Le juge est une femme. Excès de pouvoir. ○.
22.40 Made in America. L'Enfant du mal. Téléfilm. Mark L. Lester. ○.
0.20 Les Rendez-vous de l'entreprise.
0.50 TF 1 nuit, météo.

FRANCE 2

18.45 Et un, et deux, et trois.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 Qui est qui ?
20.00 et 0.55 Journal, Météo.
20.55 Envoyé spécial. La guerre au Kosovo, les réfugiés. Trafic de femmes. Les fous du village.
23.00 Expression directe.
23.10 Parole de flic ■ Film. José Pinheiro. ○.
1.15 La 25e Heure. Parti en quête d'amour, reviens de suite...

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.45 Un livre, un jour.
18.50 L'Euro, mode d'emploi.
18.55 Le 19-20 de l'info.
20.01 Météo.
20.05 Cosby. ○.
20.35 Tout le sport.
20.50 Consomag.
20.55 La Zizanie ■ Film. Claude Zidi. ○.
22.35 Météo, Soir 3.
23.05 France Europe Express. Invité : Alain Madelin.
0.25 Espace francophone.
0.55 Des racines et des ailes. Illettrisme : des mots contre l'exclusion. Vaincre l'anorexie. Les nouveaux grands-parents.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 20.40
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.40 Chronique couleur du ghetto de Lodz.
21.28 Les Sales Blagues de l'*Echo*. ○.
21.30 La Belle Vie ■ Film. David Trueba. ○.
23.15 Golf.

ARTE

19.00 Voyages, voyages. La Havane.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 360°, le reportage GEO. D'après nature. [4/4]. Plus vrai que nature.
20.40 Thema. L'alcool, cette drogue ! 20.45 Alcool, regarde les jeunes tomber. 21.35 et 23.05 Débat. 22.25 Chronique d'une campagne arrosée.
23.55 La Veuve joyeuse ■■■ Film muet. Erich von Stroheim. ○.
1.55 Autopsie d'un genre. Le film policier français.

M 6

18.25 Lois et Clark. ○
19.20 Mariés, deux enfants. ○.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Notre belle famille. ○.
20.40 Décrochage info, Passé simple.
20.50 Pouvoir absolu. Téléfilm. David L. Corley. ○.
22.35 Profiler. Série. ○. Episode pilote. L'anneau de feu.
0.20 La Maison de tous les cauchemars. ○.
1.15 DJ d'une nuit. Alliance Ethnik.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.02 Les Chemins de la musique. [4/5].
20.30 Agora. Jean Salem pour *Connaître, soigner, aimer*, d'Hippocrate.
21.00 Lieux de mémoire. Arnold Van Gennep et le folklore de la France.
22.10 For intérieur. Jean-Marie Turpin.
23.00 Nuits magnétiques. [4/5].

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert. Par le Chœur philharmonique de Brno, Peter Fiala, chef de chœur et l'Orchestre symphonique de Bâle, dir. Mario Venzago, Svetlana Katchour, soprano : œuvres de Mozart, Stravinsky, Janacek.
22.30 Musique pluriel. Présences 99. Par le Nouvel Ensemble moderne.
23.07 Papillons de nuit.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. *Les Pins de Rome*, de Respighi, par la Philharmonia. 20.40 Le Quatuor Alan Berg.
22.36 Les Soirées... (suite).

VENDREDI 9 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

14.35 La Cinquième rencontre... Travail, économie. Comment naissent les emplois ? Avec Alain Jecko. — La Cinquième
14.55 Ecran savoir multimédia. Multimédia éducatif. — RTBF 1
16.10 et 20.10 Le Talk Show. — LCI
16.30 La Semaine d'Histoire. — Histoire
17.00 Les Lumières du music-hall. Marie-José Neuville. Charles Trenet. — Paris Première
18.00 Stars en stock. Clark Gable. Elizabeth Taylor. — Paris Première
18.30 Nulle part ailleurs. Invité : Brigitte Lahaye, Wayne Kramer, Claude Sérillon. — Canal +
19.00 Tracks. Tribal : Les chasseurs d'autographes. Dream : Nena. Backstage : Les hits de la publicité. Vibration : Turc et homo, au cinéma et dans la vie. — Arte
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. — LCI
19.30 Envoyé spécial, les années 90. La voiture de l'an 2000. Camp Z30D. Invités : Jean-Louis Loubert, Jean-Louis Margolin. — Histoire
20.00 20h Paris Première. Best of. — Paris Première
20.05 C'est la vie. Mort subite du nourrisson : pourquoi lui, pourquoi si vite ? — TSR
20.55 Thalassa. L'Odyssée du vaisseau spatial. — France 3
22.00 Faut pas rêver. Chine : L'héritage des missionnaires. France : Les clochettes de Leyment. Russie : Paris, Oural. Invité : Thomas Romero. — France 3
22.50 Sans aucun doute. Le droit à la différence. — TF 1
23.20 Bouillon de culture. Pillages et trafics des œuvres d'art. Invités : Emmanuel de Roux, Roland-Pierre Paringaux, Jean-Paul Barbier, Henri-François de Breteuil, Hélène Leloup, Jean-Michel Mimran, Hubert Duez. — France 2
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. Hitler-Staline, liaisons dangereuses [2/3] : Pacte avec le diable. Jean-François Delassus. — France 3

DOCUMENTAIRES

17.15 Les Grandes Batailles du passé. Gettysburg, 1863. — Planète
17.50 Actor's Studio. Shirley McLaine. — Ciné Cinémas
18.15 Dancing in the Street. [7/10]. Hang On to Yourself. — Planète
18.30 Les Chutes Victoria. — La Cinquième
19.15 Le Monde du corail. — Planète
19.40 Monsieur Patel tourne à Bollywood. — Planète
20.15 Palettes, Raffaello Sanzio, dit Raphaël. *Portrait de Baldassare Castiglione.* — Arte
20.35 Mémoires d'immigrés, l'héritage maghrébin. [2/3]. Les mères. — Planète
20.45 Les Celtes. [6/6]. L'héritage. — Histoire
20.45 Vatikan. Pie XII et l'Holocauste. — Odyssée
21.05 Epopée en Amérique, une histoire populaire du Québec. [3/13]. Explorer un continent. — TV 5
21.30 Un autre futur, l'Espagne rouge et noire. [2/4]. Sous le signe libertaire. — Planète
21.40 Voyage au pays des dieux. [1/13]. Jérusalem, une mosaïque de foi. — Odyssée
22.00 Grand format. Made in Germany. — Arte
22.10 Toutes les drogues du monde. [6/6]. Quel avenir pour les drogues ? — Odyssée
22.25 Portraits de gangsters. [10/10]. La mafia américaine. — Planète
22.30 Affaire Grégory, le «roman noir d'un fait divers». — Forum Planète
22.40 Inde, naissance d'une nation. Les femmes. — Odyssée
23.15 Les Armes de la victoire. [1/12]. Le T-34. — Planète
23.45 La Fauconnerie. — Planète
0.50 La Case de l'Oncle Doc. Donka, radioscopie d'un hôpital africain. — France 3

SPORTS EN DIRECT

13.00 Tennis. Tournoi messieurs d'Estoril. Quarts de finale. — Eurosport
17.00 Cyclisme. Tour du Pays basque. Santiago Erreka - Aia. — Eurosport
18.30 Plongeon. Coupe d'Europe. — Eurosport
20.00 Handball. Championnat de France. Montpellier - Dunkerque. — Eurosport
21.30 Boxe. Championnat de France des super-légers. Tripp - Mapouka. A Vesoul (Haute-Saône). — AB Sport
0.00 Golf. US Masters. — Canal +

DANSE

20.45 A Folk Tale. Ballet. Musique d'August Bournonville. Par le Royal Danish Ballet. Avec Silja Schandorff (Hilda), Jette Buchwald (Muri), Sorella Englund (Viderick). Le Danish Radio Concert Orchestra, dir. Harry Damgaard. Décors et costumes de Marguerite II. — Mezzo

MUSIQUE

17.15 La Truite, de Franz Schubert. Avec Itzhak Perlman, Pinchas Zuckerman, Jacqueline Du Pré, Zubin Mehta, Daniel Barenboim. — Mezzo
18.00 Béla Fleck & The Flecktones. Montréal 1998. — Muzzik
19.20 Deux trios pour piano, violon et violoncelle, de Brahms. Avec Maxim Vengerov, violon ; B. Pergamenschikov, violoncelle ; Elena Baschkirova, piano. — Mezzo
21.00 The Atlantic Living Legends. Montreux 1993. — Muzzik
21.55 La Dame de pique. Opéra de Tchaïkovski. Mise en scène de Graham Vick. Par l'Orchestre philharmonique de Londres et les Chœurs de Glyndebourne, dir. Andrew Davis. — Paris Première
22.35 Paolo Conte. Montréal 1988. — Muzzik
22.45 Concertos n° 3, de Beethoven, et n° 1, de Brahms. Arthur Rubinstein, piano. — Mezzo
23.35 Schoenberg et Debussy, par Pierre Boulez. Par l'Orchestre symphonique de la BBC. — Muzzik
0.35 Le Live du vendredi. Lenny Kravitz. — M 6

TÉLÉFILMS

20.45 L'Envol. Alex Pillai. — Arte
20.50 La Mémoire du cœur. Judith Vogelsang. ○. — M 6
22.10 Le Record. Edwyn Baily. — Festival

SÉRIES

20.15 Ellen. The Bubble Gum Incident. — RTL 9
20.40 Chicago Hospital. Mensonge et vérité. Un amour de momie. — RTL 9
20.40 Tekwar. Etat d'urgence. — 13me Rue
20.50 L'Instit. L'Enfant caché. — TSR
20.55 Soirée sitcom. — Téva
21.15 Fallen Angels. Une bonne petite épouse (v.o.). — Canal Jimmy
21.25 Le Visiteur. Le retour. — Série Club
22.50 X-Files. Mauvais sang. Insomnie. ○. — M 6
22.55 Seinfeld. Pénurie (v.o.). — Canal Jimmy
0.05 Friends. The One with Joey's Bag (v.o.). — Canal Jimmy
0.30 Star Trek, Deep Space Nine. Les Cardassiens (v.o.). — Canal Jimmy
1.15 Star Trek, la nouvelle génération. [1/2]. La pierre de Gol (v.o.). — Canal Jimmy

Le Monde TELEVISION

ARTE

20.45 L'Envol
Shikha a dix-sept ans. Elle se destine à la médecine, avec la bénédiction de son père. Mais, comme souvent dans les familles immigrées, une divergence générationnelle et culturelle met le feu aux poudres. *L'Envol*, réalisé par Alex Pillai, sur un scénario de Tanika Gupta, jeune femme d'origine indienne, a été couronné par plusieurs prix (en France, en Grande-Bretagne, en ex-URSS),

FRANCE 3

0.50 Donka, radioscopie d'un hôpital africain
Un tableau de la vie quotidienne au centre hospitalier universitaire Donka à Conakry (Guinée). Bâtiments vétustes, sous-équipement criant, formation insuffisante... L'état des lieux établi par le documentariste belge Thierry Michel est saisissant, mais son film rend justice à la lucidité et au courage des médecins qui se battent pour sauver ce qui peut l'être...

FRANCE 2

1.05 Frances ■■
Frances Farmer (1914-1970) fut une star dans les années 30, mais sa volonté d'indépendance et ses comportements jugés scandaleux provoquèrent sa chute. Elle sombra dans l'alcool, la drogue... Ce premier film de Graeme Clifford repose sur un scénario accumulant, jusqu'à l'horreur, les détails les plus dramatiques, afin de réhabiliter l'exclue. Belle performance de Jessica Lange. En v.o.

FILMS

14.20 Assurance sur la mort ■■■ Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) ○. — Cinétoile
14.40 Huis clos ■ Jacqueline Audry (France, 1954, N., 100 min) ○. — Festival
14.50 Los Olvidados ■■■ Luis Bunuel (Mexique, 1950, N., v.o., 80 min) ○. — Ciné Classics
15.25 No Smoking ■■ Alain Resnais (France, 1993, 150 min) ○. — Cinéstar 1
16.10 Forever and a Day ■■ René Clair, Edmund Goulding, Cedric Hardwicke, Frank Lloyd, Victor Saville et Robert Stevenson et Herbert Wilcox (EU, 1943, N., v.o., 110 min) ○. — Ciné Classics
19.30 Le Comédien ■■ Sacha Guitry (France, 1947, N., 95 min) ○. — Cinétoile
20.30 Les femmes s'en balancent ■ Bernard Borderie (France, 1954, N., 110 min) ○. — Ciné Classics
21.00 Sleepers ■ Barry Levinson (Etats-Unis, 1996, 145 min) ○. — Ciné Cinéma 1
21.00 Les Granges brûlées ■■ Jean Chapot (France, 1973, 100 min) ○. — Ciné Cinéma 2


COLLECTION CHRISTOPHE L.

21.05 Top Hat ■■ Mark Sandrich. Avec Fred Astaire, Ginger Rogers (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 105 min) ○. — Cinétoile
21.20 Darkman ■ Sam Raimi (Etats-Unis, 1990, 95 min) ○. — Cinéstar 1
23.00 Vidéodrome ■ David Cronenberg (Canada, 1983, v.o., 90 min) ○. — 13ème Rue
0.15 Sailor et Lula ■■ David Lynch (Etats-Unis, 1989, 120 min) ○. — Ciné Cinéma 2
0.55 Out of the Fog ■■ Anatole Litvak (Etats-Unis, 1941, N., v.o., 85 min) ○. — Ciné Classics

PROD

1.05 Frances ■■ Graeme Clifford. Avec Jessica Lange, Sam Shepard (EU, 1982, v.o., 130 min) ○. — France 2
1.30 Intervista ■■ Federico Fellini (France - Italie, 1986, v.o., 105 min) ○. — Ciné Cinéma 3
3.05 Nuit d'été en ville ■■ Michel Deville (France, 1990, 85 min) ○. — Cinéstar 2

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

14.45 Arabesque. ○.
15.40 Le Rebelle. ○.
16.35 Vidéo gag.
16.50 Sunset Beach. ○.
17.35 Beverly Hills. ○.
18.25 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Attention les enfants regardent...
22.50 Sans aucun doute. Le droit à la différence.
0.40 TF 1 nuit, Météo.
0.55 Mode in France. [5/8].
1.55 Cités à la dérive. [7/8]. ○.

FRANCE 2

15.50 La Chance aux chansons.
16.45 Des chiffres et des lettres.
17.15 et 23.15 Un livre, des livres.
17.20 Cap des Pins. ○.
17.50 Hartley, cœurs à vif. ○.
18.45 Et un, et deux, et trois.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 Qui est qui ?
20.00 Journal, Météo.
20.55 Taratata.
23.20 Bouillon de culture. Pillages et trafics des œuvres d'art.
0.35 Journal, Météo.
1.00 Ciné-club. Cycle Stars en miroir.
1.05 Frances ■■ Film. Graeme Clifford (v.o.). ○.

FRANCE 3

14.55 Les Bravos. Téléfilm. Ted Post. ○.
16.40 Les Minikeums.
17.45 Le Kadox.
18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Cosby. ○.
20.35 Tout le sport.
20.55 Thalassa. L'Odyssée du vaisseau spatial.
22.00 Faut pas rêver.
23.05 Météo, Soir 3.
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. [2/3].
0.25 Libre court. *Le Café de la plage.* Mohamed Ulad-Mohand. ○.
0.50 La Case de l'Oncle Doc. Donka, radioscopie d'un hôpital africain.
1.50 Nocturnales, Jazz à volonté.

CANAL +

15.15 Maguinnis, flic ou voyou. ○.
16.00 Don Juan ■ Film. Jacques Weber. ○.
17.35 Evamag. ○.
18.00 A la une. ○.
▶ En clair jusqu'à 20.30
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Allons au cinéma ce week-end.
21.00 Petits meurtres entre nous ■ Film. Jim Wilson. ○.
22.30 Anaconda, le prédateur ■ Film. Luis Llosa. ○.
0.00 Golf.
1.50 Liane la sauvageonne. Film. Eduard von Borsody (v.o.). ○.

LA CINQUIÈME/ARTE

16.00 Olympica. [14/26].
16.30 Le Magazine ciné.
17.00 Au nom de la loi. ○.
17.30 100 % question.
17.55 Naissance du XXe siècle. [2/12].
18.30 Le Monde des animaux.
19.00 Tracks.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Palettes. Raffaello Sanzio, dit Raphaël.
20.45 L'Envol. Téléfilm. Alex Pillai. ○.
21.55 Contre l'oubli. Khalide Ikhiri, Niger.
22.00 Grand format. Made in Germany.
23.30 L'Albatros ■ Film. Jean-Pierre Mocky. ○.
1.00 Le Dessous des cartes. Sri Lanka : un conflit sans fin.
1.10 L'Honneur de ma famille. Téléfilm. Rachid Bouchareb. ○.

M 6

16.10 et 1.30 Boulevard des clips.
17.40 Agence Acapulco. ○.
18.25 Loïs et Clark. ○.
19.20 Mariés, deux enfants. ○.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 La Route de votre week-end.
20.10 Notre belle famille. ○.
20.40 Politiquement rock.
20.45 Question de métier.
20.50 La Mémoire du cœur. Téléfilm. Judith Vogelsang. ○.
22.50 X-Files, l'intégrale. Mauvais sang. ○. Insomnie. ○.
0.35 Le Live du vendredi. Lenny Kravitz.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.02 Les Chemins de la musique. [5/5].
20.30 Agora. Paul de Sinety (*L'Amour des voyageurs*).
21.00 Black And Blue. L'odyssée de la Note Bleue.
22.10 Fiction. *Le Globe*, de Marc Israël-Lepelletier.
23.00 Nuits magnétiques. [5/5].
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

19.00 Histoires de Lieder.
19.40 Prélude.
20.05 Concert franco-allemand. Par l'Orchestre symphonique de la MDR, dir. Marcello Viotti : Œuvres de Fauré, Ravel, Brahms.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Gougeon.
23.07 Jazz-club.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. *Symphonie n° 3 D 200*, de Schubert, par la Staatskapelle de Dresde, dir. Colin Davis. 20.40 La rencontre de Brahms, Grieg et Tchaïkovski. Œuvres de Tchaïkovski, Brahms, Grieg.
23.00 Silvana. Opéra de Weber, par le Chœur de l'Opéra et l'Orchestre philharmonique de Hagen, dir. Gerhard Markson.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
- ○ Tous publics
- ○ Accord parental souhaitable
- ○ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
- ○ Public adulte Interdit aux moins de 16 ans
- ○ Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films
- ■ On peut voir
- ■■ A ne pas manquer
- ■■■ Chef-d'œuvre ou classique

Les symboles spéciaux de Canal +
- DD Dernière diffusion
- ◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

هكذا من الأصل

La veuve actualité

par Pierre Georges

CE QU'IL Y A de terrible avec la guerre, outre la guerre bien sûr, c'est qu'elle ne nous fiche pas la paix ! Notamment avec l'actualité. L'actualité se vêt de kaki comme la veuve de noir. Elle porte la guerre comme d'autres le deuil. Et l'on a le sentiment, assez fondé, qu'elle impose à tous et à chacun une manière de participation obligatoire, vigilante, compassée, au grand cortège des nouvelles du front. Avec tenue, retenue et mots de circonstances.

Autrement dit, hors la guerre, point d'actualité. La vie continue certes, les activités de tous aussi. Les affaires restent les affaires. Mais tout semble futile, voire indécent, par référence ou comparaison. Et la presse, tout à son effort de guerre, son effort de mots et de faits, contribue à cette manière d'absolue vitrification de l'information. La guerre n'est pas que veuve. Elle est jalouse. Férocement jalouse et point partageuse. Elle culpabilise à fond ceux qui voudraient jouer les « embusqués » de l'actualité.

Prenons un exemple. L'Assemblée nationale a débattu longuement du PACS. C'est normal, elle avait du PACS au menu de la semaine. Et elle a voté, mercredi, le PACS. Par 300 voix pour, 253 contre. Remarquez, c'est intéressant aussi le PACS ! La Boutin en veuve de PACS, ce serait même plutôt drôle ! Et pourtant qui ne voit, qui ne sent, que ce n'est plus tout à fait le moment du PACS, qu'il y a des causes et des fronts moins retentissants que d'autres. Bon, d'accord. Ils ont voté le PACS et ce n'est pas vraiment une tragédie française. Cessez-le feu immédiat !

Et, d'ailleurs, que pensent les Français du PACS ? Même un sondeur, dans la plus extrême débine, n'oserait pas leur poser actuellement la question. Ou, alors, sous peine de s'entendre immédiatement répliquer : *« Ah ! vous faites un joli métier ! Non, mais sans blague, vous croyez que c'est bien le moment de m'interroger sur le PACS ? Comme s'il n'y avait pas des questions plus intelligentes ! Tenez, la guerre ! Notez, je suis pour, moi, monsieur. Contre, moi, madame ! »*

Ainsi la guerre étend-elle son tyrannique empire : celui de l'actualité unique, comme monnaie ou pensée. C'est normal, dans l'échelle des gravités et du sérieux. On ne peut pas voir ce que l'on voit là-bas et ne point relativiser le reste. Il n'empêche. Balkans le matin, le midi, le soir, Balkans jours et nuits, parfois on voudrait bien s'offrir une permission d'actualité. Au risque d'une indécence.

Parler un peu d'autre chose. Oui, mais de quoi ? Eh bien, par exemple, de cinéma français et d'un fait mineur, mais vaguement intrigant, qui nous a, si l'on ose dire, sauté à la figure, ce matin, dans un magnifique travail d'inconscient balkanique. De quoi les cinéastes français ont-ils la manie en ce moment ? Des ponts ! Trois films, cinq ponts ! *Trois ponts sur la rivière. Un pont entre deux rives. La fille sur le pont !* Voilà les trois titres des trois films du moment. Ils se sont donné le mot, ou quoi ? Ils ont des frustrations bâtisseuses ? Le pont est-il le dernier salon où l'on filme ? Tout cela pour dire, et nous y revoici, qu'on n'aurait probablement pas remarqué cette épidémique passion pour les ouvrages d'art, si l'actualité ne nous jouait, elle, en permanence et en piqué, le pont de la rivière Milosevic.

Sur la base italienne d'Istrana, les Français respectent scrupuleusement le « NATO secret »

Une heure de visite guidée chez les aviateurs, pendant une « fenêtre médiatique »

ISTRANA
de notre envoyé spécial

La guerre ? Quelle guerre ? La petite ville italienne d'Istrana ne semble pas préoccupée outre mesure par les événements en cours de l'autre côté de la mer Adriatique. Voilà maintenant deux semaines que les avions de combat décollent de l'aéroport voisin, mais cet incessant va-et-vient ne perturbe guère les habitants, si on excepte le vacarme des réacteurs et une brève incursion de militants pacifistes, mercredi 7 avril, en territoire militaire. C'est pourtant d'ici, de cette morne plaine des environs de Trévise, que décollent régulièrement une vingtaine d'appareils français, 8 Jaguar et 12 Mirage 2000, engagés dans les opérations de l'OTAN.

Comme sur les autres sites, les visites de journalistes sont restreintes et poliment surveillées. *« Ce n'est pas un spectacle, il faut rester concentré »*, précise le lieutenant Frédéric Devanlay, chargé d'accueillir la presse. Les *« fenêtres médiatiques »*, comme l'on dit dans le jargon militaire, sont donc limitées à deux par semaine au maximum, sur décision de l'état-major français.

Mercredi, la fenêtre s'est entrouverte. Plusieurs médias, dont *Le Monde*, ont donc pu accéder, pendant un peu plus d'une heure, au secteur réservé aux Jaguar et uniquement à celui-là. Le long de la piste se dresse une baraque sans façon, le « Jag's bar », où les pilotes aiment à se retrouver. Les journalistes n'ont pu les interroger : ils ont juste été filmés – souriants – au sortir de leur cockpit. Seul le chef du détachement des Jaguar, le lieutenant-colonel Denis Charlot, s'est exprimé – abondamment – sur ces deux premières semaines de conflit en prenant soin, toutefois, de répondre en anglais *« NATO secret »* (*« secret OTAN »*) dès que les questions frisaient l'indiscrétion.

Selon cet officier, les patrouilles françaises ont *« tenu leur place »* et même *« surpris »* les Américains avec leurs Jaguar de *« 25 ans d'âge »*. *« A chaque fois qu'une mission a été confiée à l'un de nos avions*, se réjouit M. Charlot, *il l'a menée à bien. »* Quant à savoir si la nature de ces missions a évolué en deux semaines, c'est un *« NATO secret »*. Idem pour les cibles visées, le pourcentage de réussite, voire le nombre de pilotes français présents à Istrana. Seule précision technique : les Jaguar et les Mirage se sont contentés de vols en haute altitude. Cette stratégie leur a permis d'éviter en partie la riposte serbe mais elle les a soumis, plus que de coutume, aux caprices de la météo (*« les rayons laser ne passent pas les nuages »*). Tout en reconnaissant que certains vols de *« mise en jambes »*, menés conjointement avec des appareils alliés, ont souffert de *« problèmes linguistiques »*, le lieutenant-colonel Charlot indique que désormais *« tout baigne dans l'huile »*.

Environ 300 militaires français sont en fait affectés sur cette base italienne. Une « zone française » a été créée au sein de l'aéroport. Elle regroupe aussi bien le poste de commandement que les salles de repos. Les pilotes ne sont pas logés sur place. Ils ont établi leurs quartiers de printemps dans des hôtels de Trévise et ne rejoignent l'aéroport que quatre à cinq heures avant le début de leur mission. *« Ensuite*, explique le lieutenant-colonel Charlot, *le ballet se met en place. Il nous faut une heure et demie pour arriver sur zone depuis Istrana. Chacun doit faire attention à n'arriver ni en avance ni en retard sur l'objectif. A chaque fois, cela se joue à la minute près, il faut que ce soit pile poil. »* Le reste est affaire d'électronique, d'images, de cache-cache avec les radars adverses ; bref, de *« guerre moderne »* contre des *« objectifs choisis »*.

« Une fois sur place, poursuit l'officier, *nous avons juste le temps de reconnaître l'objectif sur notre écran, de le désigner et de le traiter avec une précision métrique. »* Ce *« traitement »*, autrement dit le bombardement de la cible, est filmé par une caméra installée sous le ventre de certains appareils. Les cassettes ainsi obtenues font l'objet d'un *« debriefing »* entre les pilotes avant d'être transmises aux autorités compétentes. Ce sont certaines de ces images que les téléspectateurs peuvent voir ensuite sur leurs écrans. Les pilotes, eux, ne sont pas des téléspectateurs acharnés. *« Au-delà d'une fois par jour*, estime le lieutenant-colonel, *ce n'est pas bon pour le moral. »*

Philippe Broussard

Le Syndicat du Livre-CGT poursuit son action

LE SYNDICAT du Livre-CGT poursuit son mouvement contre la cession par le groupe Hersant de *France-Soir* à Georges Ghosn. Le quotidien hippique *Paris-Turf* n'a pas paru, jeudi 8 avril, à Paris. D'autres grèves pourraient affecter les titres de la Socpresse en province dans les prochains jours. Le Syndicat du Livre demande *« l'implication du groupe Hersant dans la nouvelle structure »* de *France-Soir* et *« la transparence du tour de table financier du repreneur »*. Pour le syndicat, cette cession *« s'inscrit dans la restructuration de la Socpresse »*, qui affecte notamment *Nord-Eclair* et trois journaux de l'Ouest : *Presse-Océan*, *Le Maine Libre*, *Le Courrier de l'Ouest*.

Dans la nuit de mardi à mercredi, un arrêt prévu au *Figaro*, afin de faire pression sur le groupe Hersant, a entraîné une réaction des rotativistes qui ont bloqué l'impression d'une bonne partie de la presse parisienne. *Le Figaro* et *France-Soir* n'ont pas paru, tandis que *Libération*, *Les Echos*, *La Tribune et L'Humanité* ne sortaient qu'en province. Seuls les journaux du groupe Amaury *(Le Parisien, L'Equipe)* – où la CGT n'est pas en situation de monopole – ont paru.

Le conflit sur *France-Soir* est une nouvelle étape de la guerre que mènent les rotativistes et les correcteurs d'une part, les autres catégories et la Fédération du Livre (Filpac) d'autre part. Les premiers ont ainsi signé des accords avec Georges Ghosn et Yves de Chaisemartin, PDG de la Socpresse. Le comité intersyndical du Livre parisien a dénoncé l'embrasement du conflit par les rotativistes : *« Cette décision irresponsable constitue un appui complice à M. de Chaisemartin et vise à placer les éditeurs en position d'otages. »*

Le Syndicat de la presse parisienne (SPP) a constaté, mercredi soir, que *« cette non-parution trouve son origine dans un affrontement interne au Syndicat du Livre parisien, avivé à l'occasion du projet de cession du capital de l'entreprise éditrice de* France-Soir ». *« Les éditeurs*, poursuit le communiqué, *considèrent qu'il est de leur responsabilité de chef d'entreprise de gérer, de développer, voire, le cas échéant, de céder leurs entreprises, dans le respect du droit du travail et des règles sociales conventionnelles »*.

Un conseil d'administration, plusieurs fois repoussé, devrait entériner la cession de *France-Soir* à M. Ghosn, lundi 12 avril. Devant les représentants syndicaux, M. de Chaisemartin avait réitéré, mardi 6 avril, sa menace d'un dépôt de bilan du journal si la cession était bloquée.

Alain Salles

A NOS LECTEURS : la parution du *Monde* daté jeudi 8 avril a été fortement perturbée à la suite de l'arrêt de travail des rotativistes de la presse parisienne *(lire ci-dessus)*. C'est avec plus de deux heures de retard que *Le Monde* a été imprimé, et la distribution du quotidien à Paris, en banlieue et dans les grandes villes de province, ainsi que le traitement des abonnés n'ont pu être assurés normalement.

■ **JUSTICE : la cour d'appel de Versailles devait se prononcer, jeudi 8 avril, sur la remise en liberté** du commandant Bernard Hervé, incarcéré depuis le 25 mars après avoir été condamné à quatre ans de prison ferme par le tribunal correctionnel de Versailles pour *« violences »* et *« agressions sexuelles »* sur deux trafiquants de drogue pendant une garde à vue. Lors de l'audience, mercredi 7 avril, le parquet général ne s'est pas opposé à la remise en liberté du policier.

■ **AUDIOVISUEL : plus de 50 % des journalistes d'Euronews sont en grève** depuis mercredi 7 avril pour protester contre le gel des salaires et le départ, sans indemnités, des journalistes permanents et pigistes affectés au service arabe de la chaîne d'information multilingue installée à Lyon. L'opérateur d'Euronews, le britannique ITN, a décidé de suspendre la diffusion de son service en langue arabe.

Tirage du *Monde* daté jeudi 8 avril 1999 : 517 502 exemplaires. 1 – 3



Le Monde

DES LIVRES

LITTERATURE ESSAIS VENDREDI 9 AVRIL 1999



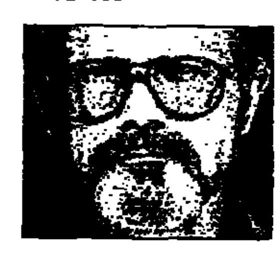
LE « SIRINELLI-COUTY »
Le Feuilleton
de Pierre Lepape
page II



ÉRIC CHEVILLARD
page III



EMMANUEL ADELY
page IV



RODNEY HALL
page V



WITTGENSTEIN
La chronique
de Roger-Pol Droit
page VI

QUESTIONS GAY
De Proust à Foucault,
Didier Eribon fait
le point sur l'homosexualité,
en conjuguant les méthodes
de Sartre et de Bourdieu
page VI

Gustaw Herling au-dessous du volcan

C'est à l'écart de lui-même que l'écrivain s'est placé pour rédiger le deuxième volume de son « journal écrit la nuit ». Là où il scrute ses tremblements intérieurs. L'écart, c'est aussi celui de la fiction, de ses nouvelles, ses « variations sur les ténèbres », le Mal, l'inhumanité

Le premier volume de son *Journal écrit la nuit* (1), il avait décidé de l'ouvrir sur la destruction de la famille du philosophe italien Benedetto Croce, lors d'un tremblement de terre. « *C'était pour signifier au lecteur que la ville que j'ai choisie pour vivre, c'est Naples. Naples et ses tremblements. Et pour lui dire que si mon journal, je l'avoue, n'est pas toujours écrit la nuit, il l'est en tout cas "au-dessous du volcan".* » Ainsi parle Gustaw Herling sur les hauteurs de la ville où il s'est exilé depuis 1955, dans le « palazzo » qu'occupa jadis le père de sa femme – Benedetto Croce, justement. Et sur ce, il est rare que l'écrivain polonais ne prenne pas le soin d'illustrer dans un même élan son pays natal et l'atmosphère enivrée du roman de Malcolm Lowry (*Au-dessous du volcan*) par un verre de vodka avalée cul sec. Sa silhouette colossale, dans ces moments-là, s'anime d'un rire énorme.

Depuis la parution en 1951 de son récit essentiel et splendide, *Un monde à part* (2), premier témoignage jamais publié sur l'univers concentrationnaire soviétique, on dirait que ce rescapé du Goulag (qui avait participé en 1944, dans l'armée polonaise du général Anders, à la bataille de Monte-Cassino) n'a cessé de se mettre, d'une autre façon, « à part ». Non pas en se retirant du monde, car son retour des camps et son enracinement italien n'ont rien changé de son exceptionnelle attention au réel comme à la littérature qui sait l'intercepter. Régulièrement, d'ailleurs, il signe dans des revues ou des journaux sur l'art, la philosophie ou la politique, a consacré un essai (non traduit) à Simone Weil et a longtemps contribué à *Kultura*, la revue de la dissidence polonaise en exil. Mais dans les quatre autres livres qu'il a publiés depuis *Un monde à part*, parmi lesquels trois recueils de nouvelles, Herling, aujourd'hui âgé de quatre-vingts ans, semble se placer légèrement à l'écart de lui-même, dans une sorte d'« espace du dedans » d'où il pourrait mieux observer la vérité des choses.

L'écart, ou le « dedans », c'est ce dont témoigne le deuxième volume du *Journal écrit la nuit* qui vient de paraître en français. De 1986 à 1992, les années défilent en tête de chapitre mais à l'intérieur, Herling résiste au temps qui passe. On trouvera rarement une allusion directe, au cours du *Journal*, à l'actualité immédiate. Les phénomènes fugitifs ne font figure d'événement que par leur capacité à durer dans ses propres réflexions. Ce qui intéresse Herling dans son *Journal écrit la nuit*, c'est moins le jour que les pensées qui le scrutent et le prolongent, la nuit. Ce sont, là encore, les « *tremblements* » intérieurs. Ce sont, ces dernières années, « *les perles de Vermeer* », comme l'indique le titre de ce deuxième volume.

Dans plusieurs passages admirables, Herling revient en vrac, entre mille choses, sur Tchekhov et « *son œuvre faite de riens* », sur Pirandello et sa « *nostalgie profondément enfouie des choses perdues à jamais* », évoque Dostoïevski, Heidegger ou Vermeer – dont il vante dans la *Vue de Delft*, contre Proust et son pan de mur jaune, « *le miracle d'un tout* » –, fustige le film *Shoah* de Claude Lanzmann (pour sa manière « *esthétisante* », de réduire à l'antisémitisme polonais « *l'indifférence du monde* »), réfléchit encore aux effets du communisme, à la « *banalité du mal* » selon Hannah Arendt.

Marion Van Rentergheghem

De la question du « Mal » et de l'inhumanité, Gustaw Herling a désormais fait le centre de ses réflexions. Venu tardivement à la fiction, *via* les nouvelles, celle-ci lui permet d'éclairer moins immédiatement, avec le même recul que celui de la nuit, ce dont il a fait lui-même l'expérience radicale dans les camps soviétiques. C'est à ce titre qu'il avait reçu chez lui, à Naples, l'écrivain américain Russell Banks, dont les romans mettent en scène, aux Etats-Unis, une expérience contemporaine de la déshumanisation (« Le Monde des livres » du 23 janvier 1998). Et ce sont les représentations du mal que Gustaw Herling explore à nouveau dans ses nouvelles, trois Variations sur les ténèbres.

Par un retournement paradoxal, c'est par la fiction plus que dans son *Journal* que l'écrivain peut retrouver une implication spontanée dans l'actualité. Dans la dernière des trois nouvelles du recueil, « Beata, Santa », le narrateur est un écrivain de l'Est européen à qui la rédaction d'un journal italien confie la mission de rencontrer une jeune Polonaise, Marianna K. Celle-ci, invitée à Gorazde chez sa sœur mariée à un médecin bosniaque, s'était trouvée avec elle embarquée par les soldats serbes. Emprisonnée, violée. Quand d'autres femmes avortent ou se suicident, Marianna, par une sorte de piété qui échappe au narrateur, décide de mettre au monde l'enfant du viol. Contre son gré, on l'appelle « *la Beata, la Santa* ».

Parce qu'« *il existe une limite infranchissable à ce qu'on a le droit de dire aux hommes sur l'homme* », le narrateur renonce vite à sa mission initiale auprès du journal pour simplement accompagner la jeune femme dans la langue natale qu'elle n'entendait plus, vivre avec elle quelques souvenirs de Pologne. S'interrogeant sur « *le Mal en soi* », le narrateur – et, derrière lui, l'écrivain – cherchent leur appui de tous côtés, chez Simone Weil, Hannah Arendt ou Joseph Conrad. « *Le plus souvent, en littérature, tout se passe comme si une ligne de démarcation distincte séparait la vie de la mort, le Bien du Mal. Alors que pour moi l'important – si difficile à pénétrer –, c'est, et ça a toujours été, la zone limite, la "ligne d'ombre" de Conrad, la survie immobile au milieu d'éléments aux aguets.* »

Les deux premières nouvelles évoquent, cette fois sur un mode ésotérique et fantastico-gothique – la faculté du « mauvais œil », l'exorcisme, le pouvoir illimité des rêves –, cette même interrogation sur le Mal. Mais c'est dans « Beata, Santa » que l'écrivain est, pour ainsi dire, « au complet ». A l'origine du récit, il y a l'indignation face à l'appel de Jean Paul II aux femmes bosniaques violées de porter à terme les enfants conçus. Mais l'écrivain, embarqué par son personnage, a fait d'une protestation militante, presque devenue lieu commun, une fiction captivante. C'est la première fois que Gustaw Herling entremêle, avec cette ampleur élégante qui caractérise ses écrits, la littérature et un sujet journalistique qui lui semblait à lui-même, comme il dit, « *dépourvu de noblesse* ».

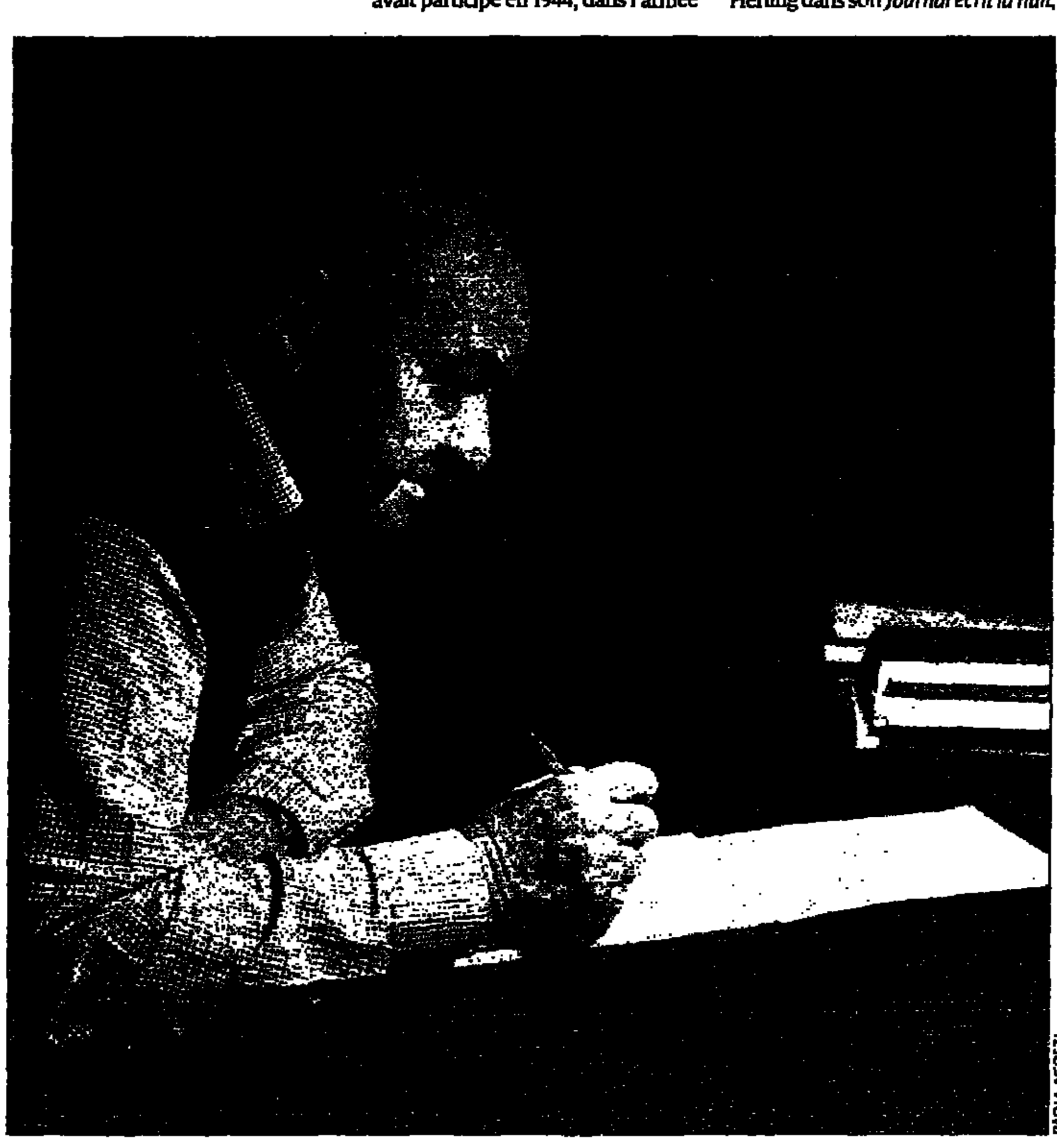
A la fin de l'entretien avec son amie, l'écrivain Edith de la Héronnière, publié en guise de postface aux *Variations sur les ténèbres*, Gustaw Herling évoque Primo Levi, à qui il a souvent été comparé, et Chalamov, qui passa vingt ans dans l'enfer de la Kolyma. Chalamov, écrit Herling (en précisant modestement qu'il n'en eut, lui, « que » pour deux ans), avait compris que le seul moyen de s'en sortir, « *au cœur de ce Mal terrible* », c'était la solitude. « *Moi, j'ai fait de même,* note Herling. *J'ai recherché la solitude chaque fois que j'ai pu. (...) Par exemple, lorsque tous allaient dormir, je ne m'endormais pas. Je restais seul et éveillé. J'ai intitulé un chapitre d'*Un monde à part *"La tombée de la nuit". Les prisonniers, en dormant, étaient tous très agités par leurs rêves. Je les écoutais et ne pouvais m'endormir. J'étais alors heureux d'être seul durant quelques heures.* » Déjà, Gustaw Herling se mettait à l'écart, sous le volcan, à l'écoute de ses tremblements. Déjà, comme dans le journal qu'il allait entamer, il attendait la nuit.

(1) Gallimard, « L'Arpenteur », 1989

(2) Denoël, 1985

LES PERLES DE VERMEER (Journal écrit la nuit 1986-1992)
de Gustaw Herling.
Traduit du polonais
par Thérèse Douchy,
Seuil « Solo », 240 p.,
120 F (18,29 €).

VARIATIONS SUR LES TÉNÈBRES
de Gustaw Herling.
Traduit par Thérèse Douchy,
Seuil « Solo », 174 p.,
98 F (14,94 €).



PAOLA AGOSTI

le feuilleton

de Pierre Lepape

De l'infini dans le dictionnaire

HISTOIRE, LA FRANCE ET LES FRANÇAIS
sous la direction de Jean-François Sirinelli
et de Daniel Couty.
Encyclopédies Bordas. Société générale
d'édition et de diffusion,
4 volumes, 2 300 p., 3 150 F (480,21 €),
tarifs spéciaux pour les établissements scolaires,
bibliothèques et collectivités (1).

Comprendre ce qu'est la France, à travers les mots, discours, discussions qui courent depuis le fond de notre histoire, voici le programme, ou plutôt la promenade érudite, que proposent Jean-François Sirinelli et Daniel Couty

Il y a toujours de la folie dans la conception d'un dictionnaire ou d'une encyclopédie. A commencer par la folie du Tout. Tous les mots d'une langue, tout l'art moderne, tout sur la France et les Français depuis que la France existe (mais depuis quand la France existe-t-elle ?). Il faut un singulier optimisme pour oser relever un tel défi. D'autant plus que la partie est perdue d'avance et que tout le monde le sait. Le Tout n'est pas comme un sommet que les alpinistes du savoir, à condition d'être compétents, entraînés, courageux et bien encordés les uns aux autres, peuvent espérer atteindre. L'encyclopédiste est par définition un pèlerin de l'inachèvement. Lorsqu'il a fini son travail, il lui reste à le recommencer. A modifier, à ajouter, à retrancher, à corriger. Tout bouge sans cesse, les choses, les savoirs, et les mots pour les dire.

L'autre folie est celle du désordre – ou plus exactement de cette étrange forme de désordre qu'est l'ordre alphabétique, cette manière de ranger ensemble des mots qui n'ont aucun rapport entre eux sinon qu'ils riment par leur première lettre. Les dictionnaires sont tellement entrés dans notre outillage culturel que nous ne parvenons même plus à nous étonner de voir se suivre sur une liste *mobilier, Moch (Jules), moissonneuse-batteuse, Molay (Jacques de), Mollien (Nicolas-François), monachisme, Monaco, monarchie absolue, Monde (le).* Les surréalistes pourtant n'ont pas fait mieux. Mais on sait aussi le profit polémique que certains peuvent tirer de cette embrouille organisée. C'est de cette manière que l'*Encyclopédie* de Diderot et de d'Alembert a réussi à distiller les lumineux poisons de la philosophie au nez et à la barbe des censeurs de Louis XV et de la Sorbonne. L'ordre alphabétique masque l'ordre du discours, il l'éparpille, il le dissémine comme du chiendent, tout en paraissant le détruire.

Il y a toujours du discours dans les dictionnaires et dans les encyclopédies. On pourrait même poser comme règle que les meilleurs d'entre eux, les plus riches, les plus productifs en connaissance et en réflexion, sont ceux où le discours, implicite et explicite, l'emporte sur la simple information. Ce sont des œuvres et pas seulement des produits de compilation. *La France et les Français* est une œuvre. Si l'on ne savait pas qu'un ouvrage d'une telle ampleur doit rencontrer les lois qui gouvernent le marché du savoir, on dirait que Sirinelli et Couty l'ont pensé, écrit et fait écrire au seul gré de leur curiosité polymorphe et tentaculaire. Curiosité de comprendre, bien au-delà de l'avaricieuse curiosité de savoir.

Comprendre ce qu'est la France, voilà le programme. De A comme *abandon d'enfant* à Z comme *zouaves*. Il y a, courant d'un bout à l'autre du livre, une interrogation sur l'identité, assez proche dans l'esprit de celle qui animait Fernand Braudel. La différence est dans la démarche, c'est-à-dire dans la façon de marcher. Braudel est un routier, le nez au vent, l'œil géographe, sensible aux courbes du paysage, aux mouvements de la mer et aux gestes des hommes. Sirinelli et Couty sont des promeneurs : ce qu'ils voient leur importe moins que ce qu'ils entendent, cette grande rumeur des mots qui court depuis le fond de notre histoire, discours, discussions, polémiques, encouragements, huées, proclamations, chuchotements – repris, transportés, transformés, métamorphosés par les livres et par les images. Leur France se révèle dans une bataille de mots. D'où, certainement, leur goût pour la forme du dictionnaire.

Jean-François Sirinelli est historien, spécialiste d'histoire politique, essentiellement contemporaine. Daniel Couty est professeur de littérature, coauteur d'impressionnants dictionnaires des œuvres et des auteurs français. Deux manières bien différentes d'interroger les textes d'hier et d'aujourd'hui et d'en tirer le portrait de la France. Leur encyclopédie tire tout le bénéfice possible de cet écart, et d'abord le bénéfice du doute. Les dictionnaires sont souvent arrogants ; ils prétendent énoncer la vérité et la norme. Qu'ils annoncent ou non la couleur, ils développent une idéologie de la science encore toute guindée de positivisme. L'article de dictionnaire fait loi, il est l'expression de l'objectivité et de la neutralité scientifiques considérées comme les servantes irréprochables de la vérité. On sait ce qu'il en est, en réalité.

Rien de tel dans le Sirinelli-Couty. Certes, le ton des articles – époque oblige – adopte plus volontiers la douce musique du consensus que les sons de trompe de la polémique. Certes encore, certaines absences ressemblent à des prudences, comme celles, entre *Rabelais* et *radical (Parti)*, de *race* et de *racisme*, sans lesquelles le portrait de la France demeure inachevé. D'autant que manque également l'entrée *xénophobie*. Ce n'était pourtant pas la matière qui manquait. En revanche, *La France et les Français* frappe par sa farouche volonté de ne pas ériger ses propositions en dogmes. Dans les trois mille deux cents articles qui composent les volumes et qui vont d'une soixantaine de lignes à quatre ou cinq grandes pages pour les plus volumineux dossiers, aucun qui prétende à l'inamovible autorité. On a fait son travail, savamment, honnêtement, en respectant avec scrupule les règles de son métier. On a écrit avec la plus grande clarté possible, dans une langue aisée et accessible. On a lu sur la question évoquée les ouvrages les plus récents, la pointe de la recherche. L'article présente l'état de la question, sans jamais le confondre avec la forme de la réponse.

Le Sirinelli-Couty est une œuvre ouverte. Trop ouverte parfois, le lecteur s'y promène comme dans un moulin. C'est à lui d'organiser son itinéraire, les auteurs ayant omis, volontairement peut-être, de placer ces flèches et ces panneaux qui orientent la visite. Pas de renvoi d'un article à l'autre, aucune indication lorsqu'on lit l'article *Quatre CV* qu'un autre article est consacré à *Renault*, un à *nationalisation*, un troisième à *congés payés* tandis qu'un grand dossier est ouvert à l'entrée *automobile*. Cette absence de rails a pour effet d'abolir les certitudes supposées de la logique et du continu pour imposer une poétique de la dispersion.

Pour un peu, on recommanderait de lire le dictionnaire comme un roman, de la première à la dernière ligne. Ou à la manière d'un étranger qui découvre la France, avec la diversité de ses sens, au hasard des rencontres, dans la perpétuelle remise en cause de ses interprétations. Chaque article est comme une rue évoquant une époque, un caractère, une fonction, et débouchant sur une autre d'une couleur et d'une odeur différentes : la rue Delors (Jacques), moderne, européenne et chrétienne sent la France affable et têtue, les destins atypiques, l'imagination dans la règle. Elle croise la rue de la démarcation (ligne de), la France coupée en deux, les nouvelles qui s'échangent malgré l'occupant et les cartes interzones préimprimées. Puis la rue Démia (Charles), l'enseignement charitable dans les villes sous l'Ancien Régime, l'emprise de la morale ecclésiastique sur l'école et sur la lecture. Puis la rue des demi-soldes, aux nostalgies moins pittoresques que ne le montre Balzac. Puis encore, la rue de la démocratie chrétienne au chemin politique plutôt tortueux, de Félicité de Lamennais à François Bayrou. Sans doute faut-il arpenter un à un, rues, avenues, boulevards et places pour commencer à imaginer un plan de la France. Comme tous les dictionnaires importants, le Sirinelli-Couty est une machine à rêver.

Pour que le lecteur rêve – ce qui est une bien agréable manière de savoir, et plutôt efficace –, il faut qu'il ne se sente pas écrasé par les textes ni cerné de toute part par les références. Il lui faut aussi des images. Celles de *La France et les Français* ne se contentent pas d'accompagner le texte ni de l'illustrer. Rien à voir avec les sinistres vignettes muettes des dictionnaires ordinaires ni avec les débauches iconographiques de certaines encyclopédies dont on peut soupçonner qu'elles encouragent à l'abandon de la lecture. Ici, le document imagé développe son propre discours et dialogue avec le texte, l'éclaire, le nuance, le complète, lui apporte une subtile contradiction. Même les portraits qui accompagnent certaines biographies savent sortir du cadre pour jouer de l'écart : caricatures, dessins de presse ou d'almanach, visions d'artistes, postures et environnements significatifs.

Le langage n'est pas fait que de mots, mais de ce qui est entre les mots et qui les relie, comme le montre la littérature. Les mots ne donnent que le sens, jamais la signification. Sirinelli et Couty ont traité la France et les Français comme une langue. Ils en ont fourni les mots, en abondance, proposant un lexique à la fois vaste et précis ; des définitions solides, des exemples tirés des meilleurs auteurs. Mais il ne s'en sont pas tenus là, au vocabulaire. Ils ont permis que chaque lecteur puisse passer des mots à la phrase, qu'il invente sa prosodie, son rythme, sa rhétorique, qu'il découvre ses valeurs. Bref, ils ont introduit un peu d'infini dans le fini, toujours inachevé, du dictionnaire.

(1) Vendu par courtage, l'ouvrage est diffusé par la SGED, 30, rue Cambronne, 75737 Paris Cedex 15. Tél : 01-44-38-54-38. Télécopie : 01-44-38-54-89.

La femme aux illusions perdues

Avant d'être une *« femme de trente ans »*, « la » femme de trente ans, Julie d'Aiglemont fut une jeune fille. Une jeune fille qui croyait à l'amour, dans une société où l'amour, du moins tel que les jeunes filles le rêvent, n'a pas de place.

Son destin se scelle un jour d'avril 1813, lors de la dernière grande revue de Napoléon aux Tuileries. La belle Julie n'a d'yeux ni pour l'empereur ni pour le déploiement de ses armées, mais pour son cousin Victor, fringant officier d'ordonnance de Napoléon, monté sur un cheval noir. Elle l'épousera, contre l'avis de son père, pour qui le colonel d'Aiglemont est *« un de ces hommes que le ciel a créés pour prendre et digérer quatre repas par jour, dormir, aimer la première venue et se battre »*.

Démarre alors l'implacable mécanique mise en place par Balzac : le parcours plein de péripéties et parfois fort peu réaliste de Julie, *« femme d'esprit et de sentiment »* mariée à un nul, lui sert de machine de guerre. Car Julie n'est pas vraiment un personnage, au sens romanesque et psychologique du terme : *« ce n'est pas une figure ; c'est une pensée »*, dira Balzac lui-même. L'incarnation des idées de l'auteur des *Mémoires de deux jeunes mariées* sur la condition féminine et sur ce que cette condition révèle de la société bourgeoise du XIXe siècle.

« Vouée », comme la plupart des femmes de son temps, *« à des malheurs domestiques qui, pour être obscurs, n'en sont pas moins terribles »*, la marquise d'Aiglemont jettera cette diatribe dans un moment de révolte et de désespoir : *« Nous sommes, nous femmes, plus maltraitées par la civilisation que nous ne le serions par la nature. (...) Le mariage, institution sur laquelle s'appuie aujourd'hui la société, nous en fait sentir à nous seules tout le poids : pour l'homme la liberté, pour la femme des devoirs. Nous vous devons toute notre vie, vous ne nous devez de la vôtre que de rares instants. (...) Eh bien, le mariage, tel qu'il se pratique aujourd'hui, me semble être une prostitution légale. »* L'analyse sera reprise par Marx en 1848, quasiment mot pour mot, dans le *Manifeste du parti communiste*...

Arrive alors le coup de théâtre, le coup de génie de Balzac : *« à trente ans »*, Julie aimera, et sera aimée, par le jeune Charles de Vandenesse. Amours coupables, mais heureuses. Si l'on a dit que Balzac avait *« inventé »* la femme de trente ans, c'est qu'il a, le premier, dans un univers où celle-ci n'était plus qu'épouse et mère, et où elle n'existait pas comme héroïne littéraire, démontré qu'elle pouvait encore avoir des désirs, des amours, et que la maternité n'était pas son unique accomplissement.

Avec Julie d'Aiglemont, c'est une révolution littéraire, sociale et politique qui s'accomplit. Ce que dit Balzac, c'est ceci : *« Vous avez fait la révolution, mais vos femmes sont esclaves »* (Pierre Barbéris, dans son excellente préface en édition « Folio »). Non seulement la société libérale de la Restauration, dans laquelle l'argent devient la valeur dominante, n'a pas libéré les femmes, mais sa puissance et sa stabilité reposent justement sur leur aliénation.

Fabienne Darge

Figures de la Comédie

J.-L.-A. BISSON 1842/PARIS MAISON DE BALZAC

D'AIGLEMONT JULIE

Née aux alentours de 1796-1797 ; morte en 1844.

« Femme de trente ans » issue de textes disparates dont la publication s'est étalée sur plusieurs années, elle n'est évoquée que dans un autre roman de Balzac, *Le Lys dans la vallée* : Mme de Mortsauf, son héroïne, est en quelque sorte le pendant « soumis » et romantique de Julie d'Aiglemont

« De la vitalité de l'école historique française »

Jean-François Sirinelli et Daniel Couty, codirecteurs de « La France et les Français », expliquent l'origine et la réalisation de leur entreprise

« Avant d'aborder le fond de l'ouvrage, un mot sur la genèse du projet.

Daniel Couty : A l'origine, il y a le succès rencontré par les deux *Dictionnaire des littératures de langue française* (1984) et *des œuvres littéraires* (1994), que Jean-Pierre de Beaumarchais et moi avions dirigés pour Bordas. Ces livres partaient d'un constat : le manque d'ouvrages de référence en la matière. L'entreprise présente sur l'Histoire de France veut combler une même carence. Dès l'automne 1994, j'ai travaillé avec Hélène Pouyfaucon et Maria Meria, les deux éditrices « internes », à l'élaboration d'un projet susceptible de rassembler et synthétiser les acquis des disciplines historiques des dernières décennies. Les lignes éditoriales définies et le budget établi (plus de dix millions de francs), nous devions choisir un conseiller historique. Le nom de Jean-François Sirinelli s'est alors imposé, puisque, outre le plaisir de la lecture, son ouvrage *Génération intellectuelle : khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres* (Fayard, 1988) affirmait les ambitions et les ouvertures que nous nous fixions pour notre propre dictionnaire.

Jean-François Sirinelli : L'idée d'une telle entreprise m'a immédiatement séduit. Je suis persuadé que la formule du dictionnaire, loin d'être une sorte de mausolée pour savoir embaumé, constitue dans le domaine des sciences humaines et sociales l'équivalent des laboratoires de sciences exactes, avec la constitution d'équipes pour une recherche appliquée. Et les moyens mis en œuvre ici, qui permirent de réunir près de deux cents auteurs, comme la totale liberté intellectuelle qui nous était laissée, étaient pleinement convaincants.

» J'ajouterai qu'il y avait là un défi à relever au moment où certains observateurs rédigeaient des bulletins de santé très alarmistes de la discipline. La somme de talents réunis, ainsi que leur diversité, attestent à l'inverse la vitalité de l'école historique française aujourd'hui.

– Comment l'équipe a-t-elle été constituée ?

D. C. : D'un commun accord entre nous, au cours de réunions bihebdomadaires tenues d'avril à décembre 1995, nous avons décidé d'ouvrir l'équipe à quelques figures tutélaires, aux maîtres confirmés, et aux jeunes chercheurs dont nous faisions le pari qu'ils seraient les futurs grands de demain. Il est agréable de noter que nombre d'entre eux, contactés dès l'origine du projet, sont devenus des noms déjà reconnus dans leur champ de recherche.

J.-F. S. : Bien sûr le principe de spécialité a prévalu, mais en veillant constamment à faire aussi de cet ouvrage un lieu de capillarité entre plusieurs générations d'historiens. Nous avons aussi eu le souci que chaque auteur soit parfaitement maître de son discours, tout en respectant les impératifs communs de forme – la lisibilité sans laquelle il n'y a pas de véritable transmission – et de fond. Pour ce qui concerne celui-ci, il fallait être attentif à l'équité dans la présentation des angles de vue : nous avons veillé à ne pas faire œuvre militante. L'historien n'est que l'artisan de la mémoire savante d'un groupe humain donné, qui est en droit d'attendre un contenu rigoureux, et non un propos d'humeur ou une posture de prosélyte.

– Il est rare de voir un littéraire et un historien parallèlement aux commandes ; cela a-t-il posé problème ?

D. C. Cette expérience a pour moi été l'occasion de m'immiscer dans un univers que je ne connaissais que de réputation ou de fréquentation livresque. Et j'ai découvert un rapport à la publication que je qualifierai de « productif », comparé à celui de ma propre discipline. Respect des délais, rapidité de réaction et de rédaction – sans, naturellement que ceci se fasse au détriment du sérieux de la contribution. Cela, évidemment, sans me faire porter un regard *« angélique »* sur nos collègues historiens, me conduit à espérer que nous, littéraires, nous ouvriions davantage au monde en ne considérant pas que notre savoir n'a de sens qu'*inter nos*, replié dans de frileux colloques ou des revues de " spécialistes ".

J.-F. S. : La mise en œuvre dans ce type d'ouvrage d'un versant d'histoire culturelle très important a été complexe tant cette discipline est épistémologiquement mal stabilisée. Travailler sur ce champ avec un collègue venu d'un autre horizon a été, de ce fait, pour moi un enrichissement, qui, je l'espère, aura d'autres prolongements.

– Le propos semble étroitement franco-français (on ne relève que deux contributions d'historiens étrangers, tous deux israéliens). Pourquoi ce choix ?

J.-F. S. : C'est une façon d'assumer les effets de mémoire, qui sont parmi les perspectives historiographiques actuelles les plus fécondes, et de mesurer les leçons du miroir : comment les historiens travaillent sur la communauté nationale à laquelle ils appartiennent. D'autant que l'inconvénient scientifique encouru était limité, les auteurs choisis maîtrisant parfaitement l'apport des écoles étrangères sur leur champ de spécialité. Ajoutons que, par-delà les détournements idéologiques dont elle peut être victime, l'Histoire reste bien, au bout du compte, partie intégrante du regard d'une communauté sur elle-même. Elle en constitue l'un des ciments. C'était déjà le sens des grandes entreprises éditoriales de la fin du XIXe siècle, et nous ne nous sentirions pas insultés si l'on comparait l'esprit de notre somme à celui qui les anima – je pense, pour un autre public, au *Petit Lavisse*.

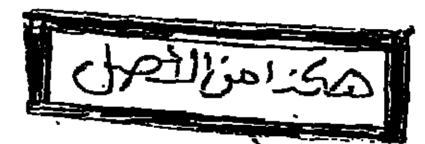
– Reste le choix (provocant ?) du support papier à l'heure du CD-ROM...

D. C. : Certains éditeurs se sont précipités dans le multimédia. La page qui bouge et fait « coin-coin » a sans doute de quoi séduire... mais c'est en général au détriment du contenu. Et les seuls vrais CD-ROM qui ne déçoivent pas sont ceux – je pense au *Grand Robert* – qui, transposant le contenu du livre sur un support numérisé, ont permis un enrichissement par l'hypertextualité. Dans l'absolu, je serais ravi que notre ouvrage existât en version CD-ROM de manière à permettre, outre la commodité et le confort de la consultation, une démultiplication des potentialités de recherche. Mais il est évident que le CD-ROM, au-delà de l'effet de mode-gadget, est déjà mort. Il faut songer dès à présent à la complémentarité livre/*on line*, la faculté d'actualisation continue changeant réellement le recours à l'ouvrage de référence.

J.-F. S. : Je pense que nous vivons probablement, comme les érudits de la Renaissance, une période de mutation ; et le choix de Gutenberg, dont ils inauguraient le cycle, n'est pas pour nous un combat d'arrière-garde. En tant qu'universitaires chargés de la transmission d'un savoir, nous sommes encore dans le cycle de l'imprimé, et la formation culturelle, de nos étudiants comme de nos concitoyens, se fait encore par le canal du lire et de l'écrire. L'enjeu civique que constitue aussi cet ouvrage, et qui est naturellement le nôtre, est bien de contribuer, en bonne logique républicaine, à réduire plutôt qu'à creuser le fossé socioculturel qui est réapparu dans la France fin de siècle. Et de tisser du lien social...

D. C. : ... ce qui renvoie bien à l'étymologie de *texte*, qui est trame et tissage. »

Propos recueillis par Philippe-Jean Catinchi



Chevillard et ses doubles

A travers Thomas Pilaster et son exégète, le romancier propose d'observer les « mécanismes à l'œuvre » dans son écriture. Rencontre

L'ŒUVRE POSTHUME DE THOMAS PILASTER
d'Eric Chevillard.
Minuit, 190 p., 78 F (11,89 €).

Thomas Pilaster, vous vous souvenez ? Quel trajet, de *Mots confits mots contus* à son dernier roman, *La Pointe des corbeaux* ! D'autres titres, *Fabrique d'extraits élaborés dans la vapeur et dans le vide*, ou *Etude de babouche pour la mort de Sardanapale*, rappellent le moraliste et le critique d'art... Thomas Pilaster n'existe pas plus que son sosie teigneux, Marc-Antoine Marson, commentateur de son œuvre posthume – même si, dans ce double exercice d'autodérision, au brio étourdissant et à l'humour ravageur, Chevillard glisse quelques traits personnels, par *« goût du jeu, de l'énigme »*.

Ecrivain discret, Eric Chevillard pense sans doute, comme Pilaster, qu'un romancier n'est pas plus intéressant hors de ses livres *« qu'un confiseur hors de sa confiserie »*. Seul repère biographique : il est né en 1964 à La Roche-sur-Yon, dans l'hôpital où, la même année, devait mourir le peintre Gaston Chaissac, cité en exergue de *Préhistoire*. *« On s'est croisés*, dit-il, *ça m'a touché comme une coïncidence. Chaissac était un épistolier incroyable. Il chroniquait son village, avec le plus grand sérieux, pour Paulhan, Queneau, Dubuffet. C'est hilarant et très naturel, comme sa peinture, avec un peu de rouerie qui le rend très attachant et lui permet d'échapper à la condescendance de ses protecteurs. La seule chose qui l'apparente à l'art brut, c'est la pauvreté de ses moyens, et son insouciance absolue des canons de l'académisme. »*

Cette insouciance-là, Chevillard la retrouve, grâce à une sorte de folie inventive et douce qui parcourt ses livres. *« J'essaie de pousser à l'excès, jusqu'à l'absurde, toutes les logiques en œuvre dans cette culture qui nous a formés presque malgré nous. On peut retrouver une forme de naïveté, de fraîcheur en exacerbant tout cela. »* Ainsi des romans jubilatoires nous entraînent à la suite de héros qui veulent renverser l'ordre des choses, comme Crab, qui, dans *Un fantôme*, *« songe à des réformes radicales »*. Furne, qui, dans *Le Caoutchouc décidément*, est *« hostile au principe des giboulées de mars »*, ou comme le narrateur qui finit par entraîner un groupe d'amis *Au plafond*, dans un continent vierge et sans limites. *« L'humour est une des formes de la poésie, et produit les mêmes effets : déréaliser, et désarmer le lecteur, qui est corps et âme dans sa lecture. Les grands écrivains – Sterne, Swift – sont aussi des humoristes. »*

« J'ai trouvé ma manière très brusquement, se souvient-il, *c'est bizarre, lorsque j'ai commencé à écrire la nuit. J'étais étudiant à Nantes. Je me suis rendu compte que ce temps suspendu était le moment idéal pour moi. Est-ce lié à cette expérience ou à une certaine maturité ? J'ai écrit alors un texte, très imparfait mais original, que j'ai envoyé aux Editions de Minuit : on m'a, chaleureusement, conseillé de le remanier. C'était un texte presque illisible, d'une densité oppressante, qui abondait en aphorismes. J'ai eu l'idée de cet agonisant de* Mourir m'enrhume. *C'est comme cela que j'ai commencé à écrire des romans. »*

« Auparavant, j'écrivais des poèmes, des proses poétiques. Je me souviens avoir écrit des textes qui me paraissaient ressembler fort au Cornet à dés *de Max Jacob. Ensuite j'ai lu Beckett et Michaux et, tout en percevant la distance qui me séparait d'eux, j'ai senti comme un appel d'air : c'était par là qu'il fallait aller. »* Depuis, Chevillard continue d'écrire la nuit. *« J'ai alors le sentiment d'être à l'abri. L'angoisse, comme je suis en train d'écrire, je la mets au travail au lieu de la subir. »* Parce que son premier livre, publié à la fin de ses études de lettres, lui a donné une modeste *« autonomie financière »*, Chevillard a choisi de se consacrer à l'écriture. *« J'aurais pu*, envisage-t-il, *être journaliste ou professeur. Mais je redoutais, dans ces métiers trop proches, la recherche d'efficacité immédiate. Je me suis protégé, en croyant être en possession d'un instrument de musique très fragile. »*

SOUS LE SIGNE DE BORGES...

Dans la journée, Chevillard garde sur lui un carnet qu'il sort *« plus discrètement que Pilaster. J'aime beaucoup les écrivains qui notent : Perros, Scutenaire. Je ne tiens pas de journal à proprement parler. La note prise dans la journée se retrouve le soir dans le livre que je suis en train d'écrire. La plupart des écrivains préfèrent raboter les digressions, moi je prends le risque de détourner l'attention. C'est vrai qu'il est plus facile de sortir de son propos que d'y revenir : on peut le quitter dans une sorte d'emballement, on n'y revient jamais que de façon très consciente, très maîtrisée »*.

A l'inverse de Pilaster, Chevillard ne garde dans ses tiroirs d'écrivain ni archives, ni brouillons, ni *« scories »*, ni *« rebuts »*. *« Sur le plan pratique, j'écris extrêmement lentement : trois ou quatre phrases par nuit. A l'intérieur d'une phrase, il peut y avoir des accélérations délirantes : je me mets moi-même en danger, comme si je sabotais ma phrase et que j'essayais ensuite de désamorcer tout ce qui la menace. Je ne la lâche que lorsque j'en suis satisfait : je ne rature pas, j'efface. Le manuscrit final du livre est le livre : tous les états antérieurs ont été supprimés. »* *L'Œuvre posthume de Thomas Pilaster* est une construction sidérante de textes en miroirs, sous le signe de Borges et de Nabokov, nés en 1899. *« Nabokov : voilà*, dit-il, *un romancier extrêmement puissant qui a la subtilité et la délicatesse des poètes. C'est un des écrivains qui me confirment que l'émotion est aussi un fruit de l'intelligence. »* Comme *Feu pâle*, *Pilaster* met en relation l'appareil critique et des textes appartenant aux genres les plus divers : journal, roman policier, monologue théâtral apocalyptique, tercets – même si Chevillard préfère la poésie *« hors du poème, rendue à la phrase »*.

A travers ses doubles improbables, l'écrivain et son exégète, Chevillard propose d'observer les *« mécanismes à l'œuvre »* dans son écriture : pour lui, comme pour Ramón Gómez de la Serna ou Malcolm de Chazal, *« l'important, c'est l'analogie »*. Elle est au cœur de son travail. Mais plutôt qu'un *« comment j'ai écrit certains de mes livres »*, à la manière de Roussel – voire de Ponge –, il suggère un *« comment j'aimerais que soient lus mes livres. Il faudrait toujours cette tension d'esprit dont parle Lautréamont au début des* Chants de Maldoror. *»* Qu'opposer au réel, sinon une série infinie de questions ? *Autant d'hippocampes !* *« J'ai toujours été interloqué par l'hippocampe, c'est comme si sa forme même, celle d'un grand point d'interrogation, incarnait ma stupéfaction. »* C'est cette incertitude que se renvoient Pilaster et Marson, deux noms pour dramatiser *« un combat intérieur »*, implicite dans les autres livres. *« Quand j'écris, je m'expose à mon insatisfaction chronique. Cette voix perfide et sarcastique qui s'élève tout de suite pour se moquer, c'est un peu le corbeau d'Edgar Poe qu'on a tous sur l'épaule et qui dit : "A quoi bon, à quoi bon ?" Il faut lui tordre le cou, à ce corbeau, si on veut écrire. »*

Monique Petillon



RENAUD MONFOURNY/« LES INROCKUPTIBLES »

Plutôt qu'un « comment j'ai écrit certains de mes livres », Eric Chevillard suggère un « comment j'aimerais que soient lus mes livres »

Condamnés à l'errance

Un très beau récit autobiographique où Adélaïde Blasquez relate la tragédie des « personnes déplacées »

LE BEL EXIL
d'Adélaïde Blasquez.
Grasset, 340 p., 125 F (19,05 €).

Trois générations. Au centre, la narratrice prise entre le passé – sa mère – et l'avenir – sa fille. Exils et séparations. Les malheurs répétés, les espoirs toujours reportés. L'importance de la mémoire pour la compréhension des vies exposées aux aléas de l'histoire. Avec le récit des déplacements d'une famille, une fresque du siècle qui s'achève. Avènement du communisme, guerre d'Espagne, montée puis triomphe du nazisme, l'Europe sous le joug, le retour à la liberté assez relative quand il s'agit d'obtenir une carte de séjour.

La mère de la narratrice, Emma Fischer, est née en 1908 d'une mère allemande qui lui a donné son nom et d'un père juif hongrois. Il mourra en lui montrant deux photos, Hitler et le Christ : *« Celui-ci et ses pareils vaincront celui-là. »* D'Emma, sa fille dira un jour qu'*« elle a traversé quatre guerres, souffert nombre d'amants, possédé quelques maris et vécu plusieurs morts »*. Emma, venue à Oviedo comme préceptrice des enfants d'un diplomate espagnol, fait la connaissance d'un lieutenant lors de ses sorties dans cette ville de garnison. Enceinte, elle est rejetée par la famille du lieutenant. A l'exception de la mère – *« Aujourd'hui le mal est fait. Il faut le réparer. »*

Et Emma Fischer épouse Pepe Martin Blazquez. Il obtient un poste au Maroc auprès de Francisco Franco, un général *« rongé par l'ennui »* qu'il retrouve plus tard, quand, s'étant rangé *« dans le maigre troupeau de ceux qui pensent mal »*, il rejoint les combattants républicains et que son *« leitmotiv entre 1934 et 1936 devient : "Il ne faut pas qu'ils nous attrapent vivants »*. Aura-t-il des remords *« d'avoir abandonné Madrid en flammes »* ? A l'heure où il s'agit de fuir les franquistes, Pepe ne pense qu'à *« une Autre Femme »*. Non pas une personne de chair et de sang. Pour *« cet Espagnol arrivé à l'âge des bilans »*, cette « autre femme », c'est la France, laquelle, *« terre d'asile mais non d'excès, s'empressera de moucher de la belle façon ce vaincu sans importance collective »*. Ce n'est pas la seule des errances d'Emma, de Pepe, de leur fils Alejo, de leur fille qui en fait le récit – et n'est pas sans parenté avec la romancière, elle aussi née d'une mère bavaroise et d'un père castillan.

Elle aussi fera partie de ceux qu'*« on appelle pudiquement les "personnes déplacées"... les victimes des couacs de l'Histoire »*, ceux qui se retrouveront à Paris *« dans une maison occupée en majorité par des émigrants en état de choc, accourus des divers foyers d'apocalypse de l'Europe »*.

PÉRIPLE DU MALHEUR

Venue avec ses enfants à Munich au chevet de son père mourant, Emma comprend vite que, à demi-juive, *« elle s'est jetée dans la gueule du loup »*. L'idée lui vient de l'écrire à Hitler lui-même. Un texte magnifique. Par ce biais romanesque, Adélaïde Blasquez, de façon simple, brève et dense, dit, plus qu'avec de longs commentaires, les déchirements de chaque individu qui ne pouvait *« exciper de la pureté de ses ascendances germaniques »*, les angoisses d'une mère *« ballottée comme un fétu de paille par les soubresauts de l'Histoire »* et qui n'a d'autre but que de sauver ses enfants... Et ce sera une étape en Belgique.

Au long de ce périple du malheur, l'exil n'est pas seulement celui des corps, mais aussi celui des esprits. Pour tenter de conjurer les conséquences terribles de ces bouleversements, la narratrice n'a que l'écriture, laquelle ne va pas sans douleur. Les réminiscences ravivent des sensations qu'elle ne peut – ne veut – oublier, des situations qui s'enchaînaient inexorablement, condamnaient à l'impuissance. Des personnages renaissent de ces souvenirs, autant de portraits, de caractères qu'Adélaïde Blasquez décrit en donnant le meilleur de son talent, non pour faire des scènes mais, en fixant divers moments du siècle, pour nous sensibiliser à son propos, sans insistance ni emphase.

Ainsi du vieux Fritz : il reçut le baptême du feu en 1917, fut de la Légion étrangère en 1938, et sa famille disparut à Auschwitz. Ainsi de Renée Lestorade : elle ne veut pas être la « collabo » de cette fin de siècle – *« Je vomis l'ordre marchand »* – et, au *« compact disk et autres machines intelligentes »*, elle préfère son vieux pick-up du temps des surprises-parties de l'après-guerre *« dont elle s'était trouvée exclue par force »*. Elle finit par se suicider sur le grésillement du *Stabat Mater* de Pergolèse...

En donnant sa part à un humour discret, toujours caustique, en alternant les accents acerbes et les délicatesses de la tendresse, le récit de ces multiples biographies – à partir de l'autobiographie de la narratrice qui se cherche et cherche à comprendre – use tour à tour d'un lyrisme passionné et du ton de la confidence. Et ce, avec un constant souci du mot juste.

De ce roman, inquiétant d'avoir des résonances qui ne font pas surgir que le passé, dire que c'est un grand livre, c'est encore peu dire. Ce « bel » et tragique exil à plusieurs itinéraires est, par sa construction, par son style, l'une de ces œuvres qui marquent une époque et qu'il serait dommage de méconnaître.

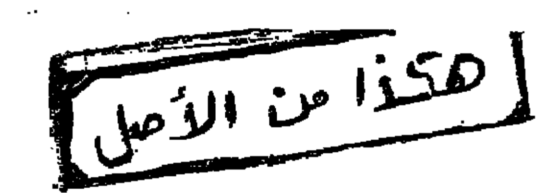
Pierre-Robert Leclercq

En hommage à Truffaut

LE PETIT VOISIN
de Jérôme Tonnerre.
Calmann-Lévy, 222 p.,
98 F (14,94 €).

Il avait le *« visage triste à la Buster Keaton »*, dit Jean-Denis Bredin en prononçant l'éloge funèbre d'un confrère, mort brutalement en 1966 d'une crise cardiaque dans son cabinet d'avocat. Trente-trois ans plus tard, le fils orphelin de cet homme austère raconte comment il s'est trouvé un autre père, en la personne de François Truffaut. Il *« habite mon enfance »*, avoue-t-il, entre la reconnaissance, l'émotion et la nostalgie. Une enfance sage, gâchée par un pensionnat digne des *Disparus de Saint-Agil*, mais illuminée par la passion du cinéma. Touché par la grâce cinéphilique, l'adolescent alla sonner à la porte des Films du Carrosse, dont l'adresse était près de chez lui. Une correspondance s'ensuivit, des conseils et des encouragements. *« L'idolâtrie naît d'une détresse »*, dit aujourd'hui le *« petit voisin »*, qui est devenu scénariste. Cet hommage qu'il rend à celui qui l'aida à se forger une identité, lettre d'amour au cinéma et au cinéaste du *« tout est affectif »*, cet autobiographique roman de formation, est tissé d'une toile de coïncidences. Dont celle-ci : Truffaut est mort au même âge que le père de notre narrateur, et chercha lui aussi toute sa vie un géniteur dérobé. Il était autre, juif, et ne s'appelait pas Truffaut. D'ascendance arménienne, celui qui dit s'appeler Jérôme Tonnerre s'offre ici un livret de famille stimulant, et affirme être né en 1974, le jour où il alla sonner chez l'auteur de *La Chambre verte*. Reflet d'un culte œdipien, ce livre d'or arbore aussi le classicisme bienveillant d'un Jean Renoir : il confesse l'art de choisir le bon masque en connaissant la règle du jeu.

Jean-Luc Douin



De l'Un aux autres

Comment être un individu au Maroc ? Fouad Laroui y répond avec truculence et ironie

MÉFIEZ-VOUS DES PARACHUTISTES
de Fouad Laroui.
Julliard, 196 p., 109 F (16,61 €).

Quarante-quatre ans après l'indépendance du Maroc, la littérature d'expression française, dont certains prévoyaient la fin imminente, se maintient et se porte plutôt bien. On se souvient du remarquable *Les Dents du topographe* paru en 1996. Un roman truculent sur le Maroc des années 70, un livre écrit dans une langue inventive pétrie de culture occidentale bien assimilée, avec laquelle l'auteur jongle comme un conteur sur une place publique.

On retrouve ces qualités dans ce roman au titre un peu rebutant mais qui donne son sens à l'histoire, car il s'agit bien d'un parachutiste qui lui tombe sur la tête en plein centre-ville, ce qui va entraîner un certain nombre de péripéties rocambolesques, toutes prétexte à dire le Maroc d'aujourd'hui, ce Maroc qui bouge mais traîne derrière lui tellement de vieilles pierres pleines de mauvaises habitudes, de tics sociaux empêchant la société d'avancer et surtout de se libérer d'un certain fatalisme qui intègre tout naturellement la corruption, le népotisme et le laisser-aller généralisé. Laroui est un excellent observateur. Il connaît bien son pays même et peut-être parce qu'il vit à l'étranger. Le fait qu'il utilise l'humour et l'ironie donne une certaine légèreté au sujet bien grave qu'il traite. Mine de rien, l'écrivain dit beaucoup de choses sur le pays. Les personnages arrivent dans le récit comme un hasard, un accident. Ils passent et repassent. Certains s'installent, s'incrustent et prennent tout l'espace, tout l'oxygène. C'est le cas de Bouazza, le moustachu à la Staline qui est tombé du ciel sur la tête de Machin, le narrateur, le pauvre ingénieur qui croit à l'individu et qui rentre travailler au pays.

Tout le roman tourne autour d'une obsession : être un individu, aujourd'hui, au Maroc, contre vents et marées, ne pas en démordre. Il se trouve que l'ingénieur Machin a fait ses études en Europe. Il est cultivé, parle en citant Nabokov, Flaubert et Yourcenar mais ne rencontre pas d'échos ni la moindre complicité psychologique ou intellectuelle avec son entourage, des gens qui sont là, comme une fatalité, immuables. Ils aiment les attroupements, les bousculades, les émeutes. Bouazza occupe le terrain, c'est-à-dire l'appartement de Machin. Il fait la cuisine, fait tout pour l'empêcher d'avoir une vie privée. Il est têtu. Rien ne le gêne. Il ne connaît même pas le mot *« individu », « vocable noble et altier »*. Bouazza est une brute parce qu'il est en trop et ne s'en rend pas compte. Machin préfère son ordinateur à l'humanité, le silence à la réplique, la colère rentrée à la violence des conflits. C'est un intellectuel avec des illusions, avec un amour du pays qui le fait supporter tout le reste. Il se marie avec Nour. Il précise : *« Et avec sa mère. Venue pour la cérémonie, elle ne ressortit plus de chez moi. »* Désespéré, il pense au suicide, mais se souvient de la sourate 6, verset 162 du Coran, où il est rappelé que *« la vie et la mort n'appartiennent qu'à Dieu »*. Alors, il se réfugie dans le sommeil, dans le rêve et apprend qu'il n'a qu'une solution : aimer les autres, à commencer par Bouazza, l'homme qui est à lui seul une occupation militaire, psychique et sociale.

La lutte pour la reconnaissance de l'individu est difficile. Machin n'a que l'imaginaire pour la mener. Quant aux autres, ils n'éprouvent pas le besoin de se poser ce genre de question. Ils vivent à la marocaine, c'est-à-dire les uns sur les autres, ils sont de bonne humeur, s'aiment et se moquent de l'inquiétude qui pointe dans l'esprit d'un ingénieur qui voudrait être un individu, un être libre.

Le regard que pose Fouad Laroui sur le Maroc est juste, plein de sévérité et d'amour.

Tahar Ben Jelloun

Séismes secrets

Un couple se déchire dans le huis clos d'un exil mystérieux. Avec une grande maîtrise, Emmanuel Adely décrit comme unique une expérience qui se dilate, se diffuse dans la légende des amours mortes

AGAR-AGAR
d'Emmanuel Adely.
Stock, 170 p., 85 F (12,95 €).

Les Cintres, le premier roman d'Emmanuel Adely, avait suscité de nombreux éloges. *Agar-agar* confirme le talent de ce jeune écrivain qui a choisi de raconter une histoire banale. Un couple ne parvient pas à se « décoller », d'où ce mot étrange (d'origine... malaise) : l'agar-agar est une glu produite par certaines algues au contact de l'eau. Ce premier niveau de lecture est insuffisant. Le récit d'Emmanuel Adely est loin du règlement de comptes conjugal et son personnage masculin côtoie trop d'abîmes pour ne pas être uniquement suspecté de misogynie. Le titre suggérerait plutôt l'alchimie qui se trame au fond des mers et dont le secret est élucidé des milliers d'années plus tard comme le temps finit par neutraliser les douleurs de notre histoire individuelle.

MARTINE SIMON

Un couple jeune et leur enfant, exilés dans une ville étrangère, vivent reclus dans un appartement où le réfrigérateur occupe la première place. Le mari travaille, la femme ressasse les clichés du désamour : les mirages s'éteignent et apparaît le vide quotidien. La seule personne à qui elle pourrait se confier est celui-là même qui – croit-elle – est responsable de l'échec. Elle l'accuse donc pour ne pas accuser la vie.

Lui, elle et l'enfant n'ont pas de nom. La ville chauffée à blanc et insalubre où ils sont obligés de vivre n'est pas située sur la carte. Nous ignorons les circonstances véritables qui les ont conduits dans cet ailleurs ingrat où s'étiole leur amour. Et peut-on parler d'amour à propos du jeune père si tendre, indifférent au corps de sa très belle épouse ? Leur passé n'est pas vraiment évoqué. Seule certitude : la ville subit de fréquents séismes. Le roman se concentre sur le huis-clos obsessionnel où se consument les phrases cruelles de l'abandon. Tragédie classique, réduite à l'épure d'un dialogue truqué par les clameurs sourdes de l'incommunicabilité.

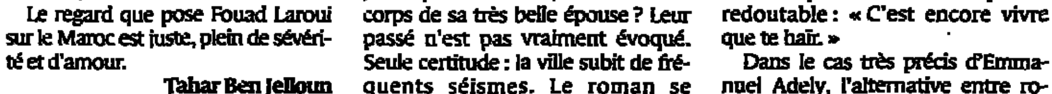
Emmanuel Adely n'a cure des garde-fous et de la poudre aux yeux des intrigues alléchantes. Qu'importent pour lui la trivialité squelettique du sujet et la périlleuse convention de personnages privés d'identité précise mais violemment présents dans notre imaginaire. Il sait (comme Christine Angot) que la fiction répète ses leitmotivs mais qu'à chaque fois elle fait surgir les monstres personnels qui se terrent au fond de chaque enfance. On écoute les premières lignes de *Agar-agar*. On est happé par les courants intimes où se déclinent à l'infini les affres du « je t'aime encore, tu ne m'aimes plus » avant d'accepter le redoutable : « C'est encore vivre que te haïr. »

Dans le cas très précis d'Emmanuel Adely, l'alternative entre roman classique ou modernité efficace ne se pose plus. Le romancier succombe à une nécessité obsédante. Il dépasse les genres et, soucieux de parvenir à l'écriture authentique, il décrit comme unique – autobiographique ? – une expérience qui se dilate, se diffuse et puise sa vérité dans la légende des amours mortes.

Nous lisons un monologue mais nous captons simultanément les trois voix d'un huis-clos que les événements extérieurs atteignent comme balles perdues. La radio, les journaux signalent le monde extérieur mais les remous planétaires leur (nous) parviennent irréels, incongrus, si superficiels malgré leur gravité, alors qu'un désastre privé envahit la totalité du réel.

Seul l'homme parle mais, paradoxalement, il devient le porte-parole de la femme qui le poursuit de sa vindicte. Cet homme doux, maternel, absorbe la désespérance de la femme. Il ne réplique pas car il n'a rien à répondre. Ce qu'elle exige de la vie, ce qu'elle croit du bonheur, sa jalousie, ses menaces, il pourrait les faire siennes – a-t-il crié les mêmes reproches à quelqu'un, jadis aimé, un homme peut-être ? Il répercute le flot discontinu des cris de sa compagne comme il enregistre les questions de leur fils. Cet homme averti, depuis longtemps blessé, et cette femme qu'il n'aime plus ou qu'il n'a jamais aimée sont unis par un lien plus fort que la compassion. Ils traversent le même désert et les souvenirs qui les séparent sont abandonnés sur le sable comme les cadavres de bêtes épuisées. Ils souffrent de la même solitude. Elle croit qu'il peut la sauver. Lui sait déjà que l'issue est inévitable. Ils sont tous les deux la proie *« d'une immense main qui jouerait aux hommes minuscules sans qu'on s'y attende, et tirerait d'un coup sec, très rapide, l'écorce de la terre... »* Mais, d'une rupture – comme d'un tremblement de terre – on peut mourir.

Hugo Marsan



Livraisons

● **GABRIEL**, de Valérie Tong Cuong
Cadre supérieur proche de la retraite, brave époux et père honorable, Gabriel part en promenade et ne rentre pas. Fugue fort musicale puisqu'il gagnera sa vie en chantant l'*Ave Maria* de Schubert, travesti en opulente cantatrice équivoque dans une boîte non moins équivoque. Rattrapé par la famille et la normalité, il est enfermé dans un asile, fou amoureux de Mad, une tendre personne. La rupture, ce désir qui nous hante de lâcher les amarres, de se créer une deuxième vie qui annule la première, mort au passé, né au présent, est au cœur de ce rêve d'évasion. Le roman lui-même est une belle évasion, invraisemblable mais captivante (éd. Nil, 180 p., 110 F [16,76 €]). **H. Ma.**

● **IMMORALITÉS**, suivi de **DICTIONNAIRE DE L'AMOUR**, de Dominique Noguez
Les vrais moralistes ont des allures de bourreaux ; leurs sentences sont des exécutions. Dominique Noguez appartient à cette étrange confrérie qui fait profession de haïr le genre humain, confrérie où l'on croise d'aimables humoristes comme Cioran ou d'impitoyables procureurs comme Caraco. Ils ont tous fréquenté la même école, celle du renoncement, la seule, selon Noguez, à donner un peu de bien-être spirituel, et ils puisent leur sagesse outrée chez La Rochefoucauld, Chamfort ou Schopenhauer. Il n'est pas de meilleure cible pour un moraliste que l'amour, cette idéologie sans intérêt qui berne les individus pour mieux servir l'espèce. Le dictionnaire que lui consacre Dominique Noguez réjouira tous les « monstres », c'est-à-dire tous ceux qui se sont fixé pour règle absolue de ne se laisser abuser par rien, sinon peut-être par leur volonté de démystification. *« L'inanité de l'amour ayant fini par s'imposer même aux plus niais, on montrera bientôt les derniers amoureux dans des cirques, ou bien on les enfermera dans des réserves avec les ustensiles nécessaires à leur marotte : romans, stylographe, rame de papier – et beaucoup d'espace pour se fuir »*, écrit Dominique Noguez dans cet indispensable propédeutique au métier de vivre (Gallimard, « L'Infini », 148 p., 80 F [12,19 €]). **R. J.**

● **MISE À NU**, de Martine Roffinella
Il y a une dizaine d'années, Martine Roffinella écrivait un premier roman surprenant sur le thème de la lycéenne amoureuse de sa prof. En y revenant, la romancière risquait la redite d'elle-même. Passion, jalousie, abandon... thèmes connus. Elle les amplifie en posant la question des leurres que peuvent être la séduction, l'absolu qui n'est que possessivité, la difficulté, dans une aventure amoureuse, non à tenter de dévoiler son âme à l'autre mais, plus périlleux, à soi-même. Pour Mie, qui a vécu sept ans avec la narratrice, la passion ne saurait suffire à la plénitude de sa vie. Elle trouve avec une autre la possibilité de l'atteindre, et l'abandonnée s'avoue *« jalouse, insupportable, démente, je vivrai chaque instant comme ma mort. Ou comme ma jouissance »*. La souffrance ne lui est-elle qu'un prétexte pour donner un sens à sa vie ? Elle aussi a eu son être étouffé par cet amour. Mourir ou revivre. Dilemme. Dans les deux cas, se sauver par le truchement de l'écriture (éd. Phébus, 140 p., 85 F [12,95 €]). **P.-R. L.**

● **O. D. C.**, de Clélie Aster
Voici un roman branché qui se donne le luxe des clins d'œil. Relisons donc le titre : *O. D. C.* = Odyssée. Pâmons-nous sur la précocité d'une romancière de vingt-cinq ans. Lisons néanmoins le premier roman de Clélie Aster, qui utilise avec une ténacité épuisante tout ce que le langage « jeune » est censé apporter à notre langue. C'est donc une histoire de notre temps avec des personnages de notre temps : drague, baise, sida, fringues, etc. On voudrait se moquer mais on est retenu par ce quelque chose qui nous embroche et ne nous lâche plus. L'aisance du style, sous la mortification d'un registre lexical terroriste ? Un vrai talent derrière la complaisance ? Peut-être la parodie clandestine d'auteurs qui, eux, se prennent au sérieux ? Clélie (référence à *Clélie, histoire romaine*, de Madeleine de Scudéry) Aster (étoile ou astéroïde d'une nouvelle littérature) peut réserver des surprises. Et pourquoi pas, très simplement, un deuxième roman dégagé des effets de mode (La Table ronde, 328 p., 110 F [16,76 €]). **H. Ma.**

Etrange sabbat

Elie Wiesel propose une allégorie sur la métamorphose du mal absolu

LES JUGES
d'Elie Wiesel.
Seuil, 200 p., 120 F (18,29 €).

Une tempête de neige, un long-courrier obligé d'atterrir sur une piste de fortune, des passagers hagards, un procès qui fait écho à celui de Monsieur K. Si c'était un film, il rappellerait *Une Nuit, un train*. Une pièce de théâtre ? *Huis clos*, évidemment. Dans le dernier roman d'Elie Wiesel, le train de Delvaux deviendra le vol New York-Tel-Aviv. Les trois personnages de Sartre seront sept comme les péchés capitaux, comme les jours de la semaine dont le dernier est consacré au repos. Sans en mentionner le nom, l'auteur du *Mendiant de Jérusalem* nous convie à un bien étrange sabbat.

L'avion parti de l'aéroport Kennedy se pose aussitôt près d'un village coupé du monde, dans le Connecticut. Accueillis par ses habitants, les voyageurs doivent donc attendre la fin de l'intempérie. Cinq parmi eux se retrouvent chez un inquiétant personnage secondé par son adjoint, le Bossu. Le premier se proclame juge, le second son esclave. L'un soumet ses « invités » à un interrogatoire serré, l'autre tente de les rassurer avant que le juge n'envisage la sentence : l'un des cinq, jugé à son tour par ses compagnons (au nom de quelle loi aberrante ?), paiera de sa vie la culpabilité présumée du groupe tout entier. Le fantastique, scandale qui bouscule la réalité, rapprocherait ici le roman des fictions de Borges, de Kafka.

Mais Wiesel n'a pas résisté à l'appel de cette réalité et aux enseignements des sages d'autrefois si présents dans son œuvre. Chaque accusé se trouve détenteur d'une vérité douloureuse, de l'espoir têtu le rattachant à la vie, aussi. En présence du Bossu, l'énigmatique serviteur, chacun est piégé par le juge, avatar du mal absolu défiant la justice au nom d'une loi qui dépasse l'entendement de ses prisonniers : George l'archiviste allemand découvreur du passé nazi d'un homme politique important, Claudia l'attachée de presse volage et Bruce le play-boy américain rachetés par l'amour, Yoav l'officier israélien contraint de tuer et que menace une tumeur incurable, enfin Razziel, le juif rescapé d'une geôle roumaine parti à la recherche de sa mémoire confisquée, détournée, tous en route vers Jérusalem où leurs destins devraient s'accomplir.

Le diable existe-t-il, Wiesel l'a-t-il rencontré ? Ce diable serait-il, sous la diversité de ses masques, éternel comme le mal ? Au-delà des murs de ce huis-clos ahurissant, antichambre d'une mort annoncée (cette mort d'autrui à laquelle *« seuls les fanatiques en religion et en politique trouvent un sens »*, selon l'un des personnages), ce sera au tour du juge de comparaître. La mort viendra quand même sanctionner le verdict. La quête des commencements, de l'innocence et de la culpabilité que Wiesel ne cesse d'interroger, tout en restant attentif aux remous de l'actualité, lui aura inspiré ce roman étonnant qui célèbre le triomphe de la vie.

Edgar Reichmann

★ **Signalons, également d'Elie Wiesel, la sortie du *Golem*, conte illustré par Marc Podwal (Le Rocher-Bibliophane).**

secrets

Monologue des ténèbres

Par la voix d'une femme qui se remémore l'étrange mission à laquelle elle a participé avec son mari « prophète », l'Australien Rodney Hall explore les recoins les plus obscurs de l'âme

L'ÉPOUSE
(The Grisly Wife)
de Rodney Hall.
Traduit de l'anglais (Australie)
par Françoise Cartano,
Rivages, 236 p., 129 F (19,67 €).

Comme un océan déchiré par la tempête, celle-là même qui ouvre le livre, *L'Epouse* est un texte plein de fureur et de contradictions. Etrange et puissant ouvrage que ce roman dont le lecteur émerge à la fois perplexe et admiratif. Car ce long monologue à la construction si particulière est une plongée dans les ténèbres de l'esprit humain. Né en Angleterre de parents australiens qui retournèrent s'installer dans le Queensland, Rodney Hall est romancier et poète, auteur de plusieurs essais ainsi que d'une anthologie de la poésie australienne. Le Miles Franklin Award, reconnu comme la distinction littéraire la plus prestigieuse de son pays, a récompensé le travail de cet écrivain de soixante-quatre ans qui vit en Nouvelle-Galles du Sud et s'intéresse à l'exploration des recoins les plus obscurs de l'âme.

Déjà, dans ses précédents romans traduits en français, Rodney Hall s'était attaché à décrire les passions divergentes qui peuvent surgir au sein de communautés réduites. Une microscopique bourgade peuplée de vieillards dans *In Memoriam* (Presses de la Renaissance, 1984) et une petite communauté traversée par le meurtre dans *Secrets barbares* (Presses de la Renaissance, 1990, et 10/18, 1994). Mystère des calendriers éditoriaux, *L'Epouse* est le premier volet d'une trilogie dont *Secrets barbares* constitue la deuxième partie. Le romancier y fait parler Catherine Byrne, une Anglaise émigrée en Nouvelle-Galles du Sud dans les pas de son mari « prophète».


© ANDENAN/GAMMA

Cette femme, l'épouse, s'adresse à un interlocuteur dont on n'entend pas la voix, mais dont on devine la présence. Catherine Byrne propose du thé à l'homme qui lui fait face, lui demande de changer de place et n'hésite pas à lui envoyer en passant quelques gracieusetés, de la manière la plus naturelle du monde. *« Et ce n'est pas à vous que je dois expliquer comment deux années dans un minuscule village marin de Nouvelle-Galles du Sud suffisent largement à embrumer le cerveau et à annihiler jusqu'à la dernière goutte toute la gaieté de notre fougue animale – vous y avez passé une vie entière après tout. »* L'identité de cet interlocuteur ne sera dévoilée que par bribes. Il s'agit du sergent Arrell, un colon des environs, venu enquêter sur des meurtres commis dans une ferme située à proximité.

Mais ce n'est pas de ces assassinats – qui sont ceux de *Secrets barbares* – dont va parler Catherine Byrne. Toute à sa vie de recluse, elle va dévider les souvenirs liés à l'étrange communauté formée par son mari, embarqué de Bristol vers Melbourne en compagnie d'une dizaine de femmes dans la deuxième moitié du XIXe siècle. *« La Maisonnée des Etoiles cachées »*, puisque tel est le nom de cette étrange société, doit attendre la seconde venue du Messie en vivant dans l'ombre et la pureté. Martyrisées par leur *« prophète »*, minées par la tuberculose, agitées par la frustration et la jalousie, ces femmes vont assister au déclin de leur rêve en même temps qu'à celui de leur bourreau.

Cette histoire vient par segments accumulés, laissant dans son sillage des zones d'ombre et des obscurités qui agacent parfois, mais aussi de véritables énigmes. Rodney Hall la conduit au rythme saccadé de la respiration de Catherine Byrne qui souffre des séquelles d'une tuberculose mal guérie.

Peinant à retrouver son souffle, la narratrice parle sans autre ponctuation que quelques points ou points d'interrogation et une succession de tirets qui lui permettent d'étirer sa pensée vers le point qu'elle ambitionne. *« Il faut simplement que je raconte ce dont je me souviens comme je m'en souviens – tout a de l'importance. »* Beaucoup plus que des incises ou des ramifications, les tirets forment des paliers, signalent des embranchements qui ne seront pas empruntés, manifestent – lorsqu'ils interviennent en fin de ligne – que certaines choses ne peuvent être dites.

Il y a là une esthétique du fragment qui renvoie à un tout autonome. Au fil de cette narration menée dans une langue admirable, les femmes sont progressivement évoquées comme des *« morceaux »* d'une totalité qui exclut le monde alentour. Mortes ou vivantes, elles finissent par évacuer le *« prophète »*, l'hypothétique Messie engendré par Catherine Byrne et, finalement, le sexe masculin en général. Balancé entre un passé introuvable et un avenir peu probable, le récit suggère que là où Dieu s'absente, les femmes restent.

Raphaëlle Rérolle

ROMANS POLICIERS

● *par Michel Abescat*

Haute tension

VILLE NOIRE, VILLE BLANCHE
(Freedomland)
de Richard Price.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Jacques Martinache.
Presses de la Cité, 622 p., 135 F (20,58 €).

Il y a quelque chose d'animal dans le dernier livre de Richard Price, *Ville noire, ville blanche*. Une énergie toujours en éveil. Quelque chose de physique dans cette façon de s'attaquer au réel, de prendre à bras-le-corps la matière romanesque, de la pétrir, de la sculpter. Quelque chose de brutal dans cette manière d'immerger, d'un coup, le lecteur dans l'épaisseur compacte de cette monumentale histoire. L'argument renvoit à une actualité récente, en particulier à l'affaire Susan Smith, cette femme de Caroline du Sud qui, en 1994, accusa un Noir de l'enlèvement de ses deux fils et qui fut, par la suite, reconnue coupable de les avoir assassinés. Richard Price reprend le décor de *Clockers*, son précédent et célèbre roman : le ghetto noir de Dempsy, ville imaginaire du New Jersey, dans la grande banlieue de New York. Brenda Martin y travaille mais habite la ville toute proche de Gannon, à dominante blanche. L'histoire commence sur l'image de cette jeune femme hagarde, les mains ensanglantées, titubant, sous le regard de deux jeunes dealers blacks aussi déglingués que leur cité, jusqu'aux urgences du centre médical. Effondrée, confuse, elle prétend avoir été agressée par un Noir qui s'est enfui avec sa voiture et son fils de quatre ans endormi sur la banquette arrière...

Ville noire, ville blanche décrit avec une force singulière la montée des tensions. Le bouclage de la cité noire par des policiers blancs venus de la ville voisine. L'embrasement de la révolte dans le ghetto, attisée par le déchaînement médiatique dont ses habitants font brusquement l'objet. Les manœuvres intéressées des militants associatifs et des politiques. Et, bien entendu, la recherche de la vérité. Celle des faits, au risque de l'explosion généralisée. Et celle d'une femme, complexe et ambiguë. Price rend formidablement présents ses décors et ses innombrables personnages. Remarquablement vivants les problèmes qu'il soulève, les contradictions mortelles d'une Amérique urbaine déliquescente. Remarquablement efficace aussi la mécanique du récit dont l'auteur de *Clockers* et scénariste de *La Couleur de l'argent* ou de *Mélodie pour un meurtre* est un redoutable expert. C'est habilement façonné, minutieusement monté, impeccablement vissé. De la belle ouvrage.

● **L'ÉCHELLE DE MONSIEUR DESCARTES**, de Frédéric Serror et Herio Saboga

Tout Descartes qu'on soit, il peut arriver que les passions vous submergent. Car, enfin, comment ne pas s'emporter quand votre nom se trouve associé à une affaire d'*« assassinement »* ? Après avoir toute sa vie *« essuyé les accusations de libertinage, de scepticisme, d'athéisme, de huguenotterie comme de jésuitisme »*, se voir, pour finir, traiter de *« crimineux »* ! Ainsi commence cette savoureuse aventure où l'on voit le prince des philosophes, chantre de la raison, se colleter avec un singulier problème : la mort d'un homme, le visage fracassé par une force apparemment surhumaine. Une force, aussi mystérieuse soit-elle, qui ne résistera évidemment pas à sa fameuse Méthode... Plongé dans le Paris troublé de la Fronde, convoqué à ses débats politiques aussi bien que philosophiques ou scientifiques, poussé dans l'intimité du Père Mersenne, un des animateurs de la vie savante du moment, ou du duc de Beaufort, un des chefs de la Fronde, c'est tout l'esprit de l'époque que le lecteur respire à travers ce livre joyeusement érudit. Jusque dans son écriture, réjouissant pastiche de la langue du XVIIe siècle. Tout le talent des auteurs est là. On lit leur roman d'une traite. Et on se plonge avec gourmandise dans les textes choisis de Descartes figurant en annexe (éd. Le Pommier, « Roman & plus », 322 p., 99 F [15,09 €]).

● **L'HOMME À L'ENVERS**, de Fred Vargas

Fred Vargas est comme son héros, le commissaire Adamsberg. Elle aime bien les *« histoires intangibles »*. Celles qui s'échappent. Décollent. Baguenaudent. S'éloignent du sens commun pour n'en faire qu'à leur tête. N'obéir qu'à leur propre logique. A l'instar de cette folle équipée. Un vieux berger, un adolescent passionné de dictionnaires et une jeune femme musicienne et plombier, embarqués dans une bétaillère hors d'âge à la poursuite d'une légende. Une légende millénaire que quelques brebis égorgées dans le Mercantour vont brusquement réveiller. Celle d'une bête pas comme les autres. Un *« homme à l'envers »*. Un loup-garou. Un de ceux qu'on ouvrait jadis *« depuis la gorge jusqu'aux couilles pour voir si les poils étaient dedans »*... Conte fantastique, fable, roman policier, *road story* ? On ne sait pas. On s'en fiche. Incapable qu'on est de sortir du livre une fois poussée la porte du premier chapitre. On s'amuse comme à la pêche au trésor. Ces trouvailles. Ces mots. Ces métaphores. Ce parti pris de l'humour sur la bêtise. De la fantaisie sur le désespoir. On éclate de rire. On est ému, aussi. Par cette façon de vous montrer la beauté de la vie malgré la noirceur du monde. Par ces moments de pure poésie que l'auteur tire, par exemple et contre toute attente, d'un *Catalogue de l'outillage professionnel*. Comment dire ? *L'Homme à l'envers* est un bonheur de lecture. Tout simplement (éd. Viviane Hamy, « Chemins nocturnes », 302 p., 89 F [13,57 €]).

● **ILS Y PASSERONT TOUS**, de Lawrence Block

L'intrigue policière, cette fois encore, n'est pas le ressort essentiel de ce beau roman de Lawrence Block. Il fut un temps où toute l'intrigue reposait sur le problème de son héros, parfaitement tendue sur cette désespérante question : Matt Scudder retombera-t-il dans l'alcool ? Aujourd'hui, les choses ont changé. Le héros s'est quelque peu apaisé. Mais l'essentiel demeure. L'humanité des personnages, leurs fêlures, leurs fantasmes. Leurs efforts pour survivre dans un monde de violence et de folie. Et le talent de Lawrence Block pour rendre cette atmosphère de ténèbres grandissantes. Le temps qui file et la mort qui pèse. Impressionnant (traduit de l'anglais – Etats-Unis – par Robert Pépin, Seuil, « Policiers », 338 p., 120 F [18,29 €]).

Etrange sabbat

Fabuleux Urzidil

Le « grand troubadour » de la Prague magique nous emmène à la recherche d'un trésor caché dans les montagnes du Pays basque

L'OR DE CARAMABLU
(Das Gold von Caramablu)
de Johannes Urzidil.
Traduit de l'allemand
par Isabelle Ruiz.
Ed. Horay, 110 p., 85 F (12,95 €).

Né en 1896, Johannes Urzidil fait partie de ces écrivains pragois de langue allemande qui ont longtemps été relégués dans l'ombre de Kafka. Peut-être est-ce dû, dans son cas, au fait qu'il a d'abord œuvré comme journaliste, militant avec ardeur contre les nationalismes de tous bords, autant tchèque qu'allemand. En 1939, il prend, avec bien d'autres, le chemin de l'exil. C'est aux Etats-Unis, où il se fixe à partir de 1941 après un bref séjour en Angleterre, qu'il commence véritablement sa carrière d'écrivain : le propagandiste de la démocratie se transforme en fabuliste. Comme le dit la traductrice dans sa préface : Urzidil n'est pas un conteur exilé, mais un conteur produit par l'exil. La plupart de ses récits reconstituent la Prague de sa jeunesse.

En ce sens, *L'Or de Caramablu*, extrait du recueil intitulé *La Dernière Tombola* et paru à Zurich en 1971, un an après sa mort, constitue une exception, puisque l'action ne se passe pas en Bohême, mais au Pays basque. N'y a-t-il pas pourtant convergence de destins entre ces deux petits Etats fiers de leur indépendance mais enclavés entre de grandes nations se livrant une guerre sans pitié ? Le brio avec lequel l'écrivain nous plonge dans ce monde menacé par les grandes tourmentes de la modernité le laisserait supposer ; disons-le tout de suite. *L'Or de Caramablu* est un petit joyau qui, à lui seul, mériterait que le nom d'Urzidil soit enfin cité à côté des plus grands. En à peine plus de cent pages, l'auteur nous conte une histoire qui mêle au suspense d'une intrigue familiale les fils de la mythologie et de l'actualité la plus brûlante.

Guypogaray est le maire du village imaginaire de Caramablu. Imaginaire mais pas irréaliste. Ce notable, qui a su constamment se faire réélire au fil des années, s'est enrichi grâce à une florissante entreprise de transport routier doublée d'une non moins lucrative organisation de la contrebande. Si, par besoin de respectabilité, il a soin de bien séparer ses deux activités, il les pratique avec la même évidence et le même succès. Bref, Guypogaray utilise avec un art consommé de la politique la présence des frontières qui, à ses dires, ont été créées pour être mises à profit, voire transgressées.

La morale est sauve, les intérêts sont épargnés et tout serait pour le mieux dans le meilleur des mondes si un mystère ne venait soudain troubler sa quiétude : sa fille Andre disparaît de temps en temps, sans que personne ne sache où elle va, pas plus le curé que les vieilles tantes qui sont en charge de son éducation. Il y a donc une personne à Caramablu dont il ne peut régenter les allées et venues – et cela au sein même de sa famille ! Guypogaray en perd le sommeil, d'autant plus que, entre deux fugues, la belle Andre, qui n'a pas sa langue dans sa poche, nie avec aplomb toute escapade, poussant même l'impertinence jusqu'à mettre à nu l'hypocrisie du système dont profite son père et à en dénoncer les magouilles.

HUMOUR CINGLANT

Ces algarades offrent des dialogues savoureux sans éclaircir pour autant le mystère de ses disparitions, et les commérages vont bon train ; le spectre des sorcières hante à nouveau les vallées et les soupçons montent jusqu'aux falaises arides où séjourne l'ermite Ibargo, prétendu gardien d'un or que tout le monde convoite. C'est là que le génie d'Urzidil trouve sa pleine expression, articulant les pulsions humaines sur les pratiques magiques et les mythes fondateurs brassés par des forces telluriques.

En plein déchaînement de violences, Urzidil sait pourtant toujours manier l'humour, quand il s'agit par exemple de répondre à la question de savoir ce qui fait la différence entre les sexes ; il devient cinglant quand il s'agit de tracer la ligne de démarcation entre archaïsme et tradition imbécile, comme dans sa charge contre la tauromachie. Dans sa dénonciation de la violence, qu'elle soit folklorique ou économique, machiste ou fasciste, Urzidil ne peut que s'en prendre aussi aux démocraties qui assistent lâchement à la guerre d'Espagne et laissent les dictatures écraser les peuples.

Caramablu est heureusement épargné par le désastre et l'amour finira par vaincre, mais il devra partir vers de nouveaux rivages : Andre quitte Caramablu avec Pierre, fils naturel de la belle Urhe dont tous les habitants de la ville ont un jour convoité les charmes. Guypogaray reste seul, hébété d'avoir compris trop tard que tout être humain doit changer, que ce soit pour s'épanouir ou pour ne pas étouffer dans les frontières de sa propre bêtise : *« Le moment arrive où ça ne sert plus à rien d'être un salaud, parce que rien de tout ce qu'un salaud saurait faire ne compte plus. »*

Pierre Deshusses

مكثّر من الأصل

La chronique

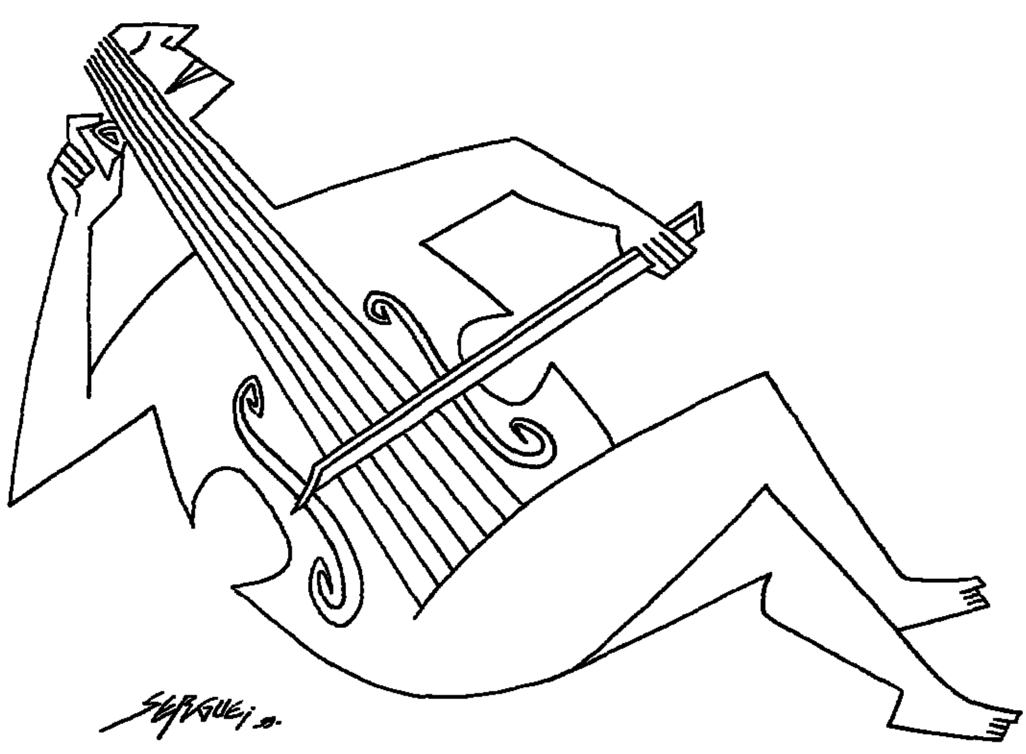
de Roger-Pol Droit

Rien d'extérieur à la vie

CARNETS DE CAMBRIDGE ET DE SKJOLDEN
de Ludwig Wittgenstein.
Traduits de l'allemand et présentés par Jean-Pierre Cometti.
PUF, « Perspectives critiques », 208 p., 170 F (25,92 €).

SUPÉRIORITÉ DE L'ÉTHIQUE
De Schopenhauer à Wittgenstein
de Paul Audi.
PUF, « Perspectives critiques », 248 p., 149 F (22,71 €).

A Cambridge, puis dans une cabane de Norvège, Wittgenstein décrit au jour le jour, pendant les années 30, ses combats spirituels. Un livre de Paul Audi en tire magnifiquement la leçon. Pour en finir avec la morale ? L'éthique !



Wittgenstein a beaucoup changé. Au cours de ses trajectoires, il a modifié ses pensées. Et les parcours de cet homme solitaire furent pour le moins insolites. D'une guerre mondiale à l'autre, il fut tour à tour ou simultanément ingénieur, soldat, logicien, jardinier, batelier, instituteur, architecte, professeur, ermite, espion peut-être. Ce philosophe a aussi changé dans nos représentations. Il y a trente ans, en France, on le découvrait à peine. Jacques Bouveresse consacrait de forts volumes à son style d'interrogation, encore fort déroutant. Presque aucun texte n'était traduit. Peu de détails étaient connus de son existence, de ses multiples inédits. Aujourd'hui, une bonne bibliothèque est nécessaire pour contenir les cahiers, notes de cours et carnets de Wittgenstein. Sans compter les commentaires, les biographies, les travaux de recherche ou de vulgarisation! Au fil des ans, un changement qualitatif s'est également produit. A côté du logicien systématique de la première période, celle du *Tractatus logico-philosophicus*, publié en 1921, on a de mieux en mieux découvert le « second Wittgenstein », celui des jeux de langage et des univers fictifs. Après un temps de silence, il a en effet accompli, dans les années 30, à Cambridge, un travail d'assouplissement des «*crampes mentales*», de dissolution des questions illusoires. « *Ce que nous faisons*, dit-il en entamant son premier cours, *consiste à nettoyer nos notions, à clarifier ce qui peut être dit du monde.* »

Sans doute est-ce un troisième visage que l'on commence à voir de près. Derrière l'épure mathématique et les argumentations contraignantes des premières années, après la grande lessive des outils conceptuels de la deuxième période, s'éclaire aujourd'hui nettement un Wittgenstein « mystique » – silencieux, fugace, engagé dans une quête spirituelle continue dont seules des bribes, par instants, nous parviennent. Le texte des *Carnets* que Wittgenstein tint à Cambridge en 1930-1932, puis à Skjolden, en Norvège, dans une hutte où il passa seul l'hiver 1936-1937, constitue un élément important de cette découverte. Ces pages étaient tenues pour perdues. Elles furent retrouvées en 1993 et publiées peu après. Les lire est une expérience rare. Elles donnent le sentiment de se trouver d'emblée, comme par surprise ou par effraction, en présence de ce que la vieille langue appelait une âme. « *Une âme qui, plus nue qu'une autre, va du néant à l'enfer en traversant le monde, fait une plus grande impression sur le monde que les âmes bourgeoises habillées* », note Wittgenstein en une sorte d'autoportrait implicite.

Il faut suivre à la trace, quand on y parvient, cet esprit qui se dit d'emblée « *très souvent ou presque toujours empli d'angoisse* », qui rêve de parvenir à composer une mélodie, aime au cinéma les comédies américaines comme un enfant les contes de fées, s'inquiète du travail insoupçonnable de son cerveau, n'exclut pas d'être happé par la folie, cherche Dieu, ne trouve personne, s'en réjouit, attend que le soleil passe enfin au-dessus de la montagne, se trouve lâche, se passionne pour la philosophie et son pouvoir d'« *apaiser l'esprit sur les questions insignifiantes* », s'en dégoûte dès qu'il y a plus important à vivre (« *comme si j'allais au cinéma, au lieu de soigner une maladie* ») et note : « *La connaissance de soi est quelque chose de terrible, car on y connaît également l'exigence de la vie.* »

Le beau livre de Paul Audi pourrait être comme une explication jubilante de cette dernière phrase. Mais il va bien au-delà. Paul Audi s'inspire, certes, de Wittgenstein. Il s'appuie sur ses carnets, s'attache au travail sur lui-même accompli par le penseur écrivant en 1931 : « *Le travail en philosophie* (...) *est avant tout un travail sur soi-même.* » Toutefois, Paul Audi ne se contente pas d'offrir un essai de plus – brillant, original – sur l'un des esprits les plus dérangeants du siècle. Ce qu'il propose est autrement radical et autrement important : une mise au net de la nature de l'éthique. Rien de moins. L'analyse élaborée par ce philosophe atypique – qui signe ici son sixième ouvrage, et son premier grand texte – est forte et audacieuse. Sans doute pourra-t-on en discuter tel présupposé ou telle conséquence, en contester éventuellement telle formulation. Mais on ne pourra désormais ignorer ce plaidoyer pour la « *supériorité de l'éthique* ». Ce titre demande explication, car il est ici paradoxal. L'idée d'une supériorité de l'éthique évoque en effet, banalement, l'image d'un monde de règles et de normes morales qui se trouverait « au-dessus » du monde vivant et permettrait de le juger du dehors, d'approuver ou de condamner telle ou telle action comme morale ou immorale, conforme ou non au bien. Paul Audi s'oppose à chacun de ces termes, s'emploie à en montrer l'inanité inepte. A ses yeux, en effet, l'éthique n'est pas la morale. Elle n'est pas « au-dehors » ni « au-dessus » du corps vivant. Sa supériorité n'est pas un surplomb, ni même le résultat d'aucune existence séparée. Quoi qu'en disent nos préjugés, et nombre de nos penseurs, l'éthique n'est pas liée à l'univers du jugement, aux procédures de la rationalité, au sens des valeurs, au respect des règles.

Qu'est-elle donc? Rien d'extérieur à la vie, selon Paul Audi. Quelque chose sans phrase, sans raison, sans idée, lié à ce sentiment par lequel celui qui vit s'éprouve lui-même et reçoit le monde. Autre chose pourtant que l'instinct, la brutalité, la pulsion sans frein. Un art de l'usage de soi en vie, une tournure à donner à l'existence pour qu'elle soit « juste » – comme on le dit d'une voix, d'un instrument de musique, d'un geste. Cette justesse diffère évidemment de toute mise en conformité avec l'idée de justice. Elle se confond avec un « *devenir soi-même* » qui dissipe les désaccords et finalement les « *questions morales* » et leurs dilemmes. « *La solution du problème que tu vois dans la vie, c'est une manière de vivre qui fasse disparaître le problème* », écrit Wittgenstein dans les *Remarques mêlées*. L'éthique suppose une conversion, mais qui dispose à devenir plus et mieux ce qu'on est. C'est un « *ressaisissement* », mais destiné à retrouver une forme de vie plus intense. Aucun de ces termes ne doit fournir l'occasion d'introduire un écart, un arrière-monde, un espace de jugement. « Bien faire » ne signifie pas avoir discerné le Bien et le prendre pour but de ses actes : « *Le bien n'est pas hors de l'agir éthique* », souligne Paul Audi.

Dans le sillage de Schopenhauer, de Nietzsche, de Michel Henry et aussi de Deleuze, ce livre dessine en quelque sorte une éthique négative, comme on parle de théologie négative. L'éthique est du côté de ce qui ne peut se dire, et doit se montrer. Voilà pourquoi, chez Wittgenstein, tout s'organiserait « pour » et « par » l'éthique, tandis que rien ou presque ne se dirait « sur » l'éthique. Lui-même l'a souligné : « *Si je ne pouvais expliquer à autrui l'essence de ce qui est éthique que par le biais d'une théorie, ce qui est éthique n'aurait pas de valeur du tout.* »

Jean-Yves Haberer solde les comptes du Lyonnais

Dans un livre-plaidoyer, le président du Crédit lyonnais de 1988 à 1993 explique les causes du naufrage financier de la banque publique et tente, sans convaincre tout à fait, de se dédouaner

CINQ ANS DE CRÉDIT LYONNAIS
de Jean-Yves Haberer.
Ed. Ramsay, 416 p., 139 F (21,2 €).

Admiré puis haï, considéré tour à tour comme un stratège hors pair ou un dangereux mégalomane, Jean-Yves Haberer reste, à soixante-six ans, une énigme et une personnalité sans équivalent dans le monde etroitement imbriqué, en France, de la haute administration et des affaires. Président du Crédit lyonnais de 1988 à 1993, il est devenu, malgré lui, le personnage central du naufrage de la banque publique. Considéré comme le responsable principal d'un désastre de plus de 100 milliards de francs, Jean-Yves Haberer, resté longtemps silencieux, se défend bec et ongles dans un livre plaidoyer, *Cinq ans de Crédit lyonnais*.

« *Plutôt que de gémir de la cruauté aveugle dont on a fait preuve, d'évoquer l'affliction de mes amis, le souci de ma famille, le traumatisme de mes enfants, ou de supputer les chances de mon endurance face au risque psychosomatique, je préfère illustrer ce qu'on m'a fait par une contribution réfléchie tentant d'analyser le mécanisme collectif et aveugle qui s'est acharné sur moi.* » Cette phrase d'un des derniers chapitres, « Une diabolisation du bouc émissaire », illustre la volonté de l'auteur de faire un retour méthodique sur cinq années traumatisantes et de dominer les événements, froidement.

Jean-Yves Haberer a toujours cultivé le désir de grands desseins. S'il a emprunté avec un succès jamais démenti, jusqu'en 1993, les chemins obligés de la noblesse d'Etat, il n'est pas l'archétype du haut fonctionnaire. Si l'exercice et le jeu du pouvoir ont été les grandes affaires de sa vie, il a toujours eu cette pointe d'anticonformisme et de morgue qui lui vaut de nombreuses inimitiés. Selon la légende complaisamment répandue par l'intéressé, la belle mécanique intellectuelle du jeune inspecteur des finances qu'il était aurait séduit de Gaulle au début des années 60. Mais la droite ne lui pardonnera jamais d'avoir assumé sans états d'âme, voire avec une certaine allégresse, la continuité à la tête du Trésor après mai 1981.

S'il avait réussi dans la fonction publique, il échouera en tant que banquier, un métier qu'il découvrira sur le tard. La gauche, qui l'avait récompensé une première fois, en dépit des réticences au sein du Parti socialiste, en lui confiant, en 1982, Paribas traumatisé par sa nationalisation, lui donne en septembre 1988 – pour réparer le préjudice subi lors de son limogeage de 1986 – la présidence du Crédit lyonnais, qu'il quittera en novembre 1993 dans une atmosphère de scandale.

VICTIME IMPUISSANTE

Désigné depuis à la vindicte, car « *cela n'offense aucun parti politique, aucun courant idéologique, aucune affinité philosophique et religieuse, aucun clan* », il cherche, au long de son récit, à démontrer, dans un souci presque thérapeutique, qu'il est lui aussi une victime – de la faiblesse de ses collaborateurs et des employés du Lyonnais, de l'archaïsme de la banque, de la servilité dont il est entouré, d'une crise économique et immobilière imprévisible et, plus encore, de la férocité et de l'irresponsabilité de la presse, de ses concurrents, de son successeur Jean Peyrelevade et des ministres de l'économie qui auront géré souvent de façon calamiteuse ce dossier brûlant.

Quitte à réécrire un peu l'histoire, Jean-Yves Haberer se montre plutôt convaincant dans la description de son impuissance : le Crédit lyonnais, « *un grand corps trop mou* », semble figé dans sa splendeur passée de première banque du monde au début du siècle, engoncé dans des règles administratives incroyablement complexes et immuables et insensible à l'évolution du monde extérieur. Le président tout-puissant qu'il est se trouve isolé, à la merci de ce qu'on veut bien laisser filtrer jusqu'à lui : « *Les bonnes nouvelles galopent vers moi par plusieurs canaux simultanés. Les mauvaises nouvelles n'arrivent pas, ou arrivent tardivement, et souvent par un canal autre que le responsable du secteur. (...) La culture du Crédit lyonnais est de s'autosatisfaire sans jamais admirer les autres.* »

Jean-Yves Haberer se reconnaît tout de même une erreur : « *Faute d'être secondé et de n'avoir pu trouver comment l'être, je n'ai pu faire évoluer le poids excessif des services centraux.* » Enfin, il découvre sur le tard « *les mauvaises mœurs verbales du milieu socio-professionnel financier et bancaire. C'est le royaume des ragots, insinuations, calomnies...* », et s'en prend tout particulièrement au déchaînement médiatique : « *Tous nos patients efforts d'explication* (...) *échouent, parce qu'il nous est arrivé le plus grand malheur qui puisse arriver à une entreprise. Le Crédit lyonnais ne relève plus de l'information mais du spectacle.* »

Ce plaidoyer, s'il sonne parfois juste, laisse un sentiment de malaise. Bien sûr, il est commode de faire du président de la banque le seul responsable du désastre. Cela exonère bien d'autres. Mais Jean-Yves Haberer, homme de pouvoir, brillant directeur du Trésor, président de Paribas, a-t-il été cinq années durant une potiche à la tête du Lyonnais, sans prise sur la réalité ? Son ambition qui n'était pas mince, son souci de la grandeur de la banque, ont amplifié les travers d'un établissement incapable de mesurer les risques pris. La rencontre de deux désirs de revanche – le sien et celui du personnel du Crédit lyonnais nostalgique de la grandeur passée – a été détonante. L'ancien directeur du Trésor a été pris de vertige, mais aucun garde-fou, ni à l'intérieur ni à l'extérieur, ne lui a été opposé. Il a bénéficié de l'appui inconditionnel d'un pouvoir dont il était l'interlocuteur idéal – il suffit de lire l'hommage particulièrement appuyé à Pierre Bérégovoy. Jean-Yves Haberer revient ainsi sur ces épisodes incroyables où le ministre demande aux présidents des banques concurrentes de faire cesser leurs critiques contre le président du Lyonnais.

Dans cette « affaire », les malversations occupent, c'est tout naturel, le devant de la scène. Mais si elles sont nombreuses, elles expliquent une part finalement faible des pertes colossales. L'incompétence et la légèreté des dirigeants du Lyonnais, y compris de Jean-Yves Haberer, le refus d'assumer les responsabilités, les tentatives pour gagner du temps et dissimuler l'ampleur des pertes, la complicité et la passivité de l'administration, des autorités de tutelle et des gouvernements auront finalement joué un rôle bien plus important dans l'ampleur de la facture. Jean-Yves Haberer a été, qu'il le veuille ou non, un rouage essentiel de la faillite de ce système.

Eric Leser

Titanic bancaire

Retour sur la plus grande faillite de l'histoire française : celle de la banque Pallas Stern

UNE FAILLITE SI CONVENABLE
Histoire de la banque Pallas Stern
d'Irène Inchauspé.
Calmann-Lévy, 202 p., 110 F (16,8 €).

La banque française ne sera plus ce qu'elle a pu être dans les années 80 et 90. Il faut l'espérer pour les épargnants et les actionnaires. Telle est la conclusion du livre d'Irène Inchauspé, *Une faillite si convenable*, qui retrace la faillite de la banque Pallas Stern, le désarroi de ses 1 500 clients et l'impuissance des milliers d'épargnants qui, conseillés par les plus grandes banques, ont investi dans les obligations Pallas Stern. L'histoire est consternante. La journaliste démontre avec limpidité que l'effondrement de la banque – son dépôt de bilan date de l'été 1995 – était inscrit dans ses comptes dès 1991.

Ses dirigeants, grassement rémunérés, ont joué de leur passé et de leur réputation pour maintenir l'illusion du sérieux. Le premier d'entre eux, Gérard Eskénazi, ancien patron de Paribas, est présenté comme le financier le plus doué de sa génération. Se succéderont dans les fonctions dirigeantes Jacques-Henri David, aujourd'hui PDG de la Banque de développement des PME, Laurent Perpère, qui a depuis rejoint Canal Plus et pris la tête du club de foot Paris-Saint-Germain, ou encore Patrice Vial, qui dirige désormais la banque américaine Morgan Stanley. Leur portrait est cruel, les montrant aveugles, dépourvus de curiosité, plus intéressés par les mondanités et le golf que par l'avenir de la banque. Le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, n'est pas épargné. Toutefois, c'est moins la manière de les dépeindre qui les accable que la démonstration de leur absence d'esprit de décision face à la situation dramatique de la banque. Viennent ensuite les actionnaires et les administrateurs de la banque – qui comptait à son tour de table la Société de banque suisse, Elf, le groupe Schneider, Pinault-Printemps-Redoute, les AGF, le GAN, le Crédit lyonnais.

L'affaire s'est jouée en trois temps. Dans le premier (1991), les actionnaires de la Banque Pallas prennent conscience que ce petit établissement créé par Pierre Moussa – un autre ancien de Paribas, sans doute le plus fautif dans cette triste histoire – est au bord de la faillite à cause de ses engagements dans l'immobilier. Ils cherchent une solution, avec la Banque de France, qui passe par une fusion à trois, avec la banque Stern et Comipar, la holding de Gérard Eskénazi. La crise de l'immobilier s'aggrave et la banque s'enlise. Ses actionnaires traînent les pieds pour la renflouer, et cherchent à refaire le coup de l'adossement. Mais cette fois personne ne se laisse piéger. Seule la pression de la justice amènera, au troisième acte, les actionnaires à contribuer à l'indemnisation des créanciers.

La plus grosse faillite bancaire de l'histoire française – qui coûtera plus de 5 milliards de francs – n'aura eu en définitive qu'une vertu : amener le gouvernement à concocter un projet de loi pour renforcer la sécurité de l'épargne financière.

Sophie Fay

هكذا من الأعلى

a vie

Le silence et la clameur

Dans un essai percutant, Didier Eribon fait le point sur l'homosexualité, de Proust à Michel Foucault, en conjuguant les méthodes de Sartre et de Bourdieu

RÉFLEXIONS SUR LA QUESTION GAY
de Didier Eribon.
Fayard, « Histoire de la pensée », 530 p., 145 F (22,10 €).

Entre une belle citation de Toni Morrison qui ouvre le livre et un chapitre additif sur Hannah Arendt qui le conclut, Didier Eribon développe une longue et riche réflexion sur la discrimination des gays, en la plaçant d'emblée dans la lignée des grands essais sur le racisme. Publier maintenant un tel ouvrage, cela impliquait non seulement de réexaminer les nombreuses tentatives théoriques qui se sont succédé à un rythme soutenu depuis plus d'un siècle, mais aussi de prendre en compte une réalité politique et sociale où se mêlent de façon souvent confuse la tolérance libérale, les attaques frontales et les ambiguïtés plus retorses. Nous nous trouvons, en France et aux Etats-Unis (auxquels l'auteur, inévitablement, ne cesse de se référer) dans une sorte de modernité où, manifestement, tout n'est pas résolu de la question du choix ou de l'identité sexuels.

Peut-on et doit-on prendre, dans le domaine de la sexualité, le modèle des arguments suscités par la question noire et par la question juive ? Il est évident que le travail des militants noirs aux Etats-Unis a été essentiel pour la prise de conscience de la minorité homosexuelle américaine, à partir du moment où, du moins, les gays se sont pensés eux-mêmes comme minorité et ont constaté l'ostracisme dont ils étaient l'objet, dans leur vie publique et privée. Mais il n'est pas dit qu'il faille penser que des choix sexuels privés suffisent à définir un groupe dont les droits doivent être revendiqués collectivement. Cela n'est pas écarté non plus : car c'est en s'apercevant que l'on est dépouillé de certains droits, que l'on découvre, précisément, son appartenance à un groupe dont, jusque-là, on pouvait ne soupçonner ni l'existence ni la nécessité. C'est souvent l'insulte, c'est-à-dire le regard et le jugement d'autrui sur soi, qui révèle une identité sociale à laquelle on ne pensait pas adhérer. On apprend alors son exclusion.

Didier Eribon commence donc son essai précisément par ce phénomène social de l'insulte sexuelle, qui agit comme un révélateur. Cette désignation qui met toute la personnalité de l'individu dans le faisceau sexuel, a-t-elle la même fonction que l'injure raciste contre les Noirs ou contre les Juifs ? En calquant le titre d'un célèbre essai de Sartre, abondamment cité, Eribon le suit jusqu'à un certain point. De même qu'il rejoint Hannah Arendt, appliquant ses conclusions théoriques et pratiques sur l'antisémitisme à la discrimination anti-homosexuelle. Il lui donne même raison sur la nécessité de *« l'existence de groupes affirmant leurs différences »* comme *« garant du pluralisme culturel et donc de la vie même de la société »*.

J.-M. ARMANI/RAPHO

RÉFÉRENCES

Proust, Sartre, Bourdieu et Foucault sont donc les références essentielles de cet essai qui consacre, par ailleurs, de nombreuses pages à Gide, Wilde, John Addington Symonds et Walter Pater. Théoricien équivoque de l'homosexualité masculine et féminine, l'auteur de la *Recherche*, en créant le personnage du baron de Charlus, mais en travestissant sa propre sexualité, est passé de la thèse, courante à son époque, d'un « troisième sexe », hermaphrodisme visible des seuls initiés (dans *Sodome et Gomorrhe)*, à celle d'une homosexualité généralisée, mais secrète (dans *Le Temps retrouvé*), miroir universel du mensonge social. Il considéra tour à tour le désir d'un homme pour un homme comme l'indice d'une féminité psychique (pathologique) et comme la forme la plus répandue de la sexualité masculine. C'est ce qui rend sa lecture complexe, peut-être plus que ne le suggère Eribon. Sartre puis Pierre Bourdieu fournissent, eux, des instruments conceptuels pour penser la domination sexuelle dans le filtre social. Et tout ce qui concerne l'injure sexuelle constitue probablement la meilleure partie de l'essai de Didier Eribon. Il analyse fort bien comment des individus, dont la conscience est, pour reprendre la formule de Sartre, *« investie par autrui »* sont amenés à adopter des comportements de fuite ou au contraire de revendication et à construire un mode de vie, fait de reconnaissance ou de clandestinité. *« La participation à une même sexualité stigmatisée ainsi que la marginalisation et l'exclusion qu'elle implique sont au fondement de la constitution d'un monde spécifique, inscrit autant dans la topographie des villes que dans la personnalité des individus qui viennent s'y agréger en le faisant exister et en le perpétuant au fil des générations. »*

C'est ce qui, comme le souligne Eribon, permet de convertir une *« haine de soi »* à laquelle pousse l'homophobie intériorisée, à l'*« acceptation de soi »* que favorise la constitution d'une communauté, même si, peut-on ajouter, cette communauté incite à des amalgames et à des solidarités assez illusoires. Mais on ne peut que donner raison à l'essayiste quand il écrit : *« La visibilité gay, aujourd'hui, ne signifie donc pas qu'un certain nombre de personnes auraient décidé au cours des dernières années de se définir par leur sexualité, mais qu'un nombre de plus en plus important d'individus gays ont cessé de dissimuler la partie "nocturne" de leur vie. »* Ou encore, plus loin : *« L'autonomie individuelle, la liberté individuelle se construisent et se conquièrent par des batailles qui ne peuvent être que collectives et toujours à recommencer. »*

On le suivra moins dans son survol psychologique de la personnalité du gay, quand bien même certains témoignages oraux et écrits paraîtraient converger vers une typologie du malaise, de la dissimulation, de la libération ou de la revendication. L'extrême difficulté que chacun éprouve à exprimer, par des moyens journalistiques, psychiatriques ou littéraires, l'histoire de ses désirs et de ses rencontres, de ses pulsions et de ses frustrations, de ses gestes et de ses sentiments, bref de son intimité, exige la plus grande prudence dans l'interprétation des aveux qui en sont faits.

Que de mensonges contiennent les réponses aux questionnaires des enquêtes et quelle naïveté que de croire pouvoir en tirer des statistiques ! Ces statistiques concernent la dicibilité publique du sexe et non sa réalité privée. Statistiques du discours et non des gestes et encore moins des identités.

Opposé à Foucault, au « premier » Foucault du moins, si l'on accepte le résumé qu'il donne de ses mutations théoriques, Eribon est convaincu qu'existe bel et bien une identité sexuelle, une personne homosexuelle. Que cette identité et cette personne soient le résultat d'un choix, d'une construction ou d'une nature, il n'est pas dans son intention d'en débattre. Foucault, lui, a souvent répété que l'homosexuel était une invention juridico-psychiatrique de la fin du XIXe siècle, mais Eribon, s'appuyant sur certains entretiens et (ce qui est méthodologiquement contestable) sur la vie personnelle du philosophe, relève des contradictions qui laissent entrevoir un autre type d'approche.

QUELQUES LACUNES

L'ouvrage aurait, sans doute, gagné en rigueur avec une recension plus systématique de la littérature gay. Trop d'absents parmi les romanciers français et américains : en premier lieu, Baldwin. De même, le cinéma, excellent « thermomètre » des tabous, est ignoré. Il aurait enfin été bon de rappeler, avec quelques détails, la mutation idéologique qu'a entraînée la pandémie du sida. Ces lacunes culturelles gênent : les artistes, les écrivains participent aussi à l'histoire des mentalités. L'absence d'analyses sur la législation des actes sexuels en France et aux Etats-Unis rend parfois vagues certains passages et, par contraste, arbitraires, malgré leur subtilité et leur évident intérêt, les longues digressions sur des références éloignées, trop connues (le procès de Wilde et le *Corydon* de Gide) ou au contraire trop pointues (Pater et Symonds). Ces réserves étant émises, cet essai fera probablement date.

René de Ceccatty

★ Signalons également le numéro spécial « Le Troisième Sexe » de la revue *La Mazarine* (12, boulevard Pereire, 75017 Paris, mars, 100 F [15,24 €]).

La drague reine

Dix ans après sa mort, sont publiées les nouvelles de Guy Hocquenghem : des textes dérangeants

OISEAU DE LA NUIT
de Guy Hocquenghem.
Albin Michel, 232 p., 98 F (14,94 €).

Un écrivain unique est mort du sida à quarante et un ans. Il avait fait ses preuves. Philosophe, journaliste, romancier, il avait tous les talents et notamment celui, très rare, d'être fidèle à lui-même et de ne jamais figer sa réflexion. Les nouvelles assemblées sous le titre de la plus longue – *Oiseau de la nuit* – sont un miroir « divergent » de notre temps. Leur lecture est passionnante et instructive, utile et revigorante.

Hocquenghem raconte les gays, les exclus, les marginaux du sexe, les paumés, les individus hybrides, tous ceux, dangereux, qui n'aiment que les lieux équivoques. Il traque leur solitude mais, fasciné, il détecte leur liberté, cette liberté toute-puissante que les nécessités du désir obligent à inventer. Il décrit les réseaux qui permettent de le satisfaire. Le thème dominant de l'écrivain est donc très loin de toute commisération. Comme Genet, Copi et quelques peu nombreux récalcitrants du consensus, Hocquenghem souligne la noire splendeur de l'homosexualité, sa force créative, son rôle subversif qui aide aux progrès d'une société hétérosexuelle qui, faut-il le souligner après l'énorme et misérable « Monicagate », s'enliserait dans les pièges destructurants d'une sexualité fade et codifiée.

En dix nouvelles mélancoliques, féroces mais subtiles, Hocquenghem élabore sa conception du désir amoureux, dévoile les remous secrets des êtres. Il est le témoin chaleureux du dragueur, audacieux mais apeuré, qui appartient *« à la vieille école lubrique »*, hostile à la *« nouvelle règle du jeu »*. Il est à l'intérieur du chaos psychologique de *« l'assassin de vieilles »* qui a défrayé la chronique il y a une douzaine d'années. Il donne la parole à tous les personnages nocturnes et ténébreux qui transforment en paillettes d'or une réalité de compromission, de clandestinité et de brutale concession.

Mais les nouvelles de Hocquenghem ne seraient que regard mélancolique sur les années défuntes si le romancier ne se trouvait en écho avec notre époque. Hocquenghem raconte fort bien mais sans juger, il provoque aussi notre remise en question. Serait-il le seul à avoir ainsi assumé sa propre loi du plaisir en observant attentivement le milieu gay, en maintenant son rôle de militant sur l'arête vive de la lucidité ? A des années-lumière des jeunes auteurs d'aujourd'hui qui refusent d'être « différents » ou qui, agressivement (mais c'est la même chose), veulent imposer comme modèle leur ostentatoire façon de jouir, Hocquenghem n'a jamais voulu prôner le plaisir comme panacée. Il devinait ce que cela créait de retrécissement et de conformisme. Il préférait dire le dédale de la difficile mais orgueilleuse course au fantasme qui éclaire la position titubante de l'être humain entre désir et mort, société et individualisme.

Oiseau de la nuit est au cœur de la fiction et de sa plénitude, mais les « histoires » racontées affrontent les eaux profondes des faits divers (le mot drague est utilisé pour la quête sensuelle des corps comme pour la recherche des noyés) et par là même révèlent nos angoisses. Aujourd'hui où les homosexuels demandent à la loi de les rendre égaux aux hétérosexuels, profitant de la compassion provoquée par les ravages du sida, lire l'auteur prémonitoire d'*Eve* est une excellente thérapeutique pour prendre la mesure du cadeau piégé qui, banalisant l'homosexualité, calme en premier une hétérosexualité masculine, inquiète de mal cerner un tenace et nostalgique désir de fusion virile.

H. Ma.

Ghetto ou visibilité ?

Entre le désir de répondre à une demande bien réelle et celui de ne pas enfermer la littérature homosexuelle dans un genre à part entière, éditeurs, auteurs et libraires cherchent à se situer

Faut-il mettre à part la littérature homosexuelle, créer des collections comme le « Rayon gay » dirigé par Guillaume Dustan (Balland) ou des maisons d'édition spécialisées et « outer » les écrivains dans les librairies ?

A priori, tout le monde est contre. Pas de ghettos. La littérature est la littérature, elle est bonne ou mauvaise. Puis quelques voix s'élèvent, tranquilles, sans agressivité, loin du tumulte suscité par les pro- et les anti-Dustan. Ainsi, la librairie du Furet du Nord, à Lille, prépare une exposition intitulée « Bibliothèque gay ». *« Nous sommes contre un rayon gay. En revanche, il nous paraît intéressant de procéder à des opérations thématiques, surtout en province où il n'existe pas de librairie spécialisée comme Les Mots à la bouche, à Paris,* explique Laurent Bonelli, *il y a un public gay et lesbien ici comme ailleurs. On a envie de leur faire connaître des livres qu'on a aimés comme ceux de René de Ceccatty, de Joselyne François, de Jeanette Winterson ou de Gore Vidal. Et il n'y a pas que le public gay qui s'y intéresse. Ce sont les femmes qui ont fait le succès d'Hervé Guibert. »* Même chose à la Fnac : *« Nous n'avons pas de rayon de littérature gay et lesbienne, mais il y a une rubrique "homosexualité" en sciences humaines,* déclare Pascale Français, responsable pour la littérature. *Il nous arrive d'organiser ponctuellement, dans certaines Fnac, des regroupements sur tables d'ouvrages de fiction en fonction d'une actualité, comme la Gay Pride, par exemple. »*

Patrick Cabasset, journaliste, qui vient de publier un long article malicieux (1) sur ce qu'il appelle *« la mode queer »*, celle de toutes les transgressions sexuelles, des sado-maso aux « hétéroflexibles », serait lui plutôt « pour » – *« parce que c'est une forme de visibilité. Et* "le cul", *c'est quasiment la seule façon d'être gay pour une partie de la population et la collection de Dustan, c'est pour ces gens-là, la première occasion de se plonger dans un livre... Par effet de mode, on lit aussi Dustan chez les Versaillaises. C'est une expression qui fascine les gens. Cela remonte à* Cosmo *et à Mireille Dumas. »*

UNE DEMANDE

Emmanuel Ménard, a toujours refusé d'être catalogué comme « écrivain gay » : *« Je suis gay et je suis un auteur* (2). *C'est quoi la littérature gay ? Une ambiance gay ? Un personnage gay ? Cela revient à un problème d'auteurs, de ton et de thématique. En outre, à part* Les Chroniques de San Francisco *d'Armistead Maupin qui font vivre son éditeur, Le Passage du marais, c'est commercialement très risqué d'avoir une maison d'édition spécialisée, mais une collection, pourquoi pas ? Même si c'est une collection repoussoir comme celle de Dustan. Toutefois, si un public jeune ne trouve que* "Le Rayon Gay", *il va avoir une curieuse idée de la culture gay ! Ce qu'il faut voir, c'est qu'il y a dans la communauté homosexuelle toutes sortes de gens qui ont un fond culturel commun. Si je vais voir* Priscilla, folle du désert *avec mes parents, moi je vais exploser de rire et eux diront que* "oui, c'est amusant", *parce que certaines références leur auront échappé. Et si je vais voir* La Vérité si je mens *avec des amis juifs, je vais en voir à un moment six morts de rire, sans comprendre pourquoi... »*

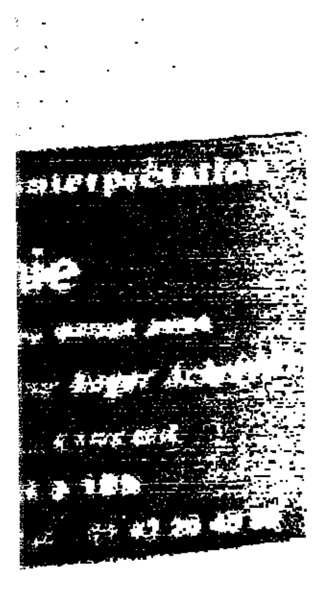
Pour Isabelle Le Coz, qui a lancé sa maison d'édition, KTM, uniquement consacrée à la littérature lesbienne (3), *« il ne faut pas penser ghetto : il y a une demande mais il n'y a rien. L'offre est uniquement américaine, et ce n'est pas notre expérience. Nous ne publions donc que des Françaises, car ce que cherchent les lectrices, au-delà de l'histoire, c'est un quotidien, un vécu, des réflexions où se retrouver ».*

Martine Silber

(1) In *L'Officiel de la couture et de la mode*, avril 1999.

(2) *Cannibales* (Zulma), *La Dernière victime* (Librairie des Champs-Elysées), *La Jambe cassée* (DLM).

(3) 20, rue Saint-Nicolas, 75012 Paris. Deux titres publiés : *Once Upon a Poulette*, de Cy Young, et *Malice*, de Cécile Dailly. Le deuxième roman de Cy Young est prévu pour la mi-mai.



L'EDITION FRANÇAISE

● **L'Olivier s'attaque au Pommier.** Les éditions de L'Olivier – département du Seuil depuis 1996 – ont assigné, le 22 mars, devant le tribunal de grande instance de Paris, la librairie Arthème Fayard qui abrite Le Pommier. L'arbre stylisé sur la couverture, l'homophonie constituée par la syllabe finale « .. ier » seraient une imitation frauduleuse des marques « éditions de L'Olivier ».
De plus, la collection « Romans & plus » aux éditions du Pommier est considérée comme un démarquage manifeste de « Fiction & Cie », collection lancée par Le Seuil en 1974. Les éditions du Pommier, créant une *« volonté de confusion et de parasitisme »* (*« actes révélateurs de concurrence déloyale »*) profiteraient ainsi de la notoriété des éditions de L'Olivier. Outre l'interdiction de l'utilisation des termes « Romans & plus », Mᵉ Dominique de Leusse, pour Le Seuil, réclame la condamnation des éditions Fayard à verser 300 000 F (45 734 €) à titre de dommages-intérêts ainsi que la publication du jugement à intervenir dans cinq journaux ou revues au choix de la demanderesse, sans que le coût soit inférieur à 25 000 F (3 811 €).

● **Extrapole négocie pour racheter Le Furet du Nord.** Extrapole, un réseau de cinq librairies racheté en 1998 par Hachette Distribution Service, a indiqué, le mardi 6 avril, qu'il devrait finaliser prochainement la prise de contrôle des douze librairies Le Furet du Nord (actuellement entre les mains de son président Christian Le Blan et de Christian Toulouse). La société anonyme lilloise, qui emploie 340 personnes, réalise un chiffre d'affaires de 340 millions de francs (51,8 millions d'euros).
Selon Extrapole, la Fnac, le groupement Librairie du savoir et l'allemand Bertelsmann étaient sur les rangs pour reprendre les librairies nordistes. Extrapole, qui prévoit avant la fin de l'année l'ouverture de quatre nouvelles librairies dont deux en Pologne, a réalisé un chiffre d'affaires de 300 millions de francs (45,7 millions d'euros) en 1998. Ce rachat devrait lui permettre de doubler sa taille et d'avoir une plus forte puissance d'achat.

● **Le groupe Mango s'élargit.** Dirigé par Hugues de Saint-Vincent, le groupe Mango – spécialisé jusqu'alors dans les secteurs jeunesse, sport et pratique – poursuit sa stratégie de développement dans la branche littérature. Après l'accueil, en 1997, des éditions Blanche (*spécialisées dans l'érotique*), dirigées par Franck Spengler, et celui des éditions Joëlle Losfeld, c'est au tour de Jean-Loup Chiflet de lancer sa maison d'édition. Nouveau département de Mango Littérature, Mots et Cie publiera sept titres en 1999 consacrés à l'humour.

La mémoire sulfureuse de Lao She

Ferveur et tabou entourent la célébration en Chine du centenaire du grand maître de la littérature populaire

PÉKIN
de notre correspondant

Une tasse de thé, des lunettes cerclées et un buvard. Des clichés, des rayons de livres et des caricatures antijaponaises de la guerre. Et cette phrase, surtout cette phrase, agrandie, rivée au mur : *« Je verse mon sang chaud sur le papier. »* On visite le musée de Lao She comme un lieu sacré. Les œuvres du maître s'alignent derrière des vitres astiquées – manuscrits, traductions –, reliques d'un imaginaire romanesque où le culte de la dérision nourrit la peinture d'une Chine démise.

Le public vient flâner dans cette maison traditionnelle à la cour piquée de kakis secs et à la charpente badigeonnée d'un rouge vermillon, sise dans une *hutong* (ruelle) non loin d'un hideux centre commercial de la rue Wangfujin. *« Il ne reconnaîtrait pas son Pékin »*, murmure un visiteur à la retraite, nostalgique de l'univers de Lao She, celui du petit peuple gouailleur des *hutong* que menacent les pelleteuses des promoteurs de Hongkong alliés aux bureaucrates de Pékin. Une date s'étale sur l'agenda conservé de l'écrivain : 24 août 1966. Lao She avait quitté son domicile, ce matin-là, pour *« se promener »*. Il ne reviendra pas chez lui. On l'a retrouvé noyé, la tête immergée dans le lac de la Paix.

Trente-trois ans plus tard, la Chine célèbre le souvenir du martyr. A l'occasion du centenaire de sa naissance, un colloque a réuni, en février, à Pékin, deux cents spécialistes venus du monde entier. On a longuement disserté sur l'humour ou sur l'identité mandchoue de l'auteur. Signe des temps, les échanges ont eu lieu dans une ambiance plus décontractée que lors d'un précédent colloque, en 1992, raté en raison de l'absence des experts chinois. L'exégèse se délie. Pour autant, on ne peut pas encore tout dire sur Lao She. Les circonstances de sa mort restent un sujet éminemment épineux, sinon tabou.

LOURD SILENCE

La thèse officielle est qu'il s'est suicidé en se jetant dans le lac de la Paix. Il ne souffrait plus, dit-on, les brimades des gardes rouges qui lui imposaient des séances d'autocritique à répétition. Au temple de Confucius, les nervis l'avaient cinglé de sabres de bois d'opéra de Pékin pour lui faire avouer ses prétendus *« crimes contre-révolutionnaires »*. Aujourd'hui, la préposée municipale du musée de Lao She n'épargne aucun détail de ces exactions. Elle a potassé son mémo : des hordes de dévoyés de la révolution ont acculé l'écrivain au suicide. Point final. Mais qui ose constester en Chine cette version érigée en vérité de granit ? Qui s'aventure à suggérer, à l'instar du spécialiste français Paul Bady, que Lao She pourrait avoir été purement et simplement assassiné ? Car si le désespéré avait plongé dans le lac, pourquoi ses vêtements sont-ils restés secs ? La question est d'importance. Elle touche aux limites de l'exercice d'introspection que la Chine s'autorise dès que l'on touche à la mémoire de la révolution culturelle. Pour avoir exigé en 1986 que l'on fasse toute la lumière sur la mort de l'écrivain, un ancien dirigeant de l'Association des études sur Lao She s'est vu retirer sa carte du Parti.

D'autres intellectuels interrogent aujourd'hui la vérité officielle mais de manière plus oblique. Sans aller jusqu'à mettre en cause la théorie du suicide, ils avancent une interprétation hétérodoxe des motivations de l'écrivain. Lao She victime d'une poignée d'excités ? Le sens de son acte ne va-t-il pas au-delà ? N'est-il pas plus radical ? *« Il s'est suicidé car il avait perdu toute confiance dans le Parti communiste et en Mao Zedong »*, assure un ancien animateur de l'Association des études sur Lao She qui préfère garder l'anonymat – précaution qui en dit long sur les inhibitions qui continuent d'entourer cette question en Chine. Cette thèse de la foi broyée sent le soufre. Elle est à l'opposé de la vulgate qui continue de présenter Lao She comme une personnalité officielle, acquise au socialisme et au Parti, au point d'avoir dénoncé – ce qui est tristement vrai – d'autres écrivains lors de la campagne de l'après-Cent Fleurs (1957) contre les *« droitiers »*. Ce Lao She-là avait en fait cessé de créer. Pour avoir mis sa plume au service de *« campagnes »*, il s'était condamné à la stérilité. Son œuvre, la vraie, celle dédiée à la truculence des petites gens assommées par la fatalité, remontait à l'élan pré-1949 – à l'exception notable de la *Maison de thé*, écrite durant la brève détente des Cent Fleurs. Singulière pour l'époque, la pièce marquait en fait le sursaut – éphémère – d'une inspiration que le laminoir idéologique avait déjà anémiée. En marge du centenaire officiel, c'est bien cette veine-là de l'héritage de Lao She, satirique et insolent, qui est aujourd'hui fêtée par le public.

Pour s'en convaincre, il suffit de se rendre au Théâtre des Ouvriers, bâtisse de béton sans âme située au cœur du quartier populaire Hu Fang Qiao, à deux pas de la rue des antiquaires Liu Lichang. La représentation de la *Maison de thé* débute en fin d'après-midi, à l'heure où les écoliers, le cou ceint d'un foulard rouge, se ruent sur les gâteaux à la crème des pâtisseries. Le metteur en scène Gu Wei, un fidèle de l'œuvre de Lao She, a orchestré le récit selon l'art du *quju*, le théâtre populaire chanté propre à la tradition pékinoise. La pièce narre les tribulations de la Chine sur un demi-siècle (1898-1949) à travers le microcosme fébrile d'une maison de thé. Comment mieux saisir l'actualité de Lao She ? Les scènes sont riches de résonances contemporaines qui ravissent le public. Quand un personnage (Chang le quatrième) s'exclame : *« Oui, j'aime mon pays, mais de qui suis-je aimé ? »*, la salle applaudit à tout rompre. Chacun se reconnaît, encore aujourd'hui, dans cette complainte du patriotisme floué, du sacrifice mal récompensé, de l'infortune inégalement répartie. Lors de la commémoration au Palais du peuple, nul officiel ne s'était aventuré à broder sur le sujet. C'est bien un double Lao She dont la Chine célèbre le centenaire.

Frédéric Bobin

★ Titres disponibles en France : ***La Maison de thé*** **(Ed. en langues étrangères, 1980),** ***Le Bateau magique*** **(Ed. en langues étrangères, 1982),** ***Gens de Pékin*** **(Gallimard, 1982),** ***La Cage entrebâillée*** **(Gallimard, 1986),** ***L'Enfant du Nouvel An*** **(Gallimard, 1986),** ***Le Tireur de pousse*** **(Ed. en langues étrangères, 1989),** ***Un fils tombé du ciel*** **(éd. Arléa, 1989),** ***Le Pousse-Pousse*** **(éd. Philippe Picquier, 1990),** ***Quatre générations sous un même toit*** **(Mercure de France, tome I : 1996, tome II : 1998).**

Passage en revues

● « Lignes »

Francis Marmande, Mathieu Bénézet, Jean-Paul Curnier, Christophe Bident, Daniel Dobbels, Laurence Louppe, Emmanuel Saulnier et Michel Surya sont les maîtres d'œuvre d'un dossier intitulé *Résistance de l'art, des arts résistants*. Francis Marmande y retrace une histoire des écritures de la transgression, et s'insurge contre l'idée que cette notion puisse paraître dépassée en un temps où Salman Rushdie et Taslima Nasreen ont été poursuivis à mort pour fait d'écrivain, où des ouvrages, en France, sont condamnés avant d'être écrits, où s'installe *« partout un climat de néo-puritanisme aigu, la surveillance généralisée, le despotisme de l'opinion publique, le contrôle total, la précaution utile, dictée par l'économie, des éditeurs, le tout communication, le règne absolu du faux et la maladie de la transparence »*. Michel Surya, lui, accuse : ce ne sont pas les médias qui ont domestiqué la pensée, mais les intellectuels, devenus « domestiques », ou *« hétéronomes »*, intellectuels de pouvoir *« comme il y eut, avant eux, des intellectuels de parti »* (nº 36, mars 1999, Hazan, 180 p., 100 F [15,24 €]).

● « Terrain »

Le dernier numéro de la revue d'ethnologie du ministère de la culture est consacré au « Beau ». On y trouve des textes sur l'art des masques en Papouasie-Nouvelle-Guinée et la pratique du *« dédommagement du désir »*, le langage de la beauté chez les Inuit du Canada, la faculté en milieux ouvriers de fabriquer des œuvres d'art avec ferrailles et objets de brocantes, le rituel faussement futile qu'est l'élection d'une Miss Monde en Inde, la transformation des corps dans les sociétés indiennes de la Côte nord-ouest (Canada), et la révolutionnaire théorie de l'art proposée par l'anthropologue anglais Alfred Gell. Dans le même numéro, un article sur le football dans la culture populaire à Voutré, un petit village situé entre Laval et Le Mans (nº 32, mars, Editions du patrimoine, 65, rue de Richelieu, 75002 Paris, tél. : 01-40-15-85-271, 66 p., 90 F [13,72 €]).

● « Vertigo »

La revue d'esthétique et histoire du cinéma dirigée par Christian-Marc Bosséno consacre un numéro au « Lointain ». Etudes sur la contagion du plan moyen, l'horizon du récit, le devoir du cinéaste de faire entrer, tel Eisenstein, *« la réalité dans la sphère d'action de la fiction »*. Pour appréhender le lointain comme invention formelle, regarder à la jumelle, tel James Stewart dans *Fenêtre sur cour*, les vies qui défilent de tout le voisinage. Zapper sur l'écran noir des nuits blanches de nos maîtres-voyeurs. Voir Satyajit Ray, Rivette, Angelopoulos, Mizoguchi, Kiarostami, Pollet, Keaton, Antonioni, Oliveira, Tati, Godard, Wenders... Ou, comme l'explique François Prodromidès, John Cassavetes, qui possédait l'art, via ses gros plans, de jeter à ses personnages et à ses spectateurs *« un espace à la gueule »* (nº 18, éd. Jean-Michel Place, 160 p., 140 F [21,34 €]).

J.-L. D.

A L'ETRANGER

Festival de poésie à Manhattan

Du 9 au 11 avril, le People's Poetry Gathering se tiendra dans les cafés, les parcs et les auditoriums de Manhattan. Le festival célébrera toutes les formes de poésie du sonnet au hip-hop, des vers du poète écossais du XVIIIᵉ siècle Robert Burns aux textes publiés sur Internet. On lira *Le Corbeau* d'Edgar Allan Poe dans un cimetière ; il y aura une joute entre rappers dont le vainqueur sera déclaré aux applaudissements ; des poètes *country* chanteront. Des amateurs tenteront de se faire connaître, des poètes reconnus seront également présents, comme le gagnant du prix Pulitzer Galway Kinnell, qui fera une lecture de Federico García Lorca et participera à un stage avec un poète brésilien, qui accroche ses textes sur des cordes à linge pour qu'ils soient lus par les passants. Robert Bly lira l'*Ode à mes chausssettes* de Pablo Neruda, assurera un atelier sur « mythologie et poésie », et discutera des traditions orales avec Kewulay Kamara, un poète de Sierra Leone qui descend d'historiens de tradition orale... Son œuvre est entrecoupée de musique et d'improvisation. Il y aura également des compositions de haïkus japonais et un concours de *decima* portoricaine : il s'agit de tirer une phrase d'un chapeau, destinée à clore un poème de dix lignes. Sherman Alexie, l'auteur du scénario de *Phoenix Arizona* de Chris Eyre (sortie le 21 avril) tiré du recueil de nouvelles éponyme (Albin Michel), participera à un concours de poésie. Ces festivités sont organisées par City Lore, une association qui organise des lectures et dispose d'une bibliothèque entièrement consacrée à la poésie et à la culture populaire.

● **COLOMBIE : XIIᵉ Foire du livre**
Plus de 400 exposants venus de neuf pays participent à la XIIᵉ Foire internationale du livre de Bogota avec la Grande-Bretagne comme invité d'honneur. Le thème cette année tourne autour des « relations entre les villes et la littérature ». 250 écrivains y sont attendus. Des expositions, des présentations de films, des spectacles de théâtre et de musique accompagneront ces treize journées.

● **VENEZUELA : le XIᵉ prix Rómulo-Gallegos**
L'une des récompenses les plus prestigieuses de littérature latino-américaine, le prix Rómulo-Gallegos, créé en 1964, sera attribué le 2 juillet. 219 romans d'auteurs de 19 pays ont été sélectionnés. Parmi les premiers auteurs récompensés, on relève les noms du Péruvien Mario Vargas Llosa, du Colombien Gabriel García Márquez et du Mexicain Carlos Fuentes. La Mexicaine Angeles Mastretta, qui a obtenu ce prix en 1997, présidera le jury cette année.

AGENDA

● **LE 11 AVRIL. VIRGILE. A Paris,** une lecture de *L'Enéide*, de Virgile, est proposée dans une mise en scène de Brigitte Jaques (de 10 heures à minuit, 36, quai du Louvre, 75001 Paris ; tél. : 01-40-20-84-00).

● **LE 11 AVRIL. KENZABURO OÉ. A Paris,** la Bibliothèque publique d'information organise une conférence de René de Ceccatty autour de l'œuvre de Kenzaburo Oé (à 17 heures, place Igor-Stravinsky, 75004 Paris ; tél. : 01-44-78-12-33).

● **LE 12 AVRIL. POÉSIE. A Paris,** la BNF propose une conférence d'Yves Bonnefoy suivie d'une lecture des poèmes de Christian Dotremont par Lambert Wilson (à 18 h 30, Bibliothèque de l'Arsenal, 1, rue de Sully, 75004 Paris ; réservation : 01-53-79-49-49).

● **LE 12 AVRIL. ÉDITION. A Paris,** la Bibliothèque publique d'information organisera un débat, animé par Florence Noiville, autour du thème : « Promotion et publicité du livre » (à 19 h 30 au Tipi, piazza Centre Georges-Pompidou, 46, rue Quincampoix, 75004 Paris ; tél. : 01-44-78-46-41).

● **LE 14 AVRIL. DIEU. A Paris,** la Bibliothèque nationale de France organise, sur le thème « Quelques effets de Dieu », une conférence de Florence Delay intitulée « L'athlétisme spirituel » suivie d'une table ronde avec Frédéric Boyer, Sylvie Germain et Patrick Kéchichian (à 18 h 30, BNF, quai François-Mauriac, 75013 Paris ; tél. : 01-53-79-59-59).

● **DU 14 AU 17 AVRIL. FOUCAULT.** A Caen et à Paris, à l'occasion du dépôt des archives Foucault à l'Institut mémoires de l'édition contemporaine, le Centre Michel-Foucault et l'IMEC organisent colloque, expositions et projection (rens. : 02-31-29-37-37 ou 01-53-34-23-23).